



UNHCR

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

RAPPORT GLOBAL

2022



RAPPORT GLOBAL 2022

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est mandaté par les Nations Unies pour conduire et coordonner l'action internationale pour la protection des réfugiés à travers le monde et pour la recherche de solutions à leurs problèmes. La mission première du HCR est de chercher à garantir les droits et le bien-être des réfugiés. Dans la poursuite de cet objectif, l'organisation s'efforce de s'assurer que chacun puisse bénéficier du droit d'asile et trouver refuge en toute sécurité dans un autre État ainsi que retourner volontairement dans son pays d'origine. En assistant les réfugiés à rentrer chez eux ou à s'installer de manière permanente dans un autre pays, le HCR recherche également des solutions durables à leurs situations.

Le Comité exécutif du Programme du HCR et l'Assemblée générale des Nations Unies ont également autorisé l'intervention du HCR en faveur d'autres groupes. Ces groupes incluent les anciens réfugiés de retour dans leur pays d'origine, les personnes déplacées internes, les apatrides ou les personnes dont la nationalité est controversée. L'organisation s'efforce de prévenir les situations de déplacements forcés en encourageant les États et les autres institutions à créer les conditions propices à la protection des droits de l'homme et au règlement pacifique des différends. Dans toutes ses activités, le HCR apporte une attention particulière aux besoins des enfants et cherche à promouvoir l'égalité des droits des femmes et des filles.

L'organisation mène son action en collaboration avec de nombreux partenaires, dont les gouvernements, les organisations régionales, internationales et non gouvernementales. Convaincu que les réfugiés et les autres personnes qui bénéficient des activités de l'organisation devraient être consultés pour les prises de décision qui affectent leur vie, le HCR s'est engagé à mettre en œuvre le principe de participation dans ses actions.

Table des matières

Le Rapport Global présente le travail du HCR en 2022 pour protéger et améliorer la vie de dizaines de millions de personnes sous son mandat – réfugiés et demandeurs d'asile, rapatriés, déplacés internes, apatrides et autres personnes. Le Rapport souligne les progrès réalisés ainsi que les défis auxquels l'organisation et ses partenaires ont été confrontés dans leurs efforts pour répondre à des crises graves et multiples ainsi qu'à des besoins humanitaires sans cesse croissants.



APERÇU

- 4 Avant-propos du Haut Commissaire
- 6 Le HCR en 2022, chiffres clés
- 8 Carte des populations déracinées et apatrides en 2022
- 10 COMPASS et le cadre mondial de résultats
- 12 Financement des programmes du HCR



RÉSUMÉS RÉGIONAUX

- 58 Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs
- 66 Afrique australe
- 72 Afrique de l'Ouest et du Centre
- 78 Amériques
- 86 Asie et Pacifique
- 94 Europe
- 102 Moyen-Orient et Afrique du Nord



DOMAINES D'IMPACT, DE RÉALISATION ET PRIORITAIRES

- 110 Aperçu des domaines d'impact
- 122 Le Pacte mondial sur les réfugiés



- 124 **Domaine prioritaire** Déplacements internes
- 128 **Domaine de réalisation 1** Accès au territoire, enregistrement et délivrance de documents
- 131 **Domaine de réalisation 2** Détermination du statut de réfugié
- 134 **Domaine de réalisation 3** Droit et politique de protection
- 137 Principaux indicateurs en 2022 pour les domaines de réalisation 1-3
- 138 **Domaine prioritaire** Apatridie
- 142 **Domaine de réalisation 4** Violences de genre
- 146 **Domaine de réalisation 5** Protection de l'enfance
- 148 **Domaine de réalisation 6** Sécurité et accès à la justice
- 150 Principaux indicateurs en 2022 pour les domaines de réalisation 4-6



- 152 **Domaine prioritaire** Action climatique
- 156 **Domaine de réalisation 7** Engagement communautaire et émancipation des femmes
- 162 **Domaine de réalisation 8** Bien-être et besoins essentiels
- 166 **Domaine de réalisation 9** Logement et sites d'installation durables
- 168 **Domaine de réalisation 10** Santé
- 170 **Domaine de réalisation 11** Éducation
- 174 **Domaine de réalisation 12** Eau potable, assainissement et hygiène
- 176 Principaux indicateurs en 2022 pour les domaines de réalisation 7-12
- 178 **Domaine prioritaire** Collaborer avec les partenaires du développement
- 182 **Domaine de réalisation 13** Autosuffisance, inclusion économique et moyens de subsistance
- 184 **Domaine de réalisation 14** Rapatriement volontaire et réintégration durable
- 187 **Domaine de réalisation 15** Réinstallation et voies complémentaires d'admission
- 190 **Domaine de réalisation 16** Intégration locale et autres solutions locales
- 192 Principaux indicateurs en 2022 pour les domaines de réalisation 13-16

DOMAINES D'APPUI

- 194 Résumé des domaines d'appui

ANNEXES

- 200 États membres du Comité exécutif du HCR et États parties aux Conventions sur les réfugiés et les apatrides
- 202 Acronymes

Le site [Global Focus](#) (en anglais) constitue la principale plateforme d'information sur les opérations pour les donateurs. Régulièrement mis à jour, le site complète et développe l'information contenue dans le Rapport Global sur les opérations du HCR plus en détail, fournissant des chiffres sur les principaux thèmes opérationnels et leurs objectifs ainsi que de plus amples informations sur les budgets, les financements et les dépenses du HCR. Il contient également un glossaire regroupant les termes techniques employés tout au long du rapport.



Relever le défi du niveau record des déplacements

© HCR/Colin Delfosse

Le Haut Commissaire Filippo Grandi visite les ruines d'un bâtiment du Gouvernement ukrainien dans la ville de Mykolaiv, en Ukraine. Le bâtiment a été touché par une frappe ayant détruit le bureau du Gouverneur de l'oblast (région) de Mykolaiv en mars 2022.

L'année 2022 a encore été une année de terribles épreuves qui ont failli éclipser les nombreux domaines d'espoir et de progrès. La guerre en Ukraine a déclenché l'une des plus importantes et plus rapides crises de déplacement dans l'histoire du HCR, ainsi qu'un choc économique qui s'est répercuté sur les marchés mondiaux de l'alimentation et des carburants. Des conflits ont ébranlé l'Éthiopie, le Sahel, le Myanmar et les régions de l'est de la République démocratique du Congo. Des crises prolongées ont perduré et dans les pays où les conflits se sont apaisés, comme en Afghanistan ou au Soudan du Sud, des risques et des dangers subsistaient néanmoins, en particulier pour les femmes et les filles. Le glissement vers la pauvreté, déjà amorcé par les privations liées à la pandémie, s'est accéléré du fait de la rareté des emplois et de l'augmentation du coût de la vie. Des millions de personnes ont été contraintes d'entreprendre des périodes dangereuses pour se mettre en sécurité, voyageant souvent aux côtés

de personnes recherchant un avenir meilleur. Le nombre de personnes déracinées a atteint un record sans précédent de 108 millions, s'ajoutant à la pression subie par les pays d'accueil et les donateurs humanitaires. De plus, des millions d'autres personnes demeuraient apatrides. L'implacable évolution de l'urgence climatique a provoqué des inondations, des sécheresses et des famines, forçant les personnes n'ayant pas les moyens ou les capacités d'en atténuer les effets ou de s'adapter, à fuir. Les besoins de millions de personnes n'ont pas été couverts, la générosité des donateurs étant inégalement distribuée, finançant certaines situations d'urgence tout en allouant très peu d'argent aux personnes exilées par des crises oubliées ou négligées.

Au milieu de cette morosité accablante, pouvons-nous voir des signes d'espoir? En effet, à une époque où fleurissent les discours de haine et le populisme xénophobe, il est facile de se sentir

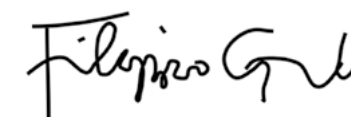
découragés. Mais nous ne devons pas négliger le socle fondamental de soutien qui existe en faveur des personnes déracinées ou apatrides. Il s'appuie sur l'opinion de [la vaste majorité des gens ordinaires](#) (en anglais) et est codifié dans un nombre croissant d'accords, à commencer par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, qui engagent les États à respecter les droits et à lutter contre les causes profondes des déplacements et de l'apatridie. En 2022, de nombreuses personnes ont redécouvert le sens du terme «réfugié» lorsque la guerre en Ukraine les a incitées à remettre en question leurs propres préjugés à l'encontre des personnes déplacées par des crises qui sévissent ailleurs dans le monde. Les histoires des personnes ayant entrepris des périodes dangereux ont souvent touché les cœurs et ouvert les esprits. En termes de financement, cet élan de soutien en faveur de la cause des réfugiés a rapporté au HCR un record de 1,2 milliard de dons provenant de particuliers, d'entreprises et de fondations. Le nombre de réfugiés réinstallés dans des pays tiers a presque doublé, atteignant son plus haut niveau en six ans.

Le HCR avance avec détermination et innovation, créant les conditions qui réduiront l'impact des déplacements forcés et de l'apatridie et qui aideront les personnes à trouver des solutions. En 2022, nous avons créé les «[Poches d'espoir](#)» (en anglais) au Soudan du Sud, les «[centres Point bleu](#)» (en anglais) pour les réfugiés ukrainiens, et renforcé les [aides en espèces](#) (en anglais) et l'engagement communautaire dans le monde entier pour donner aux personnes plus de contrôle sur leur vie et leur avenir. Nous avons investi dans les données afin de mieux plaider pour l'inclusion des personnes déplacées et pour l'éradication de l'apatridie, et nous avons noué des alliances et des partenariats pour trouver des solutions et réduire la charge qui pèse sur les pays d'accueil. Les États africains se sont unis pour mettre fin à une situation de réfugiés de longue durée, en Côte d'Ivoire, et ont mobilisé un large soutien pour remédier à une autre situation, en République centrafricaine.

Ce type de coopération est au cœur du [Pacte mondial sur les réfugiés](#) (en anglais), un outil mondial qui trouvera une nouvelle impulsion lors du Forum mondial sur les réfugiés qui se tiendra à la fin de cette année. Le Pacte a contribué à renforcer la

prise de conscience de la futilité, de l'inhumanité et du gâchis d'exclure et de défavoriser des millions de personnes ayant déjà subi des conflits, des violences, des persécutions ou des discriminations. Notre collaboration avec les partenaires du développement traduit cette prise de conscience en actions concrètes, par des investissements dans la stabilité et dans des mesures favorisant l'inclusion financière et sociale des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil. Des programmes d'emploi dans des pays comme le Brésil et le Mexique transforment avec succès des milliers de réfugiés en employés et contribuables. Au Kenya, le HCR a élaboré une [stratégie sur quatre ans dans le domaine des moyens de subsistance](#) (en anglais) pour compléter l'approche globale et durable du Gouvernement visant à faire face à la situation des réfugiés. Le Kenya a aussi fait preuve de leadership pour mettre fin à des situations d'apatridie, en prenant la décision de reconnaître les membres de la [communauté Pemba](#) en tant que citoyens en 2022.

Ce ne sont que quelques exemples pour montrer les changements positifs qui sont à l'œuvre malgré les défis mondiaux. En 2022, le HCR a posé les bases d'autres changements, notamment dans le cadre de ses «[Orientations stratégiques 2022-2026](#)» (en anglais), qui ont réaffirmé notre engagement à protéger, répondre, inclure, responsabiliser et résoudre. La réalisation de ces objectifs nécessite une action de l'ensemble de la communauté internationale. De nombreux États sont déjà de généreux donateurs et des pays d'accueil, mais davantage peut encore être fait. Quelle que soit votre propre situation, j'espère que vous soutiendrez cette vision, et je vous invite à lire ce Rapport global pour voir comment nous avons mis nos ambitions en pratique en 2022.



– Filippo Grandi

Haut Commissaire pour les réfugiés
des Nations Unies

LE HCR EN 2022

Afin de protéger et d'assister 112,6 millions de personnes déracinées et apatrides dans 135 pays et territoires



Le budget du HCR s'élevait à **10,714 milliards de dollars**



Il a reçu **5,851 milliards de dollars de contributions**



Il a dépensé **5,607 milliards de dollars**

Résultats clés



Partenaires mondiaux
1,496 milliard de dollars ont été mis en oeuvre par l'intermédiaire de **1239** partenaires financés par le HCR dans **109** opérations



Enregistrement
3,1 millions de dossiers individuels enregistrés dans PRIMES proGres v4
4,1 millions d'individus enregistrés biométriquement dans BIMS



Réinstallation
58 457 départs en réinstallation de réfugiés et demandeurs d'asile



Déploiements d'urgence
492 membres du personnel du HCR et de ses partenaires ont été déployés pour soutenir **35** nouvelles urgences



Apatridie
32 426 apatrides ont acquis une nationalité ou ont vu leur nationalité confirmée



Réponse aux situations d'urgence
37 millions de dollars d'articles de première nécessité ont été expédiés pour **25 millions** de personnes



Intégration locale
6,6 millions de réfugiés et demandeurs d'asile ont obtenu le statut de résident ou l'ont vu confirmé



Retours
339 301 réfugiés et demandeurs d'asile sont rentrés volontairement dans la sécurité et la dignité dans leur pays d'origine

6 RAPPORT GLOBAL DU HCR 2022

LE HCR EN 2022

Suivi multisectoriel | chiffres de fin d'année 2022

Protection



21,2 millions de personnes déracinées et apatrides ont eu accès à des services de protection

Le nombre d'**enfants** déracinés et apatrides qui ont eu accès à des services de protection :



73% des pays disposaient de services de protection contre les violences de genre destinés aux personnes déracinées et apatrides ayant survécu à ces violences

Pays déclarants : **131**

8,4 millions

	Total	Enfants (sur le total)
Réfugiés :	10,7M	4,4M
Déplacés internes :	7,0M	2,7M
Autres personnes :	3,5M	1,3M

Pays déclarants : **154**



78% des pays disposaient de services de protection de l'enfance accessibles aux enfants déracinés et apatrides

Pays déclarants : **125**

Protection sociale



6,2 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile ont bénéficié d'une protection sociale accrue ou élargie

Pays déclarants : **70**

Besoins essentiels



9,8 millions de réfugiés, déplacés internes et autres personnes sous le mandat du HCR ont reçu des aides en espèces

Pays déclarants : **109**

Santé



12 millions de réfugiés, demandeurs d'asile et autres personnes sous le mandat du HCR ont bénéficié de services de soins de santé essentiels

Pays déclarants : **85**



994 000 femmes et jeunes filles ont accédé à des services de santé sexuelle et procréative

Pays déclarants : **57**



1,1 million de réfugiés, demandeurs d'asile et autres personnes sous le mandat du HCR (dont enfants, parents et personnes responsables d'enfants) ont bénéficié de services de santé mentale et de soutien psychosocial

Pays déclarants : **82**



140 000 enfants de 6 à 59 mois ont été admis pour un traitement de malnutrition aiguë modérée (MAM)

Pays déclarants : **37**

72 500 enfants de 6 à 59 mois ont été admis pour un traitement de malnutrition aiguë sévère (SAM)

Pays déclarants : **37**

Redevabilité envers les personnes affectées



69% des pays d'accueil disposaient d'un système de communication et de réponse à multiples canaux avec les populations déracinées et apatrides

Pays déclarants : **144**

167 pays ont participé à ce cycle de rapports

Les chiffres sont basés sur les rapports élaborés par les bureaux nationaux et multi-pays du HCR.

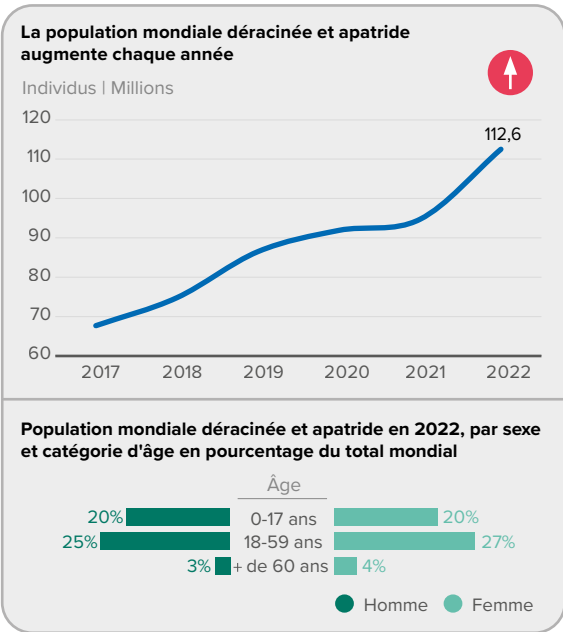
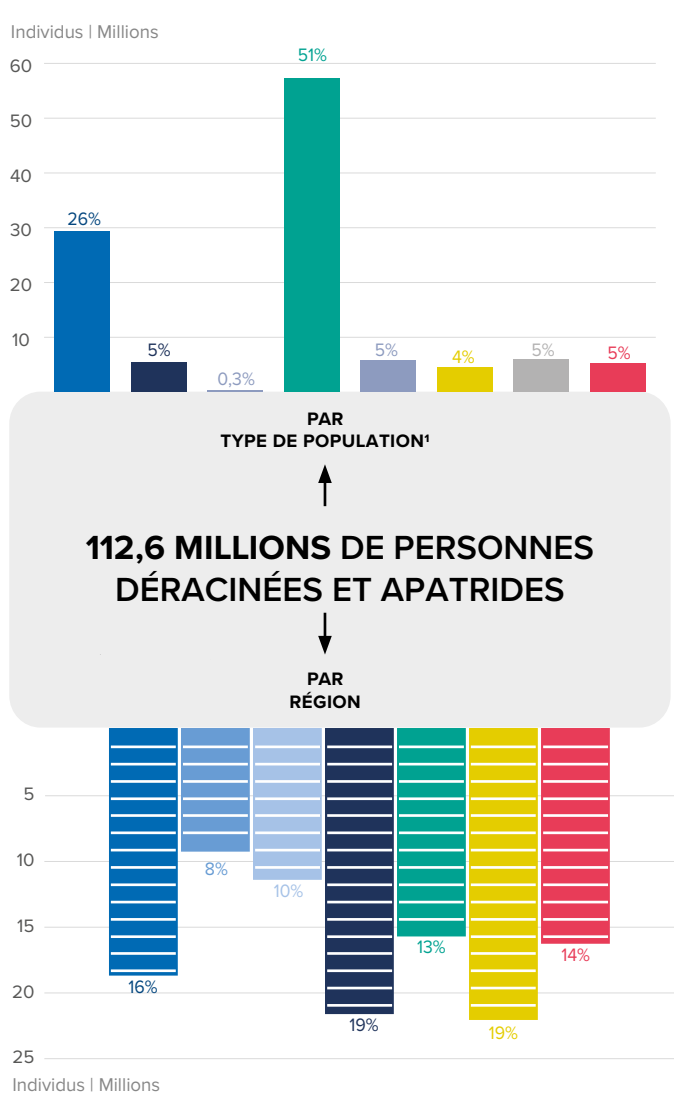
Les chiffres pour "autres personnes sous le mandat du HCR" incluent les rapatriés, les apatrides, les communautés d'accueil et d'autres personnes ayant besoin d'une protection internationale.

Les services de santé sexuelle et procréative comprennent les soins prénatals, l'accouchement assisté, les soins postnatals, les services de planification familiale et les services de santé pour les victimes de violences de genre.

Sources : Suivi multisectoriel du HCR
Commentaires : hqfr00@unhcr.org

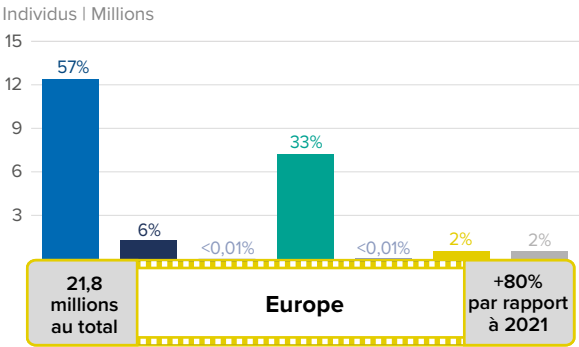
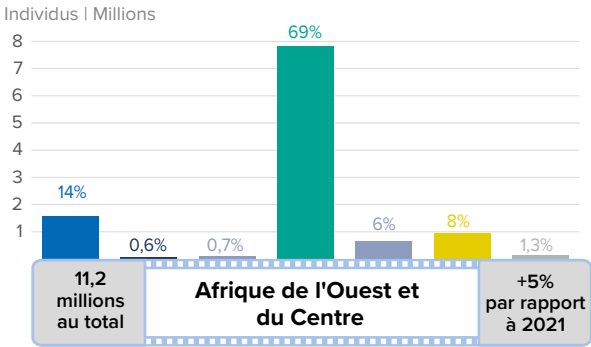
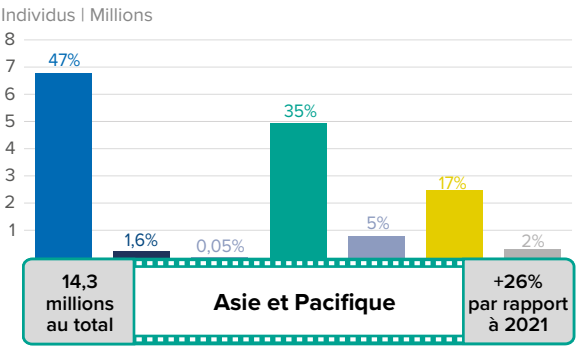
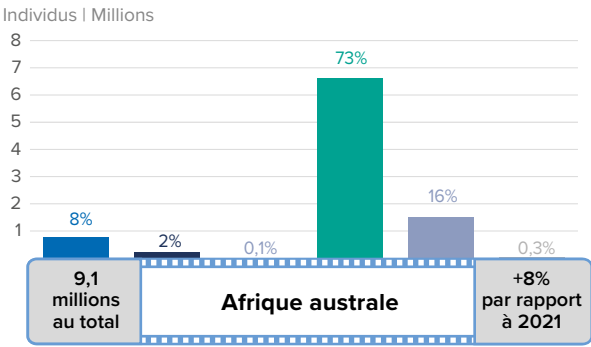
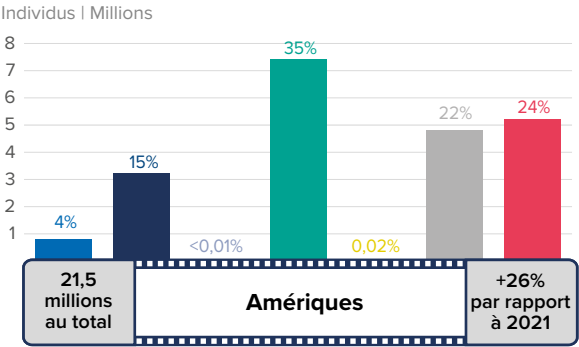
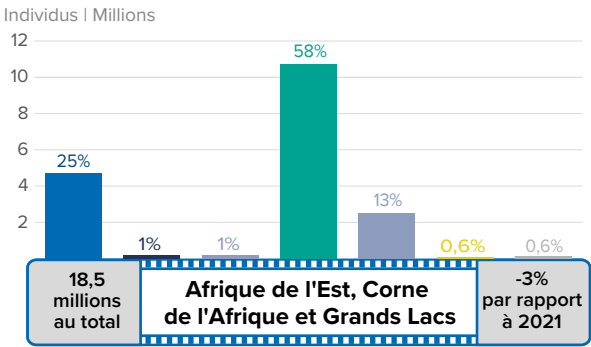
RAPPORT GLOBAL DU HCR 2022 7

POPULATIONS DÉRACINÉES ET APATRIDES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

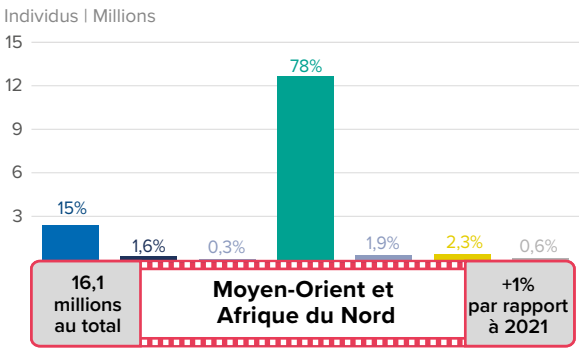


- Réfugiés (et personnes se trouvant dans des situations similaires)
- Demandeurs d'asile
- Rapatriés (réfugiés)
- Déplacés internes
- Rapatriés (déplacés internes)
- Apatrides²
- Autres personnes relevant de la compétence du HCR
- Autres populations ayant besoin d'une protection internationale
- Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs
- Afrique australe
- Afrique de l'Ouest et du Centre
- Amériques
- Asie et Pacifique
- Europe
- Moyen-Orient et Afrique du Nord

RÉPARTITION PAR TYPE DE POPULATION DANS CHAQUE RÉGION EN 2022



	Afrique de l'Est Corne de l'Afrique et Grands Lacs	Afrique australe	Afrique de l'Ouest et du Centre	Amériques	Asie et Pacifique	Europe	Moyen-Orient et Afrique du Nord	TOTAL
Réfugiés	4 701 272	773 024	1 563 305	706 135	3 571 290	10 611 272	2 393 663	24 319 961
Personnes se trouvant dans des situations similaires à celles des réfugiés	-	-	-	94 781	3 215 713	1 783 775	-	5 094 269
Total des réfugiés et des personnes en situation similaire	4 701 272	773 024	1 563 305	800 916	6 787 003	12 395 047	2 393 663	29 414 230
Demandeurs d'asile	198 323	200 832	70 733	3 218 838	233 307	1 267 006	251 770	5 440 809
Rapatriés (réfugiés)	191 282	11 279	78 121	6	6 898	24	51 691	339 301
Déplacés internes	10 733 391	6 596 639	7 812 046	7 415 493	4 957 118	7 172 262	12 634 248	57 321 197
Rapatriés (déplacés internes)	2 487 256	1 487 444	647 051	-	778 617	191	307 607	5 708 166
Apatrides	104 564	-	931 191	5 099	2 474 004	542 954	370 400	4 428 212
Autres personnes relevant de la compétence du HCR	112 054	29 521	140 688	4 797 202	314 413	524 886	95 777	6 014 541
Autres populations ayant besoin d'une protection internationale	-	-	-	5 217 456	-	-	-	5 217 456
TOTAL	18 528 142	9 098 739	11 243 135	21 454 248	14 304 600	21 833 415	16 105 087	112 567 366



¹ Voir les définitions des types de population sur le site Internet du HCR Refugee Data Finder, à l'adresse <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/methodology/definition/> (en anglais)

² Les graphiques indiquent le nombre total d'apatrides, y compris ceux qui sont également déplacés et donc comptés dans une autre catégorie. Les pourcentages représentent la part du total des personnes déracinées et apatrides. En raison du double comptage des personnes déplacées apatrides, les pourcentages peuvent être supérieurs à 100%.

COMPASS et le cadre mondial de résultats

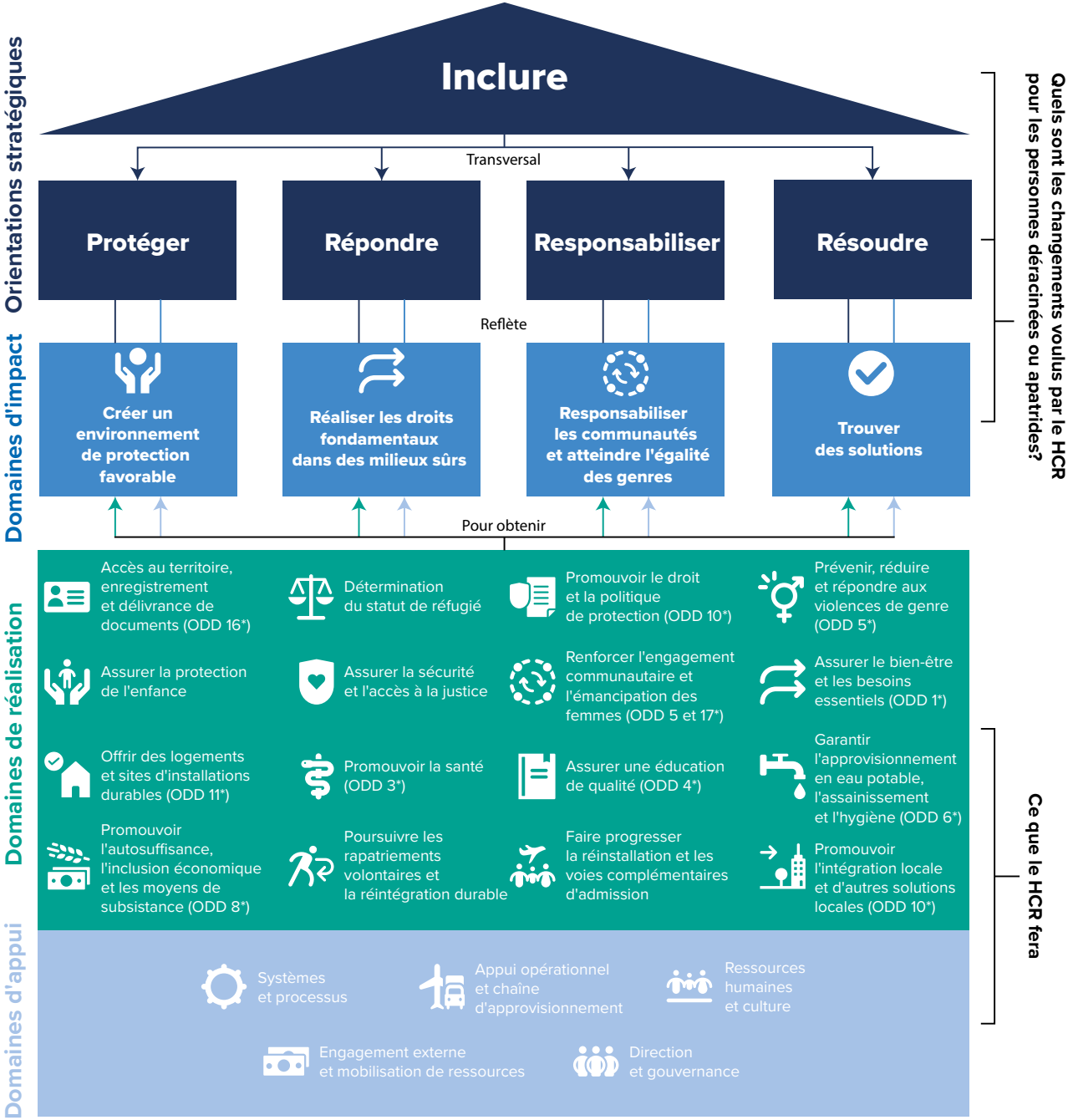
COMPASS est l’approche de gestion axée sur les résultats qui aide le HCR à réaliser son objectif de fournir une meilleure protection et des solutions aux personnes déracinées ou apatrides.

Cette approche comprend trois phases de programmation – **PLANIFIER, OBTENIR et MONTRER** les résultats. Les stratégies opèrent à trois niveaux, à savoir les biens et services délivrés (outputs), les réalisations [par secteur] (outcomes) et les impacts. La phase «PLANIFIER» comprend l’analyse de la situation, la vision, la théorie du changement, un cadre de résultats chiffré ainsi qu’un plan de gestion des ressources, de suivi et d’évaluation. La phase «OBTENIR» couvre l’ensemble de la période de mise en œuvre, y compris par le biais de partenariats.

Pendant la phase «MONTRER», ou d’élaboration de rapports, les opérations du HCR réfléchissent aux progrès accomplis et aux difficultés rencontrées et rassemblent les résultats des activités de l’année écoulée et – dans le cas de la dernière année d’une stratégie pluriannuelle – les résultats sur plusieurs années. Les rapports sont disponibles au niveau des opérations, et les résultats au niveau mondial figurent dans le Rapport Global.

Ce Rapport Global est le premier à utiliser le nouveau cadre de résultats mondial pour présenter les résultats et les informations financières au niveau mondial par domaines d’impact et de réalisation. L’approche COMPASS repose sur l’utilisation de données et de preuves pour définir les résultats souhaités, suivre les progrès, apprendre et s’adapter de manière dynamique. Le HCR utilise un ensemble d’indicateurs pour suivre les résultats en matière de protection et de solutions sur la durée, et pour fournir des aperçus des progrès et des changements. Le Rapport Global comprend les résultats résumés au niveau mondial pour chaque domaine d’impact (voir les résultats des indicateurs dans chaque section du domaine d’impact) et de réalisation (voir les résultats des indicateurs des domaines de réalisation aux pages 137, 150, 176 et 192), avec des informations supplémentaires pour 50 opérations clés disponibles sur [Global Focus](#) (en anglais) sous forme de rapports de résultats annuels.

En 2022, COMPASS a été mis en œuvre dans toute l’organisation pour la première année. 25 opérations pays et multi-pays ont commencé à mettre en œuvre des stratégies pluriannuelles. De plus, 87 autres stratégies pluriannuelles ont été élaborées en vue d’être mises en œuvre par les opérations, les bureaux et les divisions à partir de 2023.



*Domaine de réalisation contribuant à un objectif de développement durable (ODD). Consulter la liste complète des ODD.

Financement des programmes du HCR

APERÇU

Ce chapitre présente un aperçu des besoins financiers prévus au budget, des revenus et des dépenses du HCR en 2022. Des informations plus détaillées au niveau régional et opérationnel sont disponibles sur [Global Focus](#) (en anglais).

Le budget final du HCR pour 2022 s'élevait à 10,714 milliards de dollars, en augmentation par rapport au budget initial pour 2022 de 8,994 milliards de dollars du fait des quatre budgets supplémentaires d'un montant total de 1,720 milliard de dollars qui ont été ajoutés en cours d'année.

En 2022, les dépenses ont augmenté de 14% pour atteindre 5,607 milliards de dollars, soit un taux d'exécution (dépenses par rapport au montant total des fonds disponibles) de 91%.

Les fonds disponibles s'élevaient à 6,180 milliards de dollars, ce qui représente un déficit de financement global – fonds disponibles par rapport au budget fondé sur l'évaluation des besoins, qui s'élevait à 10,714 milliards de dollars – de 42% contre 44% en 2021.

Les activités programmées comprennent les opérations sur le terrain, les programmes globaux, qui sont des activités techniques entreprises par le Siège, mais qui profitent directement aux opérations sur le terrain, et les activités du Siège visant à assurer la direction et la gestion et à apporter des orientations stratégiques, un appui administratif et une aide en matière de gestion et de programmation aux opérations sur le terrain.

BUDGET

Lors de sa 72^e session, en octobre 2021, le Comité exécutif a approuvé un budget initial fondé sur une évaluation globale des besoins pour l'année 2022 d'un montant de 8,994 milliards de dollars. Il comprenait les activités programmées pour un montant de 8,554 milliards de dollars, une réserve opérationnelle de 428 millions de dollars et 12 millions de dollars au titre du Fonds pour les Jeunes experts associés. Le budget final représente la somme du budget initial d'un montant de 8,994 milliards de dollars et de quatre budgets supplémentaires d'un montant total de 1,720 milliard de dollars.

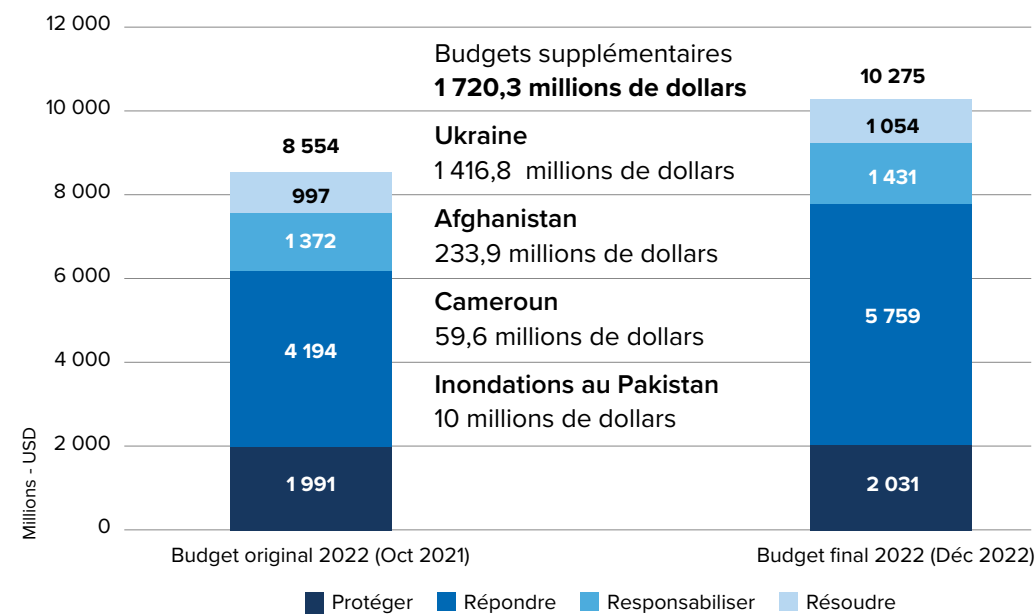
Budgets supplémentaires

Pour répondre à de nouvelles crises ou à l'aggravation de crises existantes, quatre budgets supplémentaires ont été élaborés pour un montant de 1,720 milliard de dollars: 1,417 milliard de dollars pour la situation en Ukraine, 233,9 millions de dollars pour les besoins humanitaires des déplacés internes en Afghanistan, 59,6 millions de dollars pour la situation d'urgence au Cameroun et au Tchad, dans le cadre de la situation au Cameroun, et 10 millions de dollars pour les inondations provoquées par la mousson au Pakistan.

TABLEAU 1 | BUDGET ET DÉPENSES 2022 | USD

RÉGION		1. Protéger	2. Répondre	3. Responsabiliser	4. Résoudre	TOTAL	% du grand total	% des activités programmées
		Créer un environnement de protection favorable	Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs	Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres	Trouver des solutions			
AFRIQUE DE L'EST, CORNE DE L'AFRIQUE ET GRANDS LACS	Budget	472 639 438	931 678 737	261 417 474	214 449 939	1 880 185 588	18%	18%
	Dépenses	272 359 433	452 737 747	138 123 561	84 184 635	947 405 376	17%	17%
AFRIQUE AUSTRALE	Budget	163 897 860	109 101 511	56 733 338	106 775 685	436 508 393	4%	4%
	Dépenses	76 401 221	74 548 099	26 892 734	36 060 819	213 902 874	4%	4%
AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE	Budget	227 628 289	313 790 178	176 817 827	165 829 929	884 066 222	8%	9%
	Dépenses	147 363 810	122 875 122	82 689 588	79 384 093	432 312 613	8%	8%
AMÉRIQUES	Budget	243 653 335	271 976 179	96 476 846	167 476 899	779 583 260	7%	8%
	Dépenses	119 348 544	120 581 053	46 577 068	77 237 061	363 743 726	6%	6%
ASIE ET PACIFIQUE	Budget	178 870 915	537 927 014	281 243 018	93 562 726	1 091 603 674	10%	11%
	Dépenses	115 418 318	342 782 206	181 839 678	62 083 591	702 123 793	13%	13%
EUROPE	Budget	308 188 333	1 455 073 470	152 532 215	75 275 750	1 991 069 768	19%	19%
	Dépenses	164 501 340	856 460 225	46 644 740	39 203 421	1 106 809 726	20%	20%
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	Budget	291 653 950	1 714 306 061	274 158 391	152 551 969	2 432 670 371	23%	24%
	Dépenses	180 339 989	747 711 378	162 913 479	62 698 939	1 153 663 785	21%	21%
SOUS-TOTAL DES PROGRAMMES NATIONAUX ET RÉGIONAUX	Budget	1 886 532 120	5 333 853 149	1 299 379 108	975 922 898	9 495 687 276	89%	92%
	Dépenses	1 075 732 655	2 717 695 830	685 680 847	440 852 560	4 919 961 892	88%	88%
Programmes globaux	Budget	95 740 572	286 051 397	97 043 940	52 712 874	531 548 783	5%	5%
	Dépenses	88 120 804	235 589 882	79 846 842	37 576 245	441 133 773	8%	8%
Siège	Budget	48 727 065	138 922 893	34 327 727	25 286 512	247 264 196	2%	2%
	Dépenses	52 264 791	131 378 030	33 259 520	21 381 133	238 283 475	4%	4%
SOUS-TOTAL DES ACTIVITÉS PROGRAMMÉES	Budget	2 030 999 757	5 758 827 440	1 430 750 776	1 053 922 283	10 274 500 255	96%	100%
	Dépenses	1 216 118 250	3 084 663 742	798 787 209	499 809 938	5 599 379 140	100%	100%
Réserve opérationnelle	Budget					427 502 306	4%	
Jeunes experts associés	Budget					12 000 000	0%	
	Dépenses					7 704 324	0%	
TOTAL	Budget	2 030 999 757	5 758 827 440	1 430 750 776	1 053 922 283	10 714 002 561	100%	
	Dépenses	1 216 118 250	3 084 663 742	798 787 209	499 809 938	5 607 083 464	100%	

GRAPHIQUE 1 | BUDGET RÉVISÉ ET FINAL POUR LES ACTIVITÉS PROGRAMMÉES 2022



Besoins financiers

Les besoins financiers pour les activités programmées en 2022 s'élevaient à 10,275 milliards de dollars contre 8,813 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 1,461 milliard de dollars ou de 17%. Ces activités comprenaient les opérations sur le terrain ; les programmes globaux (activités techniques entreprises par le Siège qui profitent directement aux opérations sur le terrain), et les activités du Siège visant à assurer la direction et la gestion et à apporter des orientations stratégiques, un appui administratif et une aide en matière de gestion et de programmation.

À l'échelle mondiale, le budget du domaine d'impact 2 (Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs), qui s'élevait à 5,759 milliards de dollars, constituait la part la plus importante, soit 56% des activités programmées. Dans ce domaine d'impact, les besoins les plus élevés se situaient au niveau des opérations en Ukraine, au Liban, en République arabe syrienne et en Jordanie.

Le budget du domaine d'impact 1 (Créer des environnements de protection favorables) arrive en deuxième position avec un montant de 2,031 milliards de dollars, soit 20% des activités

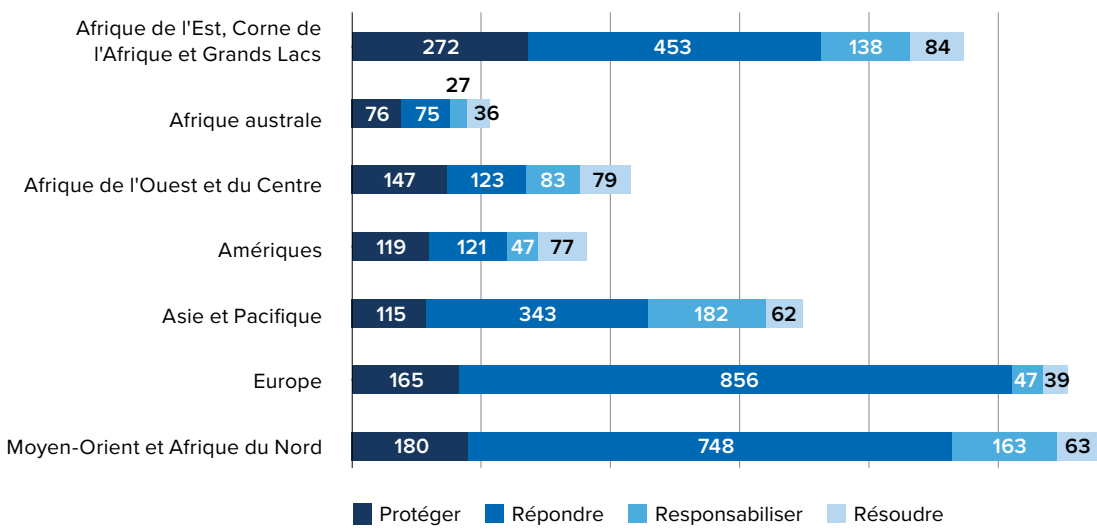
programmées. Les budgets les plus importants étaient ceux des opérations en Éthiopie, en Ouganda, en Türkiye et au Soudan.

Le budget du domaine d'impact 3 (Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres) se place en troisième position avec un montant de 1,431 milliard de dollars, soit 14% des activités programmées, avec des besoins importants pour les opérations en Türkiye, au Pakistan, en Ouganda et en République arabe syrienne.

Le budget du domaine d'impact 4 (Trouver des solutions) arrive en dernier, avec un montant de 1,054 milliard de dollars, soit 10% des activités programmées. Dans ce domaine, les budgets les plus importants étaient fixés pour l'Iraq, le Soudan et la République démocratique du Congo.

Sur le plan régional, les besoins les plus importants se situaient au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et s'élevaient à 2,432 milliards de dollars, soit 24% des besoins totaux pour les activités programmées, et en Europe, avec un budget de 1,991 milliard de dollars, soit 19% du total, ce qui reflète les nouvelles crises et les crises prolongées et imbriquées.

GRAPHIQUE 2 | DÉPENSES PAR RÉGION ET PAR DOMAINE D'IMPACT | Millions - USD



DÉPENSES

Les dépenses se sont élevées à 5,607 milliards de dollars contre 4,918 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 689,1 millions de dollars ou de 14%. Le taux d'exécution (dépenses par rapport au montant total des fonds disponibles) a atteint 91% contre 95% en 2021.

Par domaine d'impact

Pour le domaine d'impact 1, les dépenses se sont élevées à 1,216 milliard de dollars, soit 22% des dépenses totales. Le HCR a fourni une protection internationale et a travaillé à la mise en place de systèmes d'asile durables grâce à la coopération avec les États et les partenaires. L'organisation a aidé les États d'accueil à créer des mécanismes de partage des responsabilités conformément au Pacte mondial sur les réfugiés et a plaidé pour l'adoption de lois sur la nationalité qui empêchent et/ou réduisent l'apatridie. Le HCR a renforcé ses capacités d'enregistrement et de délivrance de documents, et 25,6 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile étaient enregistrés individuellement dans l'écosystème d'enregistrement de la population et de gestion de l'identité (PRIMES).

Pour le domaine d'impact 2, les dépenses se sont élevées à 3,085 milliards de dollars, soit 55% des dépenses totales. Le HCR a répondu aux situations d'urgence en fournissant des aides en espèces à usages multiples, des abris et des articles de première nécessité, des soins de santé de base, une réponse immédiate en matière de protection, des services de nutrition et un accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. Au niveau mondial, le HCR a fourni des aides en espèces à près de 10 millions de personnes dans 109 pays. Dans le cadre du renforcement du leadership dans les situations d'urgence, une équipe de renfort dédiée composée de sept membres a passé plus de 1075 jours sur des missions d'urgence, fournissant un soutien essentiel là où il y en avait besoin.

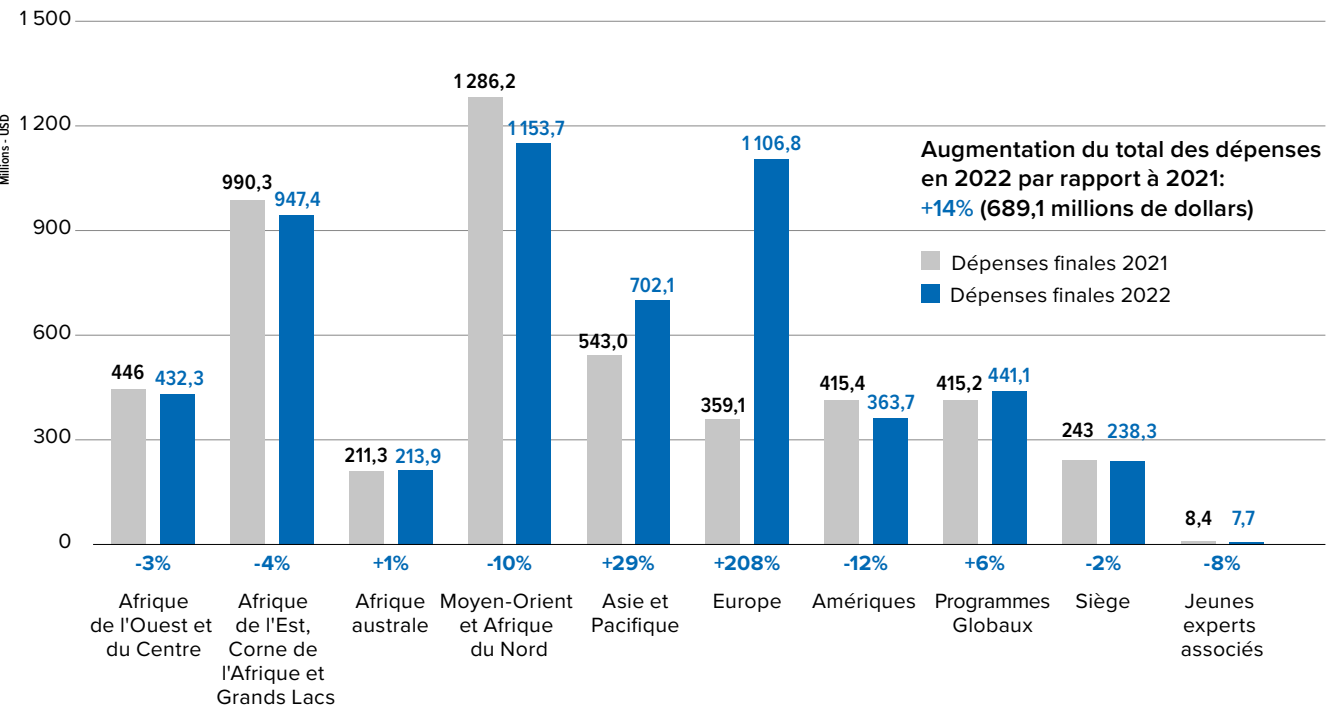
Pour le domaine d'impact 3, les dépenses se sont élevées à 798,8 millions de dollars, soit 14% des dépenses totales. Le HCR a continué d'améliorer sa redevabilité envers les personnes affectées et, fin 2022, 69% des 144 pays d'accueil disposaient d'un système de retour d'informations et de réponse à canaux multiples. Le HCR s'est efforcé d'améliorer la prévention et la prise en charge des violences de genre dès le début des situations d'urgence.

La protection contre l'exploitation et les abus sexuels a été intégrée dans le [manuel des situations d'urgence](#) (PSEA) (en anglais) et dans la formation pour les déploiements d'urgence, et plus de 80% des partenaires du HCR ont vu leurs capacités en matière de PSEA évaluées à l'aide de l'Outil commun d'évaluation des Nations Unies. Le HCR a renforcé ses partenariats avec les ONG, les organisations confessionnelles et les organisations dirigées par des réfugiés.

Pour le [domaine d'impact 4](#), les dépenses se sont élevées à 499,8 millions de dollars, soit 9% des

dépenses totales. Le HCR a élargi les opportunités de solutions durables pour les personnes déplacées. Plus de 58 400 réfugiés ont été réinstallés, et le HCR a soumis 116 480 dossiers individuels à des pays de réinstallation. Le renforcement de la collaboration stratégique du HCR avec les acteurs du développement a donné lieu à de nouveaux partenariats avec l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'Agence turque de coopération et de coordination, le Fonds monétaire international, la Banque centraméricaine pour l'intégration économique et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique.

GRAPHIQUE 3 | DÉPENSES PAR RÉGION EN 2022 PAR RAPPORT À 2021 | Millions - USD



Par région

En [Afrique de l'Ouest et du Centre](#), les dépenses pour 2022 se sont élevées à 432,3 millions de dollars, contre 446,0 millions de dollars en 2021, soit une baisse de 13,7 millions de dollars ou de 3%.

Les contraintes financières ont empêché le HCR d'aider au rapatriement de tous les réfugiés centrafricains ayant exprimé le souhait de rentrer

chez eux, de soutenir l'accès à l'éducation pour tous les enfants réfugiés et d'intensifier sa réponse le long des routes de la Méditerranée occidentale et centrale.

Malgré cela, le HCR et ses partenaires ont répondu en fournissant un abri immédiat et une aide vitale. Environ 69 300 documents d'état civil et d'identité ont été délivrés au Burkina Faso, et plus de 15 200 ménages au Niger ont bénéficié d'un abri. Le succès de la stratégie de solutions pour les

réfugiés ivoiriens, avec environ 316 000 rapatriés en juin 2022, a mis fin à l'une des plus longues situations de réfugiés de la région. Le HCR et le Gouvernement camerounais ont coorganisé une conférence ministérielle régionale pour adopter la [Déclaration de Yaoundé](#), ouvrant la voie à un cadre régional de solutions pour les Centrafricains déplacés. En 2022, le HCR a soutenu le retour et la réintégration d'environ 5 000 réfugiés centrafricains. 216 800 réfugiés étaient scolarisés de l'école maternelle à l'enseignement secondaire dans l'ensemble de la région.

En [Afrique de l'Est, dans la Corne de l'Afrique et dans les Grands Lacs](#), les dépenses se sont élevées à 947,4 millions de dollars, contre 990,3 millions de dollars en 2021, soit une baisse de 42,9 millions de dollars ou de 4%.

Le sous-financement a compromis les efforts en matière de protection communautaire, d'abris, de santé et d'éducation et a également entraîné une réduction de 20 à 60% des rations alimentaires, ce qui a touché plus de 4,2 millions de personnes, dont 86% de réfugiés. Il a également réduit la capacité à soutenir le retour et la réintégration des personnes déracinées qui avaient choisi de rentrer chez elles.

Au Kenya, le HCR a continué de fournir de l'eau potable à 243 100 réfugiés dans le camp de réfugiés de Kakuma et dans le site d'installation intégré de Kalobeyei. En Somalie, des articles de secours essentiels ont été distribués à 50 000 déplacés internes touchés par la sécheresse.

Dans l'ensemble de la région, le HCR a fourni des aides en espèces à 1,2 million de personnes, dont 62% ont été versées sous forme de transferts bancaires et d'argent mobile. Près de 25 500 réfugiés ont bénéficié d'une aide au retour, principalement vers le Burundi, le Rwanda et la Somalie, où 1750 rapatriés spontanés supplémentaires ont également reçu un soutien à la réintégration.

Les dépenses en [Afrique australe](#) se sont élevées à 213,9 millions de dollars contre 211,3 millions de dollars en 2021, soit une augmentation de 1% ou de 2,6 millions de dollars.

Le HCR a fourni des aides en espèces à plus de 55 400 personnes. Avec ses partenaires, il a aidé 76 600 enfants réfugiés – dont 48% de filles – à accéder à l'éducation.

La plus forte augmentation des dépenses a été enregistrée au Mozambique, où le HCR a apporté une aide et une protection à plus de 1 million de déplacés internes. 140 000 personnes ont eu accès à des services de prise en charge des violences de genre, plus de 81 400 personnes ont bénéficié d'interventions de coordination et de gestion des camps, et 104 900 personnes ont bénéficié de campagnes de sensibilisation sur la prévention et la prise en charge des violences de genre. Plus de 18 800 personnes ont bénéficié d'une aide pour obtenir des documents personnels. En République démocratique du Congo, le HCR a collaboré avec le Gouvernement pour obtenir des données fiables grâce à l'enregistrement biométrique de 441 000 réfugiés et demandeurs d'asile.

Au [Moyen-Orient et en Afrique du Nord](#), les dépenses se sont élevées à 1,154 milliard de dollars contre 1,286 milliard de dollars en 2021, soit une baisse de 132,5 millions de dollars ou de 10%.

Les principales réductions des dépenses ont été enregistrées en Iraq, en Jordanie, en République arabe syrienne et au Yémen, et ont été en partie compensées par une augmentation au Liban, où le programme d'aides en espèces est resté l'un des plus importants du HCR.

L'aide à la préparation à l'hiver dans la région a été réduite, passant de 3,1 millions de personnes ciblées en 2021 à 1,8 million de personnes en 2022. En Iraq, la réduction des dépenses reflète l'alignement du programme sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. La prévention, la réduction et la prise en charge des violences de genre sont restées une priorité régionale. Plus de 158 800 victimes et personnes exposées à un risque de violences de genre ont bénéficié d'un soutien. En Afrique du Nord, les opérations du HCR ont continué de renforcer l'identification des personnes ayant besoin d'une protection internationale, et 32 100 nouveaux demandeurs d'asile ont été enregistrés.

En [Asie et dans le Pacifique](#), les dépenses se sont élevées à 702,1 millions de dollars contre 543,0 millions de dollars en 2021, soit une augmentation de 159,1 millions de dollars ou de 29%, principalement en raison de l'expansion des opérations dans les Républiques islamiques d'Afghanistan, du Pakistan et d'Iran, ainsi qu'au Myanmar.

En Afghanistan, le HCR a aidé 6,1 millions de personnes, dont 4,1 millions ont bénéficié d'interventions communautaires et 1,5 million d'aides en espèces. 41 000 personnes ont bénéficié d'un soutien psychosocial.

Le Pakistan a été victime d'inondations dévastatrices qui ont touché 33 millions de personnes, dont 800 000 réfugiés. Le HCR a soutenu la réponse du Gouvernement et, en tant que chef de file du groupe sectoriel chargé de la protection, a coordonné des interventions avec d'autres partenaires. Le HCR a également participé activement aux interventions dans les domaines des abris, de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation, de la santé, de l'alimentation et de la nutrition, et des moyens de subsistance.

Les déplacements liés à la situation du Myanmar ont continué de croître avec environ 2,9 millions de personnes déracinées, et le nombre total estimé de déplacés internes a dépassé 1,5 million. Le HCR et ses partenaires ont fourni des abris et des articles de secours essentiels à 426 000 déplacés internes et à d'autres personnes dans le besoin et ont mené des activités de protection.

En [Europe](#), les dépenses se sont élevées à 1,107 milliard de dollars contre 359,1 millions de dollars en 2021, soit une augmentation de

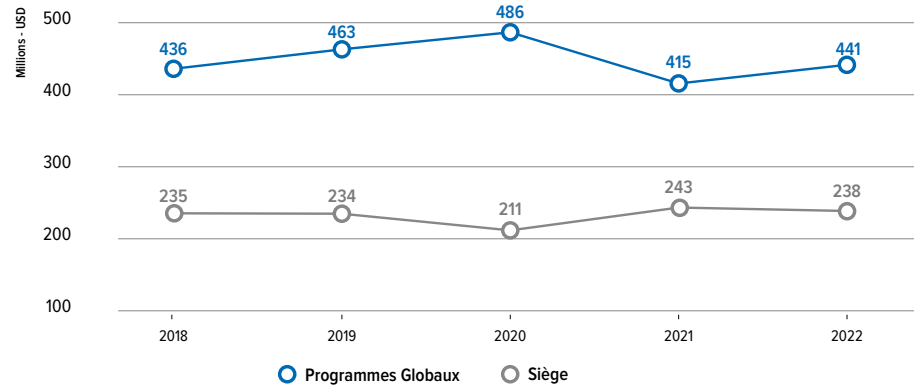
747,7 millions de dollars ou de 208% qui reflète le renforcement important des opérations en Ukraine et dans les pays voisins. Le HCR et ses partenaires ont fourni une protection et une assistance à 4,3 millions de personnes en Ukraine, notamment des abris et des logements d'urgence, des articles de secours essentiels et des aides en espèces.

Aux [Amériques](#), les dépenses se sont élevées à 363,7 millions de dollars contre 415,4 millions de dollars en 2021, soit une baisse de 51,6 millions de dollars ou de 12%.

Le HCR a privilégié les besoins immédiats, notamment l'aide, l'enregistrement et la délivrance de documents ainsi que les services d'orientation pour les personnes en situation de risque accru. En Colombie, en Équateur, au Guatemala et au Mexique, les opérations où les réductions des dépenses ont été les plus importantes, certains services ont été réduits, notamment les aides en espèces.

En Colombie, les aides en espèces, le soutien psychosocial, l'aide au logement et le soutien à la régularisation des réfugiés et des migrants vénézuéliens ont été réduits. Au Mexique, le HCR a soutenu avec succès plus de 12 000 relocalisations de réfugiés dans tout le pays. Au Guatemala, le HCR a fourni une protection, des abris et des aides en espèces à 20 500 personnes. Dans la région, le HCR et ses partenaires ont soutenu les efforts nationaux visant à élargir l'accès à l'asile, aux dispositifs de séjour légal et à la délivrance de documents pour les Vénézuéliens.

GRAPHIQUE 4 | DÉPENSES POUR LES PROGRAMMES GLOBAUX ET LE SIÈGE
2018-2022



Programmes globaux et Siège

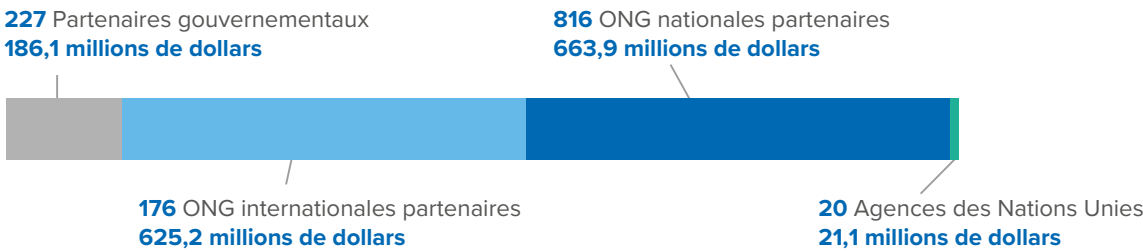
Les dépenses des [programmes globaux](#) se sont élevées à 441,1 millions de dollars contre 415,2 millions de dollars en 2021, soit une augmentation de 25,9 millions de dollars ou de 6%. Cette augmentation est principalement liée aux investissements dans le Programme de transformation institutionnelle du HCR,

au renforcement de la préparation du HCR aux situations d'urgence et à l'amélioration du système de gestion de l'identité du HCR.

Les dépenses du [Siège](#) se sont élevées à 238,3 millions de dollars, contre 243,0 millions de dollars en 2021, soit une baisse de 4,8 millions de dollars ou de 2%, due à des transferts budgétaires interdivisionnels du Siège vers les programmes globaux.

GRAPHIQUE 5 | DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2022

1,496 milliard de dollars dépensés via **1239** partenaires



Dépenses via les partenaires

Sur les dépenses totales du HCR, 1,496 milliard de dollars, soit 27%, ont été mises en œuvre par le biais de 1239 partenaires financés travaillant dans 109 opérations.

Les partenaires financés comprenaient 816 ONG nationales et 227 partenaires gouvernementaux. Les intervenants locaux et nationaux représentaient 84% de tous les partenaires, le pourcentage le plus élevé à ce jour.

En 2022, il est apparu que la méthode utilisée par le HCR pour rendre compte des avancées du programme de localisation n'était pas comparable à la méthode de calcul utilisée par les donateurs et d'autres intermédiaires. Pour être plus cohérent avec les autres acteurs, le HCR indiquera désormais également le pourcentage des financements versés à l'ensemble des partenaires qui vont aux acteurs locaux et nationaux.

Le HCR a versé environ 850 millions de dollars à des intervenants locaux et nationaux, ce qui représente 23% (contre 25% l'année précédente) de l'ensemble des dépenses de programmes et 57% de l'ensemble des financements versés par le HCR à ses partenaires (contre 53% en 2021). La diminution de la part des dépenses mises en œuvre par les

partenaires locaux et nationaux est due à la situation en Ukraine, où le HCR a directement mis en œuvre d'importants programmes d'aides en espèces et d'articles de secours. Abstraction faite de la situation en Ukraine, on estime que 28% des dépenses du HCR pour les programmes globaux ont été mises en œuvre par des intervenants locaux et nationaux.

Le HCR a fourni de modestes [subventions](#) (en anglais) à des organisations dirigées par des personnes déracinées ou apatrides, ce qui leur a permis de travailler en partenariat direct avec le HCR tout en les aidant à renforcer leurs capacités de gestion et de contrôle internes. En 2022, 70 conventions de subvention d'un montant total de 233 000 dollars ont été signées dans 22 pays en Europe, aux Amériques et en Asie.

TABLEAU 2 | PLAN DE RÉPONSE POUR LES RÉFUGIÉS | USD

Plan	Situation	Financements inter-agences requis	Financements inter-agences reçus	Déficit de financement	Niveau de financement (en %)
Plans de réponse pour les réfugiés	Afghanistan	623 415 539	324 901 449	298 514 090	52%
	RDC	651 074 104	229 966 561	421 107 543	35%
	Soudan du Sud	1 187 262 141	361 637 890	825 624 251	30%
	Ukraine	1 789 936 991	1 314 783 884	475 153 107	73%
Plan régional pour les réfugiés et la résilience	Syrie	6 080 899 578	2 386 299 132	3 694 600 446	39%
Plan régional pour les réfugiés et les migrants	Venezuela	1 786 198 773	667 037 839	1 119 160 934	37%
GRAND TOTAL		12 118 787 126	5 284 626 755	6 834 160 371	44%

Coordination des plans de réponse pour les réfugiés

Des plans de réponse régionaux pour les réfugiés ont été établis pour l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud et l'Ukraine. Les mécanismes mis en place, tels que le Plan régional pour les réfugiés et la résilience (3RP) pour la crise syrienne (codirigé avec le PNUD) et le Plan de réponse régional pour les réfugiés et les migrants (RMRP) de République bolivienne du Venezuela (codirigé avec l'OIM) ont permis de mobiliser des ressources et d'établir des liens entre l'action humanitaire, les activités de résilience et les approches de développement. Le HCR et l'OIM ont

codirigé le plan de réponse conjoint (JRP) pour la crise humanitaire des Rohingyas au Bangladesh.

Les RRP ont mobilisé plus de 1200 partenaires pour protéger et aider environ 26 millions de personnes déplacées, et ont soutenu 9,2 millions de personnes issues des communautés d'accueil.

D'autres plateformes de soutien visant à favoriser la collaboration à plus long terme avec les États membres pour renforcer les solutions comprenaient le cadre régional global de protection et de solutions en Amérique centrale et au Mexique et la plateforme de soutien à la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans.

TABLEAU 3 | DÉPENSES PAR SOURCE DE FINANCEMENT EN 2022 | Milliers - USD

	SOURCES DE FINANCEMENT									
	Report des années antérieures		Contributions volontaires financières			Contributions volontaires en nature	Coûts d'appui indirects	Budget ordinaire des Nations Unies	Autres revenus ²	TOTAL
	Affecté	Sans affectation	Affectées	Légèrement affectées ¹	Sans affectation					
OPÉRATIONS SUR LE TERRAIN										
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	15 649		548 785	170 364	82 927	38 016	15 002		76 663	947 405
Afrique australe	1 173		99 999	37 453	49 788	3 560	10 954		10 975	213 903
Afrique de l'Ouest et du Centre	10 535		240 637	52 054	79 317	32 726	12 514		4 529	432 313
Amériques	19 305		239 332	46 056	32 502	2 023	15 979		8 546	363 744
Asie et Pacifique	49 277		448 871	133 544	36 571	6 722	5 342		21 795	702 123
Europe	12 198		587 891	437 393	14 288	48 673			6 366	1 106 809
Moyen-Orient et Afrique du Nord	46 753		744 126	247 391	64 553	9 733	3 973		37 135	1 153 663
TOTAL OPÉRATIONS SUR LE TERRAIN	154 891		2 909 641	1 124 255	359 946	141 454	63 765		166 008	4 919 961
Programmes Globaux	7 744	3 302	50 170	62 661	267 004	7 276	32 598		10 379	441 134
Siège	188		1 979			11 936	179 210	42 211	2 761	238 284
Fonds pour les Jeunes experts associés	451		7 254							7 704
TOTAL	163 274	3 302	2 969 044	1 186 916	626 950	160 666	275 573	42 211	179 148	5 607 083
% du total des dépenses	3%	0%	53%	21%	11%	3%	5%	1%	3%	100%

Notes :
¹ Inclut les contributions affectées au niveau régional, sous-régional ou à une situation ou à un thème spécifique.
² Inclut des revenus divers liés à des ajustements antérieurs, à des annulations ou à d'autres transferts internes.

Affectation des fonds disponibles

Le [tableau 3](#) présente les diverses sources de revenus utilisées pour couvrir les dépenses du HCR, qui se sont élevées à 5,607 milliards de dollars. Les revenus non affectés ont été alloués tout au long de l'année selon les priorités et les besoins identifiés, notamment pour lancer des opérations d'urgence, soutenir les opérations sous-financées et assurer l'exécution intégrale de certains programmes. Aucune contribution non affectée n'a été utilisée pour le Siège.

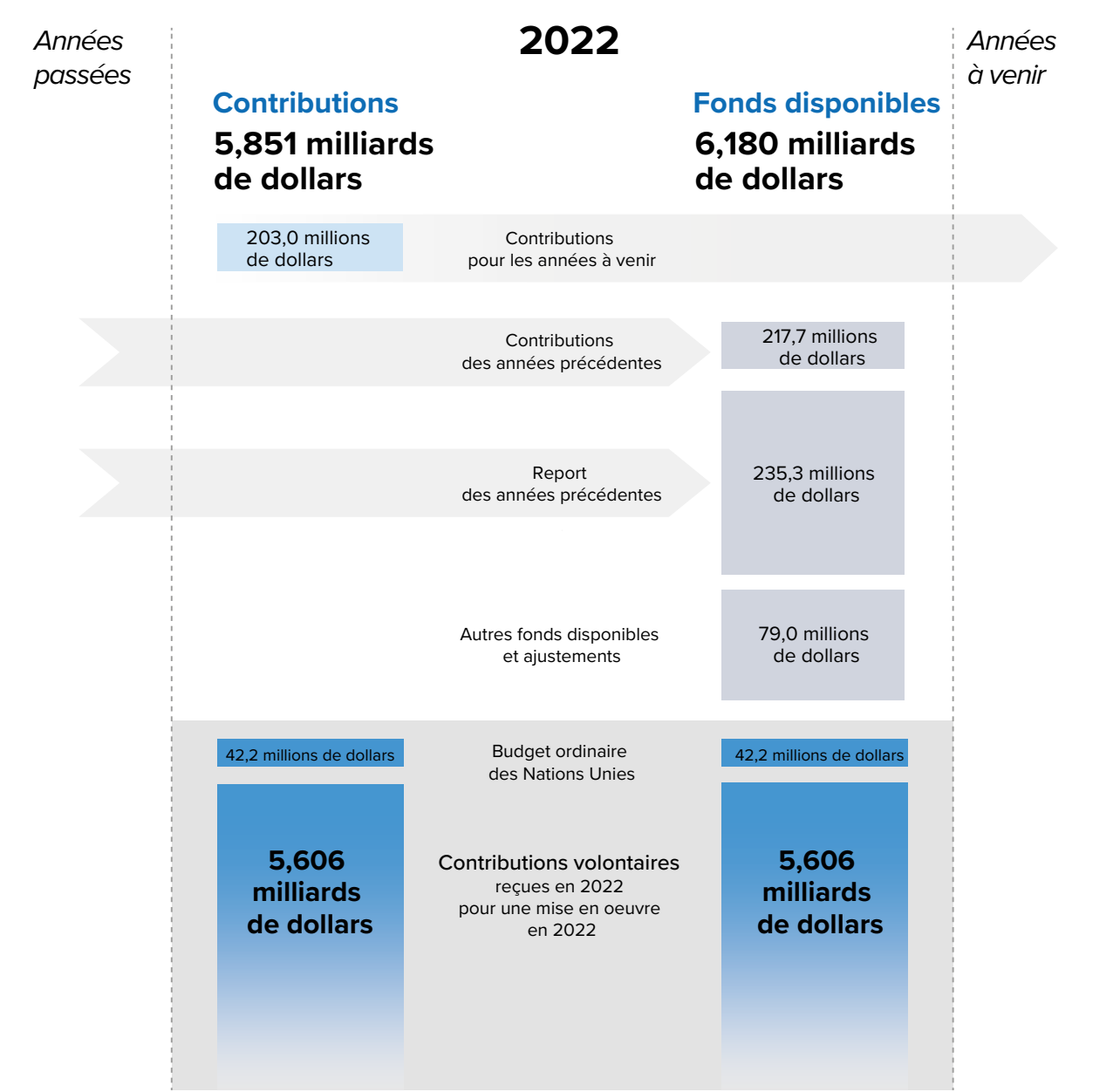
Les contributions volontaires ont constitué la source de financement la plus importante. Les contributions volontaires affectées ont financé 53% des opérations du HCR, alors que les contributions légèrement affectées et non affectées ont financé respectivement 21% et 11% des opérations. Les dépenses les plus importantes financées par des contributions volontaires affectées ont été engagées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (25%), suivis par l'Europe (20%), l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs (18%) et l'Asie et le Pacifique (15%).

Le HCR a financé 275,6 millions de dollars, soit 5% de ses dépenses par les coûts d'appui indirects, dont 179,2 millions de dollars pour le Siège, 32,6 millions de dollars pour les programmes globaux et 63,8 millions de dollars pour les régions.

Selon une analyse du HCR sur les effets de l'inflation en 2022, les coûts ont augmenté en moyenne de 8,6%, 6% pour les dépenses relatives aux postes et 9,5% pour les autres dépenses. Pour ces dernières, pour chaque dollar dépensé par le HCR, près de 10 centimes ont été absorbés par l'inflation. Les opérations ont dû gérer leurs coûts en fonction des fonds disponibles. Elles se sont efforcées de lever des fonds supplémentaires ou de redéfinir les priorités en fonction des ressources existantes. L'impact de l'inflation a été ressenti dans tous les domaines, mais a été particulièrement important pour le carburant et l'énergie, ce qui a augmenté les coûts de transport, de la chaîne d'approvisionnement, de construction et des autres dépenses générales de fonctionnement.

En 2022, le HCR a enregistré des pertes totales de 122,7 millions de dollars sur les opérations de change, principalement des pertes non réalisées d'un montant de 99,2 millions de dollars. Ces pertes sont principalement dues au renforcement du dollar américain par rapport aux devises dans lesquelles le HCR détenait les comptes débiteurs et aux soldes bancaires au 31 décembre 2022 (principalement la couronne suédoise, la couronne danoise et les dollars australien et canadien).

GRAPHIQUE 6 | CONTRIBUTIONS ET FONDS DISPONIBLES | 2022



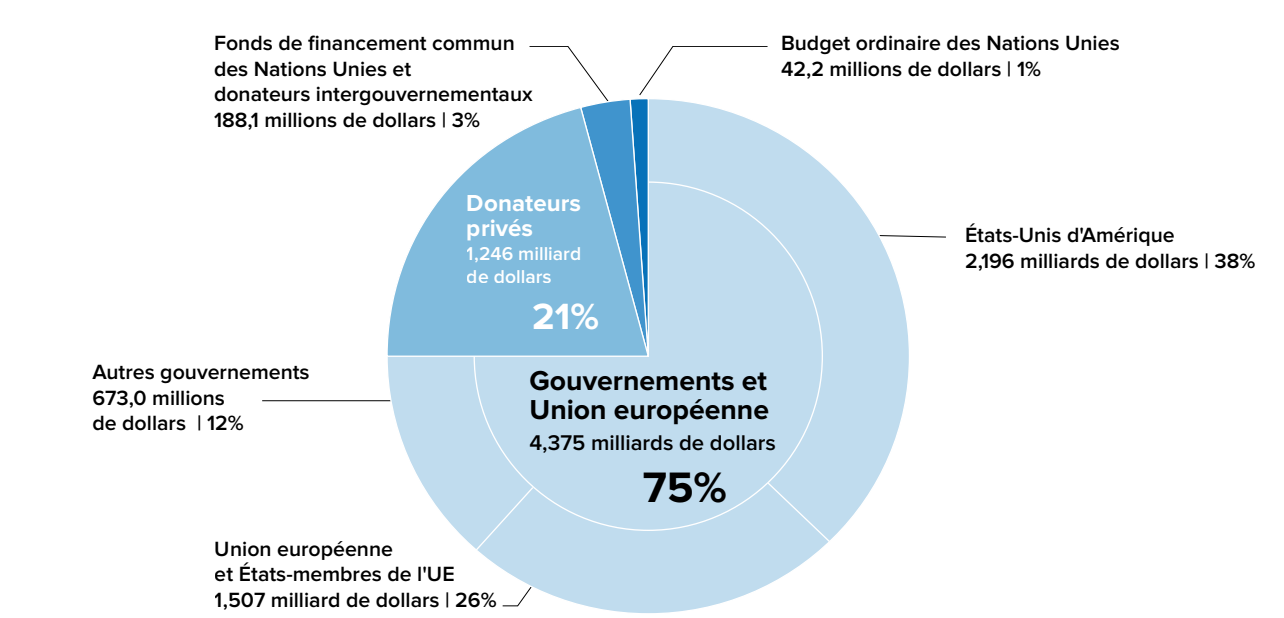
REVENUS

Le nombre sans précédent de personnes déracinées ou apatrides dans le monde entier et l'augmentation massive des besoins ont engendré un niveau record de soutien des donateurs en 2022, notamment un soutien massif de plusieurs des principaux donateurs gouvernementaux du HCR et du secteur privé. Étant donné que de nombreux résultats s'expliquent par la réponse généreuse des donateurs à la situation

en Ukraine, plus d'informations, d'analyses et de recul seront nécessaires pour déterminer s'il s'agit de tendances durables.

Le montant total des contributions volontaires – 5,851 milliards de dollars – a été sans précédent, et a augmenté de 25% par rapport à 2021. Les sources de revenus ont également évolué avec une augmentation du soutien du secteur privé, qui est passé de 13% à 21%.

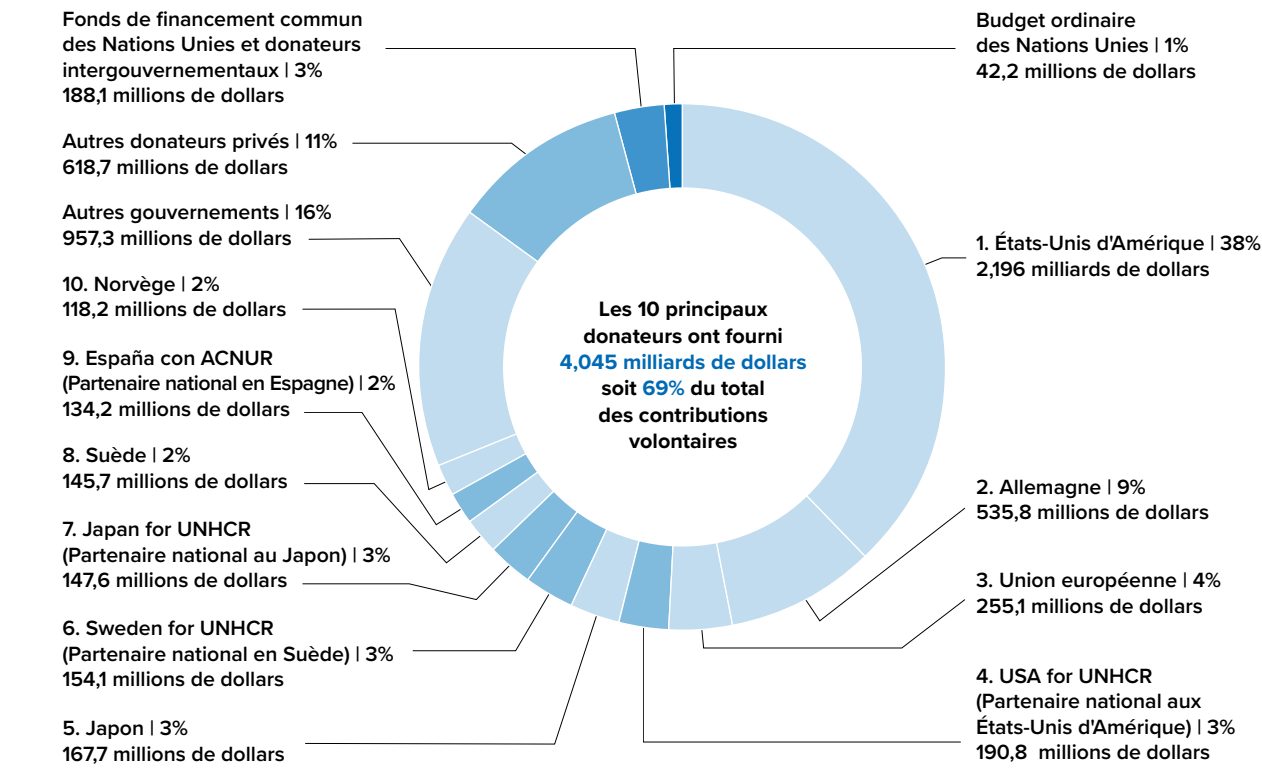
GRAPHIQUE 7 | SOURCES DE REVENUS | 2022



Les 10 principaux donateurs ont changé de manière significative, avec davantage de donateurs du secteur privé, notamment des partenaires nationaux. Les contributions des 10 principaux donateurs sont passées de 3,474 milliards de dollars en 2021 à 4,036 milliards de dollars en 2022, et ne représentent plus que 69% des contributions volontaires, soit une baisse de 6 points de

pourcentage par rapport à 2021 (et une baisse de 11 points de pourcentage depuis 2020), tandis que les contributions des autres donateurs ont augmenté encore plus rapidement, passant de 1,163 milliard de dollars en 2021 à 1,818 milliard de dollars en 2022. Cette diversification de la base de donateurs a représenté une évolution positive, qui devra néanmoins être maintenue.

GRAPHIQUE 8 | CONTRIBUTIONS DES DIX PRINCIPAUX DONATEURS | 2022



En 2022, le HCR a reçu des contributions volontaires de 76 gouvernements (contre 71 en 2021), de l'Union européenne et de trois autres donateurs intergouvernementaux parmi ses sympathisants du secteur public. La part des financements provenant des gouvernements et de l'UE est passée de 83% en 2021 à 75% en 2022, bien que leur montant absolu ait augmenté de 475 millions de dollars ou de 12%. Les contributions des États-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni, de la Suède, du Royaume des Pays-Bas, de l'Australie, de la Suisse, du Canada et de la Norvège ont augmenté de plus de 10 millions de dollars.

Le HCR a également collaboré plus étroitement avec le groupe des donateurs gouvernementaux qui ont contribué entre 1 et 20 millions de dollars en 2021, en les encourageant à accroître leur soutien dans la mesure du possible.

Les revenus provenant des fonds de financement commun des Nations Unies, des agences des Nations Unies et des donateurs intergouvernementaux (à l'exclusion de l'UE) ont augmenté de 77 millions

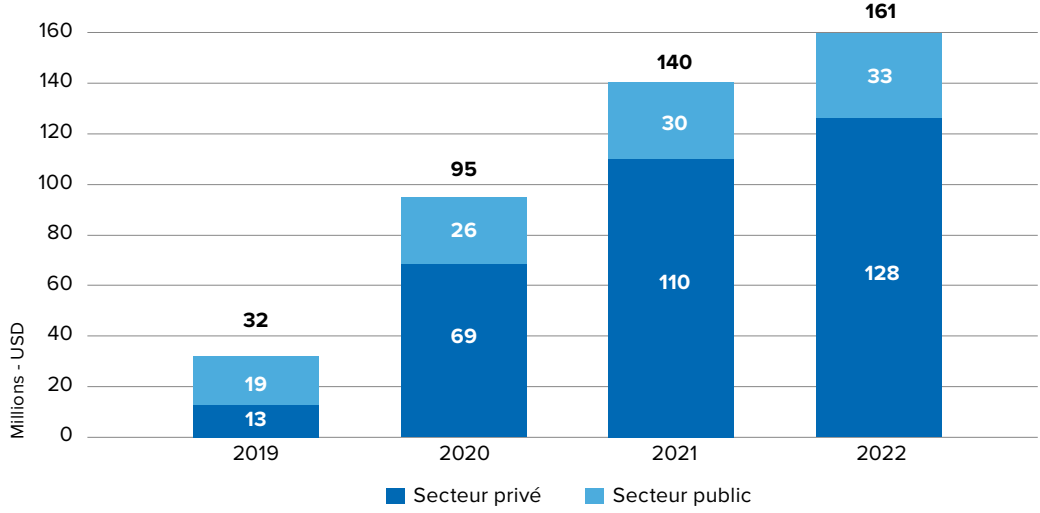
de dollars ou de 69%, passant de 111 millions de dollars en 2021 à 188 millions de dollars en 2022. Les augmentations provenaient principalement du CERF, des Fonds de financement commun par pays (CBPF) et d'Éducation sans délai, ainsi que de nouveaux donateurs tels que le Fonds d'affectation spéciale pour l'Afghanistan et les programmes conjoints des Nations Unies. Le HCR s'est classé à la 3^e place parmi les agences bénéficiaires du CERF (il était 5^e en 2021). Toutefois, il n'a reçu que 10% des fonds versés par le CERF en 2022. Les deux premières agences – le PAM et l'UNICEF – ont reçu 55,6% des fonds, dont une part importante avait trait à la sécurité alimentaire. Les revenus du HCR provenant des CBPF ont quadruplé en 2022 pour atteindre 47 millions de dollars, dont près de la moitié étaient destinés à l'intervention d'urgence du HCR en Ukraine. Dans l'ensemble, le HCR a reçu un peu moins de 4% des allocations des CBPF en 2022, contre 1% en 2021, alors que les CBPF ont alloué un peu plus de 1 milliard de dollars dans le monde ces deux années, 1,029 milliard de dollars en 2021 et 1,194 milliard de dollars en 2022.

Développement

Conformément à la philosophie du Pacte mondial sur les réfugiés, le HCR a intensifié ses efforts pour collaborer avec les acteurs du développement et faciliter l'inclusion des personnes déracinées ou apatrides dans les interventions de développement durable. Dans certains cas où le HCR a estimé qu'il disposait d'un avantage comparatif, les financements de développement ont aidé le HCR à financer des programmes améliorant l'autosuffisance et la résilience des personnes déracinées ainsi que des communautés d'accueil.

Les contributions des acteurs du développement ont légèrement augmenté, passant de 193 millions de dollars en 2021 à 203 millions de dollars en 2022, ce qui représente environ 3 à 4% du revenu global du HCR chaque année. 75% des financements provenaient d'acteurs bilatéraux du développement et de l'UE, avec des contributions moins importantes des Nations Unies, des fonds de financement communs administrés par les Nations Unies et des banques multilatérales de développement. Près de deux tiers des financements de développement soutenaient des interventions pluriannuelles.

GRAPHIQUE 9 | AUGMENTATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE | 2019-2022



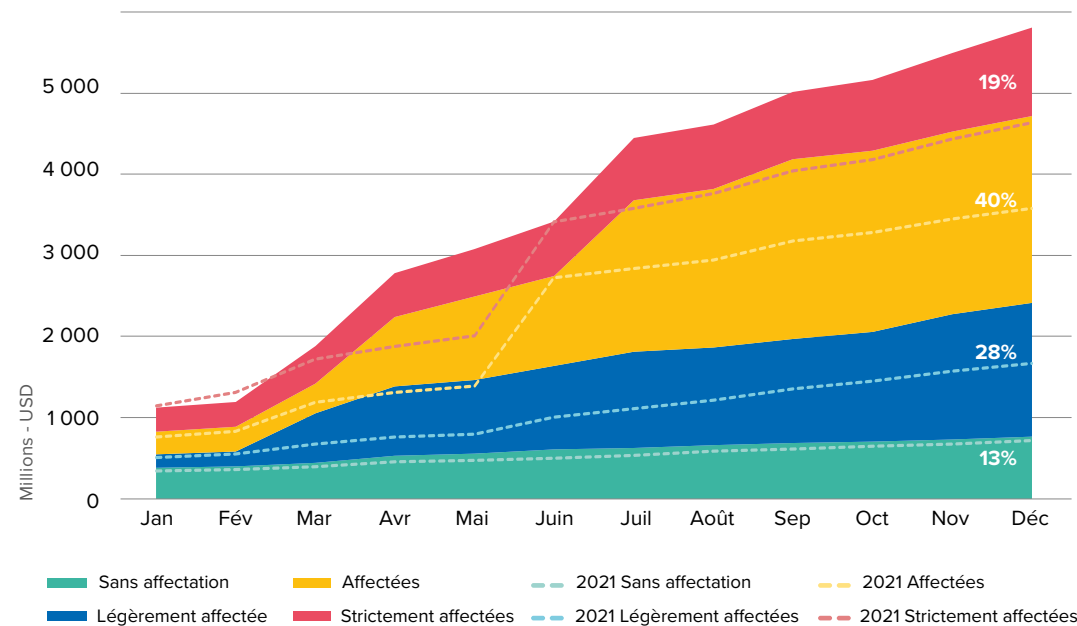
Contributions en nature

Les contributions en nature ont inclus la fourniture de locaux pour les bureaux du HCR, la mise à disposition de partenaires de réserve d'urgence et de services logistiques, et la distribution de biens matériels aux populations aidées par le HCR. La valeur du soutien en nature a augmenté de 15%,

passant de 140 millions de dollars en 2021 à 161 millions de dollars en 2022. En 2022, 80% des contributions en nature provenaient de donateurs privés. Les principaux donateurs incluaient Industria de Diseño Textil S.A. (Inditex, Espagne), Fast Retailing Co. Ltd (UNIQLO, Japon), et MSC (Suisse).

Analyse

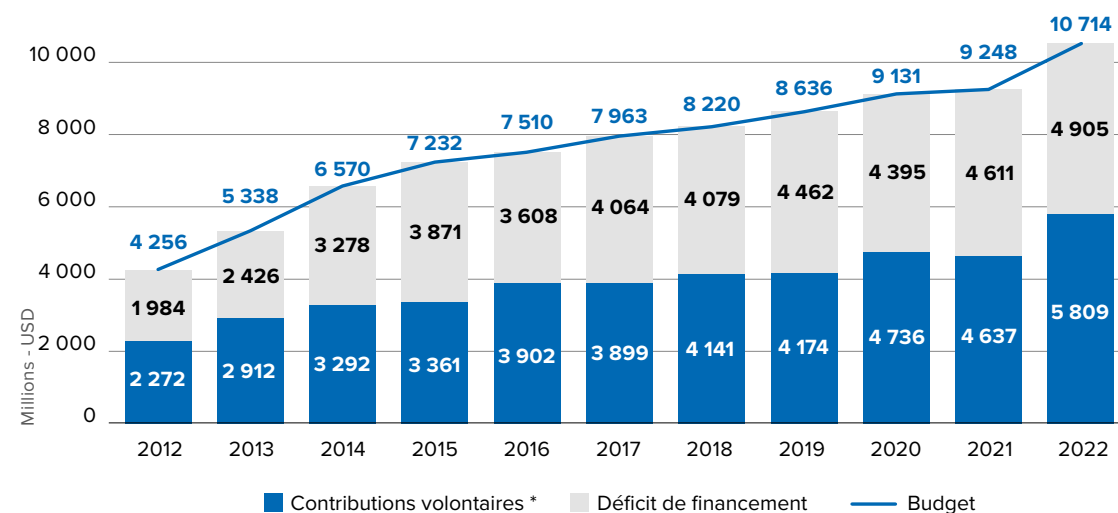
GRAPHIQUE 10 | DATE DE RÉCEPTION DES CONTRIBUTIONS EN 2022 PAR RAPPORT À 2021



La situation relative au financement était extrêmement tendue au début de 2022. En 2021, le sous-financement en proportion du budget avait atteint son niveau le plus élevé depuis 2015, avec un déficit de financement record en termes absolus. À la fin de 2022, le HCR était financé à 58% (soit deux points de pourcentage de plus qu'en 2021).

Toutefois, ces financements sans précédent en termes absolus n'ont pas suivi l'augmentation des besoins de l'organisation et il y avait d'importantes disparités de niveaux de financement entre les opérations à l'échelle mondiale et dans certaines régions.

GRAPHIQUE 11 | CONTRIBUTIONS PAR RAPPORT AUX BUDGETS | 2012-2022



* Contributions du budget ordinaire des Nations Unies non incluses. Basées sur les contributions par année d'enregistrement.

Par exemple, en Afrique de l'Ouest et du Centre, malgré le montant record des fonds recueillis, les crédits affectés à cette région ne couvraient que 39% des besoins du HCR, contre 45% en 2021. Pourtant, le nombre total de personnes déracinées ou apatrides dans cette région a atteint 11,2 millions, soit près de 600 000 de plus qu'en 2021.

L'impact du déficit de financement mondial a été aggravé par les tendances en matière d'affectation des financements par les donateurs, qui ont privilégié les situations en Afghanistan et en Ukraine. Sur l'ensemble des fonds recueillis par le HCR en 2022, 30% ont été affectés à ces deux situations.

Impact de la situation en Ukraine

Le soutien massif apporté au HCR et à toutes les autres organisations humanitaires après l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie a été un rappel bienvenu de l'ampleur de la solidarité et de l'empathie pour les réfugiés dans le monde entier. La réponse opérationnelle massive a été soutenue par un élan de soutien communautaire et par des financements généreux aussi bien des donateurs publics que privés. Cinq des donateurs gouvernementaux dont les contributions ont augmenté de plus de 10 millions de dollars en 2022 ont franchi ce seuil en raison de leur contribution à la situation en Ukraine (Allemagne, Japon, Royaume-Uni, Canada et Norvège). En outre, des gouvernements qui n'avaient jamais fourni de financements au HCR, tels que les îles Falkland, les îles Féroé et Guernesey, ont répondu à l'appel à l'aide du HCR. La collaboration sans précédent avec les partenaires du secteur privé a donné lieu à un soutien financier et en nature, ainsi qu'à des partenariats s'appuyant sur des valeurs communes pour développer les possibilités d'emploi pour les personnes déracinées. En conséquence, sur les 1,2 milliard de dollars collectés auprès du secteur privé dans le monde entier, 626 millions de dollars étaient destinés à la situation d'urgence en Ukraine. En fin d'année, la situation en Ukraine était financée à 96%.

Comme indiqué ci-dessous, il est apparu rapidement que le soutien apporté à l'Ukraine n'était pas accompagné du soutien dont le HCR avait besoin pour nombre de ses autres opérations.

Par exemple, seuls quatre donateurs ont répondu à l'appel supplémentaire lancé en janvier 2022 pour la situation dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Des niveaux similaires de sous-financement ont été observés pour les situations d'urgence « silencieuses » ou négligées, ainsi que pour les situations prolongées. Le niveau de sous-financement de ces opérations s'est aggravé, ce qui a été souligné par le niveau de soutien apprécié pour la situation d'urgence en Ukraine. Les besoins ont également été plus élevés et plus aigus en raison des répercussions de l'invasion de l'Ukraine sur les prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants, mais aussi en raison des suites de la pandémie de COVID-19.

Le soutien incroyable à la situation d'urgence en Ukraine a fait ressortir deux priorités pour le HCR. Tout d'abord, retenir les nouveaux donateurs qui ont soutenu les activités du HCR en Ukraine en 2022. Ensuite, le HCR doit plaider en faveur de niveaux similaires d'investissements social et financier pour ses autres interventions à travers le monde.

Crises sous-financées

En mai 2022, il était clair que le HCR allait recevoir le même niveau de contributions totales qu'en 2021. Toutefois, 1 milliard de dollars étaient affectés à la situation d'urgence en Ukraine, et il y avait donc un déficit de 1 milliard de dollars pour le reste du monde. Sans au moins 1 milliard de dollars supplémentaires par rapport à ce qui avait été reçu en 2021, le HCR serait contraint de revoir à la baisse les engagements déjà pris et de réduire l'aide et la protection apportées dans des opérations clés d'environ 17% par rapport aux années précédentes, sans tenir compte des coûts supplémentaires liés à l'inflation.

Ce déficit de financement auquel le HCR était confronté a été exacerbé par des priorités concurrentes : les pays donateurs se remettaient eux-mêmes de la pandémie de COVID-19 et faisaient face à des coûts énergétiques et à une inflation énormes. Beaucoup recevaient également un grand nombre de réfugiés ukrainiens, et l'attention portée à l'Ukraine a détourné l'attention des autres crises. En outre, de nombreux pays donateurs ont privilégié la sécurité alimentaire, pour laquelle le HCR n'était pas considéré comme le partenaire de choix.

Le HCR a lancé un [appel de fonds](#) (en anglais) en juin, en mettant en avant 12 opérations sous-financées en permanence et où l'inflation, les pénuries alimentaires et la hausse du prix des carburants ont été vivement ressenties. Fin août, aucune de ces 12 opérations n'avait atteint un niveau de financement de 50% et toutes étaient nettement en dessous des niveaux de dépenses de 2021. Un [rapport sur le sous-financement](#) mis à jour (en anglais) a été publié en septembre, indiquant que, bien que certains donateurs majeurs aient répondu à l'appel urgent du HCR, le risque que ces 12 opérations prennent encore plus de retard restait important. Le Haut Commissaire a déclaré que, sans 700 millions de dollars supplémentaires avant la fin de l'année, l'organisation serait forcée de procéder à des coupes budgétaires sévères

avec des conséquences dramatiques pour les réfugiés et les communautés d'accueil. Les alertes du HCR concernant le niveau critique du sous-financement ont permis d'attirer l'attention sur cette question en temps opportun, et de nombreux donateurs gouvernementaux ont mobilisé un soutien exceptionnel, notamment les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas. En décembre, le déficit avait été réduit de 350 millions de dollars. Néanmoins, seules quatre des 12 opérations étaient financées à 50% à la fin de l'année. Pour les opérations au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, par exemple, la préparation à l'hiver 2022/2023 n'a pu être financée qu'à 20%, ce qui a contraint des opérations à réduire, voire parfois à arrêter certains programmes d'aide.

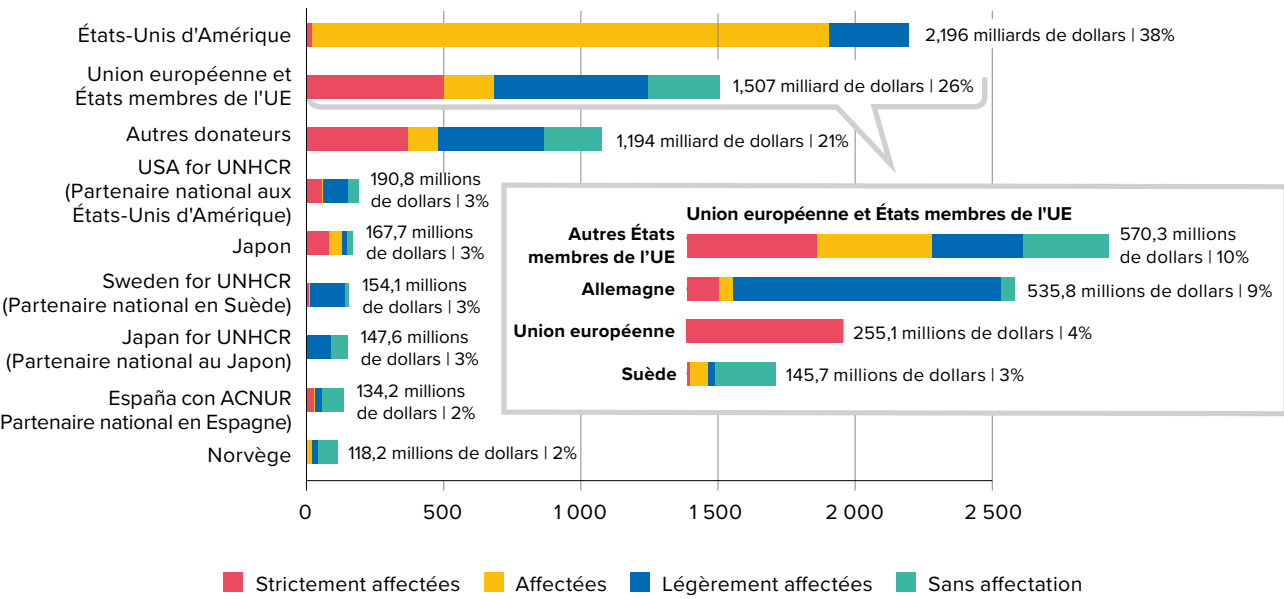
Qualité des financements

Contributions sans affectation	Contributions légèrement affectées	Contributions affectées	Contributions strictement affectées	Contributions pluriannuelles
Contributions sans restriction d'utilisation. Elles donnent au HCR la flexibilité essentielle de décider de la meilleure manière de protéger et soutenir les personnes déplacées de force et les apatrides les plus démunies ou les plus vulnérables.	Elles permettent au HCR d'affecter des ressources à plusieurs pays et activités dans une région ou une situation donnée, ou à un thème ou à un domaine de réalisation spécifique conformément aux priorités définies.	Contributions destinées à un pays spécifique sans autre limitation. Elles incluent aussi les contributions destinées à répondre à une situation d'urgence dans un pays donné.	Contributions affectées à un projet ou secteur spécifique au sein d'un pays ou d'une division. Elles incluent aussi les contributions en nature et les jeunes experts associés.	Engagement sur 24 mois ou plus. Bien que tous les financements pluriannuels ne soient pas flexibles, l'intérêt de ce type de contribution est sa prévisibilité, qui permet au HCR d'affecter les ressources là où il y en a le plus besoin en début d'année.

Le financement de qualité, c'est-à-dire flexible, prévisible et pluriannuel, est l'une des deux priorités de base du Grand Bargain 2.0, qui continue à galvaniser les efforts pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de l'action humanitaire. Pour le HCR et ses partenaires, les contributions flexibles et versées en début d'année facilitent l'apport d'une

aide et d'une protection vitales à des millions de personnes. Bien que les contributions strictement affectées et différées soient également précieuses – elles représentent une grande partie des fonds administrés par le HCR – ces contributions génèrent des charges et des coûts administratifs supplémentaires.

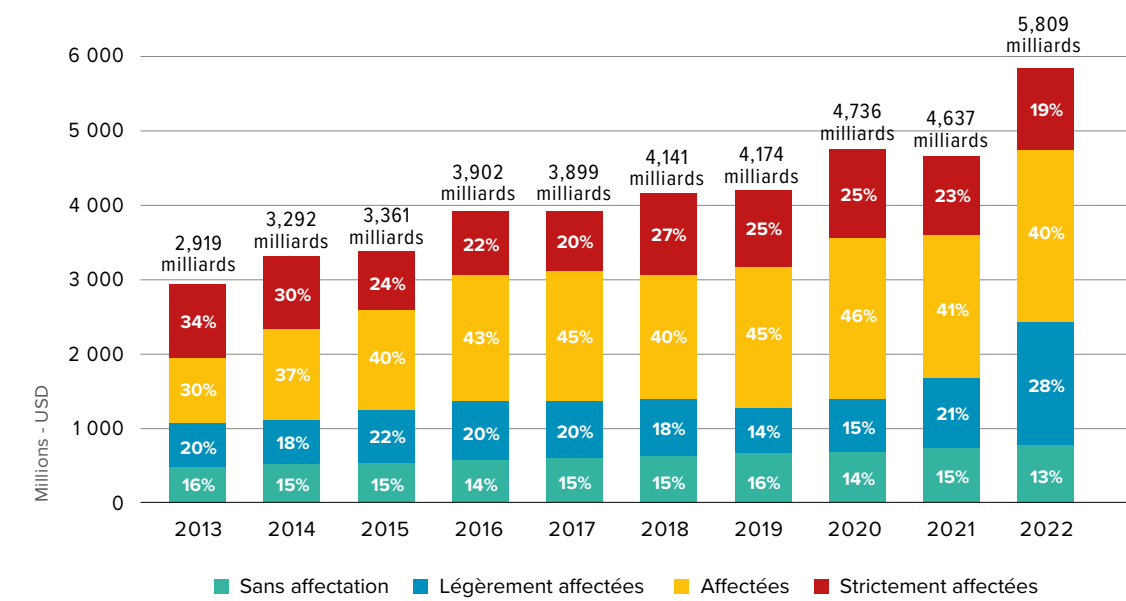
GRAPHIQUE 12 | QUALITÉ DES FINANCEMENTS DES PRINCIPAUX DONATEURS | 2022



L'Appel global du HCR pour 2022 a été présenté lors de la conférence annuelle d'annonce des contributions en décembre 2021, qui a généré, pour la première fois, un total de contributions supérieur à 1 milliard de dollars, soit une augmentation de 17% (159 millions de dollars) par rapport à 2021. Ce résultat positif est dû à l'augmentation des contributions de 10 donateurs (Allemagne, Estonie, Islande, Irlande, Luxembourg, Monaco, Maroc, Suède, Suisse et États-Unis). Le HCR est également

reconnaissant du montant record de 808 millions de dollars de contributions annoncées ou déjà enregistrées pour les exercices budgétaires 2023 et au-delà. La situation financière plus robuste au début de 2022 a permis aux opérations de commencer ou de poursuivre la mise en œuvre d'activités qui, autrement, auraient peut-être été retardées ou interrompues en attendant la réception de fonds des donateurs.

GRAPHIQUE 13 | CONTRIBUTIONS PAR NIVEAU D'AFFECTATION | 2013-2022



Malheureusement, les contributions au HCR sont devenues de plus en plus affectées ces dix dernières années, et la part des financements sans affectation dans les contributions totales a diminué, passant de 16% en 2013 à 13% en 2022. Le fait de lier les financements à des lieux ou à des

activités spécifiques réduit l'agilité du HCR et sa capacité à orienter les ressources vers les domaines programmatiques prioritaires ou vers les zones avec les besoins les plus grands, ce qui in fine compromet l'apport d'une aide et d'une protection aux personnes déracinées. En raison de l'affectation

TABEAU 4 | FINANCEMENTS FLEXIBLES EN 2022 | USD

DONATEUR	SANS AFFECTATION*	LÉGÈREMENT AFFECTÉS*	TOTAL DES FINANCEMENTS FLEXIBLES
Allemagne	23 868 243	436 641 598	460 509 841
États-Unis d'Amérique		293 279 209	293 279 209
Japan for UNHCR (Partenaire national au Japon)	62 112 132	84 417 720	146 529 852
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)	15 681 504	128 215 988	143 897 491
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	40 510 712	93 283 148	133 793 860
Suède	99 251 812	11 298 107	110 549 919
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	77 410 001	28 736 446	106 146 447
Norvège	72 513 812	21 018 573	93 532 386
Danemark	35 600 667	43 687 728	79 288 395
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)	21 705	73 545 544	73 567 249
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	40 136 419	32 722 513	72 858 932
Donateurs privés en Italie	21 057 338	34 125 329	55 182 666
Donateurs privés en République de Corée	37 494 140	9 115 956	46 610 095
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)		42 119 366	42 119 367
Donateurs privés au Royaume des Pays-Bas	9 670 703	31 536 452	41 207 155
France	18 466 358	21 866 834	40 333 192
Japon	21 710 202	17 747 711	39 457 913
Royaume des Pays-Bas	37 162 162	1 028 807	38 190 969
Donateurs privés en France	3 220 646	29 323 528	32 544 174
Canada	9 431 138	22 601 176	32 032 313
Autres donateurs	138 628 322	193 073 996	331 702 318
TOTAL	763 948 015	1 649 385 727	2 413 333 742

*Les barres de couleur indiquent la part des fonds sans affectation et légèrement affectés de chaque donateur par rapport au total.

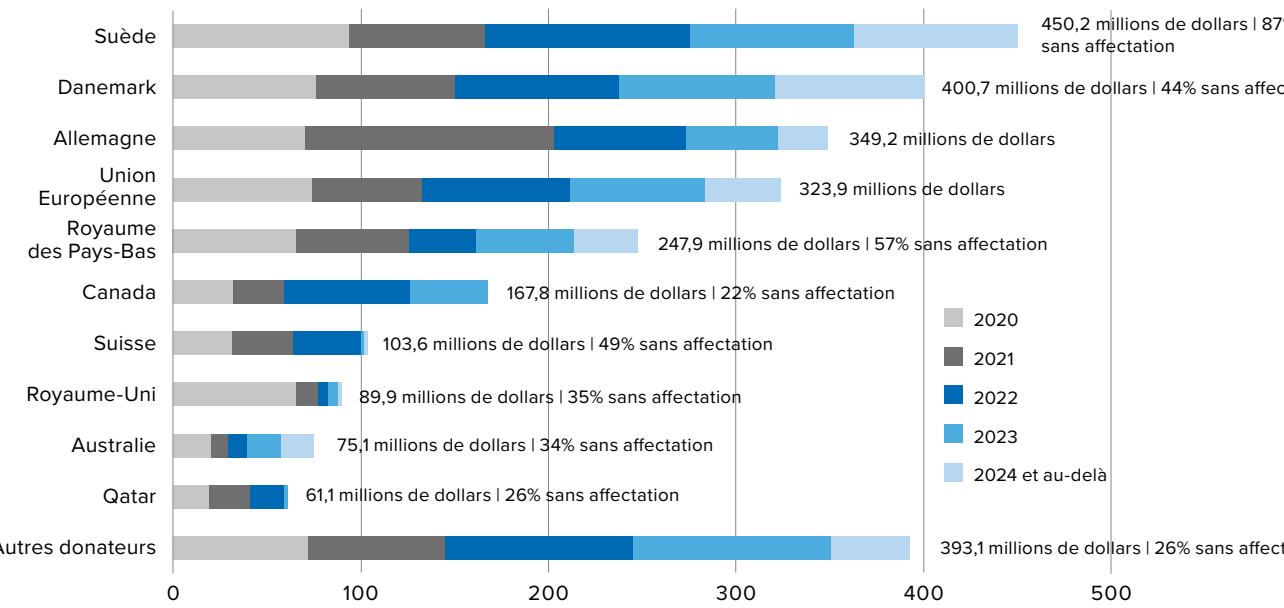
plus stricte des ressources, il a également été plus difficile pour le HCR de transférer les ressources au sein même des opérations. Par exemple, au Kenya, l'opération a eu une marge de manœuvre limitée pour transférer des fonds vers les nouveaux besoins (par exemple, l'afflux de nouveaux arrivants provoqué par la sécheresse dans toute la région).

Seulement 9% des financements publics étaient sans affectation en 2022, et 41% des financements non affectés du HCR provenaient du secteur privé. Les opérations qui ont reçu le plus de fonds sans affectation ont été le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Tchad et l'Ouganda, qui figuraient toutes dans les deux rapports sur le sous-financement en 2022. Étant donné qu'il n'y avait pas assez de financements sans affectation pour couvrir tous les besoins, et que les financements affectés à ces opérations étaient

insuffisants, toutes ces opérations, à l'exception de l'Éthiopie, ont terminé 2022 avec un niveau de financement inférieur à 50%.

Sur une note plus positive, les financements légèrement affectés ont augmenté en proportion du total des contributions, passant de 21% en 2021 à 28% en 2022. Cette augmentation est en grande partie attribuable au financement de la situation en Ukraine et provient du secteur privé, dont les contributions légèrement affectées ont été multipliées par six. Bien que ces résultats soient excellents, ils représentent également un point de vulnérabilité potentiel. En particulier, les financements du secteur privé sont censés venir en complément du soutien des États au HCR, et non pas le remplacer. (Voir ci-dessous pour plus d'informations sur la collecte de fonds dans le secteur privé.)

GRAPHIQUE 14 | LES DIX PRINCIPAUX DONATEURS DE CONTRIBUTIONS PLURIANNUELLES 2020-2024



Les financements pluriannuels sont passés de 584 millions de dollars en 2021 à 618,4 millions de dollars en 2022, avec une légère diminution en termes de part du total des financements, passant de 11% en 2021 à 10% en 2022 en raison du niveau élevé des financements destinés à l'urgence en

Ukraine en 2022. 51% des financements pluriannuels pour 2022 étaient affectés ou strictement affectés, ce qui a limité la capacité du HCR à conclure des accords de mise en œuvre pluriannuels flexibles avec ses ONG partenaires.

Financements thématiques flexibles en 2022

Du fait de l'augmentation de la part des contributions affectées dans les financements du HCR ces dernières années, les financements flexibles (c'est-à-dire non affectés ou légèrement affectés au niveau régional ou sectoriel) sont de plus en plus recherchés dans les situations d'urgence et les réponses aux crises négligées et oubliées.

Les financements flexibles comprennent les financements thématiques légèrement affectés – fournis dans des domaines tels que l'éducation, l'action climatique ainsi que la prévention et la prise en charge des violences de genre, et pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence en général (voir ci-dessous). Ils viennent augmenter le montant total des financements flexibles que le HCR reçoit, tout en générant des investissements dans des domaines considérés comme des priorités communes du HCR et de ses donateurs.

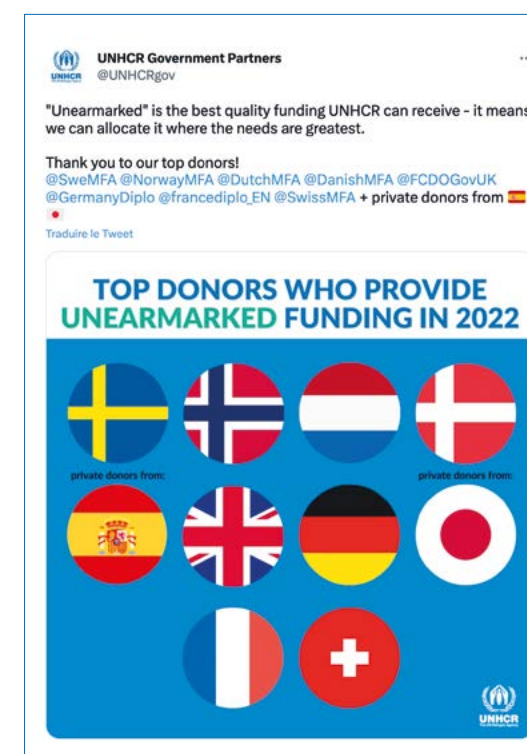
Le HCR a reçu près de 73 millions de dollars de contributions thématiques flexibles en 2022, contre 37 millions de dollars en 2021. Dans l'ensemble, l'augmentation des contributions thématiques a renforcé la capacité du HCR à fournir une protection, une aide et des solutions vitales grâce à ses activités dans les domaines de l'action climatique, de l'éducation ainsi que de la prévention et de la prise en charge des violences de genre. Le principal donateur, avec plus de 13 millions de dollars, a été le Gouvernement japonais, qui soutient depuis longtemps le travail du HCR, notamment dans les domaines de la protection et de la prévention et de la prise en charge des violences de genre. Cette augmentation repose également sur les contributions de donateurs privés, dont 21 millions de dollars reçus pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence, provenant principalement de donateurs individuels.

Dans l'ensemble, les financements des donateurs publics et privés pour la réponse du HCR aux situations d'urgence ont atteint un niveau sans précédent, et étaient en grande partie flexibles. Sur environ 3,5 milliards de dollars de contributions volontaires pour de nouvelles situations d'urgence comme l'Ukraine ou des situations d'urgence prolongées comme l'Afghanistan, le Myanmar, la Syrie ou la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, 1,6 milliard de dollars étaient légèrement affectés. Compte tenu de la complexité et du nombre croissants des situations d'urgence ainsi que du sous-financement chronique de nombre d'entre elles, les financements flexibles et rapides sont plus que jamais cruciaux pour permettre la préparation et l'intervention du HCR.

Renforcer la visibilité pour obtenir des financements de qualité

Le HCR s'est engagé à assurer la visibilité des financements flexibles, et notamment des donateurs qui soutiennent ce type de financement de qualité. Dans les opérations-pays, les donateurs qui fournissent au HCR plus de 10 millions de dollars de financements non affectés ou plus de 2 millions de dollars de financements légèrement affectés bénéficient d'une visibilité sur tous les documents imprimés (lorsque le contexte le permet), ainsi que dans les points de situation officiels externes.

Le HCR a régulièrement communiqué sur l'impact des financements flexibles à un public mondial sur les réseaux sociaux à travers un réseau de comptes officiels tels que ceux des opérations-pays, du Siège et des pays des donateurs. En 2022, le HCR a partagé 1700 tweets mentionnant spécifiquement les financements « flexibles » ou « non affectés », soit une augmentation de 9% par rapport à 2021. Le « [Rapport sur les financements flexibles](#) » (en anglais) du HCR en 2022 a été accompagné d'une campagne sur les réseaux sociaux comprenant des graphiques et des GIF. 15 vidéos publiées dans plusieurs langues ont été consacrées aux financements flexibles et non affectés.



Contributions du secteur privé

2022 a été une année record en matière de collecte de fonds et de partenariats avec le secteur privé. En effet, le HCR a levé 1,246 milliard de dollars, soit près du double des 625 millions de dollars levés en 2021. Les contributions volontaires du secteur privé sont passées de 4% du revenu total du HCR en 2010 à 21% en 2022. Le secteur privé a constitué une source majeure de financements non affectés, apportant 41% du total de ces financements en 2022. 2022 a également été une année record pour les dons en nature,

avec plus de 250 contributions pour un montant de 128 millions de dollars provenant de plus de 80 donateurs privés.

Cette croissance est due à la mobilisation des partenaires du secteur privé et des donateurs individuels en soutien à la situation d'urgence en Ukraine, qui a permis de lever 626 millions de dollars. Plus de 500 entreprises, particuliers très fortunés et fondations ont apporté un soutien. Cette croissance du soutien du secteur privé a validé la stratégie de diversification des flux de revenus du HCR, qui avait identifié une évolution du paysage

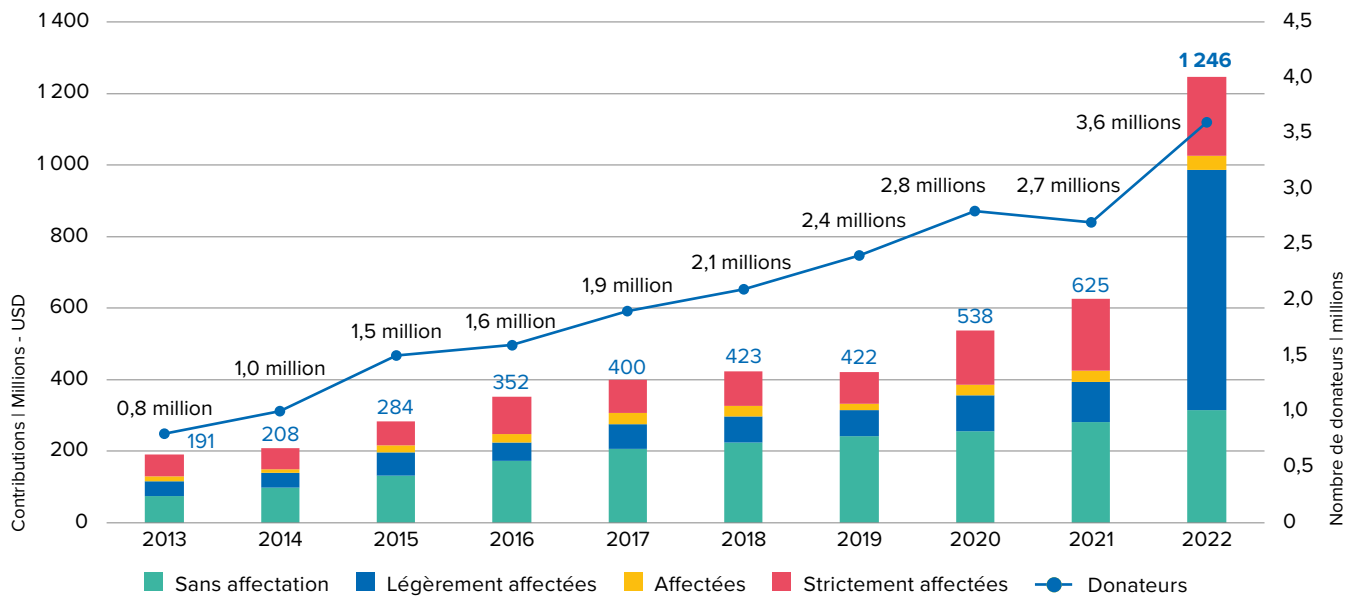
traditionnel des donateurs et s'était fixé pour [objectif en 2018 d'atteindre 1 milliard de dollars](#) de financements du secteur privé d'ici 2025.

Le HCR a cherché à élargir ses partenariats avec les entreprises, les fondations et les philanthropes, en vue d'obtenir un maximum d'impact et d'améliorer la vie des réfugiés grâce à une approche fondée sur l'engagement de « l'ensemble de la société » qui dépasse le seul soutien financier. Le partenariat à multiples facettes avec Fast Retailing est resté un modèle de partenariat s'appuyant sur des valeurs communes. Fast Retailing a continué de défendre le

mandat du HCR et les besoins des réfugiés en participant à divers événements et tables rondes, et a également diffusé des récits sur son partenariat et sur les personnes déracinées en mobilisant son service de relations publiques et ses réseaux sociaux.

D'autres exemples illustrent les progrès accomplis par le HCR pour accroître l'ampleur et l'étendue des partenariats: le HCR a reçu un soutien pour mettre au point une approche méthodologique innovante pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et tester l'utilisation de nouvelles technologies afin

GRAPHIQUE 15 | CONTRIBUTIONS DU SECTEUR PRIVÉ ET NOMBRE DE DONATEURS 2013-2022



d'améliorer le statut nutritionnel des mères et des enfants de moins de cinq ans en Éthiopie. Les partenariats ont également permis aux HCR de tester des innovations dans les domaines de la santé, des services WASH et de la collaboration multisectorielle; de mettre en œuvre la stratégie de réinstallation et de voies complémentaires d'admission (mandatée par le Pacte mondial sur les réfugiés) et de promouvoir la mise en œuvre du volet « protection et droits humains » de la nouvelle stratégie de transformation numérique; d'étendre

l'accès à l'apprentissage en ligne aux réfugiés et aux communautés d'accueil au Kenya; de soutenir la réinstallation, l'insertion professionnelle et l'intégration locale au Mexique; et d'aider le HCR à renforcer sa réponse aux maladies non transmissibles.

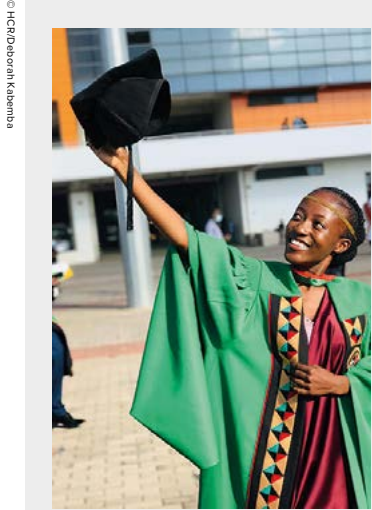
Le secteur privé a joué un rôle essentiel pour élaborer, mettre en œuvre et amplifier des initiatives de financement innovantes permettant de lever des fonds de manière durable et efficace.

Plusieurs de ces projets ont attiré plus de 50 millions de dollars de soutien des donateurs, notamment le [Fonds de protection environnementale des réfugiés](#), une initiative du cadre du HCR pour l'action climatique visant à intensifier les initiatives de reforestation et de combustibles de cuisson propres dans les zones d'accueil de réfugiés.

Le [Mécanisme de financement vert](#) (en anglais) vise à « verdir » le HCR d'une manière financièrement rentable grâce à la transition des bureaux du HCR vers l'énergie solaire. Les premières passations de marchés pour des systèmes d'énergie renouvelable ont été conclues à Kakuma, au Kenya et à Adjumani et Yumbe, en Ouganda. En plus de réduire les émissions globales de carbone du HCR d'environ 1%, ces contrats lui permettront d'économiser environ 10% en dépenses énergétiques pour ces sites par rapport aux systèmes diesel existants. Ces contrats transfèrent

également la responsabilité du fonctionnement, de l'entretien et des autres activités techniques vers des entreprises d'électricité privées, déchargeant ainsi le personnel de terrain du HCR.

Le HCR et l'organisme de lutte contre la pauvreté de la Banque islamique de développement, le Fonds de solidarité islamique pour le développement, ont signé la [Charte du Fonds islamique mondial pour les réfugiés](#), un fonds innovant, durable et conforme à la charia qui soutiendra les réfugiés originaires des États membres de l'Organisation de la coopération islamique ou accueillis dans ces États. Il s'agit de la première initiative qui soutient les besoins des réfugiés et des communautés d'accueil via un fonds de dotation.

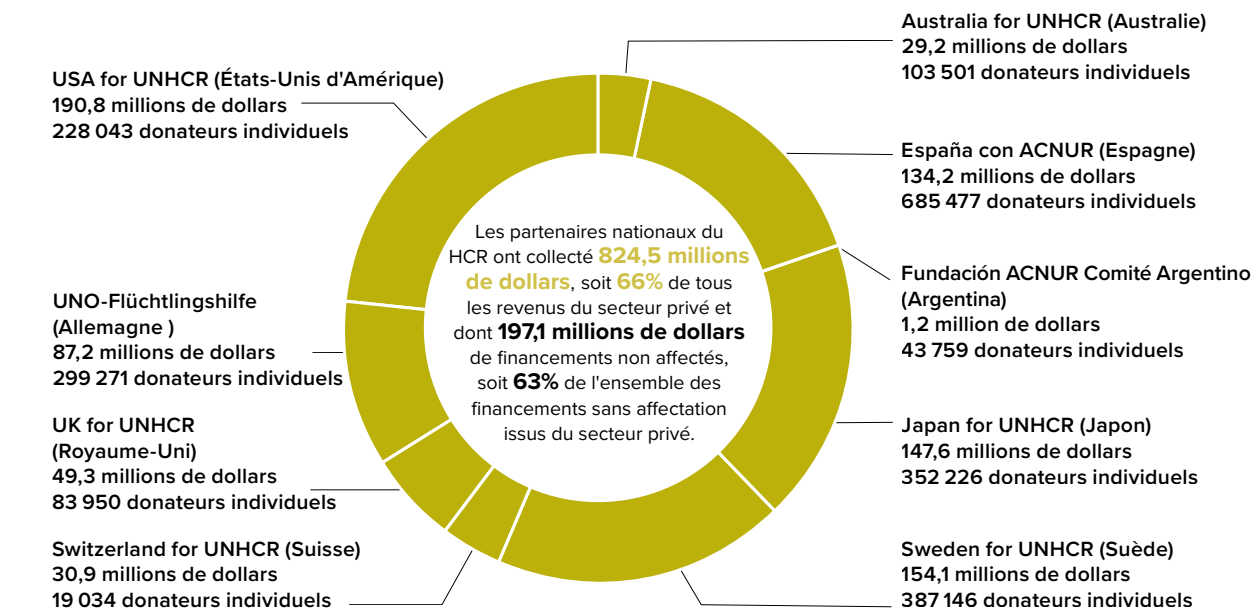


Les campagnes mondiales de collecte de fonds ont permis de lever plus de 54 millions de dollars en 2022

Le HCR a lancé la [campagne Aiming Higher](#) (en anglais) en décembre 2020 avec l'objectif de recueillir 23 millions de dollars d'ici fin 2023 pour financer 1800 bourses d'études dans l'enseignement supérieur, couvrant le déficit de financement du programme de bourses DAFI. Cette campagne a permis d'obtenir des financements durables et a recueilli à ce jour 16,5 millions de dollars auprès de donateurs de 17 pays, finançant des bourses pour 1290 étudiants à la fin 2022. La **campagne de préparation à l'hiver 2021-2022** a permis de recueillir 43 millions d'euros pour les activités du HCR dans ce domaine, en particulier pour les réfugiés en Afghanistan, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La [campagne du ramadan](#) (en anglais) a été lancée pour la quatrième fois dans le monde entier, et a permis de mobiliser le public musulman et de lever 18,3 millions de dollars sur 16 marchés. L'application mobile [Connecting Worlds](#) (en anglais) est un produit innovant permettant d'établir des conversations sûres et sécurisées entre les donateurs et les réfugiés. Une deuxième version de l'application, [Connecting Worlds Mentor](#) (en anglais), a été développée en 2022 pour mettre en relation des donateurs et des étudiants réfugiés en fonction de leur domaine d'études pour 12 semaines de mentorat. Cette application a été déployée avec succès en Australie et en Italie. En 2022, le HCR a testé un nouvel appel sur l'**insécurité alimentaire** pour recueillir des fonds destinés aux aides en espèces. Cet appel a généré une mobilisation particulièrement élevée des donateurs et sera donc élargi en 2023.

Les partenaires nationaux du HCR

GRAPHIQUE 16 | REVENUS DES PARTENAIRES NATIONAUX | 2022



En 2022, la contribution des partenaires nationaux du HCR a représenté 66% des revenus du secteur privé (825 millions de dollars), USA for UNHCR arrivant en tête avec plus de 190,8 millions de dollars. En plus de leurs contributions financières (notamment le niveau élevé de financements flexibles), les partenaires nationaux du HCR ont joué un rôle vital pour faire le lien entre le public et le HCR et ont encouragé une réponse fondée sur l'engagement de l'ensemble de la société, en particulier en temps de crise.

Australia for UNHCR

(Partenaire national en Australie) (en anglais)
Australia for UNHCR a collecté un montant record, dont environ un tiers pour l'Ukraine. Il s'est appuyé sur des collaborations avec les médias, des

webinaires pour les donateurs et des événements pour promouvoir le travail du HCR en Ukraine et dans les pays voisins, et à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, il a levé 165 000 dollars (USD) pour des activités de protection telles que les [centres Point bleu](#) (en anglais) soutenant les réfugiés ukrainiens. Les collectes de fonds communautaires pour l'Ukraine ont largement dépassé les attentes grâce au soutien de la communauté australo-vietnamienne. Emergency Action Alliance, une nouvelle organisation composée de 15 organisations caritatives australiennes qui s'unissent pour les situations d'urgence majeures, a levé des fonds grâce à un appel qui a reçu l'appui du Gouvernement australien et de l'Australian Broadcasting Corporation.

Aotearoa New Zealand for UNHCR

(Partenaire national en Nouvelle-Zélande) (en anglais)
Après de nombreuses années de travail, Australia for UNHCR a créé une nouvelle entité en Nouvelle-Zélande. Aotearoa New Zealand for UNHCR a commencé la collecte de fonds en ligne en avril 2022 et la collecte de fonds en personne en décembre 2022.

España con ACNUR

(Partenaire national en Espagne) (en espagnol)
En 2022, España con ACNUR a montré sa force en matière de collecte de fonds pour les situations d'urgence, avec les fonds non affectés représentant 58% de ses revenus totaux. Il a fait entendre la voix des réfugiés grâce à des collaborations avec des acteurs de la société civile, notamment des célébrités, des fondations, des entreprises, des écoles, des universités et des médias de masse. Il s'est associé à la Fondation Barça, à Industria de Diseño Textil S.A. (Inditex), à la Fondation « la Caixa » et à ProFuturo, et ses contenus ont été diffusés dans des émissions de télévision populaires et cités par des influenceurs sur internet.

Portugal com ACNUR

(Partenaire national au Portugal) (en portugais)
En un peu plus d'un an, grâce aux conseils d'España con ACNUR, Portugal for UNHCR a embauché une équipe pour commencer la collecte de fonds et la mobilisation du public, notamment en créant une page web et en identifiant des agences de marketing en personne et à distance, ce qui a abouti au recrutement de donateurs et à des dons ponctuels.

Fundación ACNUR - Comité Argentino

(Partenaire national en Argentine) (en espagnol)
En 2022, Argentina for UNHCR a franchi une étape importante en passant la barre d'un demi-million de sympathisants, dont plus de 43 000 donateurs individuels, après avoir commencé ses activités de collecte de fonds en mai 2019. Des enquêtes IPSOS ont montré que l'Argentine devenait plus accueillante pour les réfugiés. L'organisation a testé avec succès un programme de mentorat pour aider les familles de réfugiés à s'intégrer dans la

société argentine et a lancé plusieurs campagnes d'urgence, notamment en réponse à la crise humanitaire en Ukraine. Le « Concert avec les réfugiés » 2022 a été visionné par plus d'un million de téléspectateurs à la télévision nationale, et plus de 500 articles positifs ont été publiés sur la Fundación ACNUR. Plus de 40 célébrités ont soutenu l'organisation, et des footballeurs célèbres ont participé au premier événement « Football avec les réfugiés ».

Japan for UNHCR

(Partenaire national au Japon) (en japonais)
La crise en Ukraine a généré un soutien et une prise de conscience significatifs dans une part importante de la société japonaise, et le renforcement des plateformes numériques a permis de lever un montant record de 147,6 millions de dollars. Japan for UNHCR a mobilisé les jeunes générations grâce à un projet de peinture murale sur le changement climatique, et les femmes grâce à une campagne axée sur l'autosuffisance des femmes et des filles au Bangladesh. Les revenus provenant de legs et de dons dans les testaments ont également augmenté.

Sweden for UNHCR

(Partenaire national en Suède) (en suédois)
Les financements ont augmenté de manière considérable, et les objectifs pour les secteurs des dons individuels et de la philanthropie privée ont été dépassés, avec près de 154,1 millions de dollars de contributions transférées, un niveau de collecte de fonds inégalé en Suède. La notoriété de l'organisation s'est énormément améliorée et le HCR a été identifié comme l'organisation de référence pour soutenir la réponse en Ukraine. La Fondation Akelius a annoncé qu'elle allait doubler tous les dons pour la situation d'urgence en Ukraine pendant tout le mois de mars, donnant lieu à un don de la Fondation de 48 millions de dollars (500 millions de SEK). La campagne « Non envoyé », qui montrait un texto d'un jeune ukrainien en Suède à son père en Ukraine, a été publiée sur des panneaux d'affichage dans le métro et sur d'autres plateformes, et a obtenu d'excellents résultats.

Switzerland for UNHCR

(Partenaire national en Suisse)

Switzerland for UNHCR (CH4U) est passé de 3 millions de dollars mobilisés en 2020 à plus de 30 millions de dollars en 2022, grâce à des campagnes de collecte de fonds sur de multiples canaux auprès des particuliers et à des partenariats avec des entreprises, des fondations et des philanthropes suisses. Les projets à haute visibilité comprenaient un projet multisite avec l'artiste de renommée mondiale JR, qui se poursuivra en 2023, et un partenariat de collecte de fonds innovant avec l'entreprise de blockchain Cardano.

UK for UNHCR

(Partenaire national au Royaume-Uni) (en anglais)

UK for UNHCR a versé un montant record de 49,3 millions de dollars en grande partie pour soutenir la réponse en Ukraine mais aussi pour l'Afghanistan, le Yémen, les bourses DAFI et la préparation à l'hiver en Syrie. Le nombre de donateurs a atteint 83 950, soit près du double des 49 000 enregistrés en 2021. Les campagnes de mobilisation publique ont intégré des récits de réfugiés dans le cadre de l'exposition en ligne « Gallery of the (new) home ». Un appel intégré de plaidoyer et de collecte de fonds, « The cold truth », a permis d'obtenir 44 millions d'impressions dans les médias, le soutien de célébrités et plus de 1,7 million de dollars (1,4 million de livres) de dons. Un programme de stage pour les personnes ayant un parcours de réfugié a été lancé.

UNO-Flüchtlingshilfe

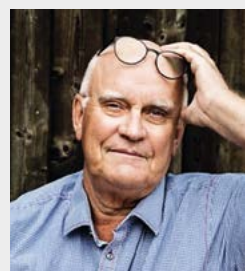
(Partenaire national en Allemagne) (en allemand)

Grâce à un revenu de collecte de fonds qui a augmenté de près de 73% par rapport à 2021, UNO-Flüchtlingshilfe a pu faire une contribution de plus de 87,2 millions de dollars au HCR. Il a enregistré un nombre de donateurs privés et d'entreprises partenaires sans précédent, notamment plus de 40 campagnes de dons auprès d'employés et près de 300 000 donateurs. Les partenariats avec l'Orchestre philharmonique de Berlin et Volkswagen ont été élargis, et Spotify et UNO-Flüchtlingshilfe ont créé une campagne conjointe pour la Journée mondiale du réfugié.

USA for UNHCR

(Partenaire national aux États-Unis d'Amérique) (en anglais)

USA for UNHCR a apporté en 2022 un montant record de 190,8 millions de dollars dont 50 millions de dollars de dons en nature. Une campagne multicanal en réponse à l'invasion de l'Ukraine a permis de lever plus de 92 millions de dollars et d'obtenir le soutien de plus de 150 nouvelles entreprises et fondations. Une collaboration avec Epic Games a recueilli 144 millions de dollars en soutien à cinq organisations, dont le HCR, qui a reçu 26,5 millions de dollars, et une campagne dans laquelle Blake Lively et Ryan Reynolds se sont engagés à doubler les dons à hauteur de 1 million de dollars a recueilli 5,36 millions de dollars. USA for UNHCR a conservé le label « Great Place to Work » pour la troisième année consécutive.



La Fondation Akelius apporte un soutien exceptionnel à la réponse d'urgence du HCR en Ukraine

Peu après le déclenchement de la guerre, Roger Akelius a publiquement déclaré qu'il doublerait tous les dons destinés à Sweden for UNHCR en mars et a exhorté les entreprises à lever des fonds. La réponse a été extraordinaire et a mobilisé des milliers de multinationales, de petites entreprises, d'institutions, de clubs sportifs et d'associations culturelles, dont beaucoup donnaient au HCR pour la première fois. Sweden for UNHCR a recueilli près de 130 millions de dollars au cours de cette période intense, et Roger Akelius a finalement fait un don de près de 50 millions de dollars pour les interventions d'urgence du HCR en Ukraine.

DE L'ESPOIR LOIN DE CHEZ SOI

Pour un monde où les réfugiés auront toujours leur place



journée mondiale
du
réfugié



TABLEAU 5 | BUDGET ET DÉPENSES 2022 PAR DOMAINE DE RÉALISATION ET D'APPUI

DOMAINE DE RÉALISATION ET D'APPUI		MONTANT	% des activités programmées	% des dépenses par rapport au budget
DOMAINE DE RÉALISATION				
Accès au territoire, enregistrement et délivrance de documents (OA 1)	Budget	743 872 029	7%	
	Dépenses	393 299 000	7%	53%
Détermination du statut de réfugié (OA 2)	Budget	185 034 382	2%	
	Dépenses	95 568 300	2%	52%
Droit et politique de protection (OA 3)	Budget	270 831 920	3%	
	Dépenses	162 283 320	3%	60%
Violences de genre (OA 4)	Budget	324 876 280	3%	
	Dépenses	145 561 932	3%	45%
Protection de l'enfance (OA 5)	Budget	230 024 413	2%	
	Dépenses	117 559 065	2%	51%
Sécurité et accès à la justice (OA 6)	Budget	324 669 163	3%	
	Dépenses	131 306 570	2%	40%
Engagement communautaire et émancipation des femmes (OA 7)	Budget	555 252 751	5%	
	Dépenses	309 155 844	6%	56%
Bien-être et besoins essentiels (OA 8)	Budget	2 928 093 828	28%	
	Dépenses	1 668 349 614	30%	57%
Logements et sites d'installation durables (OA 9)	Budget	918 475 311	9%	
	Dépenses	382 655 177	7%	42%
Santé (OA 10)	Budget	570 108 030	6%	
	Dépenses	333 665 173	6%	59%
Éducation (OA 11)	Budget	458 003 438	4%	
	Dépenses	226 179 523	4%	49%
Eau potable, assainissement et hygiène (OA 12)	Budget	237 299 750	2%	
	Dépenses	103 805 675	2%	44%
Autosuffisance, inclusion économique et moyens de subsistance (OA 13)	Budget	555 259 926	5%	
	Dépenses	209 937 214	4%	38%
Rapatriement volontaire et réintégration durable (OA 14)	Budget	262 863 026	3%	
	Dépenses	99 322 673	2%	38%
Réinstallation et voies complémentaires d'admission (OA 15)	Budget	179 577 004	2%	
	Dépenses	122 268 754	2%	68%
Intégration locale et autres solutions locales (OA 16)	Budget	355 622 954	3%	
	Dépenses	156 576 403	3%	44%
SOUS-TOTAL DOMAINES DE RÉALISATION		Budget	9 099 864 204	89%
		Dépenses	4 657 494 237	83%51%

.../...

.../...

TABLEAU 5 | BUDGET ET DÉPENSES 2022 PAR DOMAINE DE RÉALISATION ET D'APPUI

DOMAINE DE RÉALISATION ET D'APPUI		MONTANT	% des activités programmées	% des dépenses par rapport au budget
DOMAINE D'APPUI (EA)				
Systèmes et processus (EA 17)	Budget	224 565 763	2%	
	Dépenses	179 206 989	3%	80%
Appui opérationnel et chaîne d'approvisionnement (EA 18)	Budget	364 815 765	4%	
	Dépenses	297 548 003	5%	82%
Ressources humaines et culture (EA 19)	Budget	196 048 351	2%	
	Dépenses	131 785 108	2%	67%
Engagement externe et mobilisation de ressources (EA 20)	Budget	367 294 086	4%	
	Dépenses	312 771 808	6%	85%
Leadership et gouvernance (EA 21)	Budget	21 912 086	0%	
	Dépenses	20 572 996	0%	94%
SOUS-TOTAL DOMAINES D'APPUI		Budget	1 174 636 051	11%
		Dépenses	941 884 903	17%80%
SOUS-TOTAL ACTIVITÉS PROGRAMMÉES		Budget	10 274 500 255	100%
		Dépenses	5 599 379 140	100%54%
Réserve opérationnelle (OR)	Budget	427 502 306		
	Dépenses			0%
Jeunes experts associés	Budget	12 000 000		
	Dépenses	7 704 324		64%
TOTAL		Budget	10 714 002 561	
		Dépenses	5 607 083 464	52%

TABLEAU 6 | TOTAL DES CONTRIBUTIONS | 2022

DONATEUR	GOUVERNEMENTS	DONATEURS PRIVÉS	ORGANISMES INTER-GOUVERNEMENTAUX	FONDS DES NATIONS UNIES	TOTAL
États-Unis d'Amérique	2 195 608 503	208 670 091			2 404 278 594
Allemagne	535 769 917	87 514 807			623 284 725
Japon	167 708 064	165 585 737			333 293 801
Union européenne			255 101 061		255 101 061
Suède	145 652 735	102 869 725			248 522 460
Espagne ¹	31 667 852	134 008 435			165 676 287
Royaume des Pays-Bas	110 001 407	54 883 451			164 884 858
Italie	97 440 630	61 264 348			158 704 978
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	99 337 588	54 933 543			154 271 131
France	99 265 458	36 636 990			135 902 448
Danemark	106 949 997	19 150 167			126 100 164
Canada	96 277 146	28 567 749			124 844 896
Norvège	118 176 368	3 607 028			121 783 396
Suisse ²	58 464 442	41 223 894			99 688 336
République de Corée	28 232 363	49 058 934			77 291 297
Fonds central pour les interventions d'urgence ³				70 697 981	70 697 981
Australie	40 731 300	29 438 403			70 169 702
Bahamas		52 227 869			52 227 869
Fonds de financement commun par pays ⁴				46 826 103	46 826 103
Budget ordinaire des Nations Unies				42 215 850	42 215 850
Qatar	21 501 968	11 646 669			33 148 637
Émirats arabes unis	8 198 771	23 088 952			31 287 723
Finlande	27 497 582	2 223 291			29 720 873
Irlande	28 694 142	947 362			29 641 504
Belgique	22 045 350	5 601 085			27 646 435
Autriche	20 834 478	172 201			21 006 679
Éducation sans délai ⁵				18 612 215	18 612 215
Chine	1 251 950	15 321 450			16 573 400
Tchéquie	3 489 480	12 997 565			16 487 046
Luxembourg	13 401 941	2 533 317			15 935 258
Fonds spécial d'affectation pour l'Afghanistan				15 894 189	15 894 189
Koweït	5 982 640	3 310 858			9 293 498
Arabie saoudite	6 000 000	2 748 571			8 748 571
Programmes conjoints des Nations Unies ⁶				8 039 291	8 039 291
UNICEF				7 279 761	7 279 761
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix ⁷				7 142 424	7 142 424
Thaïlande	20 000	6 320 634			6 340 634
Nouvelle-Zélande	6 142 051	45 344			6 187 396
Hongrie	5 299 648	43 289			5 342 937
Malaisie		4 437 791			4 437 791
Islande	4 152 083	248 253			4 400 336
Grèce	290 662	3 923 021			4 213 683
Banque africaine de développement			3 850 271		3 850 271
Brésil	122 932	3 338 746			3 461 678
Bahreïn		3 232 795			3 232 795
ONUSIDA				2 976 021	2 976 021
Philippines	100 000	2 857 126			2 957 126

.../...

.../...

DONATEUR	GOUVERNEMENTS	DONATEURS PRIVÉS	ORGANISMES INTER-GOUVERNEMENTAUX	FONDS DES NATIONS UNIES	TOTAL
Fédération de Russie	2 000 000	16 956			2 016 956
Mexique	284 570	1 538 126			1 822 696
Serbie	1 696 267	4 649			1 700 916
Singapour	60 000	1 625 542			1 685 542
OIM				1 565 742	1 565 742
Monaco	1 446 239	24 941			1 471 179
Égypte		1 392 452			1 392 452
Argentine	234 264	1 157 334			1 391 598
Nigéria	73 508	1 250 760			1 324 268
Liban		1 013 711			1 013 711
Bailliage de Jersey	902 135	36 146			938 280
Fonds d'affectation spéciale multilatéral pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience au Soudan du Sud ⁸				797 322	797 322
UNESCO				750 000	750 000
Estonie	700 283	9 047			709 330
Indonésie		675 459			675 459
Liechtenstein	648 883				648 883
PAM				614 211	614 211
Pologne	564 748	34 133			598 880
Initiative Spotlight pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles ⁹				595 711	595 711
Fonds de démarrage pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ¹⁰				569 278	569 278
Autorité intergouvernementale pour le développement			555 116		555 116
Slovénie	524 298	10 675			534 973
Donateurs privés au Moyen-Orient et Afrique du Nord		527 524			527 524
Roumanie	414 001	40 328			454 329
Fonds des Nations Unies pour la population				400 000	400 000
Portugal	126 610	253 482			380 092
Tchad	378 859	597			379 456
Türkiye	300 000	63 509			363 509
Banque mondiale			360 681		360 681
Bailliage de Guernesey	332 554	8 683			341 237
Maroc	306 101	23 742			329 843
République du Congo	326 445	1 043			327 488
Malte	220 522	66 867			287 389
Colombie	250 000	36 623			286 623
Chypre	74 420	175 583			250 002
Kenya		229 822			229 822
Lituanie	225 225	4 103			229 328
Bulgarie	209 940	17 234			227 173
Slovaquie	210 084	15 120			225 204
ONU-Femmes				225 177	225 177
Oman		212 454			212 454
Pérou	181 815	2 875			184 690
Chili	150 000	19 252			169 252
Îles Féroé	147 297	83			147 380

.../...

.../...

DONATEUR	GOUVERNEMENTS	DONATEURS PRIVÉS	ORGANISMES INTER-GOUVERNEMENTAUX	FONDS DES NATIONS UNIES	TOTAL
Lettonie	131 435	14 122			145 557
Angola	120 000	52			120 052
Israël	51 407	59 906			111 313
Arménie	103 000	787			103 787
Algérie	100 000	2 202			102 202
Kazakhstan	93 346	911			94 257
Organisation Internationale du Travail				89 524	89 524
Afrique du Sud		82 550			82 550
Mission intégrée d'assistance à la transition des Nations Unies au Soudan				76 101	76 101
Brunéi Darussalam	69 823	5 303			75 126
Azerbaïdjan	73 612	1 489			75 101
Guyana	63 531				63 531
Ghana		61 915			61 915
Jordanie		58 765			58 765
Inde		56 431			56 431
Fonds d'intervention et de redressement des Nations unies pour le COVID-19 ¹¹				51 633	51 633
Îles Falkland (Malouines)	48 655	165			48 820
Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour la prévention des violences sexuelles lors des conflits ¹²				44 296	44 296
Kirghizistan	34 784	354			35 138
OMS				33 294	33 294
Uruguay	30 000	961			30 961
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine ¹³				26 793	26 793
Saint-Siège	20 000				20 000
Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud				20 000	20 000
Costa Rica	14 878	3 508			18 386
Pakistan		17 447			17 447
Monténégro	11 628	683			12 311
Népal		2 430			2 430
Mauritanie		34			34

TOTAL*	4 120 264 616	1 245 538 357	259 867 128	225 542 917	5 851 213 018
--------	---------------	---------------	-------------	-------------	---------------

¹¹ Le total de l'Espagne inclut 8 701 479 dollars de contributions d'autres sources publiques transférées par España con ACNUR.

¹² Les totaux du Liban et de la Suisse incluent des contributions de donateurs privés du monde entier transférées par les bureaux régionaux.

¹³ Le Fonds central pour les interventions d'urgence est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://cerf.un.org> (en anglais).

¹⁴ Les Fonds de financement commun par pays sont des mécanismes de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://www.unocha.org/our-work/humanitarian-financing/country-based-pooled-funds-cbpf> (en anglais).

¹⁵ Éducation sans délai (Education Cannot Wait - ECW) est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://www.educationcannotwait.org> (en anglais).

¹⁶ Les Programmes conjoints des Nations unies sont des mécanismes de financement multilatéral.

¹⁷ Le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir www.un.org/peacebuilding/fund (en anglais).

¹⁸ Le Fonds d'affectation spéciale multilatéral pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience au Soudan du Sud est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/SSR00>.

¹⁹ L'Initiative "Spotlight" pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://www.un.org/fr/spotlight-initiative/>.

²⁰ Le Fonds de démarrage pour des migrations sûres, régulières et ordonnées est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/MIG00> (en anglais).

²¹ Fonds d'intervention et de redressement des Nations unies pour le COVID-19 est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/COV00> (en anglais).

²² Le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour la prévention des violences sexuelles lors des conflits est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/CSV00> (en anglais).

²³ Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://www.un.org/humansecurity/fr/>.

* Ne comprend pas un total de 217 749 998 dollars reçus les années précédentes pour des activités dont la mise en oeuvre était prévue pour 2022 et inclut 202 995 050 dollars reçus en 2022 dont la mise en oeuvre est prévue pour 2023 et au-delà.

TABLEAU 7 | 2022 BUDGET ET DÉPENSES POUR LE SIÈGE | USD

DIVISIONS/DÉPARTEMENTS	BUDGET ¹	DÉPENSES ¹
DIRECTION ET GESTION EXÉCUTIVE		
Bureau exécutif	6 801 683	6 318 747
Bureau de liaison à New York	4 747 554	4 747 554
Bureau de l'Inspecteur général	10 151 722	9 870 741
Service des affaires juridiques	4 674 496	3 705 254
Bureau du Médiateur	1 679 552	1 679 551
Bureau de la déontologie	2 761 655	2 680 750
Gestion des risques au sein de l'organisation	1 610 662	1 538 858
Service des évaluations	2 400 802	2 317 364
Service de la transformation et du changement	3 361 859	3 080 503
Service de la gouvernance	3 066 282	3 065 969
SOUS-TOTAL	41 256 266	39 005 292
Division des Relations Extérieures	32 157 111	32 013 731
Division de la Protection Internationale	17 192 614	17 065 969
Division de la Résilience et des Solutions	3 405 093	2 527 240
Division de la Planification Stratégique et des Résultats	18 923 464	18 125 601
Division des Urgences, de la Sécurité et de l'Approvisionnement	13 022 635	12 630 120
Division des Systèmes d'Information et des Télécommunications	40 593 961	37 193 057
Division des Ressources Humaines	38 088 704	37 916 041
Division de la Gestion Administrative et Financière	29 027 010	28 801 144
Centre des Services Mondiaux (Budapest)	6 093 264	6 037 723
Centre des Services Mondiaux (Copenhague)	5 980 026	5 443 589
Conseil du personnel	1 524 048	1 523 968
TOTAL	247 264 196	238 283 475

TABLEAU 8 | CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LE SIÈGE | USD

DIVISIONS/DÉPARTEMENTS	DONATEURS	MONTANT
SIÈGE		
	Budget ordinaire des Nations Unies	42 215 850
	SOUS-TOTAL	42 215 850
CENTRES DES SERVICES MONDIAUX		
	Hongrie	4 939 648
	Danemark	3 103 434
	SOUS-TOTAL	8 043 082
DIVISION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE		
	Suisse	3 892 459
	SOUS-TOTAL	3 892 459
DIVISON DES RESSOURCES HUMAINES		
	Allemagne	298 686
	SOUS-TOTAL	298 686
DIVISION DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DES RÉSULTATS		
	Luxembourg	548 742
	Suède	359 416
	Royaume des Pays-Bas	330 150
	SOUS-TOTAL	1 238 308
DIVISION DES RELATIONS EXTÉRIEURES		
	États-Unis d'Amérique	248 533
	Union européenne	247 285
	Suisse	203 874
	Norvège	139 237
	SOUS-TOTAL	838 929
TOTAL ²		56 527 314

¹ Comprend les allocations du budget ordinaire des Nations Unies comme suit : 42 215 850 USD (budget) et 42 211 028 USD (dépenses).

² Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.

TABLEAU 9 | 2022 BUDGET ET DÉPENSES POUR LES PROGRAMMES GLOBAUX | USD

ACTIVITÉS	BUDGET	DÉPENSES
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Aides en espèces	598 676	152 354
Solutions durables	10 178 291	4 176 183
Projets liés à l'éducation	30 335 669	23 085 840
Projets liés aux urgences (y compris les stocks)	27 784 125	19 678 245
Projets liés à l'environnement	748 132	243 526
Groupes sectoriels mondiaux	956 384	330 984
Projets d'innovation	7 954 006	2 288 356
Projets liés à la santé (VIH/SIDA, anémie, eau et assainissement)	1 652 346	890 909
Projets liés à la protection	7 347 677	6 089 505
Collecte de fonds auprès du secteur privé	145 297 860	133 526 307
Projets liés à l'information et aux médias	11 116 613	9 225 007
Femmes, enfants et adolescents réfugiés	1 560 369	1 477 092
Enregistrement, gestion des données et des informations	12 845 756	11 826 466
Recherche, évaluation et documentation	3 426 012	3 156 037
Réinstallation	16 276 434	15 481 358
Projets liés à la formation	997 000	1 146 687
Divers	1 383 566	1 303 194
SOUS-TOTAL ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	280 458 916	234 078 050
ACTIVITÉS D'APPUI AUX PROGRAMMES		
Direction et Gestion Exécutive	16 149 512	14 004 700
Division des Relations Extérieures	43 635 002	37 786 875
Division de la Protection Internationale	11 735 146	11 618 063
Division des Systèmes d'Information et des Télécommunications	35 414 712	25 236 352
Division de la Résilience et des Solutions	34 035 446	25 521 280
Division de la Planification Stratégique et des Résultats	9 029 806	5 700 037
Division des Urgences, de la Sécurité et de l'Approvisionnement	19 667 567	11 305 930
Division des Ressources Humaines	35 956 261	35 746 797
Division de la Gestion Administrative et Financière	9 715 135	9 143 650
Centre des Services Mondiaux (Copenhague)	35 751 279	30 992 039
SOUS-TOTAL ACTIVITÉS D'APPUI AUX PROGRAMMES	251 089 866	207 055 723
TOTAL	531 548 782	441 133 773

TABLEAU 10 | CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES PROGRAMMES GLOBAUX | USD

DIVISIONS/DÉPARTEMENTS	DONATEURS	MONTANT
OPÉRATIONS MONDIALES	États-Unis d'Amérique	46 963 927
	SOUS-TOTAL	46 963 927
DIVISION DE LA RÉSILIENCE ET DES SOLUTIONS	Allemagne	17 006 156
	États-Unis d'Amérique	6 824 672
	UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)	4 195 856
	USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	2 955 492
	Danemark	2 433 371
	Suisse	1 576 140
	Norvège	1 554 565
	Donateurs privés au Royaume des Pays-Bas	1 140 543
	Union européenne	1 048 499
	Donateurs privés en Italie	543 700
	Donateurs privés en Norvège	363 500
	Banque mondiale	360 681
	España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	354 897
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	327 763
	Qatar	314 175
	Donateurs privés en Chine	293 301
	Donateurs privés au Canada	262 642
	Donateurs privés aux Émirats arabes unis	258 733
	Donateurs privés en Tchéquie	237 493
	Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)	231 574
	Donateurs privés en France	212 199
	Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)	204 790
	Japon	198 226
	Donateurs privés au Koweït	175 210
	Luxembourg	174 825
	Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)	143 749
	Donateurs privés au Danemark	127 800
	UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)	121 500
	Donateurs privés au Japon	100 000
	Royaume des Pays-Bas	57 152
	OMS	33 294
	ONUSIDA	24 431
	Monaco	22 523
	Donateurs privés divers	49 378
	SOUS-TOTAL	43 928 829
DIVISION DE LA PROTECTION INTERNATIONALE	États-Unis d'Amérique	6 890 987
	Canada	4 022 131
	Allemagne	2 719 877
	Norvège	939 452
	OIM	903 324
	Suisse	475 827
	République de Corée	410 041
	Donateurs privés en Norvège	365 000
	Japon	246 225
	Danemark	221 323
	Suède	169 711
	Royaume des Pays-Bas	94 141
	Maroc	60 290
	Monaco	56 151
	Union européenne	53 763
	Irlande	8 500
	Donateurs privés divers	91 078
	SOUS-TOTAL	17 727 822
	.../...	

.../...

TABLEAU 10 | CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES PROGRAMMES GLOBAUX | USD

DIVISIONS/DÉPARTEMENTS	DONATEURS	MONTANT
DIVISION DES URGENCES, DE LA SÉCURITÉ ET DE L'APPROVISIONNEMENT		
	Donateurs privés en Norvège	2 504 500
	Émirats arabes unis	2 420 566
	Suède	1 746 000
	Suisse	1 524 000
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	953 000
	Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	881 500
	Donateurs privés au Danemark	641 500
	Irlande	493 500
	Japon	450 000
	Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)	413 500
	USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	167 061
	Canada	153 500
	Royaume des Pays-Bas	138 500
	Allemagne	80 000
	SOUS-TOTAL	12 567 127
DIVISION DE LA GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE		
	Allemagne	3 249 688
	Japon	164 150
	SOUS-TOTAL	3 413 838
CENTRE DES SERVICES MONDIAUX de COPENHAGUE		
	Royaume des Pays-Bas	1 108 269
	Danemark	730 218
	États-Unis d'Amérique	718 135
	Norvège	513 432
	Estonie	112 315
	Donateurs privés divers	147 302
	SOUS-TOTAL	3 329 672
DIRECTION ET GESTION EXÉCUTIVE		
	Luxembourg	1 878 346
	Royaume des Pays-Bas	760 100
	SOUS-TOTAL	2 638 446
DIVISION DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DES RÉSULTATS		
	UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)	1 064 963
	Norvège	183 119
	UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)	179 155
	SOUS-TOTAL	1 427 237
DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES		
	États-Unis d'Amérique	588 715
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	463 436
	Allemagne	187 792
	SOUS-TOTAL	1 239 943
DIVISION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
	Luxembourg	407 925
	SOUS-TOTAL	407 925
DIVISION DES RELATIONS EXTÉRIEURES		
	Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	184 245
	Donateurs privés au Royaume des Pays-Bas	106 500
	Autriche	4 368
	SOUS-TOTAL	295 113
TOTAL*		133 939 878

*Notes:
¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.

TABLEAU 11 | TRANSFERTS DE LA RÉSERVE OPÉRATIONNELLE 2022 | USD

1. RÉSERVE OPÉRATIONNELLE APPROUVÉE PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF EN OCTOBRE 2021						427 700 379
2. TRANSFERTS DE LA RÉSERVE OPÉRATIONNELLE						
		1. Protéger	2. Répondre	3. Responsabiliser	4. Résoudre	Total
PROGRAMMES GLOBAUX						
Direction et gestion exécutive	Renforcement des capacités des bureaux régionaux pour les évaluations décentralisées	198 073				198 073
SOUS-TOTAL		198 073				198 073
2. TOTAL DES TRANSFERTS		198 073				198 073
3. SOLDE APRÈS TRANSFERTS						427 502 306

TABLEAU 12 | CONTRIBUTIONS AU PROGRAMME DES JEUNES EXPERTS ASSOCIÉS | 2022

USD		USD	
DONATEUR	MONTANT	DONATEUR	MONTANT
Japon	1 551 089	Belgique	208 175
Allemagne	1 009 882	République de Corée	203 974
Canada	843 307	Islande	195 413
Danemark	471 621	Luxembourg	181 505
Chine	451 950	France	180 592
Italy	407 866	Finlande	174 000
Suède	309 490	Tchéquie	170 436
Jersey	281 550	Norvège	108 127
Suisse	264 316		
Royaume des Pays-Bas	240 349	TOTAL	7 253 642

TABLEAU 13 | DONS EN NATURE | 2022

		USD
DONATEUR	DESCRIPTION	MONTANT
GOUVERNEMENTS, FONDS INTERGOUVERNEMENTAUX ET FONDS DES NATIONS UNIES		
Angola	Locaux pour le Bureau du HCR à Luanda	120 000
Argentine	Locaux pour le Bureau du HCR à Buenos Aires	107 100
Arménie	Locaux pour le Bureau du HCR à Erevan	98 000
Autriche	Locaux pour le Bureau du HCR à Vienne	62 400
Azerbaïdjan	Locaux pour l'entrepôt du HCR à Bakou	43 612
Brésil	Locaux pour le Bureau du HCR à Brasilia	122 932
Canada	Déploiement d'experts de réserve pour les programmes globaux du HCR et tentes familiales pour l'urgence en Ukraine	813 437
Tchéquie	Locaux pour le Bureau du HCR à Prague	38 100
Danemark	Locaux pour le Bureau du HCR à Copenhague et logements préfabriqués pour l'urgence en Ukraine	4 277 871
Estonie	Déploiement d'experts de réserve pour le Service des données mondiales	112 315
Union Européenne	Services de transport pour l'opération du HCR en République de Moldova	758 587
Allemagne	Locaux pour le Bureau du HCR à Nuremberg et literie et kits d'hygiène pour l'urgence en Ukraine	1 001 347
Guyana	Locaux pour le Bureau du HCR à Georgetown	63 531
Hongrie	Locaux pour le Bureau du HCR à Budapest: Centre des Services mondiaux et Représentation régionale pour l'Europe centrale	5 299 648
Irlande	Déploiement d'experts de réserve par l'intermédiaire de Irish Aid	502 000
Italie	Logements préfabriqués pour les opérations du HCR répondant à l'urgence en Ukraine	577 567
Japon	Déploiement d'experts de réserve en Suisse, services de transport et articles de premiers secours pour l'urgence en Ukraine	761 636
Kazakhstan	Locaux pour le Bureau du HCR à Almaty	43 346
Koweït	Locaux pour le Bureau du HCR à Koweït City	39 490
Kirghizistan	Locaux pour le Bureau du HCR à Bishkek	34 784
Luxembourg	Locaux pour le Bureau du HCR à l'Université du Luxembourg	19 296
Mexique	Locaux pour le Bureau du HCR à Mexico	34 570
Monaco	Déploiement de personnel à travers le programme de Volontariat International de Monaco	113 522
Maroc	Locaux pour le Bureau du HCR à Laayoune, Sahara Occidental et déploiement d'experts de réserve pour l'opération du HCR en Tunisie et au Maroc	156 101
Royaume des Pays-Bas	Déploiement d'experts de réserve pour les programmes globaux du HCR	138 500
Nigéria	Locaux pour le Bureau du HCR à Lagos	73 508
Pologne	Locaux pour le Bureau du HCR à Varsovie	87 000
République de Corée	Déploiement d'experts de réserve au Bangladesh	73 272
Roumanie	Locaux pour le Bureau du HCR à Bucarest	104 561
Serbie	Locaux pour le Bureau du HCR à Belgrade	112 318
Espagne	Locaux pour le Bureau du HCR à Madrid	387 472
Suède	Déploiement d'experts de réserve pour les programmes globaux du HCR et tentes pour l'urgence en Ukraine	3 267 063
Suisse	Déploiement d'experts de réserve pour les programmes globaux du HCR et locaux pour le Bureau du Siège du HCR à Geneve et divers articles d'hébergement pour l'urgence en Ukraine	7 376 817
UNICEF	Kits d'hygiène pour les opérations du HCR au Tchad et pour l'urgence en Ukraine	376 846
Émirats arabes unis	Locaux pour les entrepôts du HCR à Dubai et transports aériens d'articles de premiers secours pour le Pakistan et l'Ukraine	3 198 771
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Déploiement d'experts de réserve pour les programmes globaux du HCR et articles de premiers secours pour l'urgence en Ukraine et équipements de protection individuelle pour le Chili	2 035 739
PAM	Couvertures et tentes familiales pour l'opération du HCR en République de Moldova liée à l'urgence en Ukraine	494 211
SOUS-TOTAL		32 927 272

.../...

.../...

TABLEAU 13 | DONS EN NATURE | 2022

		USD
DONATEUR	DESCRIPTION	MONTANT
DONATEURS PRIVÉS		
Airlink Inc	Services de transport pour l'opération du HCR en Ukraine	656 800
Arafa (Holding)	Couvertures thermiques pour l'opération du HCR en Égypte	15 000
Fondation Autodesk	Logiciel pour les opérations du HCR dans le monde entier	1 771 000
Avanti Communications Group plc	Services internet pour l'opération du HCR en Ouganda	52 394
Baffin	Bottes d'hiver pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	33 390
Bauer Hockey Corp	Vestes d'hiver pour l'opération du HCR en République de Moldova liée à l'urgence en Ukraine	54 510
Bearpaw Shoes	Bottes d'hiver pour l'opération du HCR en Ukraine	1 449 354
Beaute Prestige International SAS	Articles d'hygiène pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	82 082
Bett1	Matelas pour les opérations du HCR liées à l'urgence en Ukraine	26 693
Brunello Cucinelli S.p.A.	Vêtements pour enfants pour l'opération du HCR au Nigéria	40 000
Burberry	Couvertures pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	89 114
Canada Goose	Vêtements d'hiver pour les opérations du HCR liées à l'urgence en Ukraine	209 142
Cargolux	Fret aérien pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	510 000
Columbia Sportswear Company	Vêtements d'hiver pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	81 941
Combe Incorporated	Désinfectants pour les mains pour l'opération du HCR en Ouganda	2 368 858
Damco Denmark A/S (Maersk)	Locaux d'entreposage pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	134 957
Conseil danois pour les réfugiés	Déploiement d'experts de réserve dans diverses opérations du HCR	641 500
Essity Aktiebolag	Couches et articles sanitaires pour les opérations du HCR en Ukraine	579 578
Fast Retailing (UNIQLO)	Vêtements pour les opérations du HCR dans le monde	16 565 192
Fuji Optical Co Limited	Équipement optique pour l'opération du HCR en Azerbaïdjan	173 925
Fujitsu Limited	Ordinateurs portables pour diverses opérations du HCR répondant à l'urgence en Ukraine	145 188
H&M Hennes & Mauritz AB	Vêtements pour les opérations du HCR dans le monde	4 231 638
Hanesbrands Inc.	Vêtements pour les opérations du HCR au Soudan du Sud et au Nigéria	8 357 910
HeiQ Materials AG	Masques chirurgicaux pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	241 707
Helping Hand for Relief and Development	Logements préfabriqués pour l'opération du HCR en Jordanie	932 000
Hestra	Gants d'hiver pour l'opération du HCR en Ukraine	20 898
Hope Health Action	Complément alimentaire "Plumpy'nut" pour l'opération du HCR en Ouganda	113 270
IKANO	Matelas pour l'opération du HCR en Ukraine	978 300
iMMAP	Déploiement d'experts de réserve dans diverses opérations du HCR	933 500
Inditex	Vêtements pour les opérations du HCR dans le monde	22 311 840
Ingka (IKEA)	Literie et articles ménagers pour diverses opérations du HCR répondant à l'urgence en Ukraine	5 446 371
Inter IKEA Systems B.V.	Literie et articles ménagers pour diverses opérations du HCR répondant à l'urgence en Ukraine	2 740 425
Join Together Society (JTS)	Réchauds pour l'opération du HCR au Bangladesh	2 190 000
JYSK	Literie et articles ménagers pour diverses opérations du HCR répondant à l'urgence en Ukraine	703 658
Kuehne + Nagel International AG	Services de transport et locaux d'entreposage pour les opérations du HCR répondant à l'urgence en Ukraine	2 266 527
Landoll S.R.L.	Articles d'hygiène pour les opérations du HCR au Monténégro liée à l'urgence en Ukraine	15 979
Fondation LEGO	Locaux d'entreposage pour l'opération du HCR en Hongrie liée à l'urgence en Ukraine	2 343
Lindex AB	Vêtements d'hiver pour l'opération du HCR en Ukraine	62 480
Marks & Spencer	Vêtements d'hiver pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	189 098
Moncler S.p.A	Vestes d'hiver pour l'opération du HCR en Hongrie liée à l'urgence en Ukraine	14 459
Moran Publishers	Fournitures scolaires pour l'opération du HCR au Kenya	12 503
Fondation MSC	Services de transport et articles de premier secours pour les opérations du HCR répondant à l'urgence en Ukraine	2 815 397
Conseil norvégien pour les réfugiés	Déploiement d'experts de réserve dans diverses opérations du HCR	3 233 000
ODDesign	Vêtements d'hiver pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	25 191
Palace Skateboards Limited	Vêtements pour les opérations du HCR au Kenya et en Slovaquie	311 505
Première Urgence Internationale	Locaux d'entreposage pour l'opération du HCR en République de Moldova liée à l'urgence en Ukraine	33 450

.../...

.../...

TABLEAU 13 | DONS EN NATURE | 2022

		USD
DONATEUR	DESCRIPTION	MONTANT
Donateurs privés en France	Lampes solaires pour l'opération du HCR en Ukraine	2 319 900
ProFuturo	Équipement informatique pour les opérations du HCR au Nigéria et au Zimbabwe	208 993
Proyecto Salesiano Tijuana A.C.	Locaux pour le bureau du HCR à Tijuana	1 656
Radisson Hotel Group	Services de vaisselle pour l'opération du HCR en Roumanie liée à l'urgence en Ukraine	44 360
RedR	Déploiement d'experts de réserve dans diverses opérations du HCR	413 500
Shenzhen Telconn Technology Co., Ltd	Tablettes pour l'opération du HCR au Maroc	23 000
Signify	Lampes solaires pour diverses opérations du HCR répondant à l'urgence en Ukraine	201 375
Solvatten	Kits de filtration d'eau pour l'opération du HCR en Ouganda	393 017
Sony Corporation	Téléphones mobiles pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	702 422
Tazweed Business Ventures	Couches pour l'opération du HCR en Jordanie	75 234
Uber Technologies, Inc	Services de transport pour les opérations du HCR en Inde, en Pologne et en Ukraine	51 260
Unilever (UK)	Articles d'hygiène pour l'opération du HCR en Pologne liée à l'urgence en Ukraine	3 801 150
UPS Corporate	Services de transport pour les opérations du HCR en Pologne et en République de Moldova	380 976
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	Vêtements pour les opérations du HCR dans le monde	34 043 446
Visilab Group SA	Lunettes de vue pour l'opération du HCR au Bangladesh	12 150
Fondation Vodafone	Équipement informatique et solaire et connectivité pour les opérations du HCR en Afrique	1 381 403
Volvo AB	Transports pour les opérations du HCR répondant à l'urgence en Ukraine	65 863
WOM SA	Matériel informatique pour l'opération du HCR au Chili	12 000
SOUS-TOTAL		127 995 772
TOTAL*		160 923 044

* Le HCR enregistre les contributions en nature sur la base d'une juste valeur déterminée conformément aux politiques officielles du HCR. La valeur déterminée par le HCR peut différer de la valeur du donateur.





Unilever, l’une des premières entreprises à répondre

Le HCR a collaboré pour la première fois avec [Unilever](#) (en anglais), l’une des plus grandes sociétés de biens de consommation au monde, pour promouvoir des bonnes pratiques d’hygiène en 2019. En 2022, après l’invasion de l’Ukraine par la Russie, Unilever a été l’une des premières entreprises à répondre en lançant une campagne mondiale de collecte de fonds auprès de ses employés, l’entreprise doublant tous les fonds recueillis. Outre les efforts incroyables de ses employés, Unilever a donné près de 1 million de produits d’hygiène personnelle, dont du savon, des brosses à dents, du dentifrice, du shampoing et des couches à distribuer aux réfugiés ukrainiens arrivant dans les pays voisins.

TABLEAU 14 | DONATEURS PRIVÉS AUX CONTRIBUTIONS SUPÉRIEURES À 100 000 DOLLARS | 2022

UNHCR GLOBAL		
Fondation Bill & Melinda Gates	Apple	QVC
Fast Retailing Co. Ltd (UNIQLO)	Fondation Arconic	Ripple
Fondation IKEA	Fondation Astellas Global Health	Romeo & Juliet
INGKA	Atlassian	Fondation mondiale S&P
Inter IKEA Systems B.V.	Fondation Baxter International	Salesforce
Comité International Olympique	Binance Charity	Samsonite
Interogo Holdings AG	Biogen MA Inc.	San Manuel Band of Mission Indens
MasterCard International Incorporated	Cargill	Fondation SAP
Fondations Open Society	Cisco Systems	Sephora USA, Inc.
Open Society Policy Center	Columbia Sportswear Company	Fondation Silicon Valley Community
Fondation Vodafone	Fondation Conrad N. Hilton	Snap Inc.
	Crurated	Sophos
	Delta Air Lines	Sparc Group
	Epic Games	Stanley Black & Decker
	F5 Networks	Fondation Sterling
	Flagship Pioneering	Stryker
	Gemological Institute of America (GIA)	Supercell
	Gilead	Fondation Tapestry & Fondation Coach
	Fondation Global Giving	The Baupost Group
	Google.org	The Boston Consulting Group, Inc.
	Great Plains Manufacturing Inc.	Fondation Chicago Community
	Guardian Life Insurance	The Estee Lauder Companies
	Fondation Howard G. Buffett	The Gap, Inc.
	Fondation HP	The Hartford
	HubSpot	Fondation Pfizer
	Fondation Intel	Fondation Toy
	Intuit	TikTok
	Islamic Relief USA	TJX Companies Inc.
	Jones Day	Tracelink
	KKR - MP Charitable Gift Fund	TripActions
	Fondation Koweït-Amérique	Twitter
	The Church of Latter-day Saints	U.S. Venture, Inc.
	Liberty Mutual Insurance	Ultimate Kronos Group (UKG)
	LinkedIn Corporation	Fondation UNFCU
	LyondellBasell	Fondation des Nations Unies
	Mars, Incorporated	Fondation UPS
	Marsh & McLennan Companies	Van Eck Association
	McKinsey & Co	Fondation Vanguard Group
	Micron Technology, Inc.	Veeam
	Microsoft Corporation	Fondation Verizon
	Morgan Stanley	Fondation VF
	Netflix	Walgreens
	Oracle Corporation	Western Digital
	Otis World Headquarters	Fondation Workday
	PepsiCo	Workday, Inc.
	Porsche Cars North America, Inc.	Xbox
	Public Good Software, Inc.	

.../...

...

TABLEAU 14 | **DONATEURS PRIVÉS AUX CONTRIBUTIONS SUPÉRIEURES À 100 000 DOLLARS** | 2022

ASIE ET PACIFIQUE	
CHINE / HONG KONG SAR	
Beijing Infinity JV Construction Design & Engineering Co., Ltd	Federation of All Toyota Workers' Unions
Lam Kin Chung Morning Sun Charity Fund	FUJI ELECTRIC CO., LTD.
Mr Cheng Hsu Shih and Mrs Cheng Kwee Moei Hong Mary	Fuji Optical Co Limited
Fondation caritative New Sunshine	FUJIFILM Holdings Corporation
Shenzhen Telconn Technology Co., Ltd	FUJITSU GENERAL LIMITED
Fondation Shih Wing Ching	Fujitsu Limited
Sunshine forever Limited	Hamamatsu Photonics K.K.
Transsion Holdings	Fondation Inamori
Fondation Xiaomi	Isuzu Motors Limited
JAPON / JAPAN FOR UNHCR (PARTENAIRE NATIONAL AU JAPON)	Japon Exchange Group
AGC Inc.	Japanese Trade Union Confederation
AISIN CORPORATION	JSR Corporation
BROTHER INDUSTRIES, LTD.	JTEKT CORPORATION
CAINZ CORPORATION	Kao Corporation
CANON INC.	KDDI CORPORATION
CAPCOM CO., LTD.	Kioxia Corporation
CASIO COMPUTER CO., LTD.	KOEI TECMO HOLDINGS CO., LTD
Choushimaru Co., Ltd	KONAMI GROUP CORPORATION
Citizen Watch Co., Ltd	Kubota Corporation
Customers of Seven & I Holdings Co., Ltd	Mazda Motor Corporation
Daiwa House Industry Co., Ltd	MEDICOM TOY CORPORATION
Dentsu Group Inc.	Milbon Co., Ltd
DIC Corporation	Mitsubishi Chemical Group Corporation
Fast Retailing Co., Ltd	Mitsubishi Electronics Corporation
	Mitsubishi HC Capital Inc.
	MS&AD Insurance Group Holdings, Inc.
	NIHON KOHDEN CORPORATION
	Nintendo Co., Ltd
	NIPPON TELEGRAPH AND TELEPHONE CORPORATION
	Nippon Yusen Kaisha
	Nitto Denko Corporation
	Nomura Research Institute, Ltd
	NTT DATA Corporation
	OKAMURA CORPORATION
	ONODERA GROUP Co., Ltd.
	ORIX Corporation
	Palsystem Consumers' Co-operative Union
	Renesas Electronics Corporation
	RYOBI HOLDINGS Co.,Ltd.
	SCREEN Holdings Co., Ltd
	SEGA SAMMY HOLDINGS INC.
	Seiko Epson Corporation
	Seiko Group Corporation
	Shiseido Company, Limited
	Sokka Gakkai
	Sony Group Corporation
	SQUARE ENIX HOLDINGS CO., LTD.
	SUMITOMO CORPORATION
	SUZUKI MOTOR CORPORATION
	Think The DAY
	Tokyo Electron Limited
	Toppan Inc.
	TOSHIBA CORPORATION
	TOYOTA MOTOR CORPORATION
	Toyota Tsusho Corporation
	Unicharm Corporation
	Yamaha Corporation
	Yamato Kogyo Co., Ltd
	Yonex Co., Ltd

...

© HCR/Mihai von Eremit



 L'engagement exemplaire de la Fondation IKEA
envers les personnes déplacées par la situation
en Ukraine

En plus de sa contribution habituelle, la Fondation IKEA a donné 20 millions d'euros dès le début de la situation d'urgence en Ukraine et a inspiré d'autres donateurs à se joindre à ses efforts pour fournir une aide d'urgence. Grâce à leur contribution, le HCR a pu apporter un soutien vital et des aides en espèces aux personnes déplacées en Ukraine et dans les pays voisins.

.../...

TABLEAU 14 | **DONATEURS PRIVÉS AUX CONTRIBUTIONS SUPÉRIEURES À 100 000 DOLLARS | 2022**

SINGAPOUR	FINLANDE	Furla S.p.A.
Arab Network @Singapour	Föreningen Konstsamfundet r.f.	Giorgio Armani S.p.A.
OUE Ltd	Premico Caesar Asset Management Oy	Giuliana Lagetto
Fondation Stephen Riady	Small Giant Games	Golden Goose S.p.A.
THAÏLANDE	Supercell Oy	GS1 Italy
Leading Women Fund Thaïlande	FRANCE	Gucci Gucci S.p.A.
M. Wanchai Tachavejnkul	Fondation L'Oréal	Intercos S.p.A.
	ALLEMAGNE / UNO-FLÜCHTLINGSHILFE (PARTENAIRE NATIONAL EN ALLEMAGNE)	Intesa Sanpaolo
EUROPE	AmazonSmile DE	Istituto Buddista Italiano Soka Gakkai
BELGIQUE	Audi	Luxottica Group S.p.A.
Daikin Europe	BASF SE	Marcello Cangani
Radisson Hotel Group Belgique	Bett1 GmbH	Max Mara Fashion Group S.r.l.
VGP Group	Deutsche Postcode Lotterie	Moncler S.p.A.
CHYPRE	Porsche	Fondation Nando and Elsa Peretti
Volka Entertainment Limited	Volkswagen Group	Nexi S.p.A.
Wingrowth Ltd	ISLANDE	Fondation Onlus Only The Brave
TCHÉQUIE	CCP Games	Pirelli & C. S.p.A.
CTP	ITALIE	Prada S.p.A
Tokai Rika	Enel Cuore Onlus	Roberta Armani
Famille Vos	Adecco Italia	Salvatore Ferragamo S.p.A.
DANEMARK	Amplifon S.p.A.	Silvana Massari
Fondation Augustinus	Assicurazioni Generali S.p.A.	Fondation UniCredit
Bagger-Sorensen & Co.	Automobili Lamborghini	Universita' Commerciale Luigi Bocconi
Det Obelske Familiefond	Autostrade per l'Italia S.p.A.	Valentino S.p.A.
GlobalConnect	Banca D'Italia	LUXEMBOURG
Haldor Topsoe	Barilla S.p.A.	Cargolux
HEARTLAND	Fondation Bolton Hope	Fondation de Luxembourg
Fondation Hempel	Bottega Veneta	ROYAUME DES PAYS-BAS
Implement Consulting Group	Calzedonia S.p.A	Adyen
Kong Frederik den Syvendes Stiftelse paa Jaegerspris	Cassa Depositi e Prestiti S.p.A.	Atradius Crédito y Caución S.A. de Seguros y Reaseguros
Lego System A/S	Chiesi Farmaceutici S.p.A.	Booking Holdings Inc.
Norden	Coop Italia	Clean Cycle Investments
Fondation Novo Nordisk	De' Longhi Appliances S.r.l.	Dutch Postcode Lottery (Nationale Postcode Loterij)
Plesner Advokatpartnerselskab	Dolce & Gabbana	Fondation Flow Traders
Fondation Ramboll	Donatella Versace	Fondation caritative IMC
Ramboll Group	Ermenegildo Zegna N.V.	Just Eat Takeaway.com
Fondation Lego	Fater S.p.A.	LONGI
Tuborgfondet	Fondation Alimenta	Parcom Capital Management B.V.
Fondation World Diabetes	Fondation Deloitte	Stichting Benevolentia
XL-BYG a.m.b.a.	Fondation Mediolanum Onlus	Weyland-Yutani
	Fondation Pesenti	
	Fondo di Beneficenza di Intesa Sanpaolo	

...

.../...

TABEAU 14 | **DONATEURS PRIVÉS AUX CONTRIBUTIONS SUPÉRIEURES À 100 000 DOLLARS | 2022**

NORVÈGE	Bontouch AB	Securitas AB
B2Holding ASA	BorgWarner AB	SIBA Invest Aktiebolag
ESPAGNE / ESPAÑA CON ACNUR (PARTENAIRE NATIONAL EN ESPAGNE)	Bravida Holding AB	Skanska AB
Adyen N.V. Sucursal En España	Byggbakta Group Nordic	Södra Skogsägarna Ekonomisk Förening
Aena	Castellum AB	SSAB AB
Banco Santander S.A.	Christina Hamrin	Fondation Stichting af Jochnick
Fondation Barça	Cibus Nordic Real Estate AB	Stiftelsen Einar Belvén
BBVA	Collector Bank	Stora Enso AB
CIE Automotive S.A.	Coor Service Management	Sven Hagströmer
Fondation Privada Nous Cims	E. Öhman J:or AB	Svenska Hockeyligan AB
Fondation Real Madrid	Epiroc AB	Swedish Postcode Lottery
Hennes & Mauritz SL (H&M ESP)	Fondation EQT	Fondation Schörling
Industria de Diseño Textil S.A. (Inditex)	Ericsson AB	TomEnterprise AB
Fondation "la Caixa"	Essity Aktiebolag	Triton Advisers (Suède) AB
Laboratorios Viñas	Färna Invest	Vida AB
María Entrecanales Franco	Fastpartner AB	Volati AB
Fondation Probitas	Fortnox Aktiebolag	Wallenstam AB
ProFuturo	Fredrik Hjälrm	SUISSE / SWITZERLAND FOR UNHCR (PARTENAIRE NATIONAL EN SUISSE)
Fondation Puig	Gudrun Sjödén Design & Produktion AB	Ferring International Center S.A.
Santander Asset Management	Gustav Eriksson	Fondation Didier et Martine Primat
Victoria Gomez-Trenor Verges	H & M Hennes & Mauritz GBC AB	Fondation Philanthropique Famille Sandoz
SUÈDE / SWEDEN FOR UNHCR (PARTENAIRE NATIONAL EN SUÈDE)	Hexagon AB	Fondation Gaden Phodrang du Dalai Lama
AAK AB	Indutrade Aktiebolag	Helsinn Healthcare SA
AB Lindex	Intrum AB	Fondation Krüger
AB Persson Invest	JCE Group Aktiebolag	Liebherr International AG
Acne Studios AB	Kinnevik AB	Lombard Odier Darier Hentsch & Cie
Advokatfirman Cederquist Kommanditbolag	L E Lundbergföretagen AB	M3 Hospitality Management S.A.
Fondation Akelius	Lagercrantz Group Aktiebolag	Fondation Üsine
Aktiebolaget Volvo	Lindab AB	Fondation Z Zurich
Altor Equity Partners AB	Lindéngruppen Aktiebolag	ROYAUME-UNI / UK FOR UNHCR (PARTENAIRE NATIONAL AU ROYAUME-UNI)
Anders Bodin Fastigheter AB	Madeleine Olsson Eriksson	Accenture
Architector Fastigheter AB	Magnus M. Lind	Arm
Atlas Copco AB	Mannheimer Swartling Advokatbyrå AB	Arnold Clark
Autoliv AB	NCAB Group AB	Bain & Company
Avalanche Studios Group	Nexer AB	Baker McKenzie
Avensia AB	NIBE Industrier AB	Band Aid Charitable Trust
Axel Johnson Aktiebolag	Nordnet Bank AB	Capital Group
Axfood AB	Orusthälsan Aktiebolag	checkout.com
BabyBjörn AB	Peab AB	Christie Manson & Woods Ltd
BHG Group	Pomona-gruppen AB	Deloitte Global
BillerudKorsnäs AB	Ragn-Sells	DLA Piper LLP
Bilmånsson i Skåne AB	Roschier Advokatbyrå AB	EON Productions Ltd
Fondation caritative Bjäringer	Districts Rotary en Suède et Finlande via la fondation Rotary Helps en Suède	Experian PLC
	Rottneros AB	Facepunch Studios
	Rusta AB	
	Samhällsbyggnadsbolaget i Norden AB	

.../...

.../...

TABEAU 14 | **DONATEURS PRIVÉS AUX CONTRIBUTIONS SUPÉRIEURES À 100 000 DOLLARS | 2022**

Farfetch	Unilever	Social Reform Society
Fondation CHANEL	Fondation Virgin Atlantic	Tazweed Business Ventures
Hikma Pharmaceuticals	Viridor Ltd	Société du Croissant-Rouge du Koweït
Inchcape	Wise	Zain Telecommunications Group
Just Eat Takeaway.com	WPP PLC	Zakat House
Kellogg's	XTX Markets	QATAR
Marks & Spencer		Qatar Charity
Fondation caritative Masonic	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	Fondation caritative Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani
Micropathology Ltd	ÉGYPTE	Fonds humanitaire Sheikh Thani Bin Abdullah Bin Thani Al-Thani
National Grid	Fondation Sawiris pour le développement social (SFSD)	ÉMIRATS ARABES UNIS
Next Retail Limited	KOWEÏT	Fondation Accenture
Fondation Saïd	Agility Logistics	Careem Networks
Space Ape	Al Salam Charity Society	Dubai Duty Free
Suzuki	Global Charity Association for Development (Fondation Tanmeia)	Fondation The Big Heart
Fondation Swarovski	International Islamic Charitable Organization	The Mohammed bin Rashid Al Maktoum Global Initiatives
The ALBORADA Trust	Koweït Humanitarian Relief Society	
Fondation famille Caring	Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society	
The Cure		
Fondation Howat		
Trailmix Ltd		

© MCDiaryne Ghazien



Fondation Virgin Atlantic – des valeurs communes à l'appui de l'éducation et de l'entreprise

UK for UNHCR, le partenaire international attitré pour le programme « Passport to Change » de la Fondation Virgin Atlantic, s’efforce d’améliorer l’accès à l’éducation des réfugiés vivant à Delhi (en anglais). Depuis septembre 2021, ce partenariat a permis au HCR d’aider des milliers d’enfants réfugiés afghans à Delhi à satisfaire leurs besoins éducatifs. Outre ce soutien financier, Virgin Atlantic travaille également avec la marque d’entreprise sociale du HCR, MADE51 (en anglais), qui aide les artisans réfugiés à vendre leur artisanat dans le monde entier. Les produits MADE51 sont vendus à bord des avions et en ligne, ce qui permet aux réfugiés d’utiliser leurs talents et de prospérer.

Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs

Dans les camps éthiopiens de Buramino et Hilaewyn, des réfugiés et des membres de la communauté d'accueil travaillent côte à côte dans le cadre d'un projet agricole soutenu par la Fondation IKEA.

© HCR/Petterik Wigger

À la fin de l'année 2022, la région accueillait 4,9 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile et 10,7 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (déplacés internes). L'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique ont de nouveau subi une année de la sécheresse grave qui perdure depuis 2019 et qui assèche les sources d'eau et détruit les moyens de subsistance alors que la crise économique mondiale a provoqué une inflation des prix de l'alimentation et des combustibles. La combinaison des conflits et des chocs climatiques a engendré de nouveaux déplacements, à la fois à l'intérieur des pays et au-delà des frontières internationales.

L'Éthiopie, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan sont des pays prioritaires pour le [Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les solutions aux déplacements internes](#) (en anglais). Dans ces pays, le HCR a œuvré à la mise en œuvre du [Programme d'action du Secrétaire général sur les déplacements internes](#) dans lequel les solutions durables et les données constituent les principales priorités. Le HCR dirige les groupes sectoriels chargés de la protection, de la coordination et de la gestion des camps et des abris/articles non alimentaires. L'organisation a contribué à résoudre

la question des déplacements internes par des interventions dans le domaine de la protection communautaire. Cependant, le manque de financement a entravé ces efforts.

Le HCR a investi dans le renforcement de la prévention et de la prise en charge des violences de genre, de la protection de l'enfance, des procédures de gestion des cas et des systèmes d'orientation à la fois pour les déplacés internes et pour les réfugiés. Il a plaidé pour l'inclusion des réfugiés dans les services nationaux, en particulier dans les situations prolongées. Il s'est efforcé de veiller à l'intégration des services dans les systèmes nationaux dès le début des situations d'urgence, en particulier dans le nord de l'Éthiopie, pour les réfugiés congolais arrivant en Ouganda, et pour les personnes affectées par la sécheresse au Kenya et en Somalie. Le HCR a augmenté ses effectifs et la formation dans le nord de l'Éthiopie et en Somalie pour renforcer les capacités de prise en charge des violences de genre dans la lutte contre la sécheresse. Il a aussi effectué des missions de soutien technique et des formations en présentiel et à distance sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels et sur la redevabilité envers les personnes affectées. En partenariat avec

les gouvernements et les ONG, le HCR a focalisé son action en priorité sur le suivi de protection et l'aide vitale : nutrition, santé, alimentation, WASH, abris d'urgence et articles de première nécessité.

En 2022, près de 1,2 million de personnes, soit 332 000 ménages, ont reçu des aides en espèces pour un montant total de 31 millions de dollars, principalement par l'intermédiaire de banques et de transactions mobiles. Parmi les bénéficiaires, 86% étaient des réfugiés, 9% étaient des déplacés internes et 5% étaient des rapatriés. La plupart des opérations ont utilisé [CashAssist](#) (en anglais), un système mis en place par le HCR pour la gestion des espèces afin de mieux tracer les transferts financiers et bancaires et qui permet la transparence et facilite le rapprochement des comptes.

Des progrès ont été réalisés en matière de solutions, avec près de 25 500 réfugiés, la plupart burundais, qui ont bénéficié d'une assistance pour rentrer dans leur pays d'origine. 151 300 réfugiés sont rentrés spontanément au Soudan du Sud où le HCR a investi dans des « [poches d'espoir](#) » (en anglais) pour soutenir les retours durables par le biais de programmes axés sur les zones de retour. Le HCR a soumis la candidature de plus de 30 100 personnes en vue d'une réinstallation dans 13 pays proposant des places dans ce cadre. La même année, 13 300 individus sont partis, principalement vers les États-Unis.

En décembre 2022, le Kenya a annoncé sa décision de reconnaître les personnes d'origine Pemba comme citoyens kenyans, résolvant un problème d'apatridie de longue date qui affecte une communauté estimée à 7000 personnes, mais dont le nombre est certainement plus élevé. Le HCR et ses partenaires

ont soutenu les efforts de cette communauté pour collecter des données à jour sur ses membres vivant au Kenya, le long de la région côtière. Le HCR aidera le ministère de l'Intérieur à concrétiser cette décision et fournira une aide pour la délivrance de documents juridiques. L'organisation poursuivra également sa collaboration avec le Gouvernement sur la manière de régler d'autres situations d'apatridie au Kenya, notamment les personnes apatrides d'origine burundaise et rwandaise.

Les gouvernements des pays d'accueil et d'autres acteurs ont réalisé des progrès dans le suivi et la mise en œuvre de leurs engagements souscrits lors du Forum mondial sur les réfugiés de 2019, dont 41% concernaient potentiellement des pays de la région. Sur un total de 133 engagements annoncés par des entités issues de la région, la moitié avait progressé ou rempli leurs engagements à la fin de l'année 2022.

Le HCR a collaboré avec les institutions régionales sur les objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés, en soutenant le développement de la Politique régionale de gestion des réfugiés de la Communauté de l'Afrique de l'Est et des activités dans le cadre de la [Plateforme de soutien](#) (en anglais) de l'IGAD et de son Processus de Nairobi. Le HCR et la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne ont également élaboré un programme régional pour soutenir l'Initiative de recherche de solutions pour la situation de déplacement au Soudan et au Soudan du Sud, conjointe à l'IGAD et au HCR, pour la période 2023-2030. Ce programme régional aidera le HCR à collecter des données de qualité et des preuves, à nouer des partenariats et à rechercher des solutions conjointement avec les communautés affectées par les déplacements.

© HCR/Frank Wabwira

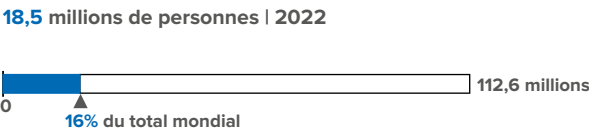


L'impact de la famille Vos

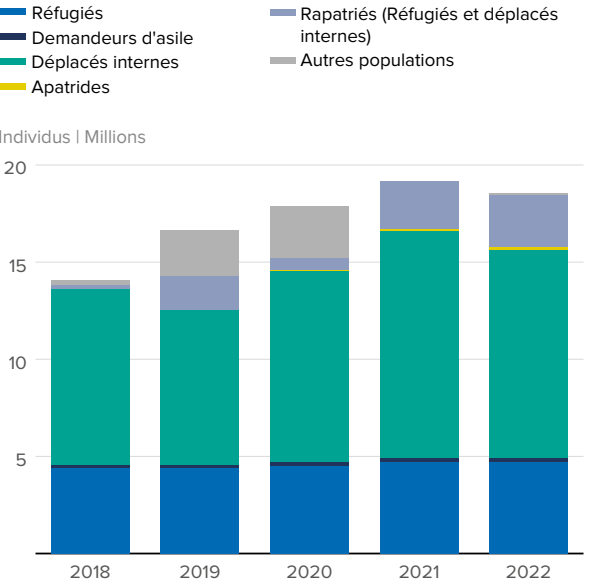
Depuis 2020, la famille Vos et leur entreprise CTP font partie des donateurs du HCR les plus généreux en Europe. Ils ont eu un impact considérable sur la vie des personnes aidées par le HCR en permettant à des milliers d'enfants réfugiés d'aller et de rester à l'école en Ouganda et à [70 jeunes étudiants réfugiés talentueux](#) (en anglais) d'étudier à l'université grâce au programme DAFI. La famille a également manifesté sa générosité lors de situations d'urgence, notamment par un don exceptionnel de [10 millions d'euros octroyé par CTP](#) (en anglais) en faveur de la réponse du HCR en Ukraine.

APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

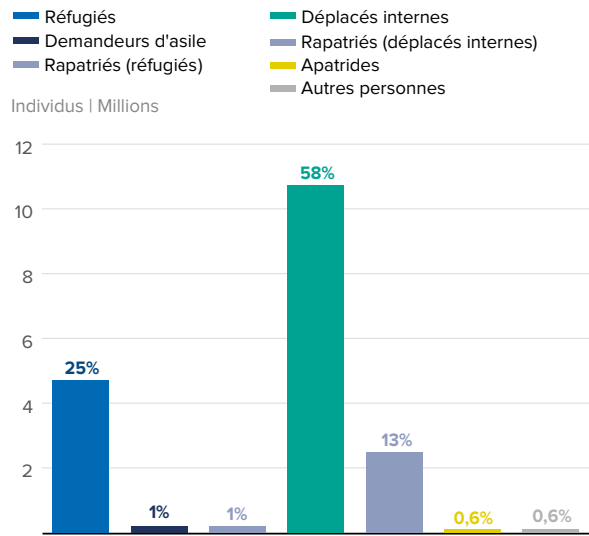
Populations déracinées et apatrides



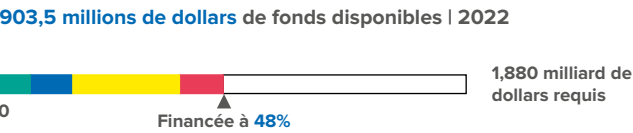
Tendances des déplacements | 2018-2022



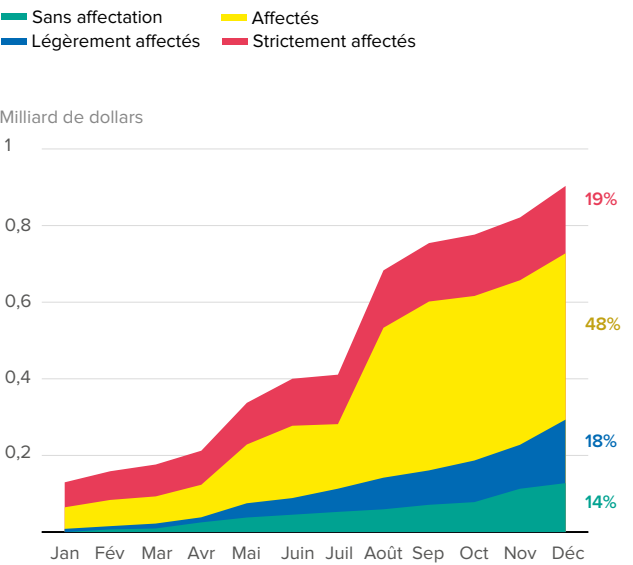
Répartition par type de population en 2022



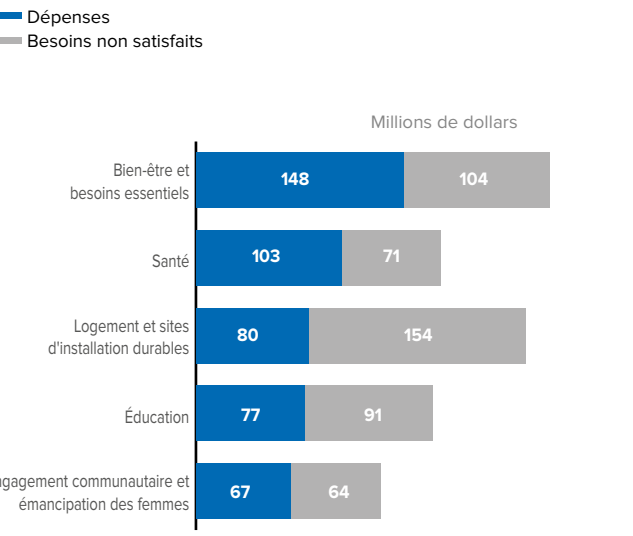
Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation



Évolution mensuelle des financements de la région 2022



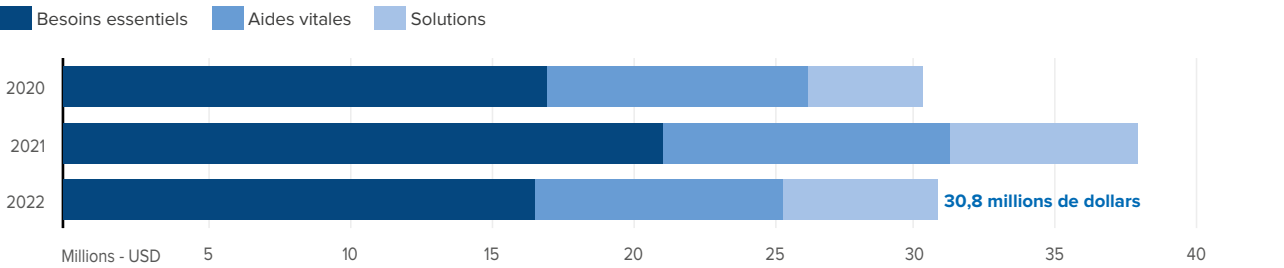
Les cinq principaux domaines de dépenses en 2022



Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais)

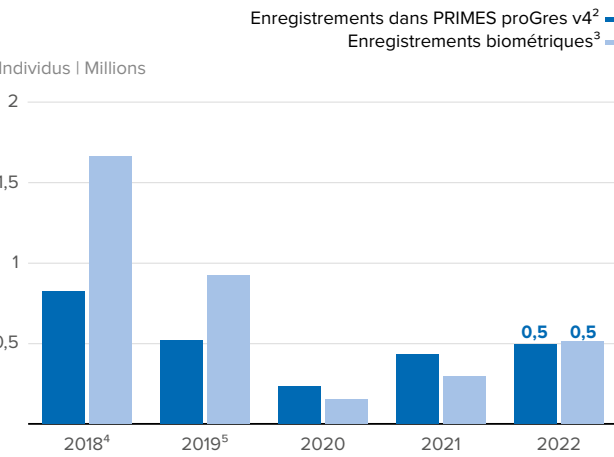
TENDANCES DE LA RÉPONSE

Aides en espèces par secteur | 2020-2022¹

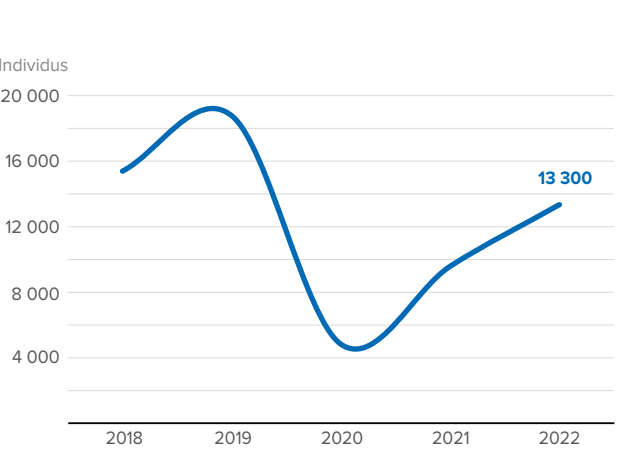


¹ Des données désagrégées sur les aides en espèces pour les trois régions africaines sont disponibles à partir de 2020.

Nouveaux enregistrements individuels | 2018-2022



Départs en réinstallation | 2018-2022



² Comprend tous les dossiers des personnes déracinées et apatrides enregistrés en 2022 comme "actifs", "en attente", "inactifs" ou "clôturés".
³ L'expansion de BIMS dans certaines régions a entraîné une augmentation du nombre de personnes enregistrées.
⁴ & ⁵ La différence entre les individus enregistrés biométriquement et les individus enregistrés dans PRIMES proGres v4 est due à l'importation de données - respectivement les données stockées et les données issues des flux.

RÉSULTATS DU SUIVI MULTISECTORIEL

Protection

7,1 millions de personnes déracinées et apatrides ont eu accès à des services de protection

3,3 millions d'enfants déracinés et apatrides ont eu accès à des services de protection

• Résultat 2021 : 3,4 millions

Besoins essentiels

1,2 million de personnes déracinées et apatrides ont reçu des aides en espèces

64% des pays d'accueil disposaient d'un système de communication et de réponse à multiples canaux avec les populations déracinées et apatrides

• Résultat 2021 : 1,0 million

Nutrition

88 900 enfants de 6 à 59 mois ont été admis pour un traitement de malnutrition aiguë modérée (MAM)

46 900 enfants de 6 à 59 mois ont été admis pour un traitement de malnutrition aiguë sévère (SAM)

Santé

4,8 millions de personnes déracinées et apatrides ont bénéficié de services de soins de santé essentiels

477 700 femmes et jeunes filles ont accédé à des services de santé sexuelle et procréative (soins prénatals ou postnatals, accouchement, contraception ou soins cliniques des violences de genre)

117 900 personnes déracinées et apatrides ont bénéficié de services de santé mentale et de soutien psychosocial

• Résultat 2021 : 5,62 millions

• Résultat 2021 : 741 500

BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE DE L'EST, DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LES GRANDS LACS | USD

OPÉRATION		IA1	IA2	IA3	IA4	TOTAL	% du Total régional	% des dépenses par rapport au budget
		Protéger	Répondre	Responsabiliser	Résoudre			
		Créer un environnement de protection favorable	Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs	Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres	Trouver des solutions			
Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs¹	Budget	6 036 140	4 248 688	5 662 403	3 658 461	19 605 692	1%	
	Dépenses	5 092 758	4 387 548	5 821 945	4 238 735	19 540 986	2%	100%
Activités régionales pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs¹	Budget	1 255 118	3 558 983	884 231	651 338	6 349 670	0%	
	Dépenses	512 910	1 282 277	326 398	209 827	2 331 412	0%	37%
SOUS-TOTAL	Budget	7 291 258	7 807 671	6 546 634	4 309 799	25 955 362	1%	
	Dépenses	5 605 667	5 669 825	6 148 343	4 448 562	21 872 397	2%	84%
Autres opérations en Afrique¹	Budget	2 526 765				2 526 765	0%	
	Dépenses	2 012 395	2 239	570	366	2 015 570	0%	80%
Burundi	Budget	6 182 497	46 030 051	18 532 916	9 793 672	80 539 137	4%	
	Dépenses	2 365 540	17 568 962	8 255 055	4 204 978	32 394 535	3%	40%
Djibouti	Budget	6 079 163	5 582 558	4 681 953	1 898 623	18 242 296	1%	
	Dépenses	3 867 972	7 218 906	2 652 842	379 051	14 118 771	1%	77%
Érythrée	Budget	280 856	702 112	243 861	4 984 912	6 211 742	0%	
	Dépenses	187 460	388 081	155 153	322 250	1 052 944	0%	17%
Éthiopie	Budget	103 344 923	209 766 996	10 403 593	11 749 294	335 264 806	18%	
	Dépenses	40 846 724	115 225 964	17 158 705	3 970 923	177 202 317	19%	53%
Kenya	Budget	17 592 223	64 591 967	26 408 328	36 927 400	145 519 917	8%	
	Dépenses	14 016 202	43 511 917	13 136 240	13 722 621	84 386 980	9%	58%
Rwanda	Budget	8 590 877	48 264 227	19 552 593	10 378 368	86 786 066	5%	
	Dépenses	5 845 611	20 242 028	8 400 467	5 891 120	40 379 226	4%	47%
Somalie	Budget	29 973 599	90 353 274	21 720 462	15 694 795	157 742 129	8%	
	Dépenses	15 250 254	25 294 095	7 561 591	5 845 179	53 951 119	6%	34%
Soudan du Sud	Budget	61 851 532	99 638 475	29 170 774	24 553 381	215 214 162	11%	
	Dépenses	48 008 521	50 117 182	16 645 274	11 673 990	126 444 967	13%	59%
Soudan	Budget	86 600 999	161 142 893	25 027 915	75 488 553	348 260 359	19%	
	Dépenses	49 440 477	69 163 739	16 115 305	23 978 764	158 698 286	17%	46%
Ouganda	Budget	100 838 020	135 926 534	99 128 444	7 500 001	343 392 999	18%	
	Dépenses	68 951 482	74 183 947	41 894 015	3 923 573	188 953 017	20%	55%
République-Unie de Tanzanie	Budget	41 486 726	61 871 980		11 171 141	114 529 847	6%	
	Dépenses	15 961 128	24 150 861		5 823 258	45 935 247	5%	40%
TOTAL	Budget	472 639 438	931 678 737	261 417 474	214 449 939	1 880 185 588	100%	
	Dépenses	272 359 433	452 737 747	138 123 561	84 184 635	947 405 376	100%	50%

¹ Les montants pour le Bureau régional, les Activités régionales et les Autres opérations en Afrique couvrent l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2022

341,3 millions de dollars dépensés via 230 partenaires en Afrique de l'Est, dans la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs



Ariella Nitegeka, une réfugiée congolaise mère de six enfants qui vit dans le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya, travaille à la fabrication de fourneaux durables. "Cela fait six ans que je travaille avec des collègues d'autres nationalités, y compris des locaux, et nous sommes tous devenus une famille", dit-elle.

© HCR/Pauline Omagwa

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE DE L'EST, LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LES GRANDS LACS | USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
États-Unis d'Amérique		59 900 000	400 617 911	875 165	461 393 076
Allemagne		56 961 066		1 382 759	58 343 825
Union Européenne				34 453 550	34 453 550
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)		2 018 332	244 328	21 420 299	23 682 958
Danemark		20 470 829	710 504	2 235 621	23 416 954
Royaume des Pays-Bas			4 847 790	18 016 112	22 863 902
Fonds central pour les interventions d'urgence				16 769 956	16 769 956
Japon		656 599	6 000 000	8 953 738	15 610 337
Canada		5 494 505	6 711 146	484 646	12 690 298
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)		65 679	13 441	11 559 509	11 638 628
Suède			11 118 170		11 118 170
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)		5 829 146	1 879 393	465 166	8 173 705
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord				6 200 944	6 200 944
République de Corée			3 322 754	2 400 667	5 723 421
Italie				5 504 795	5 504 795
Qatar				5 164 251	5 164 251
Émirats arabes unis				5 000 000	5 000 000
Suisse			4 605 937	113 032	4 718 969
Irlande			1 028 807	3 415 043	4 443 850
Finlande		4 264 392			4 264 392
Donateurs privés au Royaume des Pays-Bas		182		3 642 418	3 642 601
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix				3 209 835	3 209 835
Fonds de financement commun par pays				3 200 000	3 200 000
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)		218 592	194 485	2 493 713	2 906 789
Éducation sans délai				2 702 543	2 702 543
France			2 065 217		2 065 217
Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)		1 627 809	177 214	100 000	1 905 023
Belgique				1 865 672	1 865 672
Donateurs privés au Danemark		50 645		1 783 881	1 834 527
Donateurs privés au Japon				1 811 773	1 811 773
Espagne			36 152	1 508 019	1 544 170
Donateurs privés en Tchéquie				1 437 514	1 437 514
Autriche			1 028 807	266 250	1 295 057
Norvège			1 036 377	239 146	1 275 522
Luxembourg			1 265 774		1 265 774
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)		63 723	75 812	999 704	1 139 240
Groupe de la Banque africaine de développement				1 106 611	1 106 611
Donateurs privés aux Émirats arabes unis		25 466		1 071 088	1 096 554
Donateurs privés au Canada		303 771	423	699 286	1 003 480
Donateurs privés au Qatar		1 432		995 170	996 602
ONUSIDA			915	947 166	948 081
Koweït			292 700	585 400	878 100
Fonds d'affectation spéciale multipartenaires pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience du Soudan du Sud				797 322	797 322

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE DE L'EST, LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LES GRANDS LACS | USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique				793 789	793 789
UNICEF				663 239	663 239
Initiative « Spotlight » pour éliminer les violences contre les femmes et les filles				595 711	595 711
Donateurs privés en Italie		98 241	676	480 868	579 785
Autorité intergouvernementale pour le développement			203 324	351 792	555 116
Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)		1 427		431 034	432 462
Donateurs privés en Suisse		35 992	5 334	329 954	371 279
Donateurs privés en Chine		276 542			276 542
Islande			226 074		226 074
Japan for UNHCR (Partenaire national au Japon)		33 716	11 063	161 920	206 700
Donateurs privés en République de Corée		7 848	127 006	6 357	141 211
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan				76 101	76 101
Estonie				53 305	53 305
Fonds de démarrage pour des migrations sûres, régulières et ordonnées				38 000	38 000
Donateurs privés divers		303 216	16 800	23 660	343 676
SOUS-TOTAL ^{1,2}		158 709 150	447 864 332	179 883 495	786 456 977
Allocation indicative des fonds et ajustements ³	127 737 438	6 998 117	- 13 906 284	- 3 748 804	117 080 467
TOTAL	127 737 438	165 707 267	433 958 048	176 134 691	903 537 444

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.
² Inclut les contributions affectées aux situations d'urgence en Éthiopie et au Soudan du Sud.
³ L'allocation indicative des fonds et les ajustements incluent des fonds provenant des financements sans affectation ou flexibles que le HCR a alloués à la région ainsi que les ajustements liés aux coûts indirects d'appui aux programmes et les reports de fonds des années précédentes.



Afrique australe

Une coopérative de femmes réfugiées au Lesotho cultive des pleurotes qu'elles vendent sur les marchés locaux. Les réfugiés reconstruisent leur vie avec l'aide des projets du HCR sur les moyens de subsistance au Lesotho.

© HCR/Laura Padoan

En décembre 2022, l'Afrique australe accueillait 9,1 millions de personnes déracinées et de rapatriés, dont 6,6 millions de personnes déplacées internes en raison de conflits, près de 1 million de réfugiés et demandeurs d'asile et 1,5 million de déplacés internes rapatriés. De plus, 398 000 personnes étaient déplacées internes suite à des catastrophes naturelles et du fait des impacts du changement climatique. Les déplacements forcés dans la région étaient principalement causés par l'insécurité en République démocratique du Congo (RDC) et au Mozambique, qui constituent les crises humanitaires les plus graves d'Afrique australe. La région connaît aussi des situations de réfugiés prolongées au Botswana, au Malawi, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe.

Le contexte opérationnel était marqué par des inégalités socioéconomiques, des conflits et une insécurité alimentaire, le tout aggravé par la pandémie de COVID-19, les répercussions de la guerre en Ukraine, l'urgence climatique et le manque de financement. Les violences de genre et les retards de traitement des dossiers d'asile étaient

très préoccupants en 2022. La région luttait aussi contre la rougeole, Ebola, le choléra, le paludisme et la variole du singe. En outre, les pays étaient impactés par des tempêtes tropicales et des cyclones dévastateurs, tandis que les sécheresses prolongées et les inondations continuaient d'affecter les moyens de subsistance. Par conséquent, les besoins humanitaires ont augmenté, ainsi que les mouvements mixtes de migrants et de demandeurs d'asile.

Afin de protéger l'espace d'asile et d'assurer l'intégration et l'inclusion des populations déplacées dans les systèmes nationaux, le HCR a collaboré avec les parties prenantes pour le renforcement des capacités et la mise en œuvre des engagements souscrits lors du Forum mondial sur les réfugiés et du [Segment de haut niveau sur l'apatridie](#) en 2019. En 2022, les gouvernements et le HCR ont réussi à réduire les retards de traitement des dossiers d'asile de la région de 7%. En outre, les plans d'action sur l'asile et [l'apatridie](#) mis en place dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont été approuvés par les États

membres en juin 2022 et ont contribué à améliorer la prise de décision grâce à la formation des personnels compétents. La mise en œuvre des engagements a toutefois été retardée et, à la fin de l'année, seuls 14% des 146 engagements avaient été remplis, tandis que 73% étaient en cours de réalisation et 13% étaient au stade de la planification.

Dans un climat d'insécurité en RDC et au Mozambique, le HCR et ses partenaires ont poursuivi la distribution d'une aide vitale aux populations déplacées. En particulier, conformément au [Plan de réponse régional 2022 pour les réfugiés de RDC](#) (en anglais), 71 partenaires ont œuvré ensemble pour répondre aux besoins des réfugiés originaires de RDC en Angola, au Burundi, en République du Congo, en Ouganda, au Rwanda, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie.

Le HCR a également renforcé sa préparation et sa réponse aux situations d'urgence et a mis en œuvre des projets innovants pour réduire l'impact du changement climatique et améliorer sa propre empreinte environnementale. L'organisation a investi dans la reforestation, les moyens de cuisson propre, l'énergie solaire et les projets contribuant à rendre les abris plus résilients, notamment au Mozambique en réponse au cyclone dévastateur Gombe. En outre, le HCR a élaboré un plan d'action régional sur le climat pour guider les futures activités opérationnelles et veiller à ce que les activités visant à améliorer la résilience climatique soient ancrées

dans une approche inclusive et basée sur les droits humains. Le HCR assiste la Communauté de développement de l'Afrique australe dans l'élaboration d'un cadre relatif aux déplacements en cas de catastrophes.

En 2022, le HCR a continué de soutenir la mise en œuvre d'activités visant à améliorer l'autosuffisance des réfugiés. Le HCR et ses partenaires ont apporté un soutien à 76 600 enfants réfugiés (dont 48% de filles) pour qu'ils aient accès à l'éducation en Afrique australe. En outre, 396 bourses ont été accordées à des étudiants réfugiés dans le cadre du programme DAFI. Un projet sur trois ans a été lancé au Mozambique pour améliorer la situation socioéconomique de quelque 4000 personnes déplacées et membres de la communauté d'accueil. Au Zimbabwe, le Gouvernement a mis à disposition 100 hectares supplémentaires pour des activités agricoles, tandis qu'en Zambie, 430 agriculteurs ont été inclus dans le programme d'appui aux intrants pour des activités agricoles.

Enfin, le HCR a soutenu le rapatriement volontaire de près de 21 100 personnes dans la région en 2022, principalement vers le Burundi et la République centrafricaine depuis la RDC, et vers la RDC depuis l'Afrique du Sud, l'Angola et la Zambie. Ces rapatriements ont augmenté de 39% par rapport à 2021. Le HCR a également soumis des demandes de réinstallation pour 6839 personnes et a aidé près de 3000 personnes à partir vers des pays tiers.

© HCR/Laura Padoan



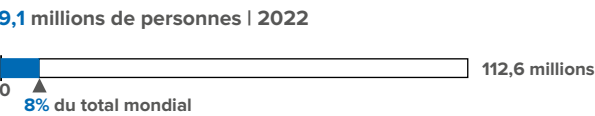
La Fondation Open Society pour l'Afrique du Sud favorise l'inclusion

[La Fondation Open Society pour l'Afrique du Sud](#) (en anglais)

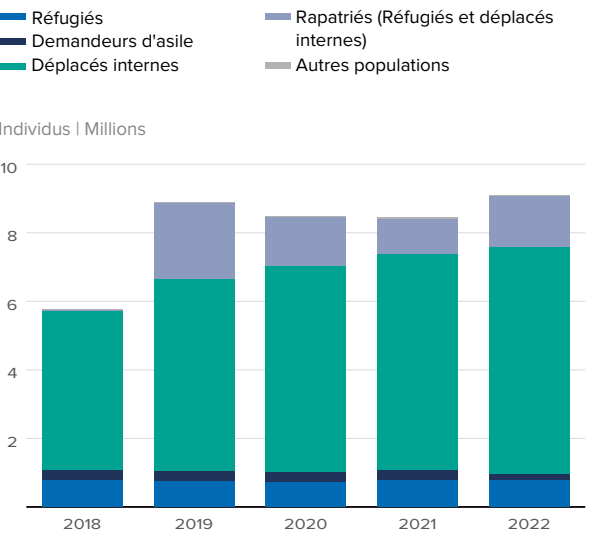
a fait un don de près de 130 000 dollars pour des services de proximité et des services juridiques en Afrique du Sud afin de favoriser et de soutenir l'inclusion de personnes déracinées ou apatrides dans les services nationaux, notamment dans la campagne de vaccination contre le COVID-19.

APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

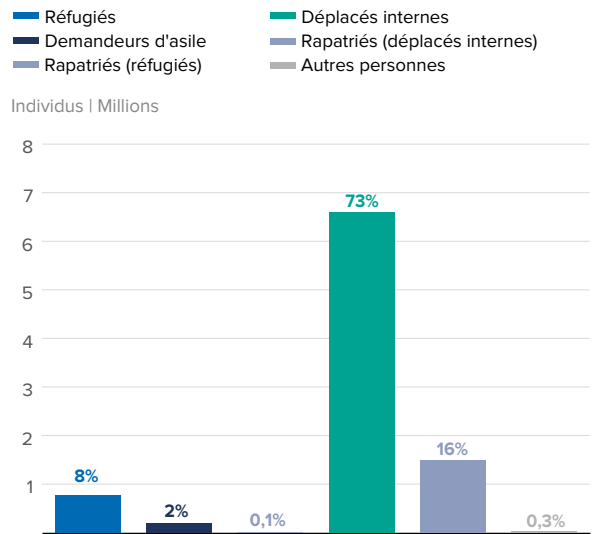
Populations déracinées et apatrides



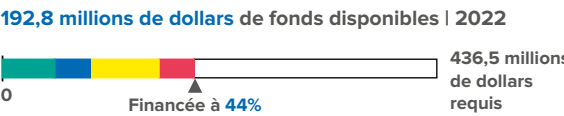
Tendances des déplacements | 2018-2022



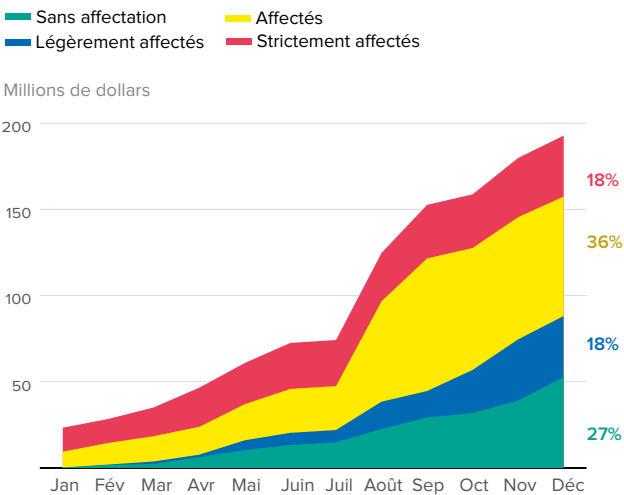
Répartition par type de population en 2022



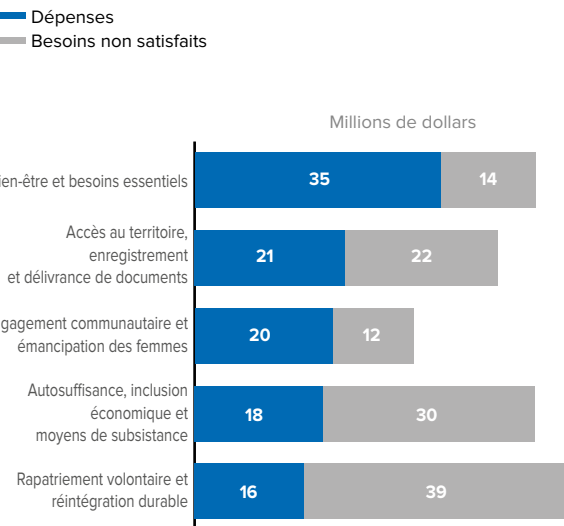
Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation



Évolution mensuelle des financements de la région en 2022



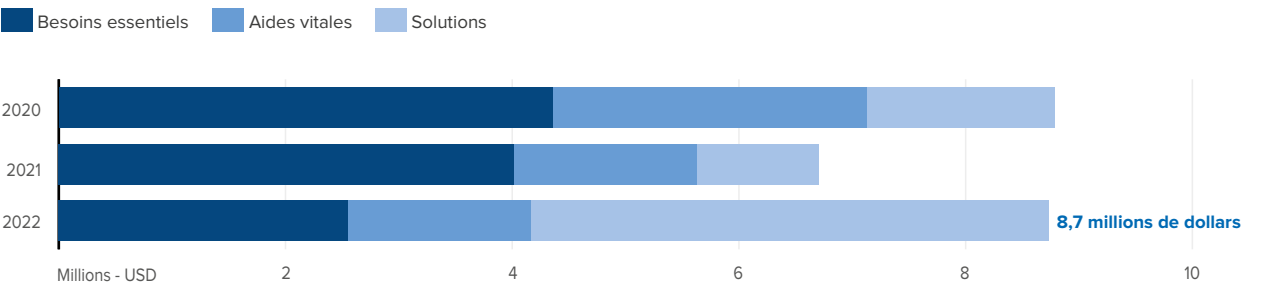
Les cinq principaux domaines de dépenses en 2022



Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais)

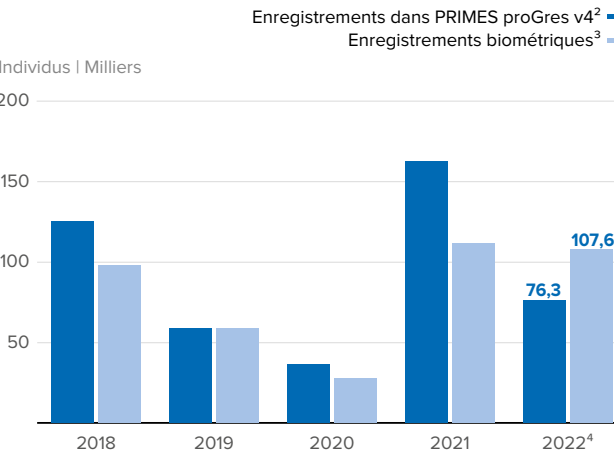
TENDANCES DE LA RÉPONSE

Aides en espèces par secteur | 2020-2022¹

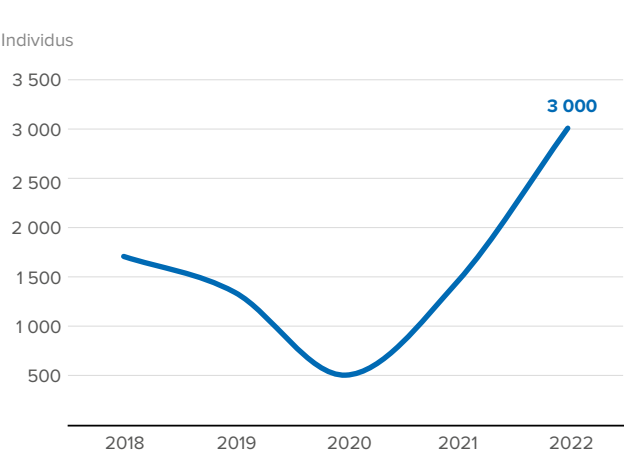


¹ Des données désagrégées sur les aides en espèces pour les trois régions africaines sont disponibles à partir de 2020.

Nouveaux enregistrements individuels | 2018-2022



Départs en réinstallation | 2018-2022

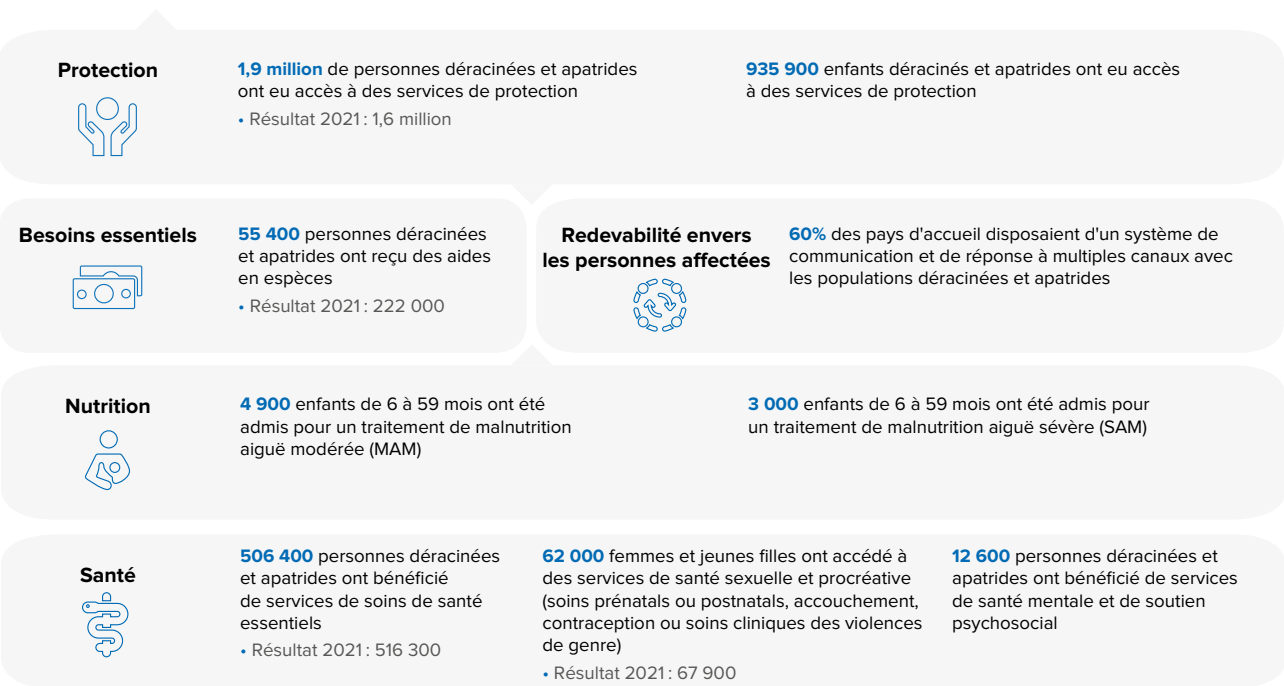


² Comprend tous les dossiers des personnes déracinées et apatrides enregistrés en 2022 comme "actifs", "en attente", "inactifs" ou "clôturés".

³ L'expansion de BIMS dans certaines régions a entraîné une augmentation du nombre de personnes enregistrées.

⁴ En 2022, la vérification des enregistrements antérieurs en République démocratique du Congo, au Mozambique et en Zambie a permis d'ajouter un grand nombre d'enregistrements biométriques.

RÉSULTATS DU SUIVI MULTISECTORIEL



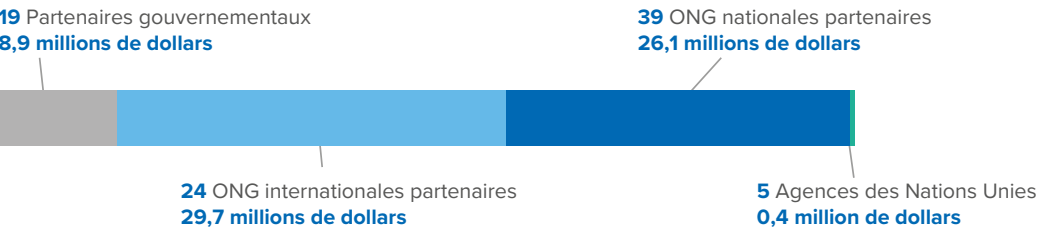
BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE AUSTRALE | USD

OPÉRATION		IA1	IA2	IA3	IA4	TOTAL	% du Total régional	% des dépenses par rapport au budget
		Protéger	Répondre	Responsabiliser	Résoudre			
		Créer un environnement de protection favorable	Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs	Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres	Trouver des solutions			
Bureau régional pour l'Afrique australe ¹	Budget	2 447 840	6 940 941	1 724 476	1 270 283	12 383 540	3%	
	Dépenses	2 572 240	6 430 610	1 636 883	1 052 282	11 692 015	5%	94%
Activités régionales pour l'Afrique australe ¹	Budget	873 486	2 476 812	615 362	453 287	4 418 946	1%	
	Dépenses	154 682	386 706	98 434	63 279	703 102	0%	16%
SOUS-TOTAL	Budget	3 321 325	9 417 753	2 339 838	1 723 570	16 802 486	4%	
	Dépenses	2 726 923	6 817 316	1 735 317	1 115 561	12 395 116	6%	74%
Angola	Budget	8 425 645			21 463 523	29 889 167	7%	
	Dépenses	5 025 989			5 804 910	10 830 899	5%	36%
République du Congo	Budget	22 295 725		8 457 708	6 652 116	37 405 548	9%	
	Dépenses	6 154 756		1 717 581	1 843 236	9 715 573	5%	26%
République démocratique du Congo	Budget	65 093 094	80 755 490	27 272 803	52 299 600	225 420 988	52%	
	Dépenses	26 596 896	47 964 425	13 465 103	18 967 861	106 994 284	50%	47%
Malawi	Budget	4 976 164			17 612 857	22 589 021	5%	
	Dépenses	3 179 139			5 808 776	8 987 915	4%	40%
Mozambique	Budget	13 266 151	16 119 237	7 288 579		36 673 966	8%	
	Dépenses	8 859 894	15 474 305	5 368 703	889	29 703 790	14%	81%
Bureau multi-pays en Afrique du Sud ²	Budget	17 120 231		9 652 286	6 080 703	32 853 220	8%	
	Dépenses	9 203 129		3 545 760	2 205 443	14 954 332	7%	46%
Zambie	Budget	24 446 648				24 446 648	6%	
	Dépenses	13 372 147			2	13 372 149	6%	55%
Zimbabwe	Budget	4 952 876	2 809 031	1 722 125	943 316	10 427 348	2%	
	Dépenses	1 282 350	4 292 053	1 060 271	314 141	6 948 815	3%	67%
TOTAL	Budget	163 897 860	109 101 511	56 733 338	106 775 685	436 508 393	100%	
	Dépenses	76 401 221	74 548 099	26 892 734	36 060 819	213 902 874	100%	49%

¹ Les montants pour le "Bureau régional et les activités régionales" couvrent l'ensemble de la région de l'Afrique australe.
² Coordonne les activités en Afrique du Sud, au Botswana et au Zimbabwe et couvre aussi sans présence les Comores, l'Eswatini, le Lesotho, Madagascar, Maurice, la Namibie et les Seychelles.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2022

65,1 millions de dollars dépensés via 87 partenaires en Afrique australe



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE AUSTRALE | USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
États-Unis d'Amérique		22 100 000	65 985 977	159 750	88 245 727
Allemagne		10 658 915	117 273	993 915	11 770 103
Fonds central pour les interventions d'urgence				7 075 387	7 075 387
Japon			1 069 212	5 306 126	6 375 338
Suède			4 764 930		4 764 930
Fonds de financement commun par pays				3 066 938	3 066 938
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)		1 766 259	212 993	572 955	2 552 207
Union Européenne				2 280 198	2 280 198
Donateurs privés au Japon				2 243 300	2 243 300
Donateurs privés en Italie		317	319	1 996 147	1 996 783
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix				1 996 608	1 996 608
Éducation sans délai				1 786 361	1 786 361
Canada		784 929	784 929	156 389	1 726 248
Espagne				1 349 773	1 349 773
France			1 086 957		1 086 957
Danemark		788 792			788 792
ONUSIDA				652 301	652 301
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord				624 677	624 677
Donateurs privés aux Émirats arabes unis				520 130	520 130
Norvège			518 188		518 188
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)		2 413	1 062	399 199	402 675
Groupe de la Banque africaine de développement				396 541	396 541
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)				378 861	378 861
République du Congo				326 445	326 445
Qatar				241 100	241 100
Luxembourg			116 550	58 275	174 825
Angola				120 000	120 000
Autriche			118 313		118 313
Fonds de démarrage pour des migrations sûres, régulières et ordonnées			112 500		112 500
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)				67 700	67 700
Slovénie			41 152		41 152
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine				26 793	26 793
Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud				20 000	20 000
Divers donateurs privés		11 951	65 543		77 494

SOUS-TOTAL^{1,2} 36 113 575 74 995 899 32 815 869 143 925 343

Allocation indicative des fonds et ajustements³ 52 662 564 - 690 186 - 5 734 097 2 594 558 48 832 840

TOTAL 52 662 564 35 423 389 69 261 802 35 410 428 192 758 183

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.
² Inclut les contributions affectées à la situation de la République démocratique du Congo.
³ L'allocation indicative des fonds et les ajustements incluent des fonds provenant des financements sans affectation ou flexibles que le HCR a alloués à la région ainsi que les ajustements liés aux coûts indirects d'appui aux programmes et les reports de fonds des années précédentes.

Afrique de l'Ouest et du Centre

À Ouallam, au Niger, une femme arrose des légumes dans un jardin qui est cultivé en commun par des réfugiés, des déplacés internes et des villageois.

© HCR/Colin Delfosse

En 2022, l'Afrique de l'Ouest et du Centre accueillait 11,2 millions de personnes déracinées ou apatrides, dont 7,8 millions de déplacés internes, 1,6 million de réfugiés et demandeurs d'asile, et 931 200 apatrides. 1,1 million de personnes avaient été récemment déplacées en raison des conflits armés, de l'insécurité et des violations des droits humains, dont 800 000 déplacés internes au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali et en République centrafricaine (RCA), ainsi que 138 000 réfugiés originaires du Burkina Faso, du Cameroun, du Mali, du Nigéria et du Soudan. De fortes pluies et des inondations ont provoqué des déplacements au Cameroun, au Niger, au Nigéria et au Tchad. L'insécurité a entravé l'accès humanitaire et l'inflation a conduit à l'augmentation des coûts opérationnels, tandis que les financements ne couvraient pas les besoins.

Dans un contexte politique et opérationnel complexe, le HCR a fait face à plusieurs nouvelles situations d'urgence : dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, qui a conduit des milliers de personnes à fuir au Tchad ; dans l'est du Tchad à la suite de l'afflux de réfugiés soudanais ; et dans le

Golfe de Guinée où des réfugiés ont fui le Burkina Faso vers le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo. Le HCR a aidé les gouvernements à répondre aux besoins des nouveaux réfugiés et déplacés internes, en particulier pour les services de protection, les abris et les articles de première nécessité.

La protection a été au cœur de l'action du HCR dans les situations au Sahel central, dans le bassin du lac Tchad et en RCA. Le système de suivi de protection inter-agences [Projet 21](#) couvrant le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad a été renforcé et élargi. 15 000 entretiens menés dans 2400 localités ont généré des informations et des analyses permettant d'orienter le plaidoyer, la planification et la réponse humanitaire.

Plus de 6,7 millions de femmes et de jeunes filles étaient déracinées ou apatrides. Elles étaient exposées à un risque accru de violences de genre en raison des conflits, de l'insécurité alimentaire, des inégalités de genre et de pratiques traditionnelles néfastes. Le HCR a réalisé des efforts importants pour réduire les risques et intervenir en cas

d'incidents. En RCA, près de 4 000 cas de violences de genre ont été signalés et pris en charge, grâce à une assistance en personne et à une ligne téléphonique gratuite. Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, de nouvelles équipes mobiles ont amélioré la prise en charge des violences de genre et l'accès aux services dans les régions reculées.

Suite au ciblage d'écoles par des groupes armés au Sahel, près de 8 900 écoles ont été fermées à travers le Burkina Faso, le Mali et le Niger, affectant près de 1,7 million d'enfants. Le HCR est intervenu pour aider les gouvernements à améliorer l'accès à une éducation sûre et de qualité pour les enfants et les jeunes déplacés de force, grâce à la reconstruction ou la réhabilitation de 236 salles de classe au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad, et à la formation de 2634 enseignants afin de soutenir l'intégration des enfants réfugiés dans les systèmes nationaux d'éducation. 630 étudiants réfugiés ont bénéficié de bourses universitaires.

Le HCR s'est engagé dans l'action climatique en restaurant les sols dégradés, en créant des coupe-feux dans les zones végétalisées, en encourageant le recours à l'énergie solaire pour pomper l'eau et en substituant le gaz de pétrole liquéfié ou les briquettes écologiques pour la cuisson et le bois de chauffage. Environ 150 000 jeunes arbres ont été plantés au Niger, tandis que dans l'Extrême-Nord semi-aride du Cameroun, le recours à la technique du cocon a permis aux arbres de pousser sans irrigation.

Des progrès significatifs ont été réalisés en matière de solutions. Dans le cadre de la [Stratégie de solutions globales](#) pour les réfugiés ivoiriens, le HCR a facilité le rapatriement volontaire de plus de 21 300 Ivoiriens, portant le nombre total de rapatriés à 316 000 tandis que, les anciens réfugiés ayant décidé de rester dans leur pays de résidence ont été soutenus pour l'obtention de passeports ivoiriens et de permis de séjour. L'entrée en vigueur de la clause de cessation du statut de réfugié du 30 juin 2022 a mis fin à une situation de réfugiés prolongée.

En outre, du fait de l'amélioration des conditions de sécurité dans certaines grandes villes de RCA, plus de 5600 réfugiés sont rentrés dans leur pays avec l'aide du HCR, principalement depuis le Cameroun et la République démocratique du Congo. Le HCR et le Gouvernement du Cameroun ont organisé conjointement une conférence ministérielle régionale pour l'adoption de la [Déclaration de Yaoundé](#), ouvrant la voie à un cadre régional harmonisé de solutions pour les Centrafricains.

3901 personnes ont fait l'objet d'une demande de réinstallation et 2059 réfugiés sont partis vers le Canada, la France, les États-Unis d'Amérique, la Suède, la Finlande et ailleurs. Les efforts du HCR visant à développer des voies complémentaires d'admission ont permis à 42 personnes d'obtenir des bourses pour des études universitaires en Italie et en France, tandis qu'un programme triennal favorisant la mobilité de la main d'œuvre a été lancé avec le Ghana et le Canada.

© HCR/Venerio Muscetta

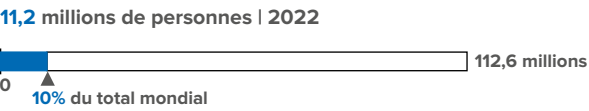


Bolt Nigeria contribue à soutenir la situation d'urgence en Ukraine

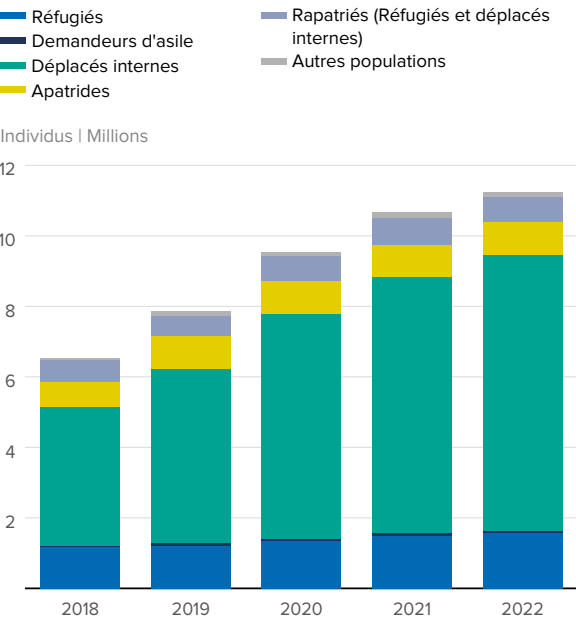
Bolt Operations OÜ, par l'intermédiaire de sa filiale nigérienne Bolt App Support Nigeria Limited, a fait un don de 1,12 million de dollars en faveur de la réponse du HCR à la situation d'urgence en Ukraine en 2022. Ce montant fait partie des plus de 5 millions d'euros alloués pour soutenir les organisations humanitaires intervenant en Ukraine. Cette contribution a permis au HCR de fournir une aide vitale en Ukraine, en Hongrie, en République de Moldova, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie.

APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

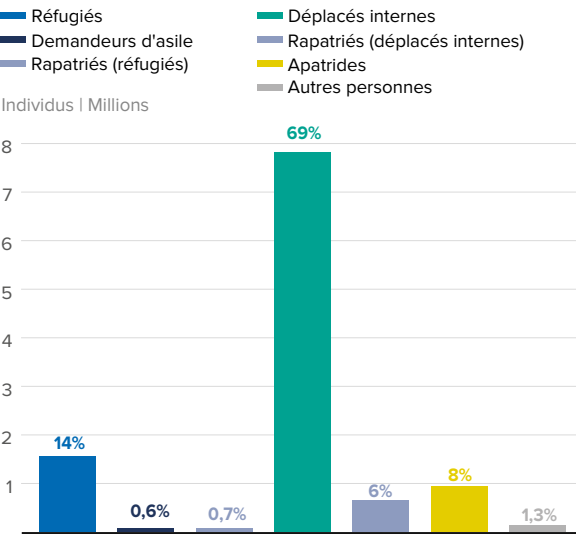
Populations déracinées et apatrides



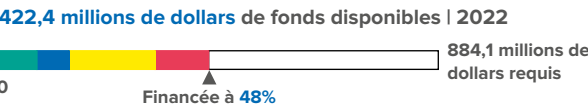
Tendances des déplacements | 2018-2022



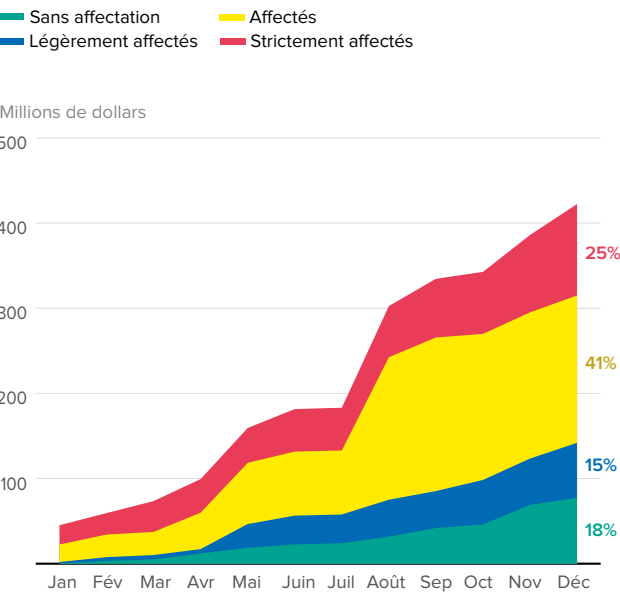
Répartition par type de population en 2022



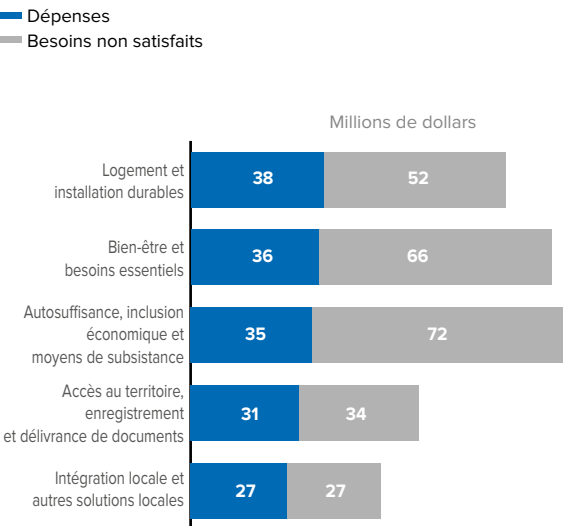
Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation



Évolution mensuelle des financements de la région 2022



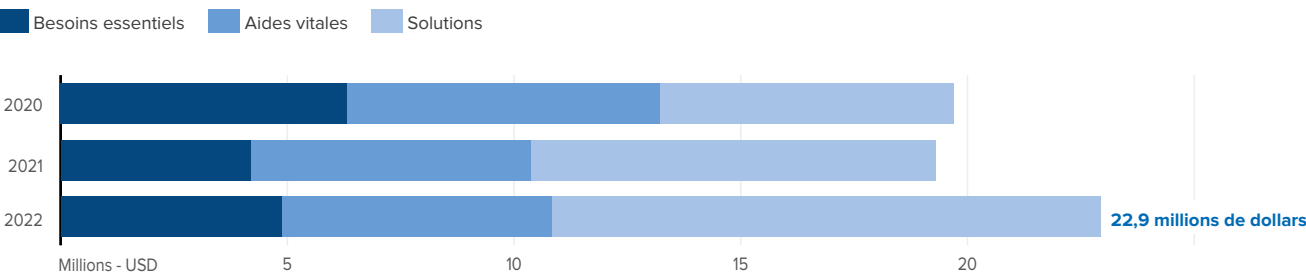
Les cinq principaux domaines de dépenses en 2022



Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais)

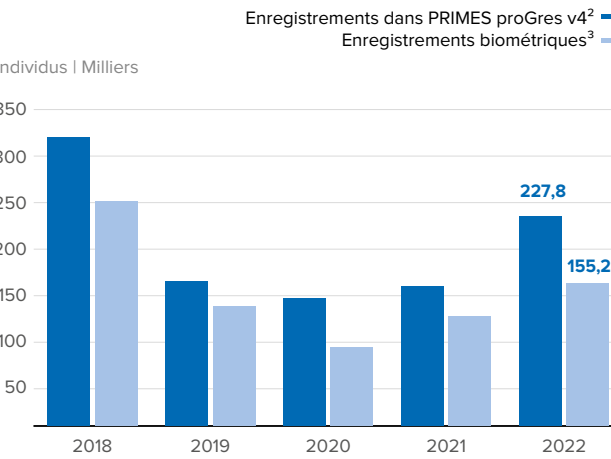
TENDANCES DE LA RÉPONSE

Aides en espèces par secteur | 2020-2022¹

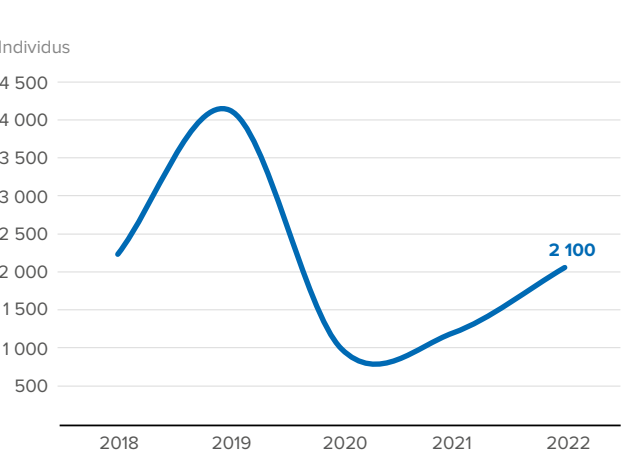


¹Des données désagrégées sur les aides en espèces pour les trois régions africaines sont disponibles à partir de 2020.

Nouveaux enregistrements individuels | 2018-2022



Départs en réinstallation | 2018-2022



² Comprend tous les dossiers des personnes déracinées et apatrides enregistrés en 2022 comme "actifs", "en attente", "inactifs" ou "clôturés".

³ L'expansion de BIMS dans certaines régions a entraîné une augmentation du nombre de personnes enregistrées.

RÉSULTATS DU SUIVI MULTISECTORIEL

Besoins essentiels



221 100 personnes déracinées et apatrides ont reçu des aides en espèces

- Résultat 2021 : 208 000

Redevabilité envers les personnes affectées



100% des pays d'accueil disposaient d'un système de communication et de réponse à multiples canaux avec les populations déracinées et apatrides

Nutrition



25 500 enfants de 6 à 59 mois ont été admis pour un traitement de malnutrition aiguë modérée (MAM)

17 500 enfants de 6 à 59 mois ont été admis pour un traitement de malnutrition aiguë sévère (SAM)

Santé



1,4 million de personnes déracinées et apatrides ont bénéficié de services de soins de santé essentiels

- Résultat 2021 : 452 000

154 600 femmes et jeunes filles ont accédé à des services de santé sexuelle et procréative (soins prénatals ou postnatals, accouchement, contraception ou soins cliniques des violences de genre)

- Résultat 2021 : 85 300

30 700 personnes déracinées et apatrides ont bénéficié de services de santé mentale et de soutien psychosocial

BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE | USD

OPÉRATION		IA1	IA2	IA3	IA4	TOTAL	% du Total régional	% des dépenses par rapport au budget
		Protéger	Répondre	Responsabiliser	Résoudre			
		Créer un environnement de protection favorable	Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs	Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres	Trouver des solutions			
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre¹	Budget	3 410 113	9 669 507	2 402 382	1 769 601	17 251 604	2%	
	Dépenses	3 712 382	9 280 970	2 362 428	1 518 707	16 874 487	4%	98%
Activités régionales pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre¹	Budget	995 082	2 821 621	701 034	516 394	5 034 130	1%	
	Dépenses	508 149	1 263 061	321 507	206 683	2 299 400	1%	46%
SOUS-TOTAL	Budget	4 405 195	12 491 128	3 103 416	2 285 995	22 285 734	3%	
	Dépenses	4 220 531	10 544 032	2 683 935	1 725 390	19 173 887	4%	86%
Burkina Faso	Budget	29 589 830	43 975 743	26 665 834	9 651 150	109 882 557	12%	
	Dépenses	12 091 441	12 609 855	15 993 112	5 404 476	46 098 885	11%	42%
Bureau multi-pays au Cameroun²	Budget	12 910 860	70 156 916	60 528 058	10 060 986	153 656 819	17%	
	Dépenses	6 029 760	18 180 410	19 204 777	2 760 018	46 174 964	11%	30%
République centrafricaine	Budget	12 227 290	26 869 192		40 503 517	79 599 999	9%	
	Dépenses	6 013 649	10 182 933	2 411	12 289 173	28 488 165	7%	36%
Tchad	Budget	29 312 267	80 815 347	39 088 446	11 136 840	160 352 900	18%	
	Dépenses	17 064 935	38 466 537	19 024 488	7 002 427	81 558 388	19%	51%
Côte d'Ivoire	Budget	4 614 910	1 263 245	1 675 486	15 441 387	22 995 028	3%	
	Dépenses	2 904 800	857 075	1 068 273	12 921 331	17 751 480	4%	77%
Ghana	Budget	2 125 538	3 989 071		870 538	6 985 148	1%	
	Dépenses	2 235 429	3 359 699	11	522 436	6 117 576	1%	88%
Libéria	Budget	2 531 197	4 950 000	1 937 834	6 058 364	15 477 395	2%	
	Dépenses	1 613 050	5 047 010	1 101 174	3 732 101	11 493 335	3%	74%
Mali	Budget	16 059 401	22 737 547	16 007 881	11 604 682	66 409 510	8%	
	Dépenses	8 248 226	6 300 947	3 758 617	4 208 847	22 516 636	5%	34%
Niger	Budget	50 365 269	46 541 989	27 810 871	5 977 450	130 695 579	15%	
	Dépenses	54 427 605	17 320 278	19 850 605	1 342 625	92 941 114	21%	71%
Nigéria	Budget	55 350 964			42 888 411	98 239 375	11%	
	Dépenses	27 016 147	6 346	2 160	22 993 705	50 018 359	12%	51%
Bureau multi-pays au Sénégal³	Budget	8 135 566			9 350 610	17 486 176	2%	
	Dépenses	5 498 235		24	4 481 565	9 979 824	2%	57%
TOTAL	Budget	227 628 289	313 790 178	176 817 827	165 829 929	884 066 222	100%	
	Dépenses	147 363 810	122 875 122	82 689 588	79 384 093	432 312 613	100%	49%

¹ Les montants pour le Bureau régional et les activités régionales couvrent l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

² Coordonne les activités au Cameroun et au Gabon et couvre également la Guinée équatoriale et Sao Tome-et-Principe sans présence dans ces deux pays.

³ Coordonne les activités en Guinée, en Guinée Bissau, au Togo et au Sénégal et couvre aussi le Bénin, Cabo Verde, la Gambie et la Sierra Leone sans présence dans ces derniers pays.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2022

144,5 millions de dollars dépensés via 120 partenaires en Afrique de l'Ouest et du Centre

38 Partenaires gouvernementaux
17,6 millions de dollars

49 ONG nationales partenaires
48,9 millions de dollars



33 ONG internationales partenaires
78 millions de dollars

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L' AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE | USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
États-Unis d'Amérique		23 800 000	160 953 623	191 803	184 945 426
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)				29 514 300	29 514 300
Allemagne		17 306 941	420 874	1 286 736	19 014 551
Union Européenne				14 556 448	14 556 448
Italie				13 622 085	13 622 085
Fonds central pour les interventions d'urgence				11 779 294	11 779 294
Éducation sans délai				11 474 432	11 474 432
France			8 913 043		8 913 043
Fonds de financement commun par pays				6 410 393	6 410 393
Canada		2 354 788	2 394 035	59 421	4 808 244
Danemark		4 542 875			4 542 875
Japon		738 674		3 590 018	4 328 692
Belgique				4 012 036	4 012 036
Suède			3 494 282		3 494 282
Finlande		3 378 378			3 378 378
Donateurs privés aux Émirats arabes unis				2 876 596	2 876 596
Qatar				2 238 892	2 238 892
Groupe de la Banque africaine de développement				2 166 804	2 166 804
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			1 961 077	38 487	1 999 564
Donateurs privés au Japon				1 637 808	1 637 808
Espagne			361 944	1 097 399	1 459 343
Suisse			1 023 541	301 508	1 325 049
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix				1 166 228	1 166 228
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)		967 850			967 850
Luxembourg			699 301		699 301
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)		7 551		567 244	574 794
Monaco			344 408	225 225	569 633
Donateurs privés en Arabie saoudite				500 449	500 449
Autriche				492 117	492 117
ONUSIDA				381 309	381 309
Tchad				378 859	378 859
Donateurs privés en France		13 186	814	151 007	165 008
Donateurs privés en Italie		1 684	2 028	151 243	154 955
Islande		153 398			153 398
Lituanie			112 613		112 613
Nigéria				73 508	73 508
UNICEF				54 779	54 779
Saint-Siège		7 500		7 500	15 000
Divers donateurs privés		43 865	100 015	97 046	240 926

SOUS-TOTAL ¹,²	53 316 691	180 781 598	111 100 974	345 199 263
----------------	------------	-------------	-------------	-------------

Allocation indicative des fonds et ajustements³	77 255 525	11 351 929	- 7 864 004	- 3 534 675	77 208 776
---	------------	------------	-------------	-------------	------------

TOTAL	77 255 525	64 668 620	172 917 594	107 566 300	422 408 039
-------	------------	------------	-------------	-------------	-------------

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.

² Inclut les contributions affectées aux situations de la République centrafricaine, du Nigéria et du Sahel.

³ L'allocation indicative des fonds et les ajustements incluent des fonds provenant des financements sans affectation ou flexibles que le HCR a alloués à la région ainsi que les ajustements liés aux coûts indirects d'appui aux programmes et les reports de fonds des années précédentes.



Amériques

Johana, originaire de la République bolivarienne du Venezuela, et Tania, originaire de l'Équateur, forment un couple LGBTQ+ qui a créé une entreprise de restauration rapide à Cuenca, en Équateur, grâce à un capital de départ fourni par le HCR et la Municipalité de Cuenca.

© HCR/Jaime Giménez

La région des Amériques accueillait environ 21,5 millions de personnes déracinées ou apatrides en 2022. Les déplacements forcés ont été engendrés par les violations des droits humains, les persécutions, les violences, l'insécurité et les inégalités, couplées aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19, à l'impact économique mondial de la situation en Ukraine et aux graves catastrophes liées au climat.

Le HCR a aidé les pays de la région à améliorer leurs systèmes d'entrée pour prendre en considération les questions de protection, à garantir l'accès à l'asile et aux autres dispositifs de protection, à stabiliser les populations dans les communautés de destination, d'origine et de retour, et à offrir d'autres solutions grâce à des voies complémentaires d'admission. Au cours de l'année, près de 25 000 personnes ont bénéficié d'un soutien pour accéder à des documents, 177 000 ont reçu une aide juridique et plus de 193 600 personnes ont reçu des aides en espèces dans plus de 23 pays. Avec le soutien du HCR, des dossiers de demandes de réinstallation

ont été soumis pour 9378 personnes, ce qui représente le plus grand nombre de dossiers jamais soumis dans la région.

Un nombre record de personnes ont fait route vers les États-Unis d'Amérique au sein de mouvements mixtes, dans des conditions extrêmement dangereuses. Selon le service national des migrations du Panama, 248 000 personnes ont traversé irrégulièrement la région du Darien Gap, soit près de deux fois plus qu'en 2021, tandis qu'environ 2 millions de personnes auraient franchi la frontière sud-ouest des États-Unis. Le HCR a renforcé sa présence dans les zones frontalières, surveillé les mouvements mixtes dans toute la région, et plaidé auprès des gouvernements pour qu'ils offrent un séjour légal prenant en considération les questions de protection et l'accès à l'asile.

À la fin de l'année 2022, plus d'un million de personnes étaient déracinées par les violences en El Salvador, au Guatemala et au Honduras,

et par la détérioration de la situation des droits humains au Nicaragua. Le Mexique et le Costa Rica faisaient partie des pays recevant le plus de demandes d'asile au monde, avec respectivement environ 118 800 et 129 500 nouvelles demandes d'asile. Le HCR a soutenu le [Cadre régional global de protection et de solutions](#) (MIRPS) (en anglais) qui facilite la coopération en matière de protection et de solutions dans la sous-région, notamment par la numérisation et le renforcement des systèmes d'asile. Grâce aux conseils techniques du HCR, le Honduras a adopté une loi historique concernant l'assistance et la protection des déplacés internes et la prévention des déplacements internes. En réponse à la situation humanitaire catastrophique en Haïti, le HCR a soutenu les efforts de réponse inter-agences, en particulier en Amérique centrale et au Mexique où de nombreux Haïtiens sont arrivés après avoir initialement cherché la sécurité ailleurs.

La région a connu un exode constant de réfugiés et de migrants originaires de la République bolivarienne du Venezuela, associé à une hausse des mouvements secondaires et des retours. Grâce au soutien et aux recommandations du HCR, les pays d'accueil ont accordé l'asile et mis en œuvre des dispositifs de séjour légal axés sur la protection, facilitant l'accès à un séjour légal, la délivrance de documents ainsi que l'inclusion socioéconomique de 4,2 millions de Vénézuéliens. Le HCR et d'autres partenaires de la plateforme de soutien inter-agences [R4V](#) (en anglais) ont intensifié leurs efforts pour soutenir ces initiatives par la fourniture d'une aide humanitaire et technique, le renforcement des systèmes d'asile, le soutien à des programmes de régularisation, la collaboration avec des gouvernements locaux et régionaux via l'initiative des [Villes solidaires](#) (en anglais), et en privilégiant l'inclusion sociale. Dans le cadre du

[plan de réponse pour les réfugiés et les migrants](#) (en anglais), les gouvernements d'accueil ont reçu une aide pour répondre aux besoins existants et continus des réfugiés et des migrants vénézuéliens, et des réponses harmonisées ont été encouragées dans le cadre du [Processus de Quito](#) (en anglais). Face aux besoins de protection urgents, le HCR a apporté une aide à 865 000 personnes dans 15 pays en fournissant des services de protection et des services spécialisés comme une aide juridique et des conseils. Au Brésil, un programme gouvernemental a relocalisé volontairement plus de 25 000 réfugiés, en les aidant à s'intégrer et à trouver des emplois, tandis que le HCR a aidé 12 000 personnes à faire un déplacement similaire au Mexique.

En Colombie, le HCR a soutenu [le déploiement du statut de protection temporaire](#) (en anglais), et 1,6 million de Vénézuéliens détenaient un permis de protection temporaire à la fin de l'année 2022.

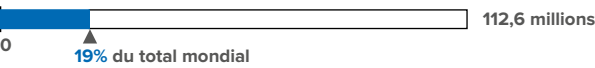
L'augmentation des déplacements internes et des confinements a représenté un défi majeur : l'unité des victimes de Colombie a enregistré un total de plus de 215 000 victimes de déplacements forcés, soit le nombre le plus élevé depuis l'accord de paix de 2016. Le HCR a apporté une aide directe à 134 600 Colombiens et fourni des services de protection à plus de 26 000 personnes.

Le HCR s'est félicité de l'adoption par 21 pays de la [Déclaration de Los Angeles sur les migrations et la protection](#) (en anglais) qui défend une réponse concertée face aux mouvements de plus en plus complexes dans la région, ainsi qu'un soutien croissant en faveur des pays d'accueil de réfugiés de la part d'institutions financières comme la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et le Fonds monétaire international.

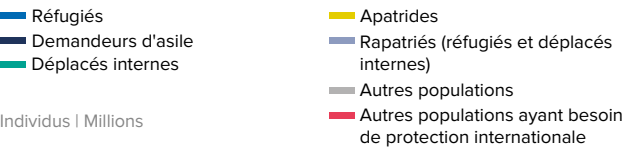
APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

Populations déracinées et apatrides

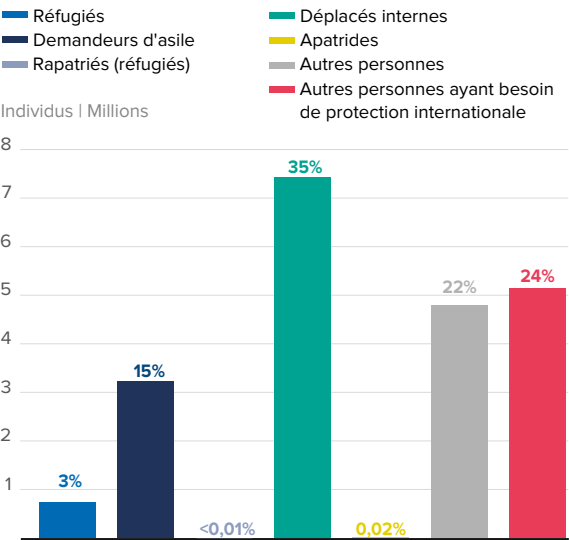
21,5 millions de personnes | 2022



Tendances des déplacements | 2018-2022

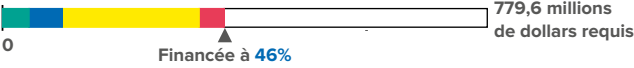


Répartition par type de population en 2022

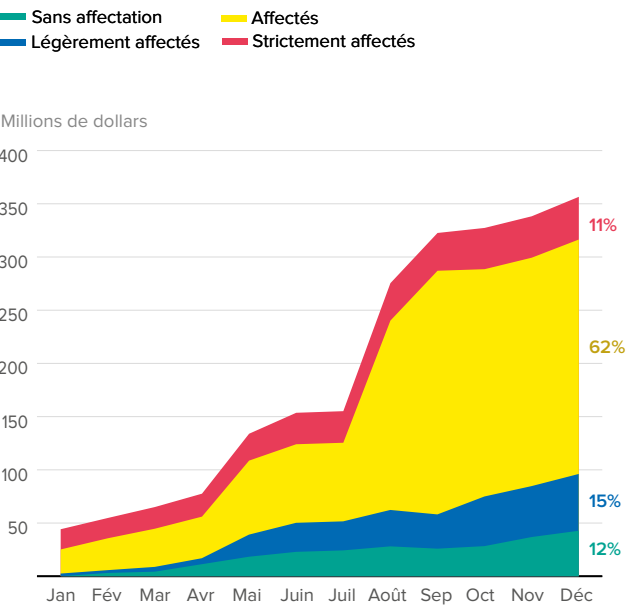


Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation

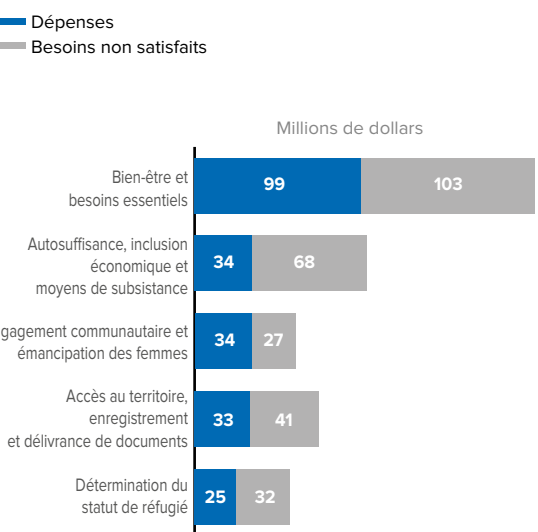
356,5 millions de dollars de fonds disponibles | 2022



Évolution mensuelle des financements de la région 2022



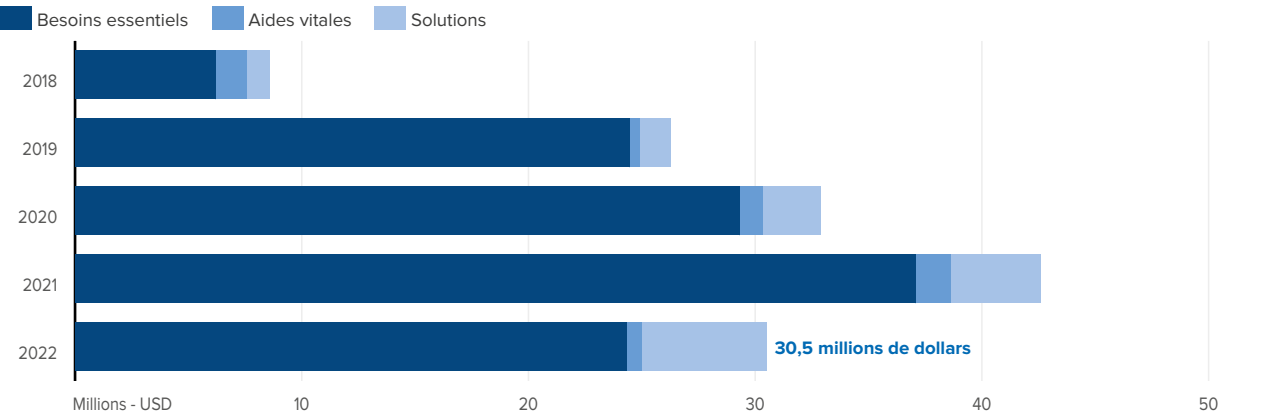
Les cinq principaux domaines de dépenses en 2022



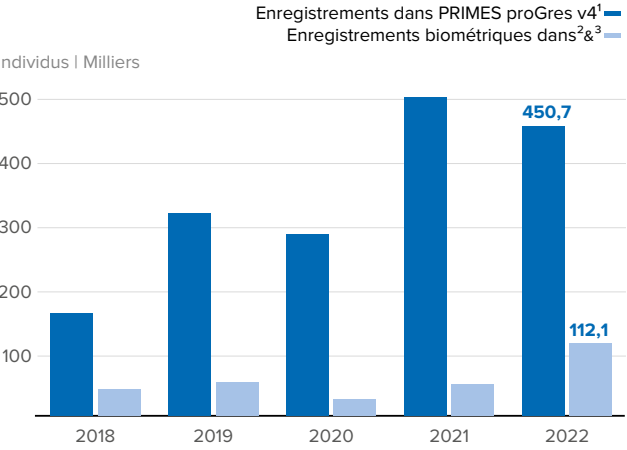
Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais)

TENDANCES DE LA RÉPONSE

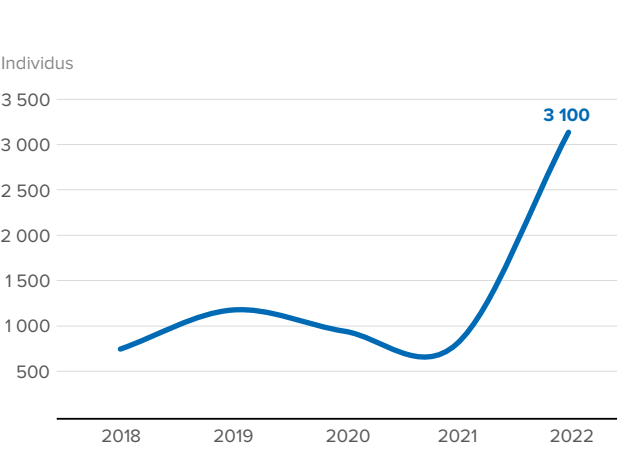
Aides en espèces par secteur | 2018-2022



Nouveaux enregistrements individuels | 2018-2022



Départs en réinstallation | 2018-2022



¹ Comprend tous les dossiers des personnes déracinées et apatrides enregistrés en 2022 comme "actifs", "en attente", "inactifs" ou "clôturés".
² Ne comprend pas l'enregistrement biométrique au Panama.
³ L'expansion de BIMS dans certaines régions a entraîné une augmentation du nombre de personnes enregistrées.

RÉSULTATS DU SUIVI MULTISECTORIEL

Protection

1,6 million de personnes déracinées et apatrides ont eu accès à des services de protection

• Résultat 2021 : 1,1 million

471 000 enfants déracinés et apatrides ont eu accès à des services de protection

Besoins essentiels

193 600 personnes déracinées et apatrides ont reçu des aides en espèces

• Résultat 2021 : 261 000

Redevabilité envers les personnes affectées

86% des pays d'accueil disposaient d'un système de communication et de réponse à multiples canaux avec les personnes déracinées et apatrides

Santé

187 200 personnes déracinées et apatrides ont bénéficié de services de soins de santé essentiels.

• Résultat 2021 : 241 200

40 400 femmes et jeunes filles ont accédé à des services de santé sexuelle et procréative (soins prénatals ou postnatals, accouchement, contraception ou soins cliniques des violences de genre)

• Résultat 2021 : 44 800

91 500 personnes déracinées et apatrides ont bénéficié de services de santé mentale et de soutien psychosocial

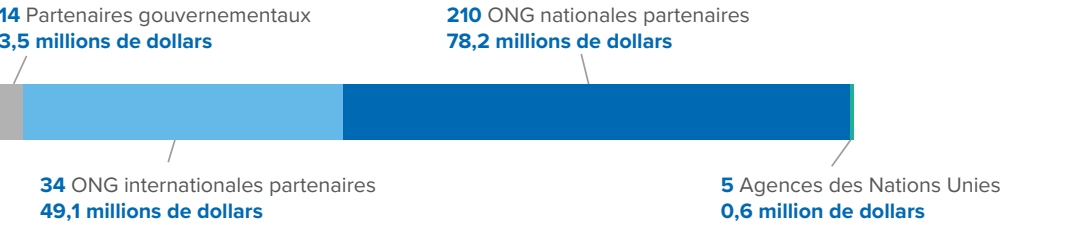
BUDGET ET DÉPENSES AUX AMÉRIQUES | USD

OPÉRATION		IA1	IA2	IA3	IA4	TOTAL	% du Total régional	% des dépenses par rapport au budget
		Protéger	Répondre	Responsabiliser	Résoudre			
		Créer un environnement de protection favorable	Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs	Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres	Trouver des solutions			
Bureau régional pour les Amériques¹	Budget	4 212 687	11 945 262	2 967 791	2 186 127	21 311 867	3%	
	Dépenses	3 762 603	9 406 515	2 394 386	1 539 249	17 102 752	5%	80%
Activités régionales pour les Amériques¹	Budget	2 078 117	5 892 634	1 464 028	1 078 437	10 513 216	1%	
	Dépenses	845 746	2 114 366	538 203	345 987	3 844 302	1%	37%
SOUS-TOTAL	Budget	6 290 804	17 837 896	4 431 819	3 264 564	31 825 083	4%	
	Dépenses	4 608 349	11 520 881	2 932 589	1 885 236	20 947 055	6%	66%
AMÉRIQUE LATINE								
Bureau multi-pays en Argentine²	Budget	10 493 118	25 107 325		13 563 559	49 164 002	6%	
	Dépenses	5 376 018	10 001 214		4 281 954	19 659 186	5%	40%
Brésil	Budget	7 677 536	21 828 550	12 589 728	10 377 548	52 473 361	7%	
	Dépenses	3 693 087	8 864 493	4 601 030	3 428 791	20 587 400	6%	39%
Colombie	Budget	48 923 897	42 550 547	13 010 274	17 586 728	122 071 446	16%	
	Dépenses	11 232 931	30 609 729	8 463 965	7 164 754	57 471 379	16%	47%
Costa Rica	Budget	7 002 714	19 074 671	3 165 960	4 658 674	33 902 019	4%	
	Dépenses	2 375 316	9 004 501	1 646 858	1 726 023	14 752 697	4%	44%
Équateur	Budget	10 071 561	33 930 451	24 470 842	7 635 451	76 108 305	10%	
	Dépenses	5 590 213	9 506 711	7 922 424	3 166 651	26 186 000	7%	34%
El Salvador	Budget	4 874 986	5 760 170	7 529 506	5 442 565	23 607 227	3%	
	Dépenses	3 071 249	4 857 148	7 052 843	3 867 690	18 848 929	5%	80%
Guatemala	Budget	17 254 845	7 775 719	4 379 401	13 064 672	42 474 638	5%	
	Dépenses	8 428 339	5 143 160	1 606 907	7 042 563	22 220 969	6%	52%
Honduras	Budget	15 062 480		6 306 323	7 271 085	28 639 888	4%	
	Dépenses	8 194 320		5 911 135	5 289 185	19 394 640	5%	68%
Mexique	Budget	50 568 568		724 623	45 310 222	96 603 413	12%	
	Dépenses	39 443 957		473 010	20 631 788	60 548 756	17%	63%
Bureau multi-pays au Panama³	Budget	19 775 162	6 775 885		27 754 917	54 305 964	7%	
	Dépenses	6 161 644	1 622 575		12 067 778	19 851 997	5%	37%
Pérou	Budget	15 108 061	27 035 249	15 402 625	3 568 990	61 114 925	8%	
	Dépenses	5 251 042	7 922 530	5 391 676	2 299 994	20 865 243	6%	34%
Vénézuëla (République bolivarienne du)	Budget		61 158 689			61 158 689	8%	
	Dépenses		20 382 504			20 382 504	6%	33%
SOUS-TOTAL	Budget	206 812 928	250 997 256	87 579 284	156 234 409	701 623 878	90%	
	Dépenses	98 818 116	107 914 565	43 069 848	70 967 172	320 769 701	88%	46%
AMÉRIQUE DU NORD ET CARAÏBES								
Canada	Budget	1 446 982			1 296 895	2 743 877	0%	
	Dépenses	1 342 689			852 081	2 194 770	1%	80%
Bureau multi-pays aux États-Unis d'Amérique⁴	Budget	29 102 621	3 141 027	4 465 744	6 681 031	43 390 422	6%	
	Dépenses	14 579 390	1 145 608	574 631	3 532 572	19 832 200	5%	46%
SOUS-TOTAL	Budget	30 549 603	3 141 027	4 465 744	7 977 926	46 134 299	6%	
	Dépenses	15 922 079	1 145 608	574 631	4 384 653	22 026 970	6%	48%
TOTAL	Budget	243 653 335	271 976 179	96 476 846	167 476 899	779 583 260	100%	
	Dépenses	119 348 544	120 581 053	46 577 068	77 237 061	363 743 726	100%	47%

¹ Les montants pour le Bureau régional et les activités régionales couvrent l'ensemble de la région des Amériques.
² Coordonne les activités en Argentine et au Chili et couvre aussi l'État plurinational de Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay sans présence dans ces trois derniers pays.
³ Coordonne les activités au Belize, à Cuba et au Panama.
⁴ Coordonne les activités à Aruba, en République dominicaine, au Guyana, à Trinité-et-Tobago et aux États-Unis d'Amérique et couvre également Curaçao et Haïti.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2022

131,4 millions de dollars dépensés via 263 partenaires aux Amériques



Des réfugiés et des migrants à La Paz, en Bolivie (État plurinational de), présentent leurs services et leurs produits lors d'un salon de l'entrepreneuriat organisé à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés.

© HCR/Sara Aliaga

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES AMÉRIQUES | USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
États-Unis d'Amérique		31 383 825	188 544 770	3 040 727	222 969 322
Canada		5 317 896	1 667 975	3 721 529	10 707 400
Japon		656 599	9 376 274		10 032 873
Union Européenne				8 633 102	8 633 102
Allemagne		5 144 033		2 106 613	7 250 646
Espagne		930 714	4 621 197	1 292 488	6 844 399
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique				6 674 236	6 674 236
Italie			237 723	4 339 869	4 577 592
Donateurs privés au Brésil		63 715	2 616 569		2 680 284
Fonds central pour les interventions d'urgence				2 625 511	2 625 511
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)		2 412 220			2 412 220
Irlande		2 252 252			2 252 252
République de Corée				2 054 026	2 054 026
Suisse		511 771	1 535 312		2 047 083
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)		1 750	359 714	1 376 258	1 737 722
France		1 086 957	108 696	217 391	1 413 043
Suède			1 058 873		1 058 873
Programmes conjoints des Nations Unies				1 052 860	1 052 860
Norvège		621 826	414 551		1 036 377
Royaume des Pays-Bas		1 028 807			1 028 807
Donateurs privés au Mexique		6 200	1 007 801	1 656	1 015 656
Fundación ACNUR Comité Argentino (Partenaire national en Argentine)		376 291	531 123		907 414
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)		103	532 715	333 043	865 860
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord				787 475	787 475
UNESCO				750 000	750 000
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix			746 420		746 420
ONUSIDA				678 254	678 254
OIM			599 165		599 165
Donateurs privés au Japon				564 259	564 259
Donateurs privés en Suisse		1 707	514 353	16 981	533 041
Luxembourg		233 100	116 550		349 650
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)		6 688		256 467	263 156
Fonds de démarrage pour des migrations sûres, régulières et ordonnées				261 158	261 158
Donateurs privés en France		1 390		254 185	255 576
UNICEF				239 675	239 675
Qatar				168 533	168 533
ONU-Femmes				160 439	160 439
Danemark		129 846			129 846
Brésil				122 932	122 932
PAM				120 000	120 000
Argentine				107 100	107 100

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES AMÉRIQUES | USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
Guyana				63 531	63 531
Colombie		50 000			50 000
Mexique				34 570	34 570
Chypre				10 537	10 537
Donateurs privés divers		21 364	30 990	12 000	64 354
SOUS-TOTAL ^{1,2}		52 239 053	214 620 771	42 077 407	308 937 231
Allocation indicative des fonds et ajustements ³	42 750 413	1 131 213	5 542 928	- 1 817 851	47 606 704
TOTAL	42 750 413	53 370 267	220 163 699	40 259 556	356 543 935

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.
² Inclut les contributions affectées aux situations de la Colombie, du Nord de l'Amérique Centrale et de la République bolivarienne du Venezuela.
³ L'allocation indicative des fonds et les ajustements incluent des fonds provenant des financements sans affectation ou flexibles que le HCR a alloués à la région ainsi que les ajustements liés aux coûts indirects d'appui aux programmes et les reports de fonds des années précédentes.

© HCR/Anna Limonowicz



Google fournit un soutien continu aux réfugiés et aux personnes déplacées dans le monde entier

Depuis 2015, [the Google Foundation](#), (en anglais), connue sous son adresse web Google.org, a donné plus de 12 millions de dollars à USA for UNHCR, correspondant à une partie des plus de 45 millions de dons dédiés à la cause des réfugiés. Elle fournit aussi un soutien par le biais des produits Google et des employés bénévoles. En 2022, Google.org et des employés de Google ont fourni une aide immédiate et soutenu les opérations de secours pour aider les personnes affectées par la guerre en Ukraine. Google.org a fait un don d'un montant équivalent aux dons du public et Google a contré les menaces à la cybersécurité et fait émerger les informations fiables, tout en stoppant la propagation de fausses informations et en perturbant les campagnes de désinformation en ligne. Par ailleurs, [YouTube](#) (en anglais) a noué un partenariat avec le HCR pour sensibiliser à la crise mondiale des réfugiés à l'occasion de la Journée mondiale du réfugié.

Asie et Pacifique



Gui Wali, photographié avec son fils, est bénéficiaire du projet du HCR « travail contre rémunération » pour le nettoyage des canaux dans le village de Bakhtan, à Jalalabad, en Afghanistan, l'un des 14 000 villages des 80 zones prioritaires de retour et de réintégration.

© HCR/Oxygen Film Studio

La région Asie et Pacifique accueillait 6,8 millions de réfugiés, 5,0 millions de déplacés internes et 1,2 million d'apatrides à la fin de l'année 2022. Le HCR a redoublé d'efforts pour préserver l'espace de protection et d'asile, « rester présent et continuer à fournir » protection, assistance et services essentiels, trouver des solutions et nouer de nombreux partenariats stratégiques et innovants, même dans les environnements opérationnels les plus complexes.

Bien que le conflit en Afghanistan se soit largement apaisé à la suite de la prise du pouvoir par les Talibans en août 2021, et que 236 200 déplacés internes aient choisi de rentrer chez eux en 2022, la crise humanitaire n'a montré aucun signe de ralentissement. Les violations des droits fondamentaux, notamment l'accès des filles à l'enseignement secondaire et supérieur et l'accès des femmes à l'emploi, ont compromis les efforts de redressement et ont menacé de réduire à néant les progrès accomplis. Depuis 2021, 1,6 million d'Afghans ont fui vers les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan, qui accueillent des réfugiés afghans depuis quatre décennies. Les urgences climatiques et les catastrophes naturelles ont rendu

la vie encore plus précaire, comme au Pakistan où des inondations sans précédent ont affecté 800 000 réfugiés.

Le HCR a adopté une approche par zones pour répondre aux besoins immédiats des Afghans déplacés et renforcer la résilience des communautés affectées en améliorant l'accès à l'éducation, aux moyens de subsistance et aux services de santé. L'organisation a aussi plaidé pour développer les possibilités de réinstallation et encouragé la plateforme régionale de soutien pour la [Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans](#) (en anglais) afin d'améliorer le partage international de la charge et des responsabilités. Le HCR a fourni une assistance à 6,0 millions d'Afghans, dont 4,1 millions par des interventions communautaires, 1,5 million par des aides en espèces et 560 000 par des aides en nature et autres aides individuelles. Pour aider les femmes et les filles en particulier, le HCR a fourni un soutien psychosocial à 41 000 personnes, distribué 11 200 kits d'abris d'urgence, et construit ou rénové 23 écoles en Afghanistan. En République islamique d'Iran, une campagne de vaccination intégrée, soutenue par le HCR et le Gouvernement, a atteint plus de 1 million de réfugiés afghans et irakiens.

Au Myanmar, la crise politique et le conflit qui ont suivi le coup d'État militaire de février 2021, avaient provoqué le déplacement de plus de 1,2 million de personnes à la fin de l'année 2022, s'ajoutant aux 330 000 personnes déjà déplacées. La violence et l'insécurité ont limité l'accès aux communautés déplacées, mais le HCR a fourni, là où c'était possible, des services de protection indispensables et des articles essentiels, tout en plaidant auprès des autorités de fait pour le respect des droits humains et l'accès humanitaire. Le HCR a distribué des aides pour les abris et des articles de première nécessité à 426 000 personnes et, en collaboration avec le PNUD, il a poursuivi la mise en œuvre de projets communautaires qui ont déjà bénéficié à 60 000 personnes dans l'État de Rakhine. Au Bangladesh, le HCR a poursuivi son action humanitaire à Cox's Bazar et à Bhasan Char dans le cadre du [plan de réponse conjoint](#) (en anglais), avec l'introduction du programme scolaire du Myanmar qui a permis d'élargir l'accès à l'éducation pour 256 000 élèves réfugiés. Sous la direction du Gouvernement du Bangladesh, des progrès prometteurs ont été réalisés dans la mise en œuvre d'un cadre de développement des compétences pour les réfugiés afin de faciliter leur éventuel retour et leur réintégration durable au Myanmar lorsque les conditions seront propices. Près de 3700 Rohingyas ont entrepris [de périlleuses traversées maritimes](#) (en anglais) depuis le Bangladesh et le Myanmar – soit le plus haut nombre annuel enregistré – et 348 personnes auraient péri en mer. Le HCR a fermement plaidé en faveur d'un débarquement sûr et 700 Rohingyas sont arrivés en toute sécurité à Aceh, en Indonésie. Le HCR a mobilisé des soutiens

régionaux pour protéger et trouver des solutions pour les Rohingyas et d'autres réfugiés, en collaboration avec les pays de la région, notamment [l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est](#) (en anglais).

Les solutions dans des pays tiers pour les réfugiés ont considérablement augmenté. Le HCR a soumis des dossiers de réinstallation pour plus de 21 300 réfugiés – soit quatre fois plus qu'en 2021 – et près de 5800 personnes sont parties vers un pays de réinstallation avec l'aide du HCR. Des solutions ont également été trouvées pour plus de 5000 personnes dans le cadre des voies complémentaires d'admission. Plus de 1400 réfugiés, dont 43% de femmes, ont été inscrits dans l'enseignement supérieur grâce à des bourses DAFI. Le HCR s'est efforcé de trouver des solutions durables pour 92 400 réfugiés sri-lankais en situation de déplacement prolongé en Inde, et a poursuivi ses efforts pour éradiquer l'apatridie. Tous les pays d'Asie centrale ont réduit leur nombre d'apatrides. Les Philippines ont progressé vers l'enregistrement universel des naissances, ce qui a permis à des enfants de la communauté Sama Bajau et à des enfants déplacés d'être enregistrés.

Le HCR a conclu des accords avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour que ces pays offrent des possibilités de réinstallation aux réfugiés résidant à Nauru et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En 2022, le HCR a également mis fin à son engagement opérationnel à Mindanao aux Philippines, et à Jaffna au Sri Lanka, tout en continuant de soutenir les deux Gouvernements depuis leurs capitales respectives.

© HCR/Naïm Kossitzynski



Des donateurs japonais renforcent leur solidarité envers les personnes déplacées à cause de la crise ukrainienne

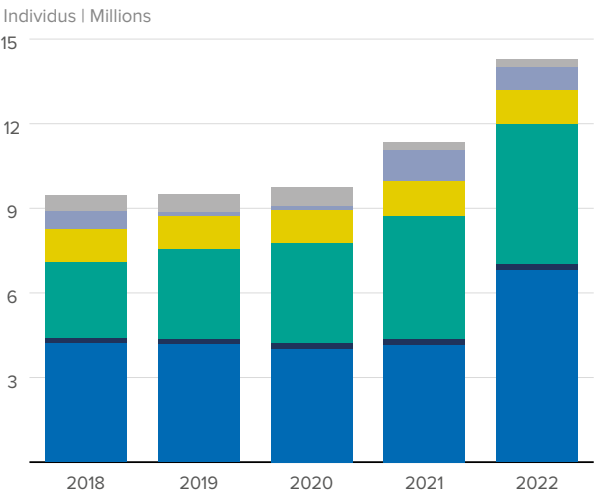
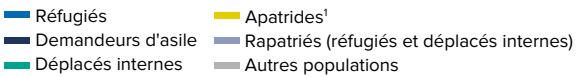
Des particuliers, des entreprises et des fondations japonaises ont versé 85 millions de dollars au partenaire national du HCR au Japon, Japan for UNHCR, en [réponse à la crise en Ukraine](#) (en anglais) en 2022. Ce montant incluait des contributions provenant d'entreprises partenaires clés comme [Seven & i Holdings](#) (en anglais), qui a collecté des dons dans plus de 20 000 magasins au Japon pour un total de 2,6 millions de dollars, et comme [Sony Corporation](#) (en anglais), qui a donné 1,5 million de dollars ainsi que 500 smartphones pour les employés du HCR déployés pour cette opération. Keidanren, la Fédération des entreprises japonaises, a joué un rôle essentiel en appelant ses entreprises membres à faire des dons au HCR au tout début de la crise, ce qui l'a aidé à répondre rapidement et efficacement.

APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

Populations déracinées et apatrides

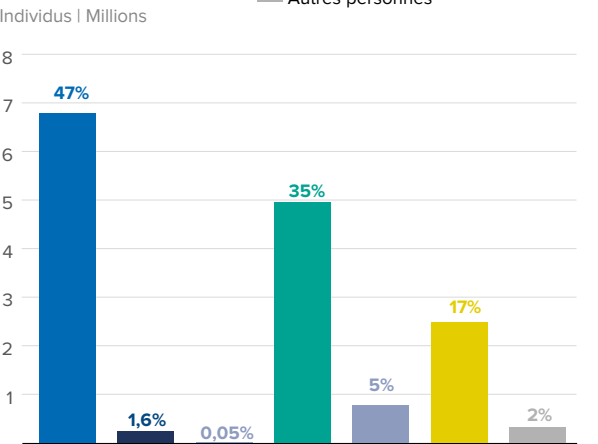
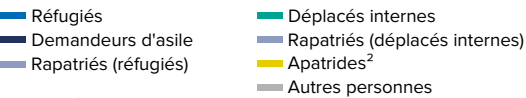


Tendances des déplacements | 2018-2022



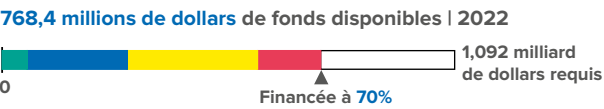
¹ Pour éviter un double comptage, ce graphique ne comprend pas les apatrides qui sont également déracinés. En Asie et Pacifique, il y a un total de 2,5 millions d'apatrides, mais 1,2 million d'entre eux (principalement des Rohingyas) sont aussi déplacés de force. Au total, 17,3% des personnes sous le mandat du HCR dans la région sont apatrides.

Répartition par type de population en 2022

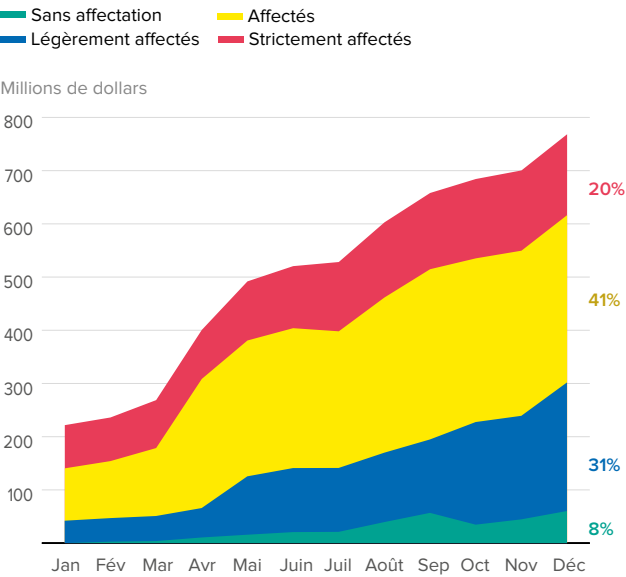


² Ce graphique montre le nombre total d'apatrides, comprenant ceux qui sont aussi déplacés, donc comptés dans une autre catégorie. Le pourcentage représente la part du total régional de personnes déracinées et apatrides. En raison du double comptage des personnes déplacées apatrides, la somme des pourcentages peut être supérieure à 100 %.

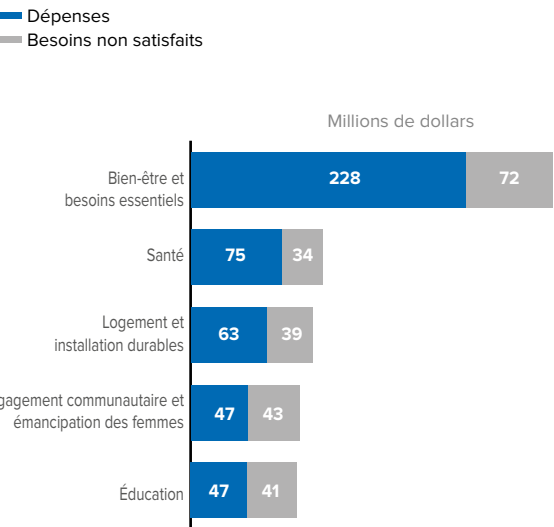
Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation



Évolution mensuelle des financements de la région 2022

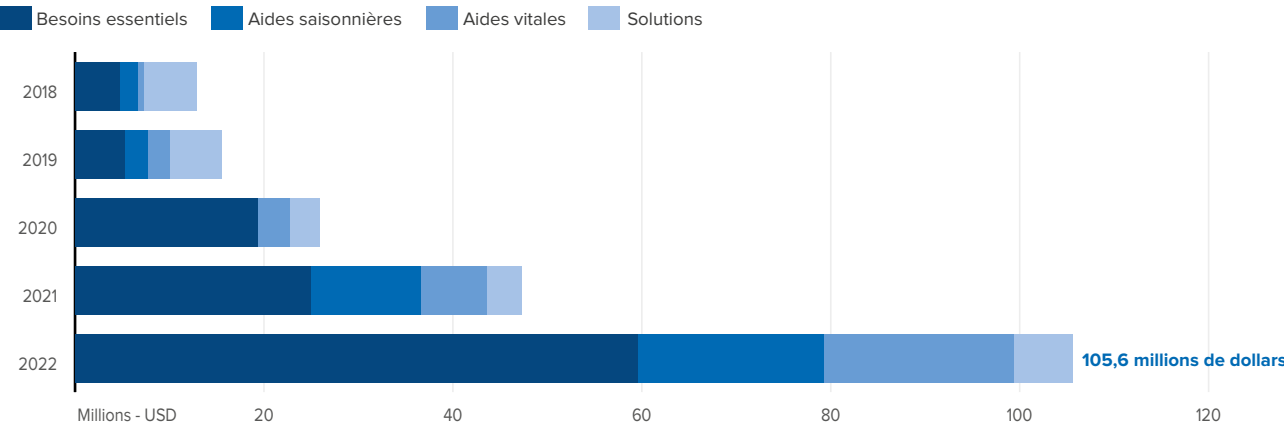


Les cinq principaux domaines de dépenses en 2022

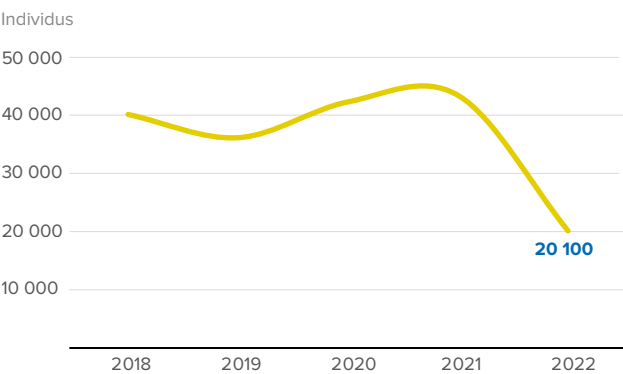


TENDANCES DE LA RÉPONSE

Aides en espèces par secteur | 2018-2022

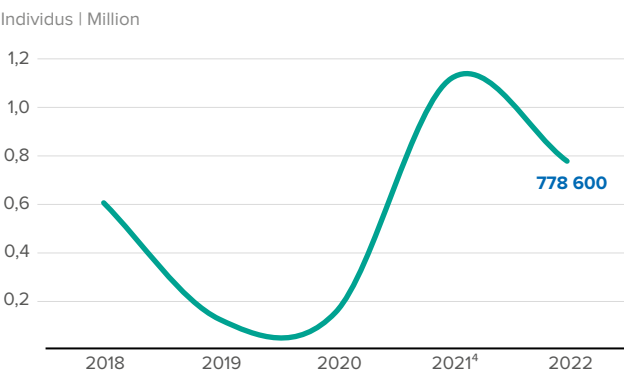


Apatrides dont la nationalité est accordée ou confirmée | 2018-2022³



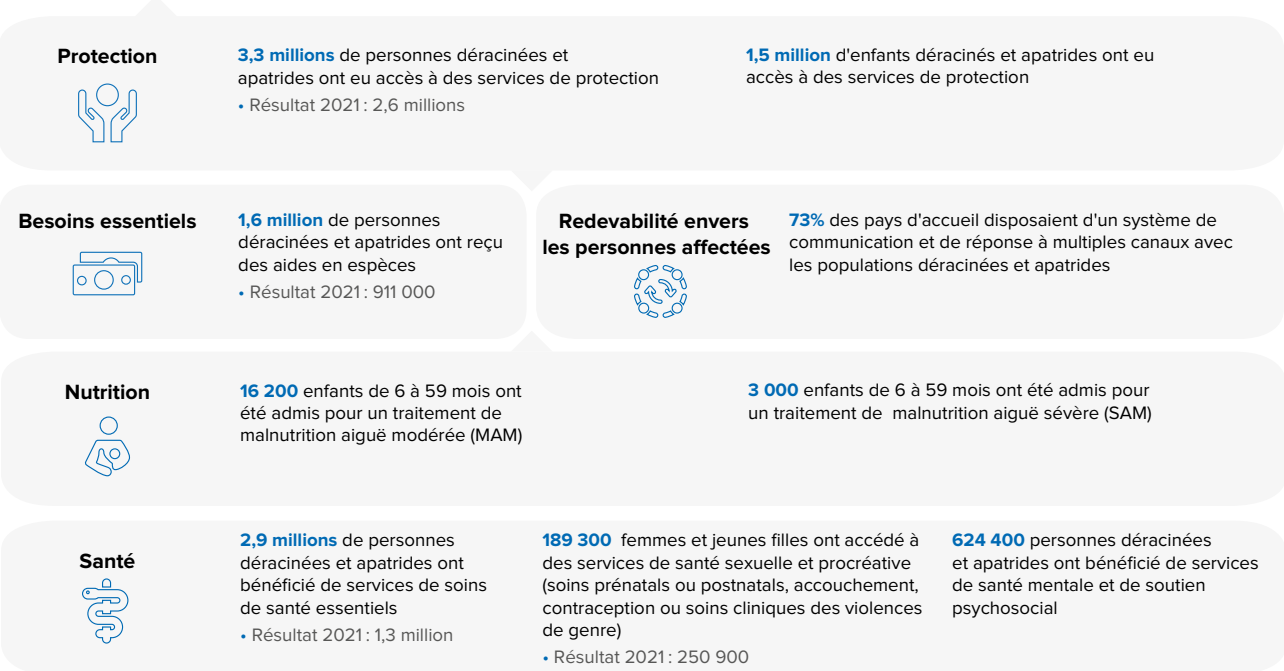
³ Les données historiques ont été révisées.

Retour des déplacés internes dans la région 2018-2022



⁴ Les chiffres pour 2021 ont été mis à jour après la publication du Rapport Global 2021.

RÉSULTATS DU SUIVI MULTISECTORIEL



Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais)

BUDGET ET DÉPENSES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE | USD

OPÉRATION		IA1	IA2	IA3	IA4	TOTAL	% du Total régional	% des dépenses par rapport au budget
		Protéger	Répondre	Responsabiliser	Résoudre			
		Créer un environnement de protection favorable	Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs	Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres	Trouver des solutions			
Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique¹	Budget	6 510 441	3 496 664	868 758	4 622 697	15 498 560	1%	
	Dépenses	6 317 810	3 193 541	812 904	4 426 477	14 750 733	2%	95%
Activités régionales pour l'Asie et le Pacifique¹	Budget	6 713 598	966 187	240 053	176 822	8 096 660	1%	
	Dépenses	809 882	351 060	89 361	57 446	1 307 748	0%	16%
SOUS-TOTAL	Budget	13 224 039	4 462 851	1 108 811	4 799 520	23 595 220	2%	
	Dépenses	7 127 692	3 544 601	902 265	4 483 923	16 058 481	2%	68%
ASIE CENTRALE								
Bureau multi-pays au Kazakhstan²	Budget	7 415 306			1 336 094	8 751 400	1%	
	Dépenses	4 700 736		- 93	1 290 774	5 991 417	1%	68%
Tadjikistan	Budget	9 045 920	820 000		935 000	10 800 920	1%	
	Dépenses	3 571 911	552 624		694 272	4 818 807	1%	45%
SOUS-TOTAL	Budget	16 461 226	820 000		2 271 094	19 552 319	2%	
	Dépenses	8 272 647	552 624	- 93	1 985 046	10 810 224	2%	55%
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE								
Bureau multi-pays en Australie³	Budget	3 470 394			1 171 735	4 642 129	0%	
	Dépenses	1 964 128			801 472	2 765 600	0%	60%
Chine	Budget	2 573 393	1 088 060		803 634	4 465 086	0%	
	Dépenses	2 411 287	1 080 720		801 872	4 293 878	1%	96%
Japon	Budget	4 130 706				4 130 706	0%	
	Dépenses	3 631 714				3 631 714	1%	88%
République de Corée	Budget	1 856 407		320 659	397 740	2 574 805	0%	
	Dépenses	1 821 350		327 034	374 160	2 522 544	0%	98%
SOUS-TOTAL	Budget	12 030 899	1 088 060	320 659	2 373 108	15 812 726	1%	
	Dépenses	9 828 479	1 080 720	327 034	1 977 504	13 213 736	2%	84%
ASIE DU SUD								
Inde	Budget	3 129 098	10 082 080	2 648 091	1 357 906	17 217 175	2%	
	Dépenses	2 468 482	8 407 838	1 845 303	704 521	13 426 143	2%	78%
Népal	Budget	1 668 331			2 453 716	4 122 047	0%	
	Dépenses	1 830 741			1 143 107	2 973 848	0%	72%
Sri Lanka	Budget	1 845 577	212 681	437 540	853 994	3 349 793	0%	
	Dépenses	970 245	228 571	400 601	261 582	1 860 999	0%	56%
SOUS-TOTAL	Budget	6 643 006	10 294 761	3 085 631	4 665 616	24 689 015	2%	
	Dépenses	5 269 468	8 636 408	2 245 904	2 109 210	18 260 990	3%	74%

.../...

.../...

BUDGET ET DÉPENSES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE | USD

OPÉRATION		IA1	IA2	IA3	IA4	TOTAL	% du Total régional	% des dépenses par rapport au budget
		Protéger	Répondre	Responsabiliser	Résoudre			
		Créer un environnement de protection favorable	Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs	Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres	Trouver des solutions			
ASIE DU SUD-EST								
Bangladesh	Budget	22 969 994	186 170 848	65 318 684	10 567 950	285 027 476	26%	
	Dépenses	13 367 369	89 868 165	29 254 734	7 461 007	139 951 274	20%	49%
Indonésie	Budget	2 236 005	6 575 583	2 450 943	1 139 746	12 402 277	1%	
	Dépenses	1 772 224	2 493 035	1 423 415	1 073 400	6 762 075	1%	55%
Malaisie	Budget	4 810 918	5 837 521	7 999 823	3 666 834	22 315 096	2%	
	Dépenses	3 007 943	2 989 621	3 616 316	2 604 645	12 218 526	2%	55%
Myanmar	Budget	56 767 533				56 767 533	5%	
	Dépenses	43 794 013				43 794 013	6%	77%
Philippines	Budget	758 091	911 749	1 089 629	921 795	3 681 264	0%	
	Dépenses	618 680	676 742	988 948	835 691	3 120 062	0%	85%
Bureau multi-pays en Thaïlande⁴	Budget	7 806 447	10 025 890	3 974 732	2 766 900	24 573 969	2%	
	Dépenses	4 285 254	6 688 381	2 070 690	1 113 493	14 157 818	2%	58%
SOUS-TOTAL	Budget	95 348 988	209 521 591	80 833 809	19 063 225	404 767 614	37%	
	Dépenses	66 845 483	102 715 944	37 354 103	13 088 237	220 003 768	31%	54%
ASIE DU SUD-OUEST								
Afghanistan	Budget	6 854 011	223 531 565	89 164 755	20 795 348	340 345 679	31%	
	Dépenses	3 712 020	152 250 664	49 258 630	13 787 021	219 008 335	31%	64%
République islamique d'Iran	Budget	11 373 469	88 208 186	6 979 440	12 833 171	119 394 266	11%	
	Dépenses	2 255 875	73 999 743	1 690 558	8 883 874	86 830 050	12%	73%
Pakistan	Budget	16 935 278		99 749 913	26 761 643	143 446 834	13%	
	Dépenses	12 106 654	1 502	90 061 277	15 768 776	117 938 209	17%	82%
SOUS-TOTAL	Budget	35 162 758	311 739 751	195 894 108	60 390 163	603 186 780	55%	
	Dépenses	18 074 549	226 251 909	141 010 465	38 439 670	423 776 594	60%	70%
TOTAL	Budget	178 870 915	537 927 014	281 243 018	93 562 726	1 091 603 674	100%	
	Dépenses	115 418 318	342 782 206	181 839 678	62 083 591	702 123 793	100%	64%

¹ Les montants pour le Bureau régional et les activités régionales couvrent l'ensemble de la région de l'Asie et du Pacifique.

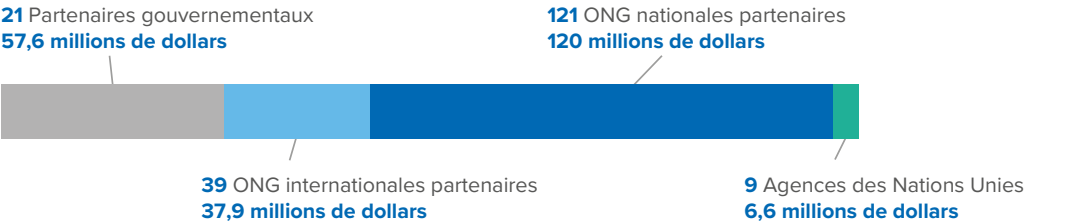
² Coordonne les activités au Kazakhstan et couvre également le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

³ Coordonne les activités en Australie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée et couvre également la Nouvelle-Zélande et les îles du Pacifique.

⁴ Coordonne les activités en Thaïlande et couvre également le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2022

222,2 millions de dollars dépensés via 190 partenaires en Asie et dans le Pacifique



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE | USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
États-Unis d'Amérique		29 816 175	197 203 397	239 625	227 259 197
Allemagne		48 384 887		17 116 534	65 501 420
Union Européenne				38 905 112	38 905 112
Japon		1 313 198	9 490 270	26 390 561	37 194 029
Australie		4 395 604	13 520 061	5 931 206	23 846 871
Italie			12 950 450	7 429 750	20 380 200
Fonds d'affectation spéciale pour l'Afghanistan			1 031 189	14 863 000	15 894 189
Suisse		4 324 324	6 371 407	832 252	11 527 983
France			9 782 609		9 782 609
Danemark		7 647 296	1 347 709		8 995 005
Fonds de financement commun par pays			3 204 732	5 599 981	8 804 713
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		471	6 793 478	1 756 447	8 550 397
Programmes conjoints des Nations Unies				6 986 431	6 986 431
Fonds central pour les interventions d'urgence				6 525 001	6 525 001
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)		4 791 222	1 563 463	79 455	6 434 140
Autriche		4 145 078	120 740	1 851 852	6 117 670
République de Corée			1 846 000	4 252 883	6 098 883
Canada		784 929	4 462 436	474 509	5 721 874
Espagne		2 068 252	3 094 211	139 843	5 302 306
Donateurs privés aux Émirats arabes unis		179 415	40 933	4 438 346	4 658 695
Donateurs privés en Thaïlande		92 601	4 116 411		4 209 012
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)		436 229	32 799	3 496 022	3 965 049
Norvège		1 113 214	2 602 560		3 715 774
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)		3 059 933	327 484	186 497	3 573 914
Finlande		3 366 373			3 366 373
Donateurs privés au Japon				3 273 234	3 273 234
Donateurs privés au Danemark		58 061	2 414 614	318 853	2 791 528
Éducation sans délai				2 648 879	2 648 879
Donateurs privés en République de Corée		392 927	17 168	2 208 080	2 618 176
Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)		1 975 684	145 868	408 734	2 530 287
Irlande		1 126 126	1 126 126		2 252 252
Suède			2 011 859		2 011 859
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)		1 643 243	38 163	285 000	1 966 406
Donateurs privés au Koweït		13 848	54 915	1 614 340	1 683 104
Luxembourg			1 465 450		1 465 450
Koweït			1 439 050		1 439 050
Qatar				1 420 721	1 420 721
Donateurs privés au Canada		979 665	278 718	135 889	1 394 272
Donateurs privés en Italie		1 184 663	293		1 184 956
Tchéquie				1 089 799	1 089 799
Royaume des Pays-Bas			1 028 807		1 028 807
Donateurs privés au Bahreïn				1 000 000	1 000 000
Donateurs privés en Suisse		260 447	21 286	550 000	831 733
Donateurs privés aux Philippines		9 373	812 292		821 664
Chine			800 000		800 000
Donateurs privés en Chine		573 616	156 567	17 656	747 839
Nouvelle-Zélande			627 353		627 353
Donateurs privés en France		156 391	157 300	281 787	595 479

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE | USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)		239 770	33 492	321 622	594 885
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique				530 070	530 070
Islande		296 450	214 977		511 427
Japan for UNHCR (Partenaire national au Japon)		363 744	62 578		426 322
Donateurs privés au Liban		104 337	13 895	265 930	384 161
Émirats arabes unis				378 205	378 205
Bailliage de Jersey			278 487		278 487
ONUSIDA			1 197	215 822	217 019
Donateurs privés à Singapour		148 390	42 539	1 975	192 904
Estonie			167 377		167 377
Pologne		100 000	50 000		150 000
Donateurs privés au Qatar		14 483	10 535	114 431	139 449
Liechtenstein		108 225			108 225
Bulgarie			107 653		107 653
Fédération de Russie			100 000		100 000
Kazakhstan			50 000	43 346	93 346
Brunei Darussalam			69 823		69 823
ONU-Femmes				64 738	64 738
Organisation Internationale pour les Migrations				63 253	63 253
Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)		47 777		12 150	59 927
Fonds d'intervention et de redressement des Nations Unies pour le COVID-19				51 633	51 633
Kirghizistan				34 784	34 784
Bailliage de Guernesey			23 148		23 148
Divers donateurs privés		220 440	162 355	174 364	557 159

SOUS-TOTAL ^{1,2}	125 936 862	293 886 228	165 020 600	584 843 689
---------------------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Allocation indicative des fonds et ajustements ³	60 349 871	115 679 343	20 230 045	- 12 695 665	183 563 594
---	------------	-------------	------------	--------------	-------------

TOTAL	60 349 871	241 616 205	314 116 273	152 324 935	768 407 283
-------	------------	-------------	-------------	-------------	-------------

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.
² Inclut les contributions affectées aux situations de l'Afghanistan et du Myanmar.
³ L'allocation indicative des fonds et les ajustements incluent des fonds provenant des financements sans affectation ou flexibles que le HCR a alloués à la région ainsi que les ajustements liés aux coûts indirects d'appui aux programmes et les reports de fonds des années précédentes.

© HCR/Olya Boychuk



Fast Retailing/UNIQLO aide les réfugiés ukrainiens à rester au chaud

Outre 10 millions de dollars en argent versés en faveur de la réponse à la crise en Ukraine, Fast Retailing, la société mère d'[UNIQLO](#) (en anglais), a donné plus de 5000 couvertures et 63 000 articles HEATTECH (sous-vêtements thermiques) aux personnes déplacées en Ukraine. 16 253 articles de literie supplémentaires ont été donnés pour des réfugiés en Roumanie.

Les dons versés par Fast Retailing/UNIQLO ont aidé de nombreuses familles déracinées à rester au chaud pendant la rude saison d'hiver. Ce nombre ne représente qu'une partie des 6,8 millions de vêtements UNIQLO donnés au HCR dans 21 autres pays en 2022. Depuis 2006, le HCR a reçu plus de 48 millions de vêtements qui ont été distribués dans 59 pays.

Europe

Des personnels du HCR assistent des réfugiés fuyant l'Ukraine alors qu'ils se préparent à monter dans un bus, envoyé par la République de Moldova, pour se mettre en sécurité en Roumanie. Cette relocalisation volontaire a été organisée par les Gouvernements moldave et roumain, avec le soutien du HCR et de l'OIM.

© HCR/Mihai von Eremia

Le nombre de personnes déracinées ou apatrides en Europe atteignait plus de 21,8 millions à la fin de l'année 2022, dont environ 12,4 millions de réfugiés, 1,3 million de demandeurs d'asile, 7,2 millions de déplacés internes et 474 000 apatrides.

La situation d'urgence en Ukraine a conduit le HCR à développer considérablement ses opérations en Ukraine et dans les pays voisins accueillant les réfugiés. À l'intérieur de l'Ukraine, le HCR a fourni protection et assistance à 4,3 millions de déplacés internes, dont des aides en espèces à près de 1 million de personnes. Les activités du HCR de préparation à l'hiver, comme les aides financières complémentaires, les articles non alimentaires pour l'hiver, les améliorations apportées aux structures d'accueil et les réparations de maisons ont bénéficié à près de 1,5 million de personnes. L'aide humanitaire a été fournie en priorité dans les zones sur la ligne de front et les zones nouvellement accessibles par le biais de 650 convois humanitaires, notamment des convois inter-agences. Dans les pays d'accueil des réfugiés, le HCR a fourni des aides en espèces à 500 000 réfugiés et des services de protection à 500 000 autres. Près de 5 millions de réfugiés d'Ukraine ont été enregistrés sur la base de la [Directive de l'Union européenne relative à la](#)

[protection temporaire](#) (en anglais) et de dispositifs nationaux similaires, qui ont permis leur inclusion dans les systèmes nationaux et les communautés locales. Pour soutenir les réponses nationales, le HCR a coordonné 142 partenaires dans sept pays dans le cadre du [Plan de réponse régional pour les réfugiés d'Ukraine](#) (en anglais). Le soutien du HCR en faveur des réfugiés comprenait des conseils en matière de protection, ainsi qu'une aide pour accéder à l'éducation, aux soins de santé, une assistance en réponse à des besoins spécifiques, à un hébergement et à des moyens de subsistance. Près de 186 000 personnes ont pu avoir accès à 39 centres «[Point bleu](#)» (en anglais) mis en place par le HCR, l'UNICEF et d'autres partenaires pour faciliter l'accès à l'information et aux services, et orienter les personnes ayant des besoins spécifiques. En outre, 1,7 million de personnes ont reçu des messages clés en matière de protection grâce à la campagne «Restez en sécurité».

En Türkiye, le plaidoyer du HCR et la coopération avec la Présidence de la gestion des migrations (PMM) ont permis d'améliorer l'accès aux procédures et aux services de protection pour les Afghans, les Iraquiens, les Syriens et les Ukrainiens. Le HCR a aidé la PMM à mettre à jour les données de 3 millions de personnes et à évaluer les besoins de protection de

156 000 personnes. Quelque 10 000 réfugiés ont reçu des aides en espèces, 46 000 ont bénéficié d'aides en nature, tandis que 77 000 personnes ont eu accès à des services spécialisés pour répondre à leurs besoins spécifiques. Le HCR a soumis des dossiers de réinstallation pour 20 400 réfugiés et a aidé quelque 10 100 personnes à partir vers d'autres pays dans le monde, soit une augmentation de 37% par rapport à 2021.

Le HCR a poursuivi son constant plaidoyer en faveur de la proposition de la Commission européenne relative au «[Pacte sur la migration et l'asile](#)», qui constitue une occasion de mettre en place un cadre légal pour des procédures d'asile équitables et rapides, ainsi que des mécanismes de solidarité et de partage des responsabilités entre les États. Le HCR a également collaboré avec les institutions de l'UE et ses États membres pour chercher des moyens innovants et légaux permettant de mieux répondre et gérer les mouvements mixtes de plus en plus complexes vers l'Europe, tout en mettant en garde contre les propositions risquant d'affaiblir et d'externaliser les obligations, les normes et les pratiques en matière d'asile.

159 400 réfugiés et migrants sont arrivés par les routes maritimes de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord-Ouest, soit une augmentation de 29%, créant une pression supplémentaire sur les capacités nationales d'accueil. Les arrivées ont doublé en Grèce pour atteindre 18 800, ont augmenté de 37% à Chypre avec 4000 arrivées et de 55% en Italie avec 104 500 arrivées. Plus de 400 réfugiés et migrants sont arrivés à Malte, soit une baisse de 48%, et les arrivées par les routes maritimes de la Méditerranée occidentale et de l'Afrique du Nord-Ouest ont diminué de 36%, pour atteindre 31 800.

L'expérience de la protection temporaire accordée aux Ukrainiens a servi d'impulsion pour renforcer les efforts d'inclusion plus larges vis-à-vis des réfugiés provenant d'autres pays. Cela a notamment consisté à identifier et à surmonter les obstacles à l'inclusion dans les systèmes nationaux et à l'accès aux services, et à développer des partenariats avec le secteur privé pour faciliter les opportunités d'emploi. Des plateformes pour l'emploi des réfugiés ont été mises en place dans six pays pilotes en 2022 pour faciliter l'accès des personnes déracinées à un travail décent.

Dans toute la région, le HCR a encouragé les approches communautaires en matière de protection ainsi que la participation des réfugiés via les organisations dirigées par des réfugiés, allant de la mobilisation communautaire contre les mutilations génitales féminines à Malte, à l'intégration sociale et aux sessions d'information pour les réfugiés LGBTIQ+ en France, en passant par des cours de langue en Géorgie. Le premier [conseil consultatif des réfugiés en Irlande](#) (en anglais) a été créé en mars 2022, en s'appuyant sur des initiatives similaires menées en Autriche, Belgique, Bulgarie, Géorgie, Suisse et Türkiye. Dans les Balkans de l'ouest, le [Programme régional de logement](#) (en anglais) avait aidé 10 000 familles à la fin de l'année, et la construction a été prolongée jusqu'en juin 2023 en raison des retards liés à la pandémie de COVID-19.

En 2022, plus de 23 800 demandes de réinstallation issues du monde entier ont été soumises pour une réinstallation de réfugiés en Europe. La région a accueilli 21 300 personnes dans ce cadre, soit 37% du total mondial des départs en réinstallation, en baisse de 54% par rapport à 2021.

© HCR/Mihai von Eremia



virtuelles achetées en magasin et en ligne. Xbox a participé à cette initiative et a versé ses bénéfices nets pour Fortnite pendant la même période, afin d'allouer plus d'aides aux personnes forcées de fuir le conflit.



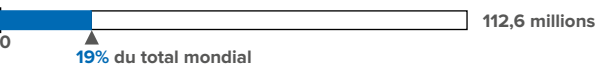
Epic Games collecte des millions de dollars en faveur du HCR pour l'aide humanitaire en Ukraine

Conjointement avec la communauté Fortnite et Xbox, Epic Games a [levé 144 millions de dollars](#) (en anglais) pour soutenir les organisations humanitaires, dont une contribution de 26,5 millions de dollars en faveur du HCR pour l'aide humanitaire fournie aux personnes affectées par la guerre en Ukraine. Epic Games a versé tous les bénéfices des ventes d'articles de jeux Fortnite entre le 20 mars et le 3 avril 2022, notamment les accessoires de jeu et les devises

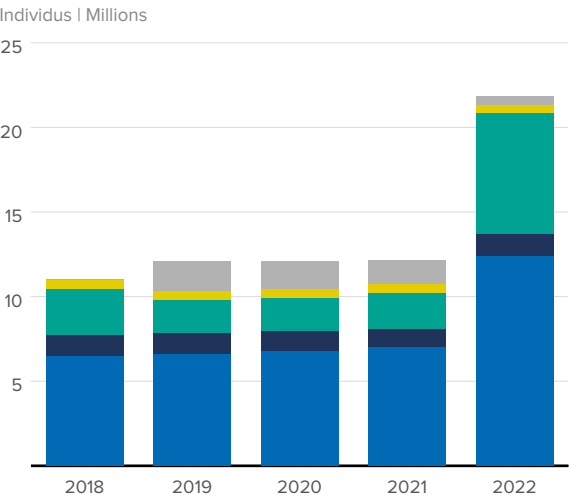
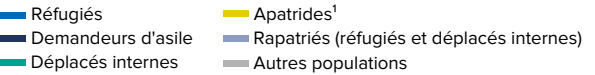
APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

Populations déracinées et apatrides

21,8 millions de personnes | 2022

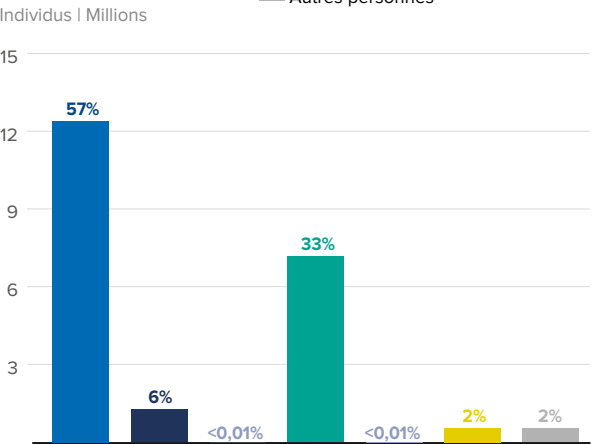
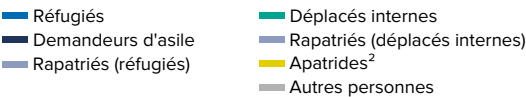


Tendances des déplacements | 2018-2022



¹ Pour éviter un double comptage, ce chiffre ne comprend pas les apatrides qui sont également déracinés. En Europe, il y a un total de 543 000 apatrides, mais 69 000 d'entre eux sont aussi déplacés de force. Au total, 2,5% des personnes sous le mandat du HCR dans la région sont apatrides.

Répartition par type de population en 2022



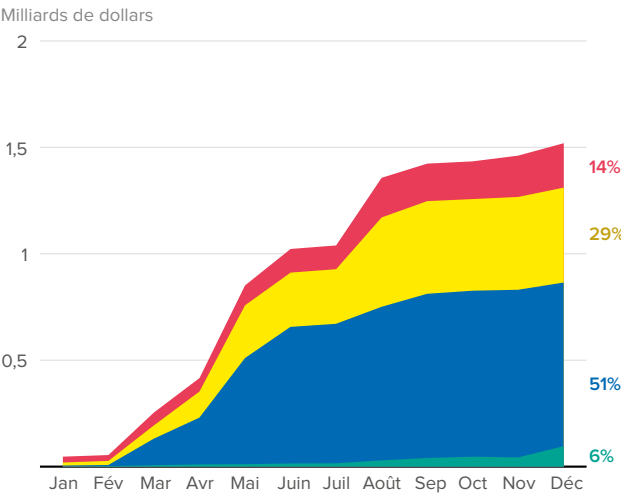
² Ce graphique montre le nombre total d'apatrides, comprenant ceux qui sont aussi déplacés, donc comptés dans une autre catégorie. Le pourcentage représente la part du total régional de personnes déplacées de force et apatrides. En raison du double comptage des personnes déplacées apatrides, la somme des pourcentages peut être supérieure à 100 %.

Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation

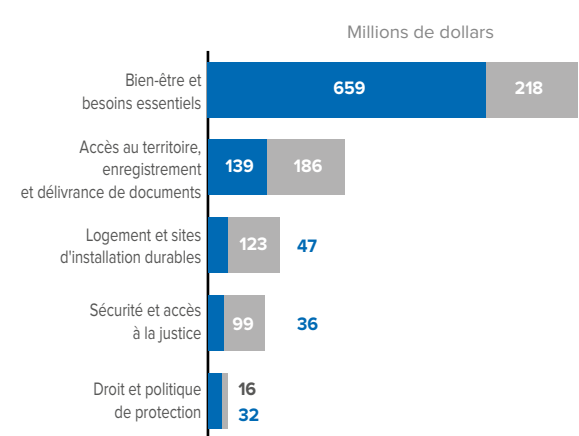
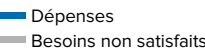
1,519 milliard de dollars de fonds disponibles | 2022



Évolution mensuelle des financements de la région 2022

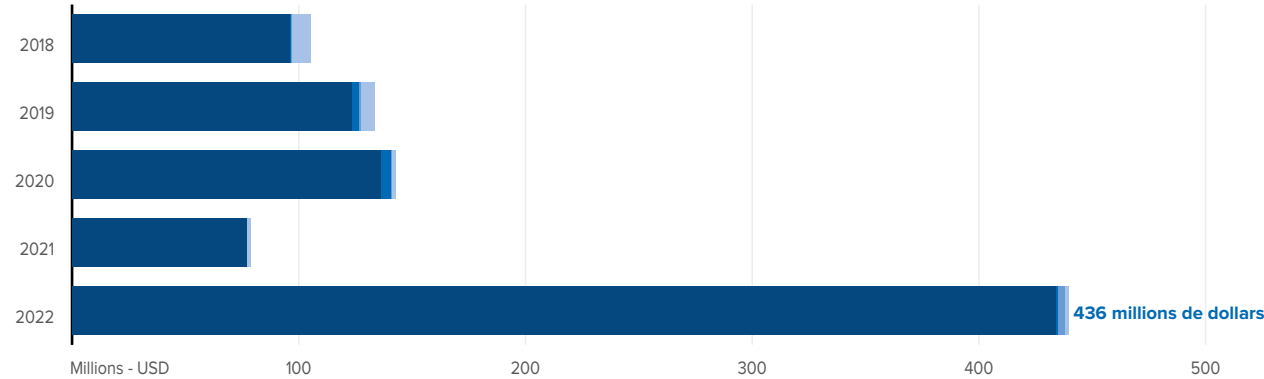


Les cinq principaux domaines de dépenses en 2022

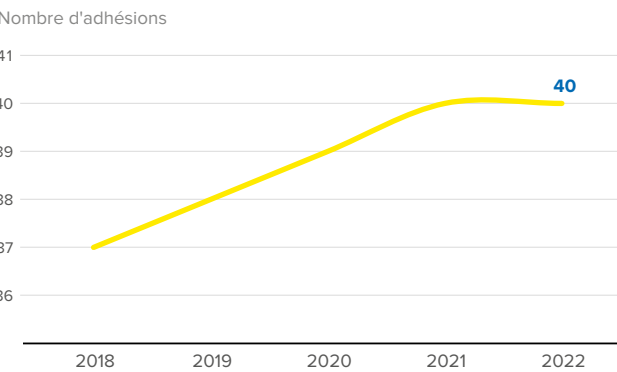


TENDANCES DE LA RÉPONSE

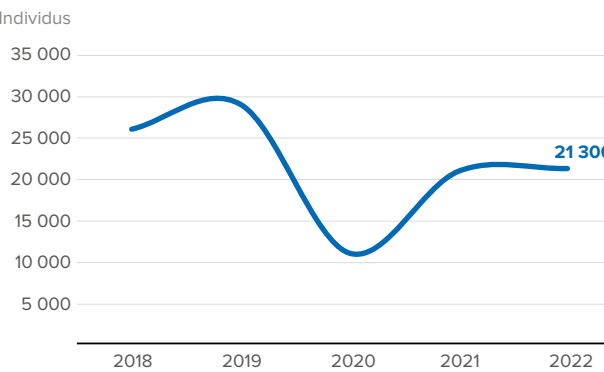
Aides en espèces par secteur | 2018-2022



Nombre d'États en Europe ayant adhéré à au moins une des conventions sur l'apatridie | 2018-2022



Départs en réinstallation vers l'Europe | 2018-2022



RÉSULTATS DU SUIVI MULTISECTORIEL

Protection

2,7 millions de personnes déracinées et apatrides ont eu accès à des services de protection

• Résultat 2021: 606 000

795 800 enfants déracinés et apatrides ont eu accès à des services de protection

Besoins essentiels

2,0 millions de personnes déracinées et apatrides ont reçu des aides en espèces

• Résultat 2021: 463 000

Santé

77 200 personnes déracinées et apatrides ont bénéficié de services de santé mentale et de soutien psychosocial

Redevabilité envers les personnes affectées

60% des pays d'accueil disposaient d'un système de communication et de réponse à multiples canaux avec les populations déracinées et apatrides

BUDGET ET DÉPENSES EN EUROPE | USD

OPÉRATION		IA1	IA2	IA3	IA4	TOTAL	% du Total régional	% des dépenses par rapport au budget
		Protéger	Répondre	Responsabiliser	Résoudre			
		Créer un environnement de protection favorable	Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs	Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres	Trouver des solutions			
Bureau régional pour l'Europe¹	Budget	4 216 878	11 957 204	2 970 768	2 188 314	21 333 164	1%	
	Dépenses	4 041 265	10 103 170	2 571 717	1 653 246	18 369 399	2%	86%
Activités régionales pour l'Europe¹	Budget	18 620 883	52 800 488	13 118 273	9 663 168	94 202 812	5%	
	Dépenses	8 181 839	20 454 599	5 206 625	3 347 116	37 190 180	3%	39%
Autres opérations en Europe²	Budget	5 260 785				5 260 785	0%	
	Dépenses	4 332 876				4 332 876	0%	82%
SOUS-TOTAL	Budget	28 098 547	64 757 693	16 089 041	11 851 481	120 796 762	6%	
	Dépenses	16 555 981	30 557 769	7 778 342	5 000 363	59 892 455	5%	50%

EUROPE DE L'EST

Arménie	Budget	4 080 520			9 710 742	13 791 261	1%	
	Dépenses	2 499 521			2 825 191	5 324 712	0%	39%
Azerbaïdjan	Budget	763 718	4 216 361	1 346 126	1 476 272	7 802 477	0%	
	Dépenses	334 499	2 149 499	1 127 739	845 583	4 457 320	0%	57%
Géorgie	Budget	1 320 514		5 615 508		6 936 022	0%	
	Dépenses	866 729		3 691 460		4 558 189	0%	66%
Fédération de Russie	Budget	3 399 462			1 431 980	4 831 441	0%	
	Dépenses	3 467 573	- 22		1 361 129	4 828 680	0%	100%
Türkiye	Budget	98 856 828	134 441 486	102 846 021	13 225 512	349 369 846	18%	
	Dépenses	38 675 287	34 879 890	15 180 590	7 461 946	96 197 713	9%	28%
Ukraine	Budget	50 694 588	669 783 113	3 952 960	4 869 339	729 300 000	37%	
	Dépenses	39 926 068	417 828 985	3 847 047	2 171 576	463 773 676	42%	64%
SOUS-TOTAL	Budget	159 115 628	808 440 960	113 760 615	30 713 844	1 112 031 047	56%	
	Dépenses	85 769 675	454 858 353	23 846 836	14 665 426	579 140 290	52%	52%

EUROPE DU NORD, DE L'OUEST, CENTRALE ET DU SUD

Bureau multi-pays en Belgique³	Budget	11 405 879				11 405 879	1%	
	Dépenses	10 471 504				10 471 504	1%	92%
Bulgarie	Budget	1 943 238	18 218 261			20 161 499	1%	
	Dépenses	1 600 852	4 246 838			5 847 690	1%	29%
Croatie	Budget	1 212 078			905 135	2 117 213	0%	
	Dépenses	1 065 681			672 314	1 737 995	0%	82%
Chypre	Budget	3 187 063				3 187 063	0%	
	Dépenses	2 148 221				2 148 221	0%	67%
France	Budget	4 504 891				4 504 891	0%	
	Dépenses	3 781 032				3 781 032	0%	84%
Allemagne	Budget	2 537 076				2 537 076	0%	
	Dépenses	2 032 938				2 032 938	0%	80%
Grèce	Budget	38 555 893		9 680 862	13 263 244	61 499 999	3%	
	Dépenses	11 911 766		5 852 810	6 217 919	23 982 495	2%	39%
Bureau multi-pays en Hongrie⁴	Budget	6 252 822	211 057 116			217 309 939	11%	
	Dépenses	4 525 682	142 171 530	72	34	146 697 318	13%	68%
Bureau multi-pays en Italie⁵	Budget	5 853 968		7 831 671	8 266 165	21 951 803	1%	
	Dépenses	3 698 206		5 918 572	4 757 511	14 374 289	1%	65%
Malte	Budget	1 038 735		841 172		1 879 908	0%	
	Dépenses	636 053		461 258		1 097 311	0%	58%
Pologne	Budget	15 526 771	195 714 473			211 241 244	11%	
	Dépenses	1 763 716	164 811 056			166 574 772	15%	79%

.../...

BUDGET ET DÉPENSES EN EUROPE | USD

OPÉRATION		IA1	IA2	IA3	IA4	TOTAL	% du Total régional	% des dépenses par rapport au budget
		Protéger	Répondre	Responsabiliser	Résoudre			
		Créer un environnement de protection favorable	Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs	Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres	Trouver des solutions			
Roumanie	Budget	770 828	145 000 000		1 641 083	147 411 912	7%	
	Dépenses	568 358	55 457 100		1 431 437	57 456 895	5%	39%
Bureau multi-pays en Espagne⁶	Budget	4 571 702		592 811	629 695	5 794 208	0%	
	Dépenses	3 708 713		545 219	595 003	4 848 936	0%	84%
Bureau multi-pays en Suède⁷	Budget	4 119 065	6 000 000		1 451 976	11 571 040	1%	
	Dépenses	3 259 657	615 260		1 154 769	5 029 687	0%	43%
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Budget	1 389 541			1 203 556	2 593 097	0%	
	Dépenses	1 317 030			1 139 967	2 456 997	0%	95%
SOUS-TOTAL	Budget	102 869 550	575 989 850	18 946 516	27 360 854	725 166 770	36%	
	Dépenses	52 489 409	367 301 784	12 777 932	15 968 954	448 538 079	41%	62%

EUROPE DU SUD-EST

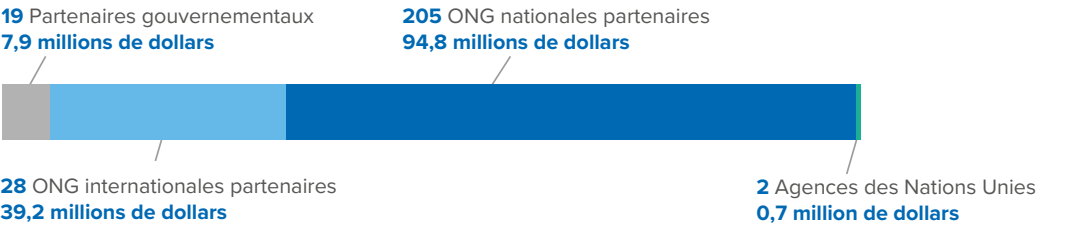
Albanie	Budget	2 061 120			1 438 880	3 500 000	0%	
	Dépenses	1 071 712			1 052 558	2 124 270	0%	61%
Bosnie-Herzégovine	Budget	7 979 556			2 552 368	10 531 924	1%	
	Dépenses	3 565 501			1 443 912	5 009 413	0%	48%
Kosovo (S/RES/1244 (1999))	Budget	2 397 978			961 625	3 359 603	0%	
	Dépenses	1 248 327			736 352	1 984 679	0%	59%
Monténégro	Budget	2 167 255			396 697	2 563 952	0%	
	Dépenses	1 540 015			335 857	1 875 872	0%	73%
Macédoine du Nord	Budget	3 498 700				3 498 700	0%	
	Dépenses	2 260 719				2 260 719	0%	65%
Serbie	Budget		5 884 967	3 736 043		9 621 010	0%	
	Dépenses		3 742 319	2 241 630		5 983 948	1%	62%
SOUS-TOTAL	Budget	18 104 608	5 884 967	3 736 043	5 349 571	33 075 189	2%	
	Dépenses	9 686 274	3 742 319	2 241 630	3 568 679	19 238 901	2%	58%

TOTAL	Budget	308 188 333	1 455 073 470	152 532 215	75 275 750	1 991 069 768	100%	
	Dépenses	164 501 340	856 460 225	46 644 740	39 203 421	1 106 809 726	100%	56%

¹ Les montants pour le Bureau régional, les activités régionales couvrent l'ensemble de la région.
² Les autres opérations en Europe comprennent l'Autriche, le Bureau de liaison à Vienne (OSCE), Strasbourg (Représentation auprès du Conseil de l'Europe) et le Bureau pour la Suisse et le Liechtenstein.
³ Coordonne les activités en Belgique, en Irlande, à Malte (EASO), au Royaume des Pays-Bas, en Pologne (FRONTEX) et couvre aussi le Luxembourg sans présence dans ce pays.
⁴ Coordonne les activités en Bulgarie, en Croatie, en Tchéquie, en Hongrie, en Pologne, en Roumanie et couvre aussi la République de Moldova, la Slovaquie et la Slovénie.
⁵ Coordonne les activités en Italie et couvre aussi le Saint-Siège et Saint Marin.
⁶ Coordonne les activités en Espagne et couvre aussi l'Andorre et le Portugal.
⁷ Coordonne les activités au Danemark, en Lituanie et en Suède, et couvre aussi l'Estonie, la Finlande, l'Islande, la Lettonie et la Norvège.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2022

142,5 millions de dollars dépensés via 254 partenaires en Europe



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'EUROPE | USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
États-Unis d'Amérique		51 000 000	367 761 868	13 632	418 775 500
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)		127 123 632		2 794 348	129 917 980
Union Européenne				104 093 857	104 093 857
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)		84 351 062		8 733 318	93 084 380
Allemagne		83 996 027		1 484 410	85 480 436
Japan for UNHCR (Partenaire national au Japon)		83 668 446		876 347	84 544 793
France		20 779 878	1 156 816	26 236 162	48 172 856
Japon		12 775 132	17 070 382	13 470 353	43 315 867
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)		38 337 563	137 177	4 260 868	42 735 608
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)		41 969 596		26 693	41 996 289
Donateurs privés au Royaume des Pays-Bas		31 174 577	58 275	8 339 975	39 572 827
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		34 453 205	36 991	573 203	35 063 399
Donateurs privés en Italie		30 583 370	1 520 375	1 228 044	33 331 789
Donateurs privés en France		28 115 330	162	2 548 045	30 663 536
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)		26 154 918	1 193 453	3 275 832	30 624 203
Norvège		19 283 534	8 149 783		27 433 316
Italie		8 988 764	913 361	16 493 785	26 395 910
Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)		17 528 265		5 203 065	22 731 330
Canada		7 864 127	12 157 473	526 183	20 547 783
Fonds de financement commun par pays				20 147 840	20 147 840
Suède		8 650 924	5 139 274	1 521 063	15 311 261
Danemark			12 691 304	1 174 438	13 865 742
Donateurs privés au Danemark		12 036 218		840 958	12 877 176
Fonds central pour les interventions d'urgence				12 000 090	12 000 090
Donateurs privés en Tchéquie		11 239 093		48 195	11 287 289
Espagne		4 233 024	4 223 865	2 664 506	11 121 396
Donateurs privés en Suisse		10 668 612		969	10 669 581
Donateurs privés au Canada		10 598 310		66 960	10 665 270
Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)		9 781 667			9 781 667
République de Corée			9 000 000		9 000 000
Australie		7 220 217			7 220 217
UNICEF				6 322 068	6 322 068
Finlande			5 855 856		5 855 856
Irlande		3 285 871	2 444 404		5 730 275
Suisse		5 204 027		339 310	5 543 336
Donateurs privés en Belgique		1 838 239	3 286 849	44 360	5 169 448
Arabie saoudite			5 000 000		5 000 000
Autriche		3 833 516	13 965	875 557	4 723 038
Donateurs privés en République de Corée		4 383 569			4 383 569
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique		3 610 915		164 704	3 775 619
Donateurs privés en Chine		2 317 065			2 317 065
Tchéquie			2 191 145	38 100	2 229 245
Luxembourg		582 751	1 599 147	19 296	2 201 194
Donateurs privés au Luxembourg		1 317 789	208 768	510 000	2 036 558
Donateurs privés en Finlande		1 992 191			1 992 191
Serbie			1 583 949	112 318	1 696 267
Nouvelle-Zélande		1 396 648			1 396 648
Donateurs privés au Nigéria		1 158 928			1 158 928
Islande		398 851	742 644		1 141 496
Donateurs privés au Bahreïn		1 000 003			1 000 003
Donateurs privés en Suède				978 300	978 300
Donateurs privés au Japon				886 368	886 368
Donateurs privés au Liban		832 306			832 306
Donateurs privés en Grèce		629 544	1 034	163 095	793 673
Donateurs privés à Singapour		644 558			644 558

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'EUROPE | USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
Donateurs privés en Arabie saoudite		3 194	500 000		503 194
Koweït		500 000			500 000
PAM				494 211	494 211
Slovénie		449 438			449 438
Donateurs privés au Brésil		420 940	1 543		422 483
Roumanie		309 440		104 561	414 001
Émirats arabes unis				400 000	400 000
Fonds des Nations Unies pour la population				400 000	400 000
Hongrie				360 000	360 000
Bailliage de Jersey		342 097			342 097
Donateurs privés au Mexique		326 394			326 394
Liechtenstein		216 216	108 108		324 324
Donateurs privés en Thaïlande		310 870			310 870
Bailliage de Guernesey		309 406			309 406
Fédération de Russie			200 000	100 000	300 000
Estonie		194 506	53 305		247 811
Donateurs privés en Islande		235 826			235 826
Donateurs privés en Norvège		225 424			225 424
Slovaquie			210 084		210 084
Pologne			119 674	87 000	206 674
Colombie		200 000			200 000
Mexique		200 000			200 000
Donateurs privés en Irlande		169 676			169 676
Donateurs privés à Chypre		163 043			163 043
Fonds de démarrage pour des migrations sûres, régulières et ordonnées				157 620	157 620
Chili		150 000			150 000
Îles Féroé		147 297			147 297
Malte		51 311	83 014		134 325
Lettonie			131 435		131 435
Argentine		127 164			127 164
Fundación ACNUR Comité Argentino (Partenaire national en Argentine)		126 410			126 410
Monaco		109 529			109 529
Donateurs privés en Égypte		100 256			100 256
Arménie				98 000	98 000
Organisation Internationale du Travail				89 524	89 524
Bulgarie		87 287			87 287
Israël				51 407	51 407
Îles Malouines		48 655			48 655
Azerbaïdjan				43 612	43 612
Grèce			40 161		40 161
ONUSIDA				33 000	33 000
Chypre			32 859		32 859
Donateurs privés divers		382 557	99	15 793	398 448

SOUS-TOTAL ^{1,2}	862 909 195	465 618 604	251 531 342	1 580 059 142
---------------------------	-------------	-------------	-------------	---------------

Allocation indicative des fonds et ajustements ³	96 105 989	- 94 178 950	- 20 275 697	- 42 187 475	- 60 536 133
---	------------	--------------	--------------	--------------	--------------

TOTAL	96 105 989	768 730 245	445 342 907	209 343 868	1 519 523 009
-------	------------	-------------	-------------	-------------	---------------

¹⁾ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.
²⁾ Inclut les contributions affectées à la situation de l'Ukraine et des Routes de la Méditerranée centrale.
³⁾ L'allocation indicative des fonds et les ajustements incluent des fonds provenant des financements sans affectation ou flexibles que le HCR a alloués à la région ainsi que les ajustements liés aux coûts indirects d'appui aux programmes et les reports de fonds des années précédentes.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Fajer (48 ans) est une veuve syrienne réfugiée. Elle vit dans un petit appartement à Amman, en Jordanie, avec son fils, Nour, qui souffre de problèmes cardiaques. Ils dépendent tous les deux des aides en espèces mensuelles du HCR pour payer leurs dépenses quotidiennes et leur loyer.

© HCR/Jordi Matas

À la fin de l'année 2022, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord accueillait 2,4 millions de réfugiés, 12,6 millions de déplacés internes, 251 800 demandeurs d'asile et 370 300 apatrides. En 2022, la région a souffert d'une instabilité politique et économique, de conditions de sécurité fragiles et d'une situation financière incertaine. L'augmentation des prix des produits alimentaires et de l'énergie ont rendu la solidarité des pays d'accueil et la générosité des donateurs cruciales. Une [évaluation de la vulnérabilité des réfugiés syriens au Liban](#) (en anglais) a conclu que près de 90% étaient en situation d'extrême pauvreté et avaient besoin d'une assistance pour survivre. Au [Yémen](#) (en anglais), 78% de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté, rendant la vie encore plus précaire pour les 90 700 réfugiés et les 4,5 millions de Yéménites déplacés, dont 75% de femmes et d'enfants. En Algérie, le coût des aliments a doublé pour plus de 90 000 réfugiés sahraouis à Tindouf, de plus en plus exposés à la malnutrition.

Le HCR effectue la détermination du statut de réfugié dans le cadre de son mandat dans 17 des 18 pays de la région et, en 2022, il a enregistré presque 200 000 nouvelles personnes, soit une hausse de 60% par rapport à 2021. 32 100 nouveaux demandeurs d'asile, dont 44% d'enfants, ont été identifiés et enregistrés en Afrique du Nord, principalement des Maliens, des Soudanais et des Syriens. 117 000 réfugiés et migrants ont traversé la mer entre l'Afrique du Nord et l'Europe, soit 23% de plus qu'en 2021. 24 800 personnes ont été débarquées en Libye après leur sauvetage ou leur interception en mer. Les arrivées par la mer au Yémen ont plus que doublé par rapport à 2021, et les tentatives de traversée de la mer entre le Liban et l'Europe ont triplé. 2200 réfugiés et migrants sont morts sur leur parcours entre l'Afrique du Nord et l'Europe, dont 61% en Méditerranée centrale.

Dans toute la région, le HCR a renforcé les mécanismes de redevabilité et la participation des réfugiés et des communautés d'accueil, répondant à 1,8 million d'appels concernant des questions

relatives à l'enregistrement, aux aides en espèces, aux solutions durables, à la protection et à la santé. 1,5 million de membres des communautés ont été sensibilisés par le biais de groupes de volontaires et de centres communautaires en Algérie, en Iraq, en Israël, en Jordanie, au Liban, en Libye, en République arabe syrienne (Syrie) et ailleurs.

Près de 2,2 millions de personnes déracinées ou apatrides dans la région étaient en âge d'être scolarisées. Ces dernières étaient confrontées à des défis de protection complexes, au risque d'abandon scolaire et à des perspectives d'emploi limitées. Le HCR a œuvré pour renforcer les systèmes nationaux d'éducation et pour soutenir le retour à l'école en toute sécurité après les confinements liés à la pandémie de COVID-19. 130 000 enfants en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Türkiye ont bénéficié de services spécialisés, tandis que près de 100 000 enfants ont participé à des programmes de protection de l'enfance et de soutien psychosocial. Près de 70 000 adultes ont bénéficié d'un soutien à la parentalité. Malgré le sous-financement, le HCR a distribué plus de 323 millions de dollars d'[aides en espèces](#) (en anglais) à 2,2 millions de personnes, dont la moitié étaient des enfants. La plus grande partie de ces aides a été dépensée pour payer la nourriture, le loyer, les frais de santé et diverses charges. Le HCR a distribué des articles de première nécessité et des tentes à 1 million de personnes et a assuré un soutien transfrontalier dans le cadre de la réponse d'urgence au nord-ouest de la Syrie.

Le HCR et le PNUD ont codirigé [le Plan régional pour les réfugiés et la résilience](#) (3RP) (en anglais) en réponse à la crise syrienne, coordonnant le travail de plus de 270 partenaires et assurant le lien avec les stratégies nationales de croissance et de

développement à plus long terme. Les violences de genre constituant une priorité, plus de 158 800 victimes et personnes à risque ont bénéficié de divers services dans le cadre du 3RP.

En [Iraq](#) (en anglais), le HCR s'est efforcé d'émanciper les communautés déplacées et d'accueil via la protection sociale et l'accès aux services publics et au marché du travail. Il a aussi aidé 72 000 personnes à obtenir des documents d'état civil. Par ailleurs, il s'est préparé à passer d'une réponse d'urgence à une stratégie de développement par zones en 2023.

En [Libye](#) (en anglais), le HCR a fourni des services de protection essentiels dans son centre communautaire de jour, ainsi qu'une aide vitale dans les centres de détention et aux points de débarquement. 2200 personnes vulnérables ont pu atteindre un lieu sûr par le biais des évacuations d'urgence, de la réinstallation et des voies complémentaires d'admission. De plus, 22 400 déplacés internes libyens sont rentrés chez eux.

51 300 Syriens sont rentrés chez eux en 2022, contre 36 500 en 2021, mais moins de personnes en exil [ont exprimé le désir ou le projet de rentrer](#) (en anglais). Le HCR a identifié 777 000 réfugiés syriens ayant besoin d'une réinstallation. Il a aidé les réfugiés syriens de retour par le biais d'un réseau de centres communautaires, et a engagé un dialogue avec le Gouvernement pour lever les obstacles au retour volontaire. Le HCR a soumis les demandes de réinstallation de 24 400 réfugiés depuis la région, soit une augmentation de 19% par rapport à 2021, et 20 400 autres demandes ont été soumises depuis la Türkiye, dont 17 000 candidats syriens. Plus de 31 000 personnes sont parties en réinstallation.

© HCR/Chirar Media

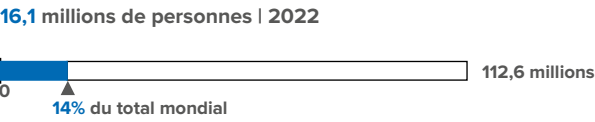


La Fondation humanitaire royale fournit une aide vitale aux familles forcées de fuir

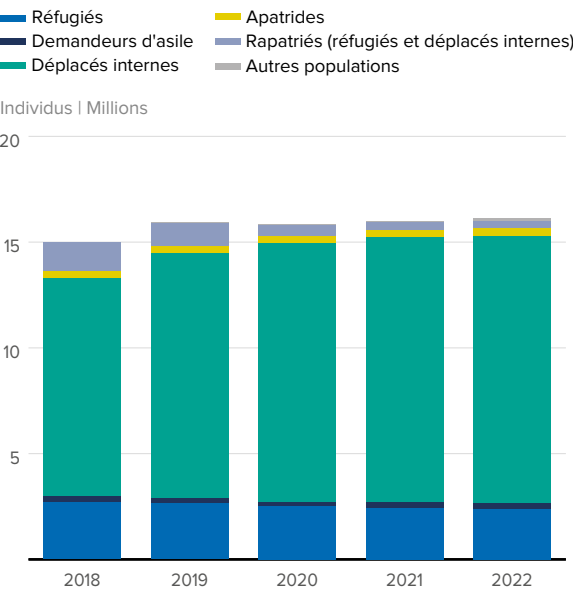
En 2022, la [Royal Humanitarian Foundation](#) (en anglais) du Royaume de Bahreïn a versé trois contributions au HCR, pour un montant total de 3 025 000 dollars. Ces contributions ont soutenu la réponse d'urgence du HCR en Ukraine et dans les pays voisins, ont financé des aides en espèces et des articles de première nécessité pour des milliers de réfugiés syriens en Jordanie et ont permis la distribution de panneaux solaires au lendemain du tremblement de terre en Afghanistan.

APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

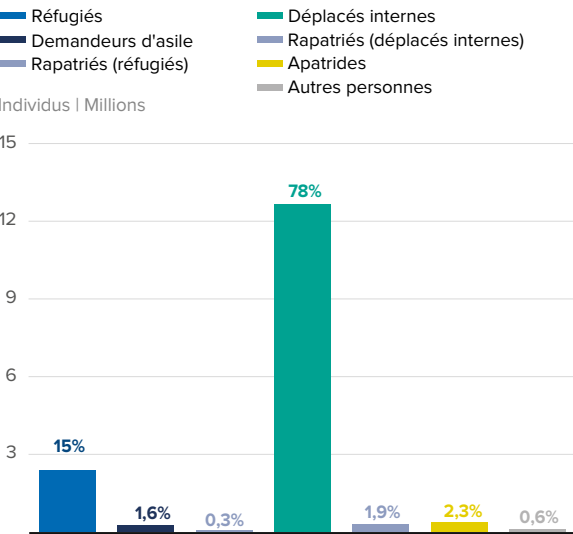
Populations déracinées et apatrides



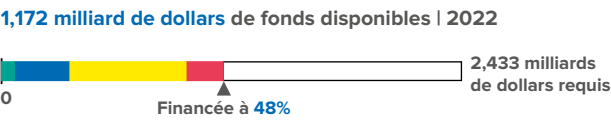
Tendances des déplacements | 2018-2022



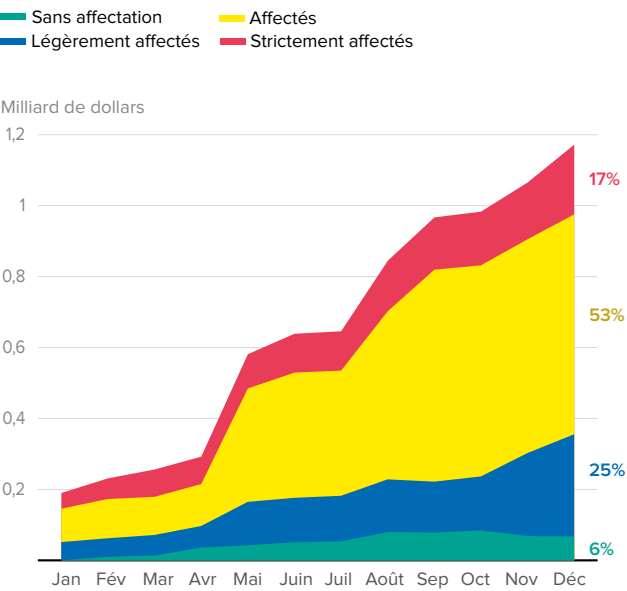
Répartition par type de population en 2022



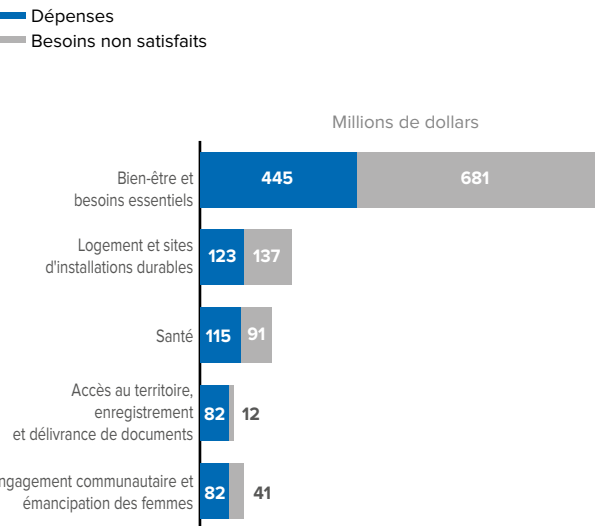
Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation



Évolution mensuelle des financements de la région 2022



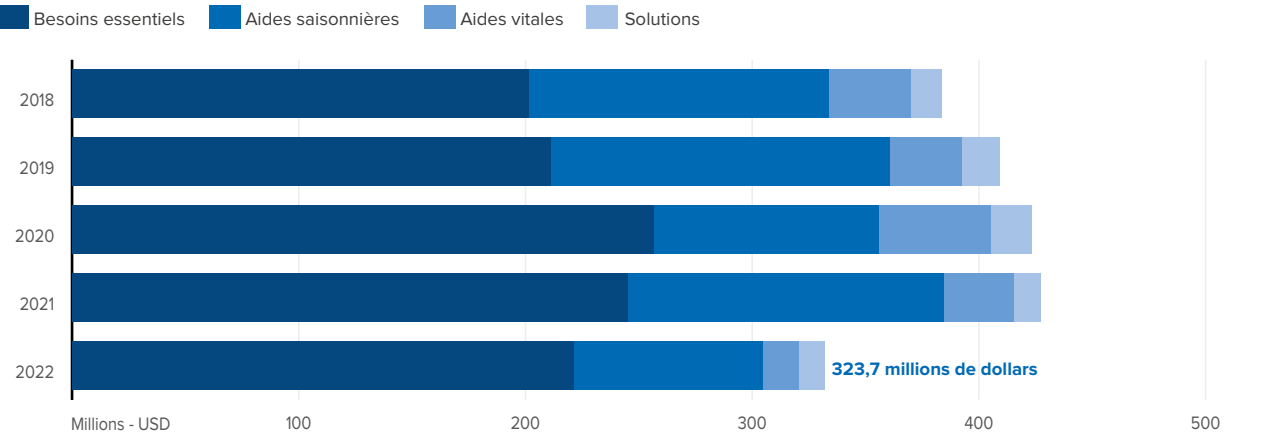
Les cinq principaux domaines de dépenses en 2022



Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais)

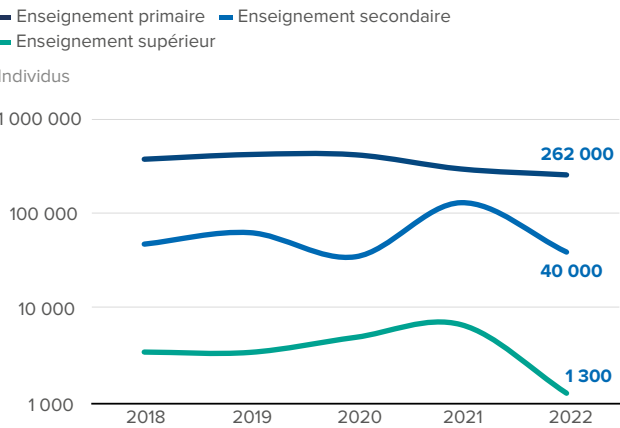
TENDANCES DE LA RÉPONSE

Aides en espèces par secteur | 2020-2022¹

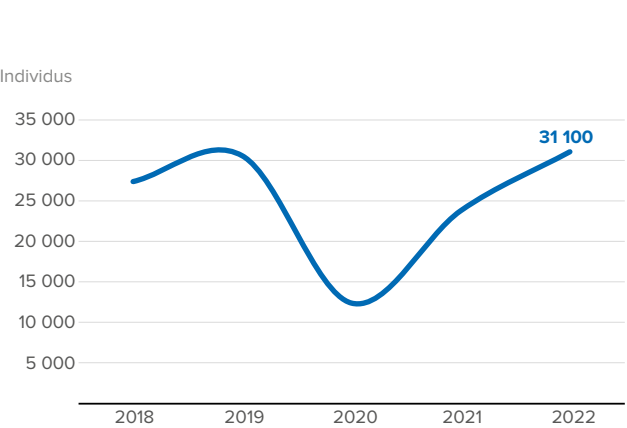


¹ Les chiffres incluent les aides en espèces distribuées en Türkiye et liées aux situations de la Syrie et de l'Iraq.

Scolarisation | 2018-2022



Départs en réinstallation | 2018-2022²



² Les chiffres de la réinstallation incluent les départs depuis la Türkiye.

RÉSULTATS DU SUIVI MULTISECTORIEL

Protection

4,0 millions de personnes déracinées et apatrides ont eu accès à des services de protection

• Résultat 2021 : 5,9 millions

Besoins essentiels

4,5 millions de personnes déracinées et apatrides ont reçu des aides en espèces

• Résultat 2021 : 6,2 millions

Santé

2,2 millions de personnes déracinées et apatrides ont bénéficié de services de soins de santé essentiels

• Résultat 2021 : 1,2 million

Nutrition

4 600 enfants de 6 à 59 mois ont été admis pour un traitement de malnutrition aiguë modérée (MAM)

2 000 enfants de 6 à 59 mois ont été admis pour un traitement de malnutrition aiguë sévère (SAM)

69 800 femmes et jeunes filles ont accédé à des services de santé sexuelle et procréative (soins prénatals ou postnatals, accouchement, contraception ou soins cliniques des violences de genre)

• Résultat 2021 : 60 200

138 300 de personnes déracinées et apatrides ont bénéficié de services de santé mentale et de soutien psychosocial

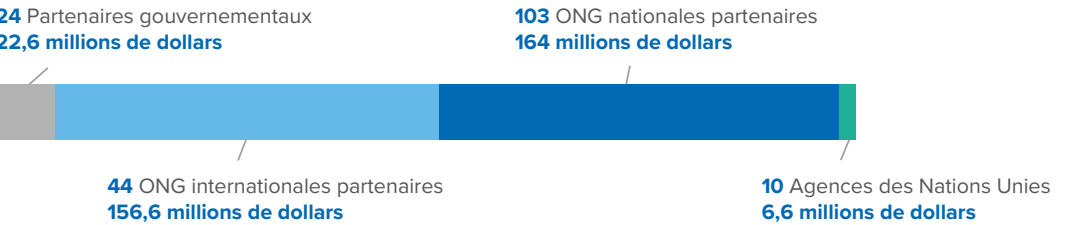
BUDGET ET DÉPENSES AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD | USD

OPÉRATION		IA1	IA2	IA3	IA4	TOTAL	% du Total régional	% des dépenses par rapport au budget
		Protéger	Répondre	Responsabiliser	Résoudre			
		Créer un environnement de protection favorable	Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sûrs	Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres	Trouver des solutions			
Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord¹	Budget	4 456 832	12 637 559	3 139 796	2 312 833	22 547 020	1%	
	Dépenses	4 105 372	10 263 442	2 612 513	1 679 473	18 660 800	2%	83%
Activités régionales pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord¹	Budget	5 930 027	16 814 946	4 177 670	3 077 357	30 000 000	1%	
	Dépenses	555 851	1 389 631	353 724	227 394	2 526 601	0%	8%
SOUS-TOTAL	Budget	10 386 859	29 452 504	7 317 466	5 390 191	52 547 020	2%	
	Dépenses	4 661 224	11 653 073	2 966 238	1 906 867	21 187 401	2%	40%
MOYEN-ORIENT								
Autres opérations au Moyen-Orient¹	Budget	3 347 500	1 426 475		15 665 975	20 439 950	1%	
	Dépenses	3 293 086	1 214 298		13 713 322	18 220 706	2%	89%
Iraq	Budget	45 131 455	195 930 798	16 793 571	89 502 844	347 358 668	14%	
	Dépenses	29 991 767	75 838 421	14 138 739	27 440 069	147 408 996	13%	42%
Israël	Budget	6 516 743			1 025 195	7 541 938	0%	
	Dépenses	3 342 056			912 033	4 254 089	0%	56%
Jordanie	Budget	52 809 945	298 150 990	45 289 042	12 128 205	408 378 182	17%	
	Dépenses	20 106 523	163 333 448	17 903 011	5 024 656	206 367 638	18%	51%
Liban	Budget	37 424 046	450 158 531	44 495 898	2 247 660	534 326 135	22%	
	Dépenses	40 157 131	217 662 708	38 011 029	2 486 656	298 317 525	26%	56%
Bureau multi-pays en Arabie saoudite²	Budget	5 553 128	6 111 299			11 664 427	0%	
	Dépenses	5 450 533	4 372 395	37	24	9 822 989	1%	84%
République arabe syrienne	Budget	46 779 176	319 571 999	98 622 620	105 056	465 078 851	19%	
	Dépenses	15 476 776	83 897 296	57 936 510	43 493	157 354 075	14%	34%
Yémen	Budget	25 503 913	251 470 498		14 487 500	291 461 911	12%	
	Dépenses	20 670 769	122 284 750	1 427	5 376 793	148 333 739	13%	51%
SOUS-TOTAL	Budget	223 065 906	1 522 820 589	205 201 131	135 162 435	2 086 250 061	86%	
	Dépenses	138 488 640	668 603 318	127 990 754	54 997 046	990 079 757	86%	47%
AFRIQUE DU NORD								
Algérie	Budget	4 298 516	31 003 861	8 792 983	776 336	44 871 697	2%	
	Dépenses	2 538 493	14 223 097	3 728 316	527 997	21 017 903	2%	47%
Égypte	Budget	26 109 163	66 259 930	27 747 260	5 873 296	125 989 649	5%	
	Dépenses	14 307 004	17 733 975	11 628 131	1 247 802	44 916 912	4%	36%
Libye	Budget	15 759 285	45 729 187	6 237 254	2 274 274	70 000 000	3%	
	Dépenses	8 105 137	23 363 454	4 463 095	2 031 711	37 963 396	3%	54%
Mauritanie	Budget	4 883 206	17 074 645	5 862 515	3 075 438	30 895 804	1%	
	Dépenses	5 791 639	12 134 439	2 889 855	1 987 514	22 803 447	2%	74%
Maroc	Budget	1 183 500		8 316 500		9 500 000	0%	
	Dépenses	1 887 581		5 493 826		7 381 407	1%	78%
Tunisie	Budget	5 967 514		2 543 006		8 510 520	0%	
	Dépenses	4 560 271	23	2 006 306	4	6 566 604	1%	77%
Sahara occidental - Mesures de rétablissement de la confiance	Budget		1 965 344	2 140 276		4 105 620	0%	
	Dépenses			1 746 958		1 746 958	0%	43%
SOUS-TOTAL	Budget	58 201 185	162 032 968	61 639 794	11 999 344	293 873 290	12%	
	Dépenses	37 190 125	67 454 987	31 956 487	5 795 027	142 396 626	12%	48%
TOTAL	Budget	291 653 950	1 714 306 061	274 158 391	152 551 969	2 432 670 371	100%	
	Dépenses	180 339 989	747 711 378	162 913 479	62 698 939	1 153 663 785	100%	47%

¹ Les montants pour le Bureau régional, les Activités régionales et Autres opérations au Moyen-Orient couvrent l'ensemble de la région.
² Inclut les activités au Koweït, au Qatar, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2022

349,8 millions de dollars dépensés via 181 partenaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord



Des femmes d'un groupe de réfugiés bénévoles s'occupent de jeunes plants d'arbres dans le camp de réfugiés de Mbera, en Mauritanie. Le groupe, Volontaires Réfugiés pour la Propreté du Camp, est dirigé par Hamo Walet Mohamed Ali, 35 ans, une réfugiée malienne, mère célibataire de quatre enfants qui vit dans le camp depuis 2012.

© HCR/Colin Delfosse

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD
USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
États-Unis d'Amérique		25 800 000	501 006 161	463 843	527 270 004
Allemagne		214 189 730	23 237 729	2 561 151	239 988 610
Union européenne				50 829 246	50 829 246
Royaume des Pays-Bas			15 247 436	29 941 633	45 189 069
Japon		738 674	4 000 000	20 923 529	25 662 202
Canada			25 510 204	115 020	25 625 224
Italie			6 685 911	9 821 627	16 507 539
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)		10 695 102	3 552 695	10 363	14 258 159
Fonds central pour les interventions d'urgence				13 922 742	13 922 742
Danemark		7 701 962	1 862 731	2 524 870	12 089 563
Donateurs privés au Qatar		57 781	13 118	10 318 410	10 389 310
Donateurs privés aux Émirats arabes unis		515 844	93 075	8 858 658	9 467 577
France			8 913 043	271 739	9 184 783
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			671	8 431 905	8 432 576
Norvège			6 964 452	1 280 995	8 245 447
Qatar		1 451 624		6 502 672	7 954 296
Donateurs privés au Japon				7 201 294	7 201 294
Suisse			6 663 513	278 147	6 941 660
Suède		2 647 183	3 176 620	233 126	6 056 929
Autriche			2 211 362	3 540 948	5 752 310
Fonds de financement commun par pays			1 421 235	3 774 984	5 196 219
Belgique				4 012 036	4 012 036
Espagne				3 348 429	3 348 429
Donateurs privés au Liban		280 046	48 841	2 229 843	2 558 731
Finlande		2 252 252			2 252 252
Koweït			129 756	2 035 734	2 165 490
Donateurs privés en République de Corée		1 931 345	5 461		1 936 805
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)		133 951	70 384	1 538 918	1 743 252
Luxembourg			1 548 576	174 825	1 723 401
République de Corée			1 700 000		1 700 000
Irlande			1 689 189		1 689 189
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)		568 957	534 220	310 799	1 413 976
Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)		987 689	260 128	164 164	1 411 981
Donateurs privés au Canada		156 063	614 305	606 041	1 376 410

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD
USD

DONATEUR	Sans affectation	Légèrement affectées	Affectées	Strictement affectées	TOTAL
Donateurs privés au Koweït		161 311	39 423	1 061 394	1 262 128
Donateurs privés en Égypte		64 967	41 613	1 020 604	1 127 184
Australie			1 098 901		1 098 901
Donateurs privés en Arabie saoudite		114 149	11 710	959 489	1 085 349
Donateurs privés au Bahreïn				1 025 000	1 025 000
Fédération de Russie		300 000	500 000		800 000
Monaco				643 358	643 358
Donateurs privés en Chine		504 525	20 692	72 809	598 025
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique			500 000		500 000
Donateurs privés au Luxembourg				477 327	477 327
Islande		236 967	222 338		459 304
Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)		2 689	1 127	263 158	266 974
Grèce				250 501	250 501
Donateurs privés en Thaïlande				214 284	214 284
Pologne		208 073			208 073
Donateurs privés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord		70 836	14 557	105 843	191 236
Groupe de la Banque africaine de développement				180 315	180 315
Donateurs privés à Singapour		18 411	18 133	120 194	156 738
Donateurs privés à Oman		38 270	4 996	70 007	113 273
Liechtenstein		108 225			108 225
Maroc				95 811	95 811
Malte		41 152	45 045		86 197
Fonds d'affectation spéciale multi-partenaires des Nations Unies pour la prévention des violences sexuelles en période de conflit				44 296	44 296
ONUSIDA				41 625	41 625
Slovénie		33 708			33 708
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix				23 333	23 333
Donateurs privés divers		239 172	237 539	65 029	541 740
SOUS-TOTAL ^{1,2}		272 250 660	619 916 890	202 962 068	1 095 129 617
Allocation indicative des fonds et ajustements ³	67 287 251	15 989 867	- 405 599	- 6 076 190	76 795 329
TOTAL	67 287 251	288 240 527	619 511 290	196 885 878	1 171 924 946

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.
² Inclut des contributions affectées aux situations de l'Iraq et de la République arabe syrienne.
³ L'allocation indicative des fonds et les ajustements incluent des fonds provenant des financements sans affectation ou flexibles que le HCR a alloués à la région ainsi que les ajustements liés aux coûts indirects d'appui aux programmes et les reports de fonds des années précédentes.

Domaines d'impact



Des filles assistent à un cours dans l'école secondaire de Lower Sheikh Mesri à Jalalabad, en Afghanistan, où un projet pilote soutenu par le HCR fait appel à des enseignants volontaires. Comme les filles de plus de 6 ans ne peuvent plus aller à l'école en Afghanistan, les locaux sont utilisés seulement pour les garçons âgés de 7 ans et plus pendant l'après-midi.

© HCR/Oxygen Film Studio (AFG)

En 2022, le HCR a pu observer des changements mesurables grâce à son action et à celle de ses partenaires dans les quatre domaines d'impact. Cela constitue un résultat notable dans un contexte de déplacements sans précédent, marqué par des catastrophes dans de nombreux pays, de l'Ukraine à la Corne de l'Afrique, en passant par l'Afghanistan et au-delà. La situation d'urgence en Ukraine a engendré une augmentation historique du nombre de personnes ayant besoin d'une protection internationale. La réponse à la crise a été rapide et marquée par un immense élan d'empathie envers

les millions de réfugiés, dont une grande majorité de femmes et d'enfants, qui ont fui vers l'ouest de l'Europe. Cet empressement à protéger les personnes affectées a constitué à maints égards une réponse exemplaire à une situation d'urgence : ouverture des frontières, mise à disposition de modes de déplacement et d'hébergements, possibilité de travailler et d'étudier, octroi d'une [protection temporaire](#) (en anglais) aux réfugiés et inclusion dans les communautés d'accueil. Toutefois, les personnes apatrides fuyant le conflit ont fait face à des obstacles supplémentaires dans leur quête de

sécurité, et beaucoup n'ont pas bénéficié du même niveau de protection que les autres personnes en fuite. L'année 2022 a également connu un terme historique à une situation de déplacement prolongée : la cessation du statut de réfugié pour les réfugiés ivoiriens après deux décennies de conflit et d'instabilité politique. Plus de 310 000 Ivoiriens, soit 96% des Ivoiriens précédemment enregistrés comme réfugiés dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, sont rentrés dans leur pays.

La solidarité exprimée à l'égard des réfugiés d'Ukraine et l'application de la clause de cessation aux réfugiés ivoiriens ont cependant constitué des exceptions. Pour la grande majorité des personnes déracinées ou apatrides, 2022 a été une année de vulnérabilité accrue et de rétrécissement de l'espace de protection, sans aucune solution en vue. Lorsque les conflits ne faisaient pas rage, ils couvaient souvent, empêchant les retours durables vers des pays en paix. Une paix durable et stable et des solutions étaient désespérément nécessaires en Afghanistan, au Burkina Faso, au Cameroun, en Colombie, en Éthiopie, en Haïti, en Libye, au Mozambique, au Myanmar, au Nicaragua, en République arabe syrienne, en République bolivarienne du Venezuela, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan du Sud, au Soudan et au Yémen.

La guerre en Ukraine a engendré une augmentation record du [prix des denrées alimentaires](#) (en anglais), créant un énorme fardeau pour les pays les plus pauvres ayant déjà subi une augmentation de leurs [dettes](#) pendant la pandémie. Les catastrophes liées au climat, notamment la [sécheresse historique dans la Corne de l'Afrique](#) et les terribles [inondations au Pakistan](#) (en anglais), ont ajouté la faim, la maladie, la compétition pour les ressources et la vulnérabilité à cette situation déjà complexe.

Bien que le monde se relevait progressivement de la pandémie de COVID-19, le retour à la normale a été beaucoup plus lent pour les personnes déracinées ou apatrides. Le virus a continué à être fréquemment invoqué pour maintenir des restrictions à l'entrée et à l'asile, les ressources des ménages ont été épuisées et il n'y avait aucun moyen de récupérer les moyens de subsistance ou la scolarité perdus. L'aggravation de la pauvreté, de la faim et du désespoir a conduit certaines personnes à s'exposer

à des risques comme l'exploitation sexuelle ou à entreprendre des périple dangereux dans l'espoir de trouver la sécurité. De nombreuses personnes déplacées ou apatrides ont subi des discriminations, des violences et une marginalisation, aggravant l'exclusion et les risques pour certains groupes particuliers en raison de leur âge, de leur genre, de leur handicap, de leur appartenance ethnique ou de leur orientation sexuelle. Les normes de genre restrictives ont mis les femmes et les filles particulièrement en danger.

En bref, de nombreuses personnes déracinées ou apatrides dans le monde ont dû faire face à une existence reposant sur des fondations fragiles. Grâce au soutien de partenaires du développement et d'autres acteurs, de nombreux gouvernements ont accordé aux populations déracinées un accès accru aux droits et aux services. Cependant, certains gouvernements ont criminalisé l'entrée et le séjour irrégulier, ont fait un amalgame entre mouvements mixtes et préoccupations sécuritaires, ou ont réaffecté des financements pour servir un programme politique national plutôt qu'à la protection des personnes forcées de fuir. L'augmentation des dangereuses traversées de la [mer Méditerranée](#) (en anglais), [du golfe du Bengale et de la mer d'Andaman](#) (en anglais) ainsi que de la région du [Darién](#) (en anglais) au Panama, a révélé une tendance très préoccupante. Le HCR a enregistré une hausse de 156% des cas de troubles civils, principalement des rassemblements publics non violents où des demandeurs d'asile et des réfugiés réclamaient que des mesures soient prises pour résoudre leurs difficultés, exprimant souvent une colère vis-à-vis des autorités locales et des politiques nationales, et dénonçant l'hostilité à l'égard des étrangers, le manque de documents ou de places de réinstallation, ainsi que l'accès limité à la santé et à l'éducation. De nombreux survivants ont été confrontés à des renvois forcés, des refoulements, des détentions ou de longs délais de traitement de leur demande d'asile, se retrouvant dans l'incapacité de vivre une vie normale. Les opérations du HCR estiment que plus de 105 000 refoulements ont été confirmés ou ont probablement eu lieu au cours de l'année 2022.

Dans ce contexte, le HCR s'est efforcé d'obtenir des résultats pour toutes les personnes déracinées ou apatrides.

Domaine d'impact 1



Une demandeuse d'asile burkinabé est enregistrée à Téra, au Niger, après avoir fui les attaques de groupes armés au Burkina Faso.

© HCR/Boubacar Younoussa Siddo

Créer des environnements de protection favorables (Protéger)

Principaux indicateurs pour le domaine d'impact « Protéger » en 2022

PROTÉGER		Populations concernées	Pourcentage de pays rapportant un indicateur:			
			En dessous de 25%	25-50%	50-75%	Au-dessus de 75%
	Proportion de personnes sollicitant une protection internationale qui sont en mesure d'accéder aux procédures d'asile	Réfugiés et demandeurs d'asile	16%	4%	8%	72%
	Proportion de personnes qui sont en mesure de circuler librement à l'intérieur de leur pays de résidence habituelle [Pacte mondial sur les réfugiés 2.1.2]	Réfugiés et demandeurs d'asile	11%	4%	4%	81%
		Apatrides	10%	5%	0%	85%
			Pourcentage de pays rapportant un indicateur de:			
			0	1-10	11-50	50+
	Nombre de personnes signalées comme victimes de refoulement		55%	21%	9%	15%

Au cœur du mandat du HCR se trouvent les efforts de l'agence pour mobiliser les autres acteurs en vue de créer des environnements de protection favorables aux personnes déracinées ou apatrides. En 2022, le HCR a plaidé avec force et sans relâche pour sauvegarder les principes de protection, l'accès au territoire et à l'asile, et les droits et la dignité des personnes affectées par les déplacements.

En 2022, il y a eu des preuves visibles des effets positifs de l'engagement plus important des parties prenantes à la suite de l'affirmation du Pacte mondial sur les réfugiés, du principe de « [ne laisser personne de côté](#) » ainsi que d'autres engagements, ce qui a renforcé l'environnement de protection pour les personnes déracinées ou apatrides dans de nombreux pays où le HCR intervient. Grâce à un meilleur engagement des partenaires du développement et de la consolidation de la paix, de la société civile, du secteur privé et d'autres, le HCR a constaté la mise en place de lois et de politiques plus inclusives et de capacités nationales renforcées pour inclure les personnes déracinées ou apatrides dans un certain nombre de pays.

Le HCR et ses partenaires se sont efforcés d'identifier, de protéger et d'assister les personnes déracinées ou apatrides, en tenant compte de leur âge, genre et origines diverses et ont défendu leurs droits, en s'opposant notamment à toute forme d'externalisation des responsabilités en matière d'asile. Le HCR a œuvré pour renforcer les systèmes d'asile des États et pour promouvoir la solidarité envers les pays d'accueil de réfugiés, notamment en dirigeant les [réponses régionales pour les réfugiés](#) (en anglais).

Le HCR a contribué à la réponse inter-agences dans 37 pays confrontés à des déplacements internes en dirigeant le Groupe sectoriel mondial de la Protection. Il s'est félicité de l'engagement plus large attendu par le lancement du [Programme d'action sur les déplacements internes](#) du Secrétaire général des Nations Unies.

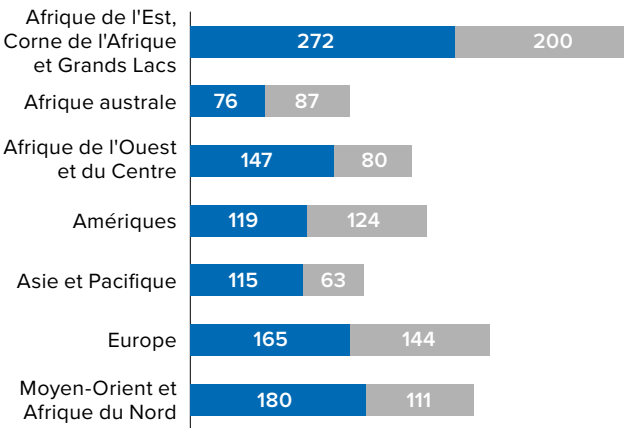
Le HCR a plaidé en faveur et fourni une assistance technique pour réformer les politiques de prévention et de réduction de l'apatridie, et 13 États ont

Dépenses et budget mondiaux pour le domaine d'impact "Protéger"

1,216 milliard de dollars dépensés sur un budget total de **2,031 milliards de dollars**

815 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **40%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

amélioré leurs lois, leurs politiques et leurs procédures sur la nationalité. Parmi eux, le Libéria est devenu le troisième pays depuis le début de la [campagne #IBelong](#) (#JExiste) à réformer sa législation en vue d'accorder les mêmes droits aux femmes et aux hommes pour transmettre leur nationalité à leurs enfants.

Le HCR a souligné le besoin d'investissements politiques et économiques beaucoup plus importants pour mettre fin à la violence et établir la stabilité, l'état de droit et des cadres solides pour la protection des droits humains. Il a aidé à forger des coalitions avec le pouvoir pour atténuer ou mettre fin aux crises de déplacement. Une réunion ministérielle à Yaoundé a convenu d'instaurer [une plateforme de solutions au bénéfice des réfugiés centrafricains](#) qui s'ajoute aux [initiatives](#) (en anglais) déjà en place pour les crises en Afghanistan, en Amérique centrale et au Mexique, ainsi qu'en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique.

Domaine d'impact 2



Des enfants réfugiés d'Ukraine jouent dans le centre de services intégrés Romexpo mis en place par le HCR à Bucarest, en Roumanie, où les réfugiés ont accès à des services juridiques, sociaux, médicaux et autres, fournis par le HCR, ses partenaires et les autorités.

© HCR/Mihai von Eremia

Réaliser le respect des droits fondamentaux dans des environnements sûrs (Répondre)

Principaux indicateurs pour le domaine d'impact « Répondre » en 2022

RÉPONDRE		Populations concernées	Pourcentage de pays rapportant un indicateur:			
			En dessous de 25%	25-50%	50-75%	Au-dessus de 75%
	Proportion de personnes résidant dans des sites d'installation physiquement sûrs et sains, avec un accès aux services de base	Déplacés internes	50%	13%	17%	21%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	17%	10%	10%	62%
	Proportion de personnes ayant accès aux services de santé	Réfugiés et demandeurs d'asile	4%	3%	14%	79%
		Apatrides	5%	21%	21%	53%

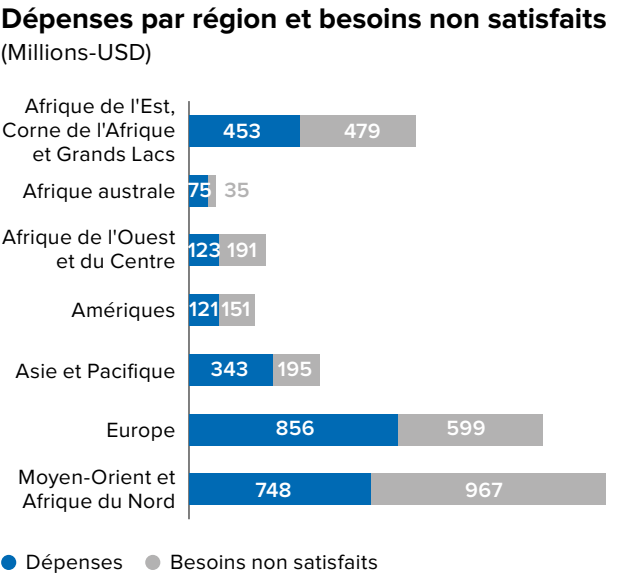
En tant que principal acteur humanitaire, le HCR anticipe les situations d'urgence et, lorsqu'elles surviennent, répond rapidement et veille à ce que les personnes soient à l'abri du danger, à ce que leurs droits fondamentaux soient respectés et à ce que leurs besoins essentiels soient satisfaits. En 2022, les capacités de réponse d'urgence du HCR ont été testées à leur maximum. Il a réussi à répondre aux besoins humanitaires record en renforçant considérablement sa réponse d'urgence dans de nombreux pays. Une grande partie du succès a été liée à une préparation proactive, à des déploiements d'urgence et à de fortes capacités d'approvisionnement, ainsi qu'au personnel du HCR, aux partenaires et aux autres agences de la famille des Nations Unies qui ont travaillé sans relâche pour garantir que les besoins essentiels soient satisfaits, que des vies soient sauvées, que des abris, une protection et de la nourriture soient fournis, et que des services soient mis en place.

Alors que le HCR a répondu avec succès aux situations d'urgence dans ces circonstances, ces expériences lui ont aussi permis de devenir un partenaire humanitaire plus fort. La situation sans précédent en Ukraine et dans les pays voisins a déclenché une période de réflexion pendant laquelle le HCR s'est lancé dans la révision et l'actualisation de ses procédures d'urgence, lorsque cela était nécessaire, et a renforcé sa formation aux situations d'urgence.

Tout en répondant aux situations d'urgence, les opérations du HCR ont fourni une assistance pour satisfaire les besoins essentiels des personnes déracinées ou apatrides dans le monde en délivrant des documents d'identité vitaux, en soutenant l'éducation et la santé, en offrant des hébergements, en donnant des conseils juridiques, en apportant des suppléments nutritionnels, du soutien psychosocial et en santé mentale, ainsi qu'une aide juridique.

Tout en intervenant dans les situations de déplacement à travers les frontières, le HCR a également collaboré avec 37 pays confrontés à des situations de déplacement interne et joué un rôle moteur en coordonnant les groupes sectoriels des organisations humanitaires mais aussi en apportant une assistance directe.

Dépenses et budget mondiaux pour le domaine d'impact "Répondre"
3,085 milliards de dollars dépensés sur un budget total de **5,759 milliards de dollars**
2,674 milliards de dollars de besoins non satisfaits, soit **46%** du budget



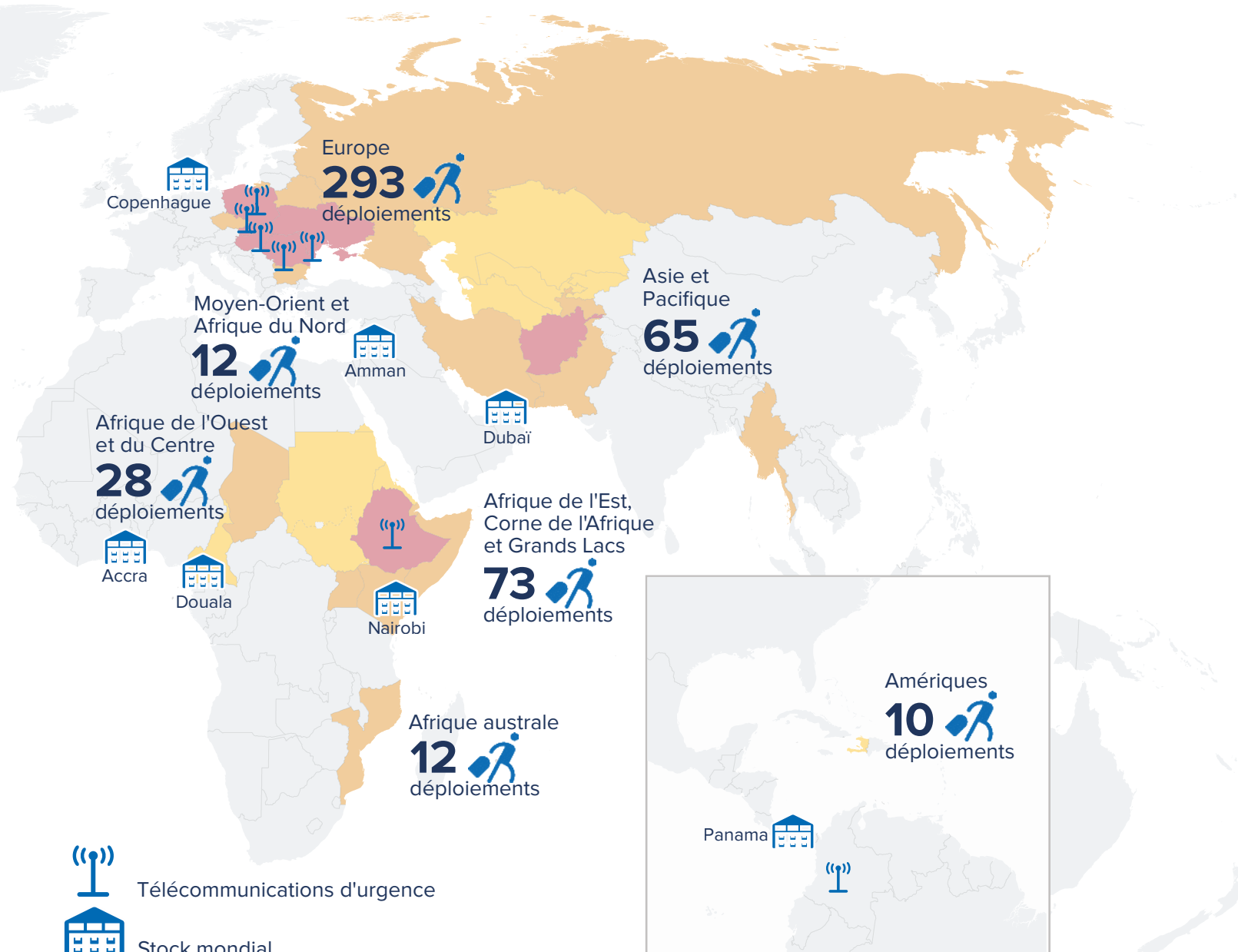
La pandémie a affaibli les systèmes d'éducation et de santé, et les investissements ont été insuffisants pour combler les lacunes en matière de scolarisation, en particulier pour les filles, et pour assurer une couverture vaccinale contre des maladies comme la rougeole et le choléra. Mais la pandémie de COVID-19 a aussi stimulé l'intérêt pour l'inclusion des réfugiés dans les dispositifs nationaux de soins de santé et de protection sociale, et les avantages de l'inclusion ont encore été démontrés par l'accueil réservé aux réfugiés ukrainiens dans toute l'Europe. Le HCR a œuvré pour recueillir un maximum de données prouvant la nécessité d'inclure toutes les personnes déracinées ou apatrides dans les systèmes nationaux de protection sociale, ainsi que dans le secteur financier. Après avoir mené des projets communs au Brésil (en anglais), au Kenya (en anglais) et ailleurs, le HCR et la Société financière internationale (en anglais) ont dévoilé une initiative visant à attirer les financements du secteur privé et à offrir des perspectives économiques aux réfugiés et à leurs communautés d'accueil.

Préparation et réponse aux situations d'urgence en 2022

Déclarations d'urgence du HCR*

Niveau 3	8	Réponse de l'ensemble du HCR Situation exceptionnellement grave dépassant la capacité de réponse régionale.
Niveau 2	21	Renforcement du soutien aux bureaux régionaux Une situation humanitaire qui évolue rapidement et nécessite un soutien et des ressources supplémentaires.
Niveau 1	23	Préparation proactive et réponse initiale Risque élevé d'une urgence humanitaire dépassant la capacité de réponse opérationnelle actuelle.

*Ces chiffres incluent les nouvelles urgences déclarées en 2022 et les urgences prolongées de 2021. Si un pays avait plus d'un niveau d'urgence en 2022, le niveau le plus élevé est représenté sur la carte.



Articles de première nécessité

37 millions de dollars d'articles de première nécessité expédiés pour répondre à **125 demandes**

— par air — par mer — par route —



876 Tonnes **2605 Tonnes** **4940 Tonnes**

25 rotations aériennes de Dubaï, Accra, Amman

— transportant —

Couvertures 3,3M	Bâches plastiques 1,7M	Seaux 676K
Nattes de couchage 1,2M	Moustiquaires 1,6M	Ustensiles de cuisine 843K
Jerrycans 985K	Tentes 50K	Lampes solaires 724K

25 millions de personnes

— Stocks de base —

Le HCR a maintenu des stocks pour subvenir aux besoins de **1 000 000** de personnes

Déploiements d'urgence

492 déploiements

54 pays

Les déploiements d'urgence par le biais des fichiers d'urgence ont augmenté de 30% en 2022 (dont 297 déploiements de personnels du HCR dans 29 pays et 195 déploiements de personnels des partenaires d'intervention d'urgence dans 48 pays), apportant ainsi une gamme d'expertises pour renforcer les réponses aux situations d'urgence de grande échelle, complexes, de longue durée ou progressives. De plus, plus de 200 personnels du HCR ont effectué des missions d'urgence principalement pour soutenir la réponse à la crise en Ukraine.

Télécommunications d'urgence



— soutenant —

Éducation **Santé** **Moyens de subsistance** **Protection**

+ de 200 sites connectés dans 7 pays



500 000 personnes déracinées

Apporter une connexion Wi-Fi permet de mener des activités allant de l'enregistrement des réfugiés à la réunification des familles ainsi que de donner un accès à l'éducation en ligne et à des opportunités en moyens de subsistance.

Formations aux urgences



286 membres du personnel préparés aux situations d'urgence

Des ateliers en personne et virtuels ont renforcé la préparation aux urgences du HCR et de ses partenaires à l'échelle mondiale et dans les pays à haut risque de déplacement. Les consultations du Manuel d'urgence du HCR en ligne, une référence numérique, ont atteint en moyenne 25 000 par mois.

Sécurité & gestion de crises



931 personnels du HCR et des Nations Unies formés à la sécurité et à la gestion de crises

Le HCR a renforcé la préparation à la sécurité du personnel, des gestionnaires et des professionnels de la sécurité, en particulier sur la sécurité des femmes, l'inclusion et la gestion des risques de sécurité, ainsi que sur la gestion des crises pour les responsables désignés des Nations Unies. De plus, le HCR a dirigé des sessions sur la planification, les analyses de sécurité ainsi que sur l'anticipation et la réponse aux crises lors de plusieurs retraites et ateliers régionaux.

Domaine d'impact 3

Fardosa Sirat Gelle travaille pour Radio Gargar depuis 2021 dans le camp de Hagadera, au Kenya. « J'aime responsabiliser les femmes par le biais de mon travail, spécialement avec cette radio qui est la seule qui transmet des informations aux réfugiées, » affirme-t-elle.

© HCR/Charity Nzomo

Responsabiliser les communautés et atteindre l'égalité des genres (responsabiliser)

Principaux indicateurs pour le domaine d'impact « responsabiliser » en 2022

RESPONSABILISER		Populations concernées	Pourcentage de pays rapportant un indicateur:			
			En dessous de 25%	25-50%	50-75%	Au-dessus de 75%
	Proportion de personnes ayant droit à un travail décent [Pacte mondial sur les réfugiés 2.1.1]	Réfugiés et demandeurs d'asile	23%	9%	9%	60%
		Apatriides	11%	15%	4%	70%
	Proportion de personnes scolarisées dans l'enseignement primaire [ODD 4.1.1]	Réfugiés et demandeurs d'asile	11%	13%	22%	55%
		Apatriides	7%	0%	7%	87%
	Proportion de personnes scolarisées dans l'enseignement secondaire [ODD 4.1.1]	Réfugiés et demandeurs d'asile	26%	24%	9%	41%
		Apatriides	8%	17%	0%	75%
	Proportion de personnes se sentant en sécurité quand elles marchent seules dans leur quartier [ODD 16.1.4]	Déplacés internes	11%	11%	37%	42%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	5%	16%	19%	60%
		Rapatrés	13%	0%	13%	75%
		Apatriides	0%	0%	0%	100%

Les programmes et les interventions du HCR placent les personnes et leurs communautés au centre des décisions concernant leur propre avenir et le développement de leurs communautés, en s'appuyant

sur leur libre arbitre, leur résilience, leurs connaissances et leur capacité d'action. En 2022, pour renforcer l'émancipation, l'égalité et la dignité, le HCR a centré ses efforts de plaidoyer et de

mobilisation sur le développement de l'accès à un travail décent, à l'éducation et sur le sentiment de sécurité.

Les enfants déplacés ou apatrides souffraient d'un désavantage évident en raison du manque d'éducation. En 2022, le taux brut de scolarisation avoisinait les 68% pour les enfants réfugiés en âge d'aller en cycle primaire. Mais un nombre limité d'entre eux accédait à l'enseignement secondaire, et près de la moitié de l'ensemble des enfants réfugiés étaient déscolarisés. Le HCR a soutenu l'éducation dans le monde entier, en participant notamment à la construction d'écoles en Afghanistan et à la fourniture de ressources pour les écoles au Soudan du Sud.

Pour les adultes en âge de travailler, le manque de possibilités de travail décent (en anglais) a constitué un obstacle majeur à leur émancipation. La plupart des pays d'asile interdisaient aux réfugiés de travailler, tandis que d'autres non. Par exemple, fin 2022, la Jordanie avait délivré plus de 340 000 permis de travail à des réfugiés syriens depuis 2016.

L'un des meilleurs moyens d'assurer la responsabilisation a consisté, pour le HCR lui-même, à montrer sa redevabilité envers les personnes avec lesquelles et pour lesquelles il travaille, et à veiller à ce qu'elles participent aux décisions les concernant. Cela s'est traduit par des interactions directes avec le personnel du HCR et des partenaires, une note de synthèse produite par une équipe spéciale inter-divisions (en anglais) sur la participation effective, des projets spécifiques tels que le Fonds d'innovation dirigé par des réfugiés et le soutien à la représentation et au leadership des communautés. Le HCR a mis en place un Conseil consultatif (en anglais) au niveau mondial, et s'est impliqué dans des évaluations participatives, des canaux de communication bilatérale, et des mécanismes de retour d'informations et de réponse.

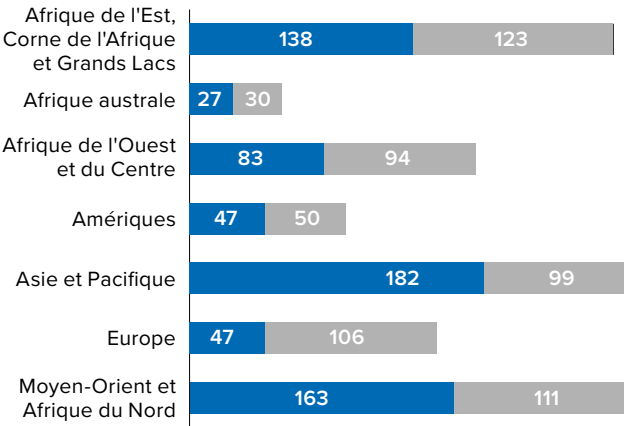
Le Prix de l'innovation du HCR pour les ONG (en anglais) 2022 a mis à l'honneur des organisations dirigées par des femmes et par des filles travaillant avec ou soutenant des réfugiés, des déplacés internes, des rapatriés, des apatrides et des communautés d'accueil. Des efforts spécifiques ont été faits pour promouvoir l'égalité des genres et l'inclusion des personnes de tous les âges, genres, handicaps et origines diverses.

Dépenses et budget mondiaux pour le domaine d'impact "Responsabiliser"

799 millions de dollars dépensés sur un budget total de 1,431 milliard de dollars

632 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit 44% du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

La collaboration accrue du HCR avec des acteurs du développement comme la Banque mondiale (en anglais) a permis de produire plus de données sur les dimensions genrées des déplacements forcés et de l'apatridie, apportant des éléments objectifs pour renforcer les appels du HCR en faveur de la responsabilisation et de l'inclusion. Le Haut Commissaire a utilisé sa renommée mondiale pour dénoncer l'injustice de l'inégalité vaccinale contre le COVID-19 et la discrimination raciale (en anglais) à l'encontre des réfugiés non-ukrainiens. Il s'est également exprimé contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, qui affecte la participation des personnes LGBTIQ+ et de leurs organisations, en particulier en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

Pour exercer leurs droits, les personnes doivent être juridiquement visibles et reconnues. Le HCR a œuvré pour garantir qu'elles soient enregistrées et disposent de documents, et pour leur inclusion dans les systèmes et services nationaux, dans les mêmes conditions que les citoyens nationaux. Il a aussi plaidé pour que les apatrides aient droit à une nationalité, en soulignant en particulier les pratiques discriminatoires fondées sur le genre.

Domaine d'impact 4



Mohamad Jolak, 30 ans, reçoit quatre moutons et 150 kg d'orge de la part du HCR, ce qui lui permet de se lancer dans l'élevage et de subvenir à ses besoins et à ceux de sa mère. Ils ont fui leur village en République arabe syrienne en 2014, en abandonnant tout derrière eux, et ils y sont revenus en 2018.

© HCR/Emad Kabbas

Trouver des solutions (Résoudre)

Les solutions constituant l'un des fondements d'une protection durable, le HCR cherche à créer les conditions permettant de parvenir à des solutions en formant des coalitions pour soutenir

Principaux indicateurs pour le domaine d'impact « résoudre » en 2022

-  **339 301** réfugiés et demandeurs d'asile sont rentrés volontairement dans la sécurité et la dignité dans leur pays d'origine [Pacte mondial sur les réfugiés 4.2.1]
-  **58 457¹** réfugiés et demandeurs d'asile sont partis vers un pays de réinstallation [Pacte mondial sur les réfugiés 3.1.1]
-  **17 694²** réfugiés et demandeurs d'asile sont partis dans le cadre de voies complémentaires d'admission [Pacte mondial sur les réfugiés 3.2.1]
-  **32 426** apatrides ont obtenu une nationalité ou reçu une confirmation de leur nationalité
-  **6,6 millions** de réfugiés et demandeurs d'asile ont obtenu un statut de résident ou une confirmation de leur statut de résident

¹ Départs de réinstallation facilités par le HCR uniquement.
² Il s'agit d'une sous-estimation qui reflète les informations préliminaires dont disposaient les opérations du HCR au début de l'année 2023. Les données relatives aux admissions par les voies complémentaires restent incomplètes et indicatives en raison d'un manque d'enregistrement systématique des réfugiés accédant à ces filières.

les gouvernements et une stabilité socioéconomique, propice aux retours ou à l'intégration locale. En 2022, le [Dialogue du Haut Commissaire sur les défis de protection](#) a largement souligné l'importance des partenariats avec les acteurs du développement pour trouver des solutions – dans la mesure où les familles qui rentrent dans leur foyer, se réinstallent, poursuivent leur déplacement ou restent dans le pays où elles ont demandé l'asile, ont toutes besoin de solutions. Quelques succès peuvent être mis en lumière – comme la mise en œuvre de la [stratégie de solutions globales pour les réfugiés ivoiriens](#) et la cessation de leur statut de réfugié, ou la citoyenneté accordée à la [minorité Pemba apatride du Kenya](#), ainsi que [le retour de 21 000 réfugiés burundais](#) dans leur pays.

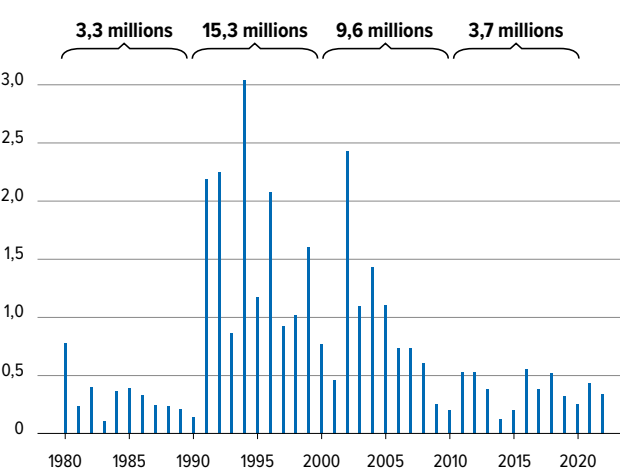
Toutefois, le nombre de retours en 2022 a atteint à peine un dixième du chiffre d'il y a 30 ans. Les financements humanitaires ont été trop limités, le soutien aux solutions étant souvent moins prioritaire que l'aide vitale plus urgente. L'évaluation par le HCR des [programmes et des activités de rapatriement \(2015-2021\)](#) (en anglais) a identifié des améliorations potentielles que le HCR intègre désormais dans ses stratégies futures.

La réinstallation et les voies complémentaires d'admission ont représenté les seules options pour de nombreuses personnes. Le HCR a estimé que près de [1,5 million de réfugiés](#) (en anglais) avaient besoin

d'une réinstallation et a soumis 116 500 demandes de réinstallation. Bien que 114 300 personnes aient été réinstallées – dont 58 457 avec l'aide du HCR, contre 39 266 en 2021 – ce chiffre est inférieur aux tendances antérieures à la pandémie de COVID-19 et reste insuffisant pour réduire la liste d'attente dans le monde. 5,7 millions de déplacés internes sont rentrés dans leurs lieux d'origine, en hausse par rapport à 5,3 millions en 2021, mais le nombre de nouveaux déplacés internes a augmenté plus vite que celui des retours.

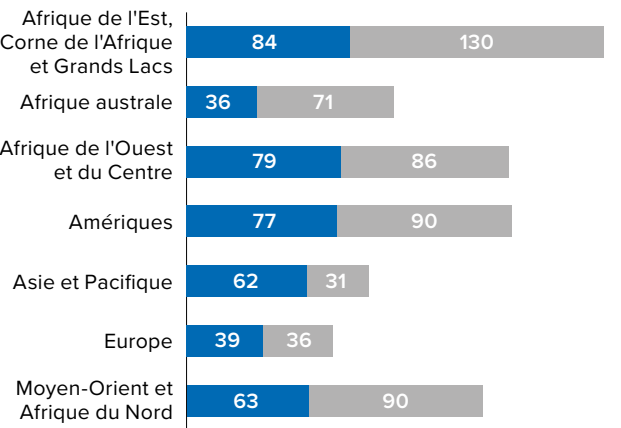
Le HCR a redoublé d'efforts pour améliorer l'accès aux [voies complémentaires d'admission](#) (en anglais) afin que les réfugiés aient davantage de possibilités pour sortir de leur situation de déplacement. Les Nations Unies ont pris des mesures concrètes pour attirer davantage l'attention sur les déplacements internes, et le HCR a soutenu le lancement du [Programme d'action du Secrétaire général](#) contenant 31 « engagements des Nations Unies » spécifiques, ainsi que la nomination d'un [Conseiller spécial pour les solutions à apporter à la question des déplacements internes](#) (en anglais). Au Mexique et au [Brésil](#), des réfugiés ont été volontairement relocalisés vers des régions offrant de meilleures perspectives d'emploi et d'intégration. Plusieurs milliers de réfugiés ont choisi de rentrer par leurs propres moyens vers le Soudan du Sud, où le HCR a soutenu des « [Poches d'espoir](#) » (en anglais) pour leur offrir un nouveau départ réussi dans des zones de relative stabilité. La coordination des efforts des Nations Unies, essentielle pour soutenir les solutions, a été renforcée grâce au « [Cadre mondial de collaboration pour l'inclusion et les solutions](#) » (en anglais)

Retours de réfugiés par décennie (Millions)



Dépenses et budget mondiaux pour le domaine d'impact "Résoudre"
500 millions de dollars dépensés sur un budget total de **1,054 milliard de dollars**
554 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **53%** du budget

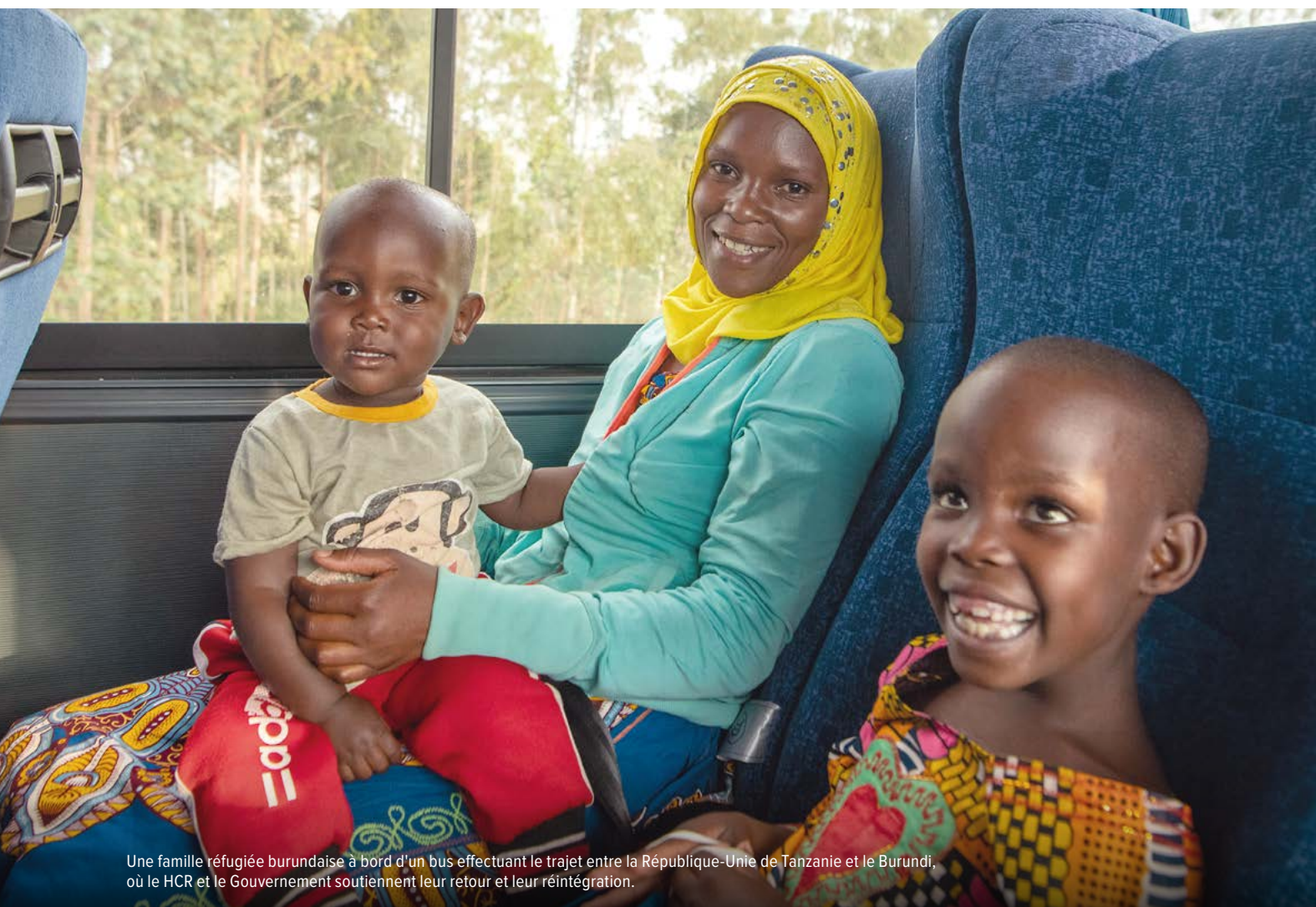
Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits
commun au HCR et au PNUD, et au « [Cadre d'engagement](#) » (en anglais) commun au HCR et à l'OIM.

Les approches régionales face aux questions de déplacement ont également réalisé des progrès. Coorganisée par le HCR, la [Déclaration de Yaoundé sur les solutions](#) dans le cadre des déplacements forcés liés à la crise centrafricaine a engagé sept gouvernements à adopter une approche régionale concernant 1,4 million de Centrafricains déplacés. Aux Amériques, les États membres du [Cadre régional global de protection et de solutions](#) (MIRPS) (en anglais) ont réaffirmé leur engagement pour trouver des solutions pour cinq années supplémentaires. Le HCR a également soutenu les mécanismes de coordination pour aider à développer des instruments politiques nationaux orientés sur la recherche de solutions au Burkina Faso, [au Cameroun](#), au Ghana, au Mali et au Niger.

Plusieurs événements historiques ont marqué le combat contre l'apatridie: [les Philippines](#) sont devenues le 78^e État à adhérer à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, et des Recommandations internationales sur les statistiques relatives à l'apatridie ont été soumises pour adoption à la Commission Statistique des Nations Unies. Cela laisse présager une avancée majeure concernant les données sur l'apatridie pour les années à venir.



Une famille réfugiée burundaise à bord d'un bus effectuant le trajet entre la République-Unie de Tanzanie et le Burundi, où le HCR et le Gouvernement soutiennent leur retour et leur réintégration.

© HCR Samuel Otieno

Le Pacte mondial en 2022 : avancées et temps forts

À un an du [Forum mondial sur les réfugiés](#) de 2023, l'année 2022 a été l'occasion de lancer les préparatifs avec toutes les parties prenantes et de développer les engagements soutenant les objectifs du [Pacte mondial sur les réfugiés](#), et de combler en particulier les écarts relevés dans le [rapport 2021 sur les indicateurs du Pacte mondial](#) (en anglais). Les priorités ont notamment consisté à promouvoir la coopération au développement pour diminuer la pression sur les pays d'accueil, à soutenir la mise en œuvre des engagements politiques visant à inclure les réfugiés dans les services nationaux et à améliorer leur autosuffisance en attendant de trouver des solutions durables, ainsi qu'à développer les possibilités de solutions durables comme la

réinstallation, les voies complémentaires d'admission et le retour volontaire.

À la fin de l'année 2022, 1676 engagements au total avaient été pris pour mettre en œuvre le Pacte mondial depuis le premier Forum mondial sur les réfugiés en 2019.

Par exemple, 55 engagements ont été pris par les États, le secteur privé et la société civile pour aider le Royaume hachémite de Jordanie, leader de la coopération entre les secteurs humanitaire et du développement, à renforcer la cohésion sociale et l'autosuffisance des réfugiés, notamment l'éducation et les moyens de subsistance.

En Afrique, pour aider les réfugiés à rentrer dans des conditions de sécurité et de dignité, la République de Corée a offert plus de 5 millions de dollars pour soutenir l'engagement pris par la République du Burundi de rapatrier les Burundais ayant demandé l'asile en République-Unie de Tanzanie.

Concernant le secteur privé, l'engagement pris par le groupe INGKA a permis à 765 réfugiés de s'inscrire dans le programme « [Compétences pour l'emploi](#) » (en anglais) dans 22 pays à la fin de 2022, contre trois pays lors du lancement de ce programme en 2020.

Des rapports d'avancement ont été reçus concernant plus de 1000 engagements, dont 27% étaient remplis et près de trois quarts en cours de réalisation. En 2022, 60 nouveaux engagements ont été pris, dont 36 par des villes en réponse à l'[Appel à l'action locale](#) (en anglais) pour les migrants et les réfugiés.

Dans la perspective du Forum mondial sur les réfugiés de 2023, plusieurs initiatives relatives au Pacte mondial ont également commencé à présenter leurs feuilles de route pour élaborer de nouveaux engagements liés aux engagements du secteur privé et à l'[Engagement commun des Nations Unies](#) (en anglais).

Afin de progresser dans le partage de la charge et des responsabilités, un [portail dédié à la correspondance des engagements pris dans le cadre du Forum mondial sur les réfugiés](#) (en anglais) a été lancé à l'automne 2022. Il présente des informations détaillées sur les engagements politiques pris par les pays d'accueil qui nécessitent un soutien financier, matériel ou technique pour faciliter leur mise en œuvre. Le HCR joue un rôle d'intermédiaire, facilitant et coordonnant les discussions entre les entités qui s'engagent.

Le Dialogue du Haut Commissaire sur les défis de protection, qui s'est tenu en décembre 2022 après [sept tables rondes régionales préparatoires](#) (en anglais), a réuni plus de 500 parties prenantes et a mis l'accent sur la façon dont la coopération au développement pourrait promouvoir la protection, l'inclusion et les solutions. Les expériences à suivre ont été compilées sur une [plateforme de ressources numériques](#) (en anglais) et divers partenaires ont été regroupés au sein de « laboratoires d'innovation » pour faire avancer les questions essentielles relatives à la coopération au développement. Cela a abouti à l'adoption de [neuf initiatives multi-acteurs](#) (en anglais) qui mobiliseront

des engagements pris dans le cadre du Forum mondial sur les réfugiés dans des domaines spécifiques relatifs à la coopération au développement.

En marge du Dialogue du Haut Commissaire, le HCR a organisé une réunion d'experts de haut niveau portant sur le « [Partage d'expériences sur l'utilisation des données, notamment le suivi financier, pour les plateformes de soutien au Pacte mondial sur les réfugiés](#) » (en anglais). Les participants ont échangé sur leurs expériences et les défis rencontrés afin d'identifier les besoins en matière de données, les opportunités et les recommandations pour mieux orienter le travail et évaluer l'impact des [plateformes de soutien](#) (en anglais).

Un [Conseil consultatif](#) (en anglais) représentatif et inclusif a été créé auprès du HCR, composé de 16 organisations dirigées par des personnes déracinées ou apatrides, et incluant divers groupes provenant des sept régions où le HCR intervient. En 2023-2024, le Conseil consultatif fournira des conseils au HCR sur la façon de renforcer les partenariats avec les organisations dirigées par des personnes déracinées ou apatrides et de les impliquer dans les préparatifs du Forum mondial sur les réfugiés.

Pour veiller à ce que les politiques mondiales bénéficient de l'expérience et de l'expertise des personnes déracinées ou apatrides, le HCR a lancé en novembre 2022 un appel à manifestation d'intérêt auprès des personnes ayant une expérience vécue du déplacement ou de l'apatridie, ainsi qu'une expertise dans les domaines relatifs au Pacte mondial sur les réfugiés, afin qu'elles participent aux préparatifs du Forum mondial.

Dans le cadre de la nouvelle approche du HCR en matière de gestion axée sur les résultats et de sa planification pluriannuelle en 2022, les bureaux régionaux et les opérations-pays ont déployé des efforts pour intégrer les objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés dans leurs orientations stratégiques, leurs cadres de résultats, l'élaboration de leur budget, ainsi que dans le suivi et l'évaluation de leurs programmes. 93 opérations-pays du HCR ont utilisé un « marqueur » Forum mondial sur les réfugiés dans leur planification pour 2023, et plus de 500 membres du personnel ont suivi une formation sur l'intégration du Pacte mondial sur les réfugiés dans leur planification pluriannuelle.

Domaine prioritaire



Le site de protection des civils à Malakal au Soudan du Sud, largement surpeuplé, accueille trois fois plus de personnes que sa capacité ne lui permet. De nouveaux arrivants, déplacés à cause des affrontements ayant éclaté en août 2022, se sont installés dans les écoles du site, obligeant de nombreux enfants à suspendre leur scolarité.

© HCR/Charlotte Hallqvist

Déplacements internes

Plus de 57,3 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur de leur pays à cause des conflits et des violences à la fin de l'année 2022. Depuis deux décennies au moins, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (déplacés internes) constituent la majorité des personnes déplacées de force dans le monde, et la plus forte population dont le HCR s'occupe, en particulier les personnes qui fuient des causes similaires à celles que fuient les réfugiés.

La réponse du HCR aux déplacements internes s'articule autour de quatre secteurs : la protection, les solutions et la résilience, les abris et l'engagement des communautés dans la gestion des camps.

Parmi les avancées en matière de **protection** figurent l'adoption par le Congrès du [Honduras](#) d'un nouveau cadre juridique sur les déplacés internes, ainsi que les mesures prises par le **Burkina Faso, l'Éthiopie,**

le Nigéria et le **Tchad** pour transposer en droit interne la [Convention de Kampala](#), la seule convention à l'échelle du continent visant à protéger les déplacés internes. Le HCR a publié le « [Rapport mondial sur les lois et les politiques en matière de déplacement interne : mise en œuvre de la responsabilité nationale](#) », qui fournit une analyse par pays de la législation et de la réglementation concernant la protection en matière de déplacement interne. Il a également présenté son analyse de la protection au niveau national aux États concernés, aux Coordonnateurs résidents, aux équipes de pays des Nations Unies et aux déplacés internes eux-mêmes. Cette analyse a été publiée à la fois par le [HCR](#) et par le [Groupe sectoriel mondial chargé de la protection](#) (GPC) (en anglais) dont il est le chef de file.

Pour relever le défi des déplacements internes, il faut mettre en avant et renforcer la responsabilité

première des États, y compris des acteurs non-étatiques le cas échéant, pour aider et protéger les personnes conformément aux droits humains et au droit international humanitaire. Au cours de l'année, le Groupe d'experts sur la protection des déplacés internes (IPEG), animé par le HCR en coopération avec le Rapporteur spécial sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays et le GPC, a effectué des visites de pays au [Soudan du Sud](#) (en anglais) et au [Honduras](#) (en anglais).

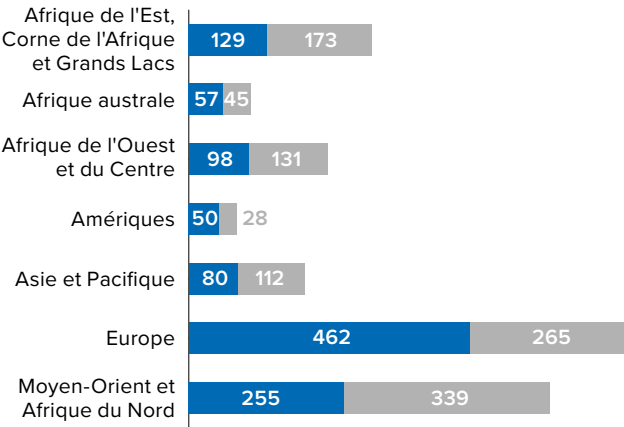
Des mesures ont également été prises pour s'adapter à la transition entre l'action humanitaire et le développement, en cours dans plusieurs pays. En **Irak**, par exemple, les groupes sectoriels créés pour traiter des questions de déplacement interne ont été désactivés et le HCR a réorienté son travail pour se préparer à l'interruption du Plan de réponse humanitaire. Le HCR et le HCDH codirigeront la

Dépenses et budget mondiaux pour la réponse aux déplacements internes

1,141 milliard de dollars dépensés sur un budget total de **2,236 milliards de dollars**

1,095 milliard de dollars de besoins non satisfaits, soit **49%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

[Plateforme de protection](#) (en anglais) nouvellement créée. Une transition similaire est aussi en cours aux **Philippines** et en **Libye**.

Dans un contexte difficile et très instable, la région Asie-Pacifique a connu un grand nombre de retours dans une situation de déplacements internes importante, et une hausse des nouveaux déplacements dans une autre situation.

D'après le HCR, plus de 1,3 million de déplacés internes sont rentrés dans leur foyer en **Afghanistan** depuis 2021 et la fin du conflit armé actif dans ce pays, dont 236 200 en 2022. Le HCR a privilégié les interventions permettant de stabiliser les communautés et de créer les conditions d'un retour durable grâce à des investissements dans l'éducation, dans les moyens de subsistance et dans la santé dans les zones prioritaires de retour et de réintégration, couplés à une assistance individuelle pour les rapatriés. Pour harmoniser les données sur les déplacés internes et les déplacés internes rapatriés, le HCR a lancé une collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations, concrétisant ainsi la recommandation internationale sur les statistiques relatives aux déplacés internes.

Le plaidoyer est également toujours en cours auprès des autorités de fait, en concertation avec les autres organisations des Nations Unies, pour lever l'interdiction faite aux femmes de travailler au sein des organisations non gouvernementales et des Nations Unies.

Au **Myanmar**, les déplacements internes ont augmenté de 124 % en 2022, atteignant 1,5 million de déplacés internes à la fin de l'année. Presque toutes les régions du pays ont été affectées. Avec un accès localisé à certaines régions du Myanmar, le HCR et ses partenaires ont fourni des articles de secours essentiels et des abris, respectivement à près de 500 000 et 100 000 autres personnes dans le besoin. En réponse aux retours à petite échelle qui ont eu lieu dans le nord-est du Myanmar, le HCR et ses partenaires ont soutenu des initiatives communautaires contribuant à favoriser la cohésion sociale et des pistes de solutions. Le HCR continue de plaider pour la levée des obstacles opérationnels à l'accès humanitaire.

Au **Yémen**, le nombre de déplacés internes a dépassé les 4,5 millions, dont 75% de femmes et d'enfants. 1,4 million de déplacés internes et de membres des communautés d'accueil ont bénéficié des interventions de protection et d'assistance du HCR. Il a fourni des services essentiels de protection, une aide juridique pour la délivrance des documents d'état civil et l'enregistrement, des conseils psychosociaux, tout en orientant les personnes vulnérables vers des services spécialisés. 32,8 millions de dollars d'aides en espèces, un outil de protection essentiel, ont été distribués à 582 600 déplacés internes.

En réponse à l'invasion massive de l'**Ukraine** par la Fédération de Russie, le HCR a considérablement renforcé ses opérations à la fois à l'intérieur du pays et dans les pays voisins qui accueillent des réfugiés. Pour soutenir les interventions menées par le Gouvernement à l'intérieur de l'Ukraine, huit nouveaux bureaux ont été créés, portant le nombre total de bureaux à onze dans tout le pays. Les activités du HCR pour la préparation à l'hiver, comme les aides financières complémentaires, les articles non alimentaires pour l'hiver, les améliorations apportées aux structures collectives d'accueil, et les réparations et isolations de maisons individuelles ont bénéficié à près de 1,5 million de personnes. Pour soutenir les systèmes nationaux,

le groupe sectoriel chargé de la protection dirigé par le HCR a fourni des services de protection à quelque 7,3 millions de personnes, dont 1,2 million par le HCR directement. L'engagement opérationnel du HCR en Ukraine a été centré sur la distribution de l'aide humanitaire, notamment des services psychosociaux et de protection, des abris d'urgence, des aides en nature et en espèces, en priorité dans les zones de front et les zones nouvellement accessibles. Il a aussi soutenu les réparations légères et intermédiaires des habitations endommagées par les hostilités, tout en préparant simultanément le terrain pour le redressement rapide et les solutions durables lorsque les conditions le permettaient.

En plus de la coopération permanente avec les communautés, un [Conseil consultatif](#) (en anglais) communautaire a été créé pour collaborer avec le HCR sur les meilleures pratiques en matière de coopération avec les partenaires locaux et cela représente une avancée majeure. Le HCR a également renforcé sa [collaboration avec les processus mis en place par le Comité permanent interorganisations des Nations Unies \(IASC\)](#) et contribué aux termes de référence de l'examen indépendant de l'IASC concernant les réponses humanitaires aux déplacements internes.

Le HCR a mené des interventions pour promouvoir des **solutions** dès le début des déplacements internes dans plusieurs pays comme l'**Éthiopie** et l'**Ukraine**, en collaborant avec les autorités, en permettant de faire un choix éclairé entre les différentes solutions et en intégrant la programmation des solutions dans la coordination des groupes sectoriels et dans d'autres processus. En 2022, 5,7 millions de déplacés internes sont rentrés dans leurs lieux d'origine dans le monde entier. Au **Cameroun**, le HCR a apporté un soutien au Gouvernement pour pouvoir dénombrer les déplacés internes dans le futur recensement.

Le HCR a également mis en œuvre le [Programme d'action du Secrétaire général de l'ONU sur les déplacements internes](#) et soutenu le travail du [Conseiller spécial pour les solutions à apporter à la question des déplacements internes](#) (en anglais), en détachant deux employés auprès de son Bureau.

Pour aider les autorités nationales et locales à réaliser de véritables changements et à parvenir à des solutions à leur portée, le HCR collabore avec l'ensemble du système des Nations Unies et

au-delà – plus particulièrement avec les experts du développement, de la paix et du climat. En 2022, le HCR et l'OIM se sont mis d'accord sur un « [Cadre d'engagement](#) » (en anglais), prévoyant des activités communes dans le domaine du plaidoyer, des communications et des projets, notamment pour renforcer les capacités des autorités nationales en matière de données. Un « [Cadre mondial de collaboration pour l'inclusion et les solutions](#) » (en anglais), adopté conjointement avec le PNUD, soutiendra des activités communes pour renforcer les capacités nationales et locales, notamment par le biais de programmes locaux et communautaires. Le [Centre commun de données](#) (en anglais) du HCR et de la Banque mondiale a amélioré la collecte, l'analyse et le partage de données socioéconomiques sur les déplacements forcés conformément aux normes internationales. Le HCR a également collaboré avec le FMI sur un engagement commun au plan macroéconomique dans la réponse aux déplacements internes.

Le HCR a déployé sa programmation « Building Blocks », un outil interne de planification de la mise en œuvre dans les contextes de déplacement interne. Il vise à ajuster et à adapter aux contextes locaux la programmation du HCR en matière de protection, d'abris, d'engagement communautaire et de solutions, en plaçant pour l'inclusion et en cherchant à soutenir et à améliorer les capacités nationales existantes et les infrastructures de services sociaux. Cet outil inclut des conseils techniques sur les principales activités et un cadre global de résultats lié à COMPASS, le nouveau cadre de gestion axée sur les résultats du HCR.

Le HCR a compilé un rapport sur son « [Engagement dans les situations de déplacement interne 2019-2021](#) » (en anglais), une mise à jour et une analyse globale de son engagement accru en faveur des déplacés internes depuis 2019.

Groupes sectoriels mondiaux

Le groupe sectoriel mondial chargé de la protection (GPC) renforce les capacités de coordination au niveau national, et soutient une analyse rapide de la protection fondée sur des données objectives afin de renforcer la prise de décisions et de mobiliser les efforts de protection. En 2022, le GPC a lancé une campagne intitulée « L'accès qui protège ».

Cette campagne a abouti à la publication d'un programme pour le changement en collaboration avec OCHA, qui reflète les apprentissages en matière d'accès et de protection. Le GPC a également produit une analyse pour soutenir les actions fondées sur des données objectives visant à faire face aux risques de protection, notamment 38 analyses de protection nationales et infranationales, des mises à jour trimestrielles sur la protection mondiale et un examen semestriel des aides financières. Le HCR dirige 29 des 32 groupes sectoriels chargés de la protection et mécanismes similaires, plaçant pour les droits de 113 millions de personnes ayant besoin de protection.

En 2022, le groupe sectoriel mondial chargé des abris (GSC) a mobilisé des efforts collectifs pour parvenir à des réponses humanitaires plus vertes et intelligentes face au climat dans le domaine des abris et des sites d'installation. La stratégie des groupes sectoriels 2018-2022 et les processus de gestion des informations ont fait l'objet d'une révision en 2022, dont les résultats ont guidé la nouvelle stratégie pour 2023. L'événement annuel organisé par le GSC a réuni plus de 125 participants ayant contribué à la révision de la stratégie. Des forums régionaux sur les abris ont également eu lieu en Afrique et en Asie pour aider les acteurs nationaux sur des questions et des approches définies localement. Le HCR dirige 20 des 32 groupes sectoriels chargés des abris et mécanismes similaires.

En 2022, la priorité du groupe sectoriel mondial chargé de la coordination et de la gestion des camps a été de renforcer la localisation, les solutions, l'action climatique, les actions transversales de protection et l'inclusion. La mise en place de lignes de communication directe avec les déplacés internes et les communautés dirigées par des déplacés internes a constitué la principale approche pour améliorer la redevabilité du groupe sectoriel envers les populations concernées. Le développement des capacités des acteurs humanitaires et des autorités dans ces domaines prioritaires et de la gouvernance responsable des sites s'est poursuivi tout au long de l'année. En partenariat avec le Groupe consultatif humanitaire, le groupe sectoriel a initié une série de consultations multipartites sur les progrès réalisés en matière de localisation, au sein des autres dossiers relevant du groupe sectoriel. Le HCR dirige ou codirige 19 des 22 groupes sectoriels actifs chargés de la coordination et de la gestion des camps et mécanismes similaires.



Domaine de réalisation 1

Dans le cadre de sa procédure d'enregistrement biométrique au centre de transit de Nyakabande à Kisoro, en Ouganda, Jile Patrick, 6 ans, est soumis à un scan de l'iris.

Accès au territoire, enregistrement et délivrance de documents



Le HCR s'efforce de promouvoir le respect du droit de demander et de bénéficier de l'asile en garantissant l'accès au territoire et aux procédures

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 137.)



Proportion de réfugiés et de demandeurs d'asile enregistrés à titre individuel



Proportion d'enfants âgés de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée par une autorité d'état civil [ODD 16.9.1 - alinéa 1]



Proportion de personnes rapatriées possédant des documents ou des papiers d'identité juridiquement reconnus [Pacte mondial sur les réfugiés 4.2.2]

d'asile, à l'enregistrement et à la délivrance de documents pour les réfugiés et les personnes sollicitant et ayant besoin d'une protection internationale.

Le HCR a coopéré avec les États du monde entier pour soutenir une gestion des frontières et des entrées préservant les considérations de protection, en renforçant notamment les réponses aux mouvements mixtes afin de prévenir les pertes en vies humaines lors des dangereuses traversées maritimes. Le HCR [a plaidé pour le renforcement des opérations de recherche et de sauvetage](#) des réfugiés et des migrants à bord d'embarcations en détresse. Il a félicité l'Indonésie d'avoir répondu rapidement et en temps opportun à sa demande de débarquement en permettant aux bateaux transportant des réfugiés Rohingyas de [débarquer à Aceh](#) (en anglais) en toute sécurité. Le HCR a également [plaidé pour la prise en compte des besoins de protection](#) dans les opérations de lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains.

Le HCR est intervenu dans des cas de refoulement et a travaillé avec les États, les autorités chargées de l'application de la loi, les instances judiciaires, les avocats et les partenaires pour renforcer les capacités et les connaissances des principes clés et des bonnes pratiques concernant l'accès au territoire, le principe de non-refoulement, et l'importance de délivrer des documents pour assurer le respect du droit international des réfugiés et des normes de protection internationale.

Le plaidoyer du HCR a permis de faire avancer la délivrance de documents de voyage au Japon, qui a commencé à en délivrer aux réfugiés, ainsi qu'au Bénin et au Sénégal, qui ont inclus des dispositions dans leurs nouvelles lois sur les réfugiés et les apatrides pour la délivrance de documents de voyage. La délivrance et la reconnaissance des documents de voyage des réfugiés sont devenues des sujets prioritaires pour l'Équipe spéciale mondiale sur la mobilité de la main-d'œuvre et pour les groupes travaillant sur les voies complémentaires d'admission à des fins de réunification familiale et d'éducation.

Pour faciliter la réponse d'urgence en Ukraine, le HCR a mis en place des systèmes d'enregistrement dans ses nouveaux centres de distribution d'espèces dans toute la région. Près de 500 000 réfugiés dans les pays voisins ont été enregistrés à titre individuel pour obtenir des aides en espèces, ainsi que plus de 800 000 personnes déplacées internes en Ukraine. Cela a marqué une étape importante pour le [système d'enregistrement PRIMES](#) (en anglais) du HCR, qui a achevé son déploiement mondial en 2022 au bout de cinq ans pour les opérations en faveur des réfugiés, et qui a été utilisé pour la première fois à cette échelle pour enregistrer les déplacés internes en Ukraine. À la fin de l'année, PRIMES contenait 25,6 millions de personnes dans proGres, sa plateforme d'enregistrement et de gestion des dossiers.

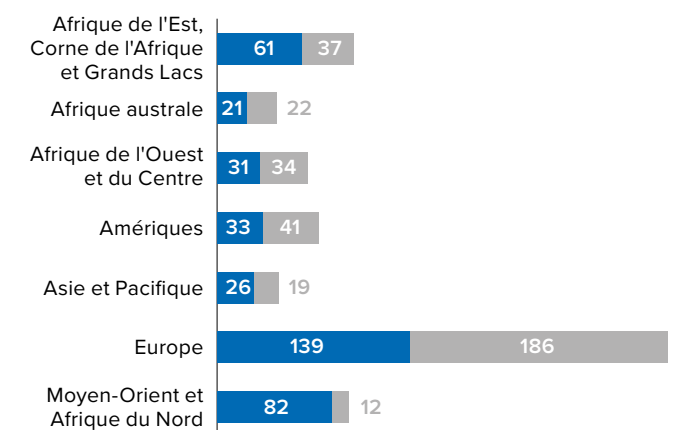
La pandémie et la crise en Ukraine ont mis en évidence la nécessité croissante d'effectuer l'enregistrement à distance, sans exclure les personnes qui ne peuvent pas ou ne veulent pas utiliser les services numériques. Le HCR a élaboré un dispositif qui permet aux personnes d'ouvrir un

Dépenses et budget mondiaux pour l'Accès au territoire, l'enregistrement et la délivrance de documents

393 millions de dollars dépensés sur un budget total de **744 millions de dollars**

351 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **47%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

compte à distance, en simplifiant l'enregistrement et en fournissant des informations essentielles en toute sécurité. Au fur et à mesure que la plateforme s'améliore, avec d'éventuels projets pilotes dans la Corne de l'Afrique et aux Amériques, le HCR développe ce dispositif de portail numérique pour révolutionner l'engagement communautaire, offrant aux personnes un accès sécurisé et personnalisé à leurs informations, à des canaux de communication et à des services, ce qui contribue à améliorer efficacement leur protection.

Après avoir effectué des recherches documentaires complètes en 2020 et 2021, le HCR a testé le concept avec succès dans des conditions réelles dans cinq opérations, afin de déceler tout biais et éléments discriminatoires dans les méthodes d'authentification biométrique. Les tests ont démontré le potentiel d'une authentification biométrique sécurisée et pilotée par les réfugiés, qui permet un accès à distance à des services de plus grande valeur.

Le HCR a préparé le transfert de sa base de données d'enregistrement centrale, proGres, vers une solution Cloud. Cela augmentera sa performance et son évolutivité, renforcera la sécurité des données et la stabilité du système, permettra des fonctionnalités plus souples et améliorera l'expérience des utilisateurs. Pour rendre le partage des données entre les partenaires plus rapide et plus fiable, le HCR a perfectionné le portail d'interopérabilité de PRIMES (PING) et il prévoit de lancer un projet pilote dans au moins deux opérations en 2023.

Défis à relever

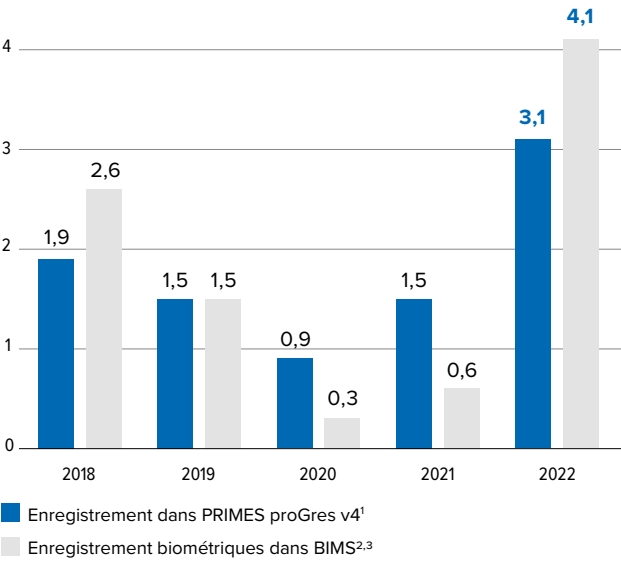
En réponse au nombre croissant de demandes d'asile, certains États ont tenté de se soustraire à leurs responsabilités en vertu du droit international en empêchant les demandeurs d'asile d'accéder à leur territoire ou en les transférant vers des pays tiers dépourvus de cadres de protection adéquats. Par conséquent, le HCR a observé de nombreuses violations du principe de non-refoulement, notamment des expulsions arbitraires et des renvois forcés violents en mer ou des réacheminements aux

frontières. Les défaillances dans les services de sauvetage et les délais pour identifier des lieux sûrs de débarquement après des sauvetages en mer ont causé des morts et des souffrances.

Les personnes déracinées ou apatrides sont souvent dépourvues de documents d'état civil ou d'identité, ce qui complique l'inscription des enfants à l'école, l'obtention d'un emploi formel, la location ou l'achat d'un bien immobilier ou la création d'une entreprise. Les réfugiés sans document sont également exposés à un risque accru de renvoi vers des pays où ils risqueraient de subir des persécutions ou des préjudices graves.

La situation d'urgence en Ukraine a mobilisé l'attention, le personnel et les financements dédiés habituellement au travail d'enregistrement du HCR au cours du premier semestre de l'année, ce qui a retardé un grand nombre d'axes de travail prévus. Les défis liés au transfert de proGres vers le Cloud ont encore allongé les délais, nuisant potentiellement à l'efficacité et à l'inclusivité des activités d'enregistrement du HCR à court terme.

Enregistrement individuels par année
2018-2022
(Millions d'individus)



¹ Comprend toutes les personnes avec des dossiers enregistrés comme « actifs », « en attente », « inactifs » ou « clôturés ».
² N'inclut pas les dossiers enregistrés par les opérations en Iran et au Panama.
³ Les chiffres incluent l'importation de données et n'indiquent pas les valeurs historiques correctes pour les opérations utilisant Iris Guard dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Égypte, Jordanie, Liban, Iraq, Syrie), ce qui se traduit par un faible nombre d'inscriptions avant 2022.



Domaine de réalisation 2

Cela fait des décennies que des réfugiés et des migrants traversent la région du Darién, mais un nombre record de personnes a entrepris ce dangereux périple en 2022. Le Service national des migrations du Panama a enregistré 248 283 traversées de la frontière vers le Panama en 2022, contre environ 133 000 en 2021.

Détermination du statut de réfugié

Principaux indicateurs
(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 137.)

-  Délai de traitement moyen des procédures d'asile entre l'enregistrement et la décision d'asile en première instance
-  Proportion de personnes entamant une procédure d'asile ayant accès à des conseils juridiques ou à une représentation
-  Proportion de personnes en cours de procédure d'asile ayant accès à un mécanisme effectif d'appel après le rejet de leur demande en première instance

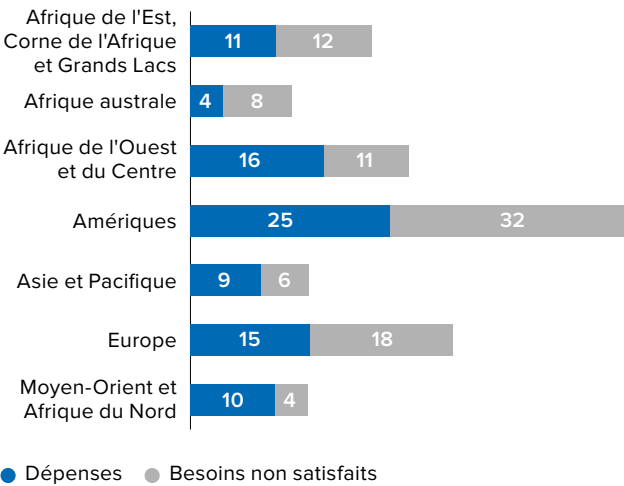
Lorsqu'une personne fuit son pays et demande l'asile dans un autre pays en vue d'obtenir des droits et une protection en tant que réfugié, il incombe à ce pays de déterminer si sa demande est valable. L'année 2022 a connu un record de 2,6 millions de nouvelles demandes d'asile. Cette forte hausse a empêché le traitement rapide des demandes par de nombreux États et les délais de traitement des dossiers se sont généralement allongés. Toutefois, grâce à l'aide du HCR sous différentes formes (soutien financier, contribution à des réformes législatives et réglementaires, conseils techniques, conception de processus opérationnels et solutions techniques), les États ont pu maintenir l'accessibilité de leurs systèmes d'asile et recevoir de nouvelles demandes de protection internationale, tout en traitant un nombre important de demandes en cours.

Dépenses et budget mondiaux pour la Détermination du statut de réfugié

96 millions de dollars dépensés sur un budget total de 185 millions de dollars

89 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit 48% du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



Plusieurs États ont eu recours à une reconnaissance collective du statut de réfugié, par exemple le traitement prima facie des nouveaux arrivants originaires du Soudan du Sud par la République centrafricaine, ou à des modalités simplifiées de traitement des dossiers comme le recours par le Brésil à la définition élargie d'un réfugié énoncée dans la [Déclaration de Carthagène](#), afin d'assurer l'utilisation efficace des ressources. Dans d'autres cas, des dispositifs de séjour légal préservant les considérations de protection ont été utilisés en complément du système d'asile. C'est le cas des États européens qui ont eu recours à la protection temporaire pour accueillir les nouveaux arrivants en provenance d'Ukraine, avec près de 5 millions d'Ukrainiens enregistrés au cours de l'année.

Pour aider les États à utiliser au mieux les ressources limitées, le HCR a aussi formulé des recommandations concernant le [traitement efficace des demandes d'asile](#) et partagé des bonnes pratiques dans un certain nombre de forums, notamment par le biais du site Internet de l'initiative du Pacte mondial sur les réfugiés, le [Groupe d'appui à la capacité d'asile](#) (en anglais). Pour soutenir les décisions en matière d'asile ainsi que les décideurs, le HCR a publié des recommandations par pays concernant plusieurs situations importantes de déplacement, notamment l'[Afghanistan](#) (en anglais), l'[Éthiopie](#) (en anglais), la [République démocratique du Congo](#), [Gaza](#) (en anglais), le [Mali](#), la [Somalie](#) (en anglais) et l'[Ukraine](#) (en anglais).

Une évaluation indépendante du [soutien apporté par le HCR au renforcement des systèmes nationaux d'asile](#) (en anglais) a également été publiée en 2022. Tout en soulignant les nombreux domaines dans lesquels le HCR a apporté un soutien fort, l'évaluation a également présenté des suggestions d'amélioration. Le HCR a salué les conclusions de cette évaluation et publié une réponse de la Direction définissant ses priorités d'action pour faire suite aux recommandations dans les deux prochaines années.

Dans les 46 pays où le HCR effectue la détermination du statut de réfugié (DSR) au titre de son mandat (en l'absence d'un système d'asile équitable, efficace ou accessible dans le pays), il a continué d'œuvrer pour améliorer la qualité et l'efficacité de ses procédures conformément aux [«normes relatives aux procédures de détermination du statut de réfugié relevant du mandat du HCR»](#) (en anglais). Tout en prenant encore des décisions sur le statut de réfugié si nécessaire, le HCR a limité les activités de DSR relevant de son mandat aux situations où cela présentait un avantage clair en termes de protection afin d'assurer une

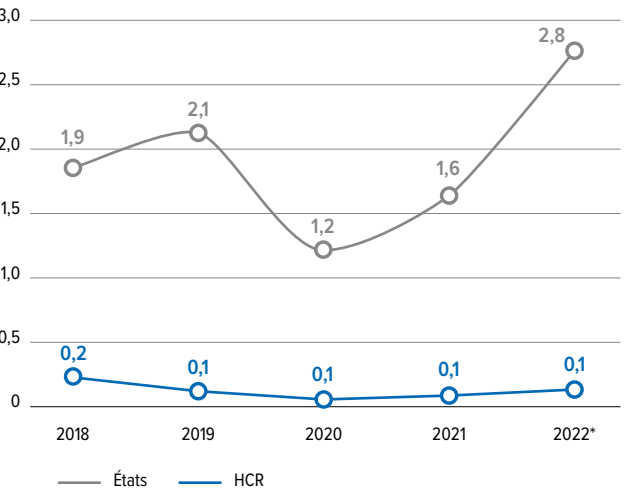
meilleure utilisation des ressources et de se conformer à ses orientations stratégiques en matière de DSR. La formation du personnel du HCR a mis l'accent sur certains types de demandes et sur l'accompagnement des personnes ayant des besoins spécifiques, notamment les enfants et les demandeurs souffrant de troubles mentaux.

Défis à relever

Le nombre de demandes d'asile reçues par les autorités nationales d'asile avait baissé en raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19. La levée de ces restrictions, combinée à plusieurs nouvelles crises de déplacement, a provoqué une augmentation considérable du nombre de demandeurs d'asile, qui a atteint un niveau supérieur au niveau pré-pandémie. De nombreux systèmes d'asile ont connu des difficultés pendant la pandémie, dûes aux restrictions sanitaires qui ont contraint à suspendre les

opérations ou à les transférer en ligne, engendrant une augmentation des retards de traitement des dossiers. En 2022, avec la réouverture des systèmes et le niveau beaucoup plus élevé de demandes, les opérations ont eu du mal à faire face et à s'adapter. Cela a conduit à l'allongement des délais de traitement des dossiers et à un besoin croissant de méthodes nouvelles ou différentes pour traiter les demandes. La stratégie du HCR s'est focalisée sur l'accompagnement des États dans cette recherche d'efficacité – en particulier pour les modalités d'instruction des dossiers, les systèmes de gestion des données et les dispositifs de séjour légal préservant les considérations de protection qui complètent le système d'asile – afin de démontrer que l'innovation et l'efficacité ne se font pas nécessairement au détriment de l'équité.

Demandes d'asile nouvelles et appels enregistrés | 2018-2022 (Millions)



* Chiffres provisoires. En outre, le HCR et les États appliquant des procédures conjointes ont reçu 700 demandes en 2022.



Domaine de réalisation 3

Asha Suleiman, membre de la communauté Pemba au Kenya, est heureuse d'obtenir un certificat de naissance pour sa fille. « Nous avons grandi ensemble et nos enfants grandissent ensemble à leur tour. Pour moi, nous sommes tous Kenyans ».

© HCR/Charity Nzomo

Droit et politique de protection



La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967 constituent le fondement de la protection internationale et des solutions durables. À la fin de l'année 2022, 149 États étaient parties à la Convention de 1951, au Protocole de 1967, ou aux deux. Le non-refoulement est reconnu comme un principe de droit international coutumier et le droit d'asile est intégré dans de nombreuses lois et pratiques nationales et régionales.

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 137.)



Mesure dans laquelle le cadre juridique national est conforme à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et/ou à son Protocole de 1967



Mesure dans laquelle le cadre juridique national est conforme à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie

En 2022, le HCR a plaidé pour la protection des droits des réfugiés et des autres personnes ayant besoin d'une protection internationale, ainsi que des déplacés internes et des apatrides, notamment dans les contextes marqués par les mouvements mixtes et les changements et catastrophes climatiques. Le HCR a publié des recommandations et est intervenu auprès des États pour leur rappeler les principes essentiels du droit des réfugiés, notamment le principe de non-refoulement, l'interprétation de la définition d'un réfugié et les droits à d'autres formes de protection internationale, ainsi que la cessation du statut de réfugié.

Dans l'esprit du Pacte mondial, un nombre croissant de gouvernements ainsi que de partenaires du développement et de la consolidation de la paix ont sollicité le HCR pour obtenir des informations sur les lois et les politiques, des conseils et un soutien. Le HCR a intensifié ses efforts pour rendre publiques ses analyses juridiques et politiques afin de permettre à d'autres partenaires de s'impliquer dans le dialogue politique et d'aider ainsi les États à lever les obstacles législatifs, politiques et

pratiques à l'accès aux droits. Par exemple, dans plus de 18 pays, le HCR a mené des examens des politiques nationales sur les réfugiés conjointement avec les gouvernements et d'autres parties prenantes pour orienter le soutien apporté par la Banque mondiale et d'autres partenaires du développement.

Le HCR a renforcé ses capacités de collecte et d'analyse des données sur les défis de protection, notamment le refoulement et les lacunes des cadres juridiques et politiques nationaux grâce au développement de mécanismes internes de rédaction de rapports. Il a conseillé et aidé des États à rédiger et amender leurs législations nationales pour les mettre en conformité avec les normes juridiques internationales et régionales. Le HCR s'est impliqué dans les processus législatifs de 78 pays. 44 États ont adopté des lois ou des modifications législatives, dont 31 présentant des avancées pour les droits des réfugiés. Par exemple, les nouvelles lois sur les réfugiés et l'apatridie au Bénin et au Sénégal étaient globalement conformes aux normes juridiques internationales et régionales, accordant aux réfugiés des droits étendus pouvant conduire à des solutions.

La directive de l'Union européenne sur la protection temporaire a été activée pour la première fois en 2022, servant de base à une approche coordonnée et harmonisée de la protection en faveur des personnes fuyant la guerre en Ukraine, parallèlement à des dispositifs similaires dans d'autres pays. Le HCR a plaidé pour une application souple et inclusive de la protection temporaire et pour le maintien de l'accès aux procédures individuelles d'asile en cas de besoin, ainsi que pour l'adoption de mesures pour supprimer les obstacles administratifs et juridiques.

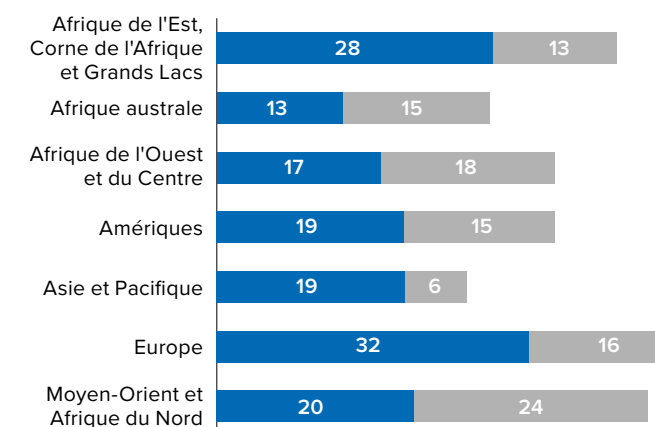
Le HCR est intervenu en qualité de tierce partie dans 13 affaires judiciaires: sept affaires devant des juridictions nationales dans cinq pays et six affaires devant des juridictions régionales, impliquant six pays. Les interventions du HCR ont porté sur des questions relatives à la définition d'un réfugié, l'accès au territoire et aux procédures d'asile, la protection contre le refoulement, l'expulsion aux frontières, l'interception en mer, l'externalisation de l'asile, ainsi que les persécutions fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Dépenses et budget mondiaux pour le Droit et la politique de protection

162 millions de dollars dépensés sur un budget total de **271 millions de dollars**

109 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **40%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

Le HCR a plaidé pour le respect des droits humains, dans le cadre des mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies, en présentant 10 déclarations pendant les sessions du Conseil des droits de l'homme. L'organisation a également fourni des informations pour 16 rapports annuels dans le cadre des [Procédures spéciales](#) et 16 visites de pays, préparé 31 observations écrites pour le processus d'[Examen périodique universel](#), partagé 114 mémoires confidentiels avec les organes conventionnels des Nations Unies et participé à 8 équipes de travail inter-agences sur les droits humains.

Pour répondre de manière plus efficace et efficiente aux mouvements mixtes impliquant des personnes fuyant les persécutions, les conflits, les violations des droits fondamentaux et d'autres personnes en déplacement, le HCR et l'OIM ont élaboré un « [Cadre d'engagement](#) » (en anglais).

Dans le prolongement de ses [considérations juridiques de 2020](#), le HCR a renforcé son intérêt pour les aspects juridiques et normatifs des

déplacements dans le contexte des changements et des catastrophes climatiques en collaboration avec la société civile, les États et le monde académique. Il a collaboré avec des chercheurs africains pour faire avancer [la recherche dans le domaine du droit et de la politique](#) (en anglais) en Afrique et a commandé une étude sur la mobilité humaine et le changement climatique dans la [région de l'Autorité intergouvernementale pour le développement](#).

Défis à relever

65 États maintiennent des réserves ou des déclarations concernant des dispositions importantes de la Convention de 1951 et de son Protocole de 1967, la plupart d'entre elles limitant

les droits des réfugiés, notamment le droit au travail, la liberté de circulation et l'accès aux services de base. Certains États parties à la Convention de 1951 ne disposent pas de législation sur l'asile, ou leurs cadres juridiques nationaux ne sont pas pleinement conformes aux normes internationales et régionales. Les avis du HCR sur des propositions de modifications législatives n'ont pas toujours été suivis, ce qui s'est traduit par des législations contenant des normes de protection réduites ou des dispositions en contradiction avec les obligations juridiques.

Un nouvel engagement envers le respect des normes et principes juridiques internationaux est essentiel pour garantir l'accès à la protection et aux droits.



Des réfugiés maliens discutent avec un employé du HCR lors d'un exercice d'enregistrement hors du camp à Nema, Hodh Ech Chargui, Mauritanie.

© HCR/Omar Doukali

PRINCIPAUX INDICATEURS EN 2022 POUR LES DOMAINES DE RÉALISATION 1-3

ACCÈS AU TERRITOIRE, ENREGISTREMENT ET DÉLIVRANCE DE DOCUMENTS		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat :			
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%
1.1	Proportion de réfugiés et de demandeurs d'asile enregistrés à titre individuel	Réfugiés et demandeurs d'asile	7%	1%	6%	86%
1.2	Proportion d'enfants âgés de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée par une autorité d'état civil [ODD 16.9.1 - alinéa 1]	Déplacés internes	31%	23%	15%	31%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	16%	6%	19%	59%
		Rapatriés	20%	0%	40%	40%
		Apatrides	18%	27%	18%	36%
1.3	Proportion de personnes possédant des documents ou des papiers d'identité juridiquement reconnus [Pacte mondial sur les réfugiés 4.2.2]	Déplacés internes	33%	17%	17%	33%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	10%	3%	15%	72%
		Apatrides	7%	14%	0%	79%

DÉTERMINATION DU STATUT DE RÉFUGIÉ			jusqu'à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	Plus de 12 mois
2.1	Délai de traitement moyen d'une procédure d'asile, de l'enregistrement à la décision en première instance	Pourcentage de pays	15%	27%	17%	41%
		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat :			
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%
2.2	Proportion de personnes entamant une procédure d'asile ayant accès à des conseils juridiques ou à une représentation	Réfugiés et demandeurs d'asile	12%	3%	7%	78%
2.3	Proportion de personnes ayant soumis une procédure d'asile ayant accès à un mécanisme effectif d'appel après le rejet de leur demande en première instance	Réfugiés et demandeurs d'asile	8%	3%	0%	89%

DROIT ET POLITIQUE DE PROTECTION			Pourcentage de pays ayant fait un rapport :		
			Insuffisant	Acceptable	Satisfaisant
3.1	Mesure dans laquelle le cadre juridique national est conforme à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et/ou à son Protocole de 1967		41%	26%	32%
3.2	Mesure dans laquelle le cadre juridique national est conforme à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie		46%	36%	18%

Domaine prioritaire

Meepia Chumee, chez elle, dans le village de Baan Sri Dong Yen, un village peuplé d'habitants d'ethnies Akha et Lisu de la tribu des montagnes, dans la province de Chiang Mai, en Thaïlande. Meepia, 34 ans, était apatride et elle a finalement obtenu la nationalité thaïlandaise grâce à l'aide d'ONG locales, à l'issue d'une procédure de quatre ans.

© HCR/Rachaphon Riansiri

Apatridie

Principaux indicateurs pour l'Apatridie en 2022



32 426 apatrides ont acquis une nationalité ou ont vu leur nationalité confirmée. Objectif: **90 000**
Résultat 2021: **81 200**



1 adhésion aux conventions des Nations Unies sur l'apatridie
Objectif: **6**, Résultat 2021: **4**



13 États ont amélioré leurs lois, leurs politiques et leurs procédures sur la nationalité pour qu'elles soient plus conformes aux normes internationales relatives à la prévention et à la réduction de l'apatridie.
Objectif: **20**, Résultat 2021: **13**

En 2022, il y a eu quelques progrès vers la réduction de l'apatridie et la jouissance de leurs droits par les personnes concernées. En particulier, 32 400 personnes antérieurement apatrides ont pu acquérir ou vu leur nationalité confirmée. Cela a représenté un progrès moins important que les années précédentes. Il est donc nécessaire que les États adoptent des stratégies nationales pour accélérer les progrès vers l'acquisition de la nationalité, de préférence des stratégies mises en œuvre à grande échelle. Au **Kazakhstan**, une vaste campagne d'identification et de délivrance de documents a eu lieu entre octobre 2020 et mai 2022, aboutissant à la confirmation de la nationalité kazakhe et à l'obtention de documents d'identité

pour plus de 4800 personnes. Cela a représenté une avancée majeure pour remédier aux problèmes d'apatridie de longue date dans le pays.

Au **Kenya**, des progrès ont été réalisés pour reconnaître les membres de l'ethnie Pemba en tant que citoyens kenyans, une population estimée à environ 7000 personnes. En décembre, le Président a annoncé que le Kenya lancerait un processus visant à reconnaître les membres de l'ethnie Pemba en tant que citoyens kenyans, après des années de plaidoyer de la part des communautés affectées, d'un groupe de députés, du HCR et de la société civile. Le HCR fournit un soutien technique et opérationnel pour garantir l'accès effectif à la nationalité kenyane et la délivrance de documents d'identité.

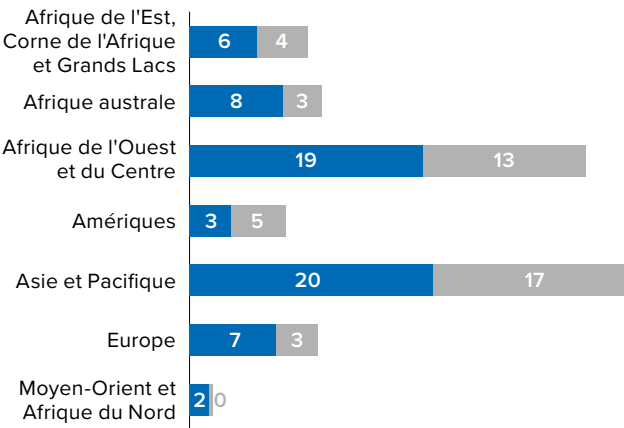
Dépenses et budget mondiaux pour l'Apatridie

67 millions de dollars dépensés sur un budget total de **113 millions de dollars**

46 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **41%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits

(Millions-USD)



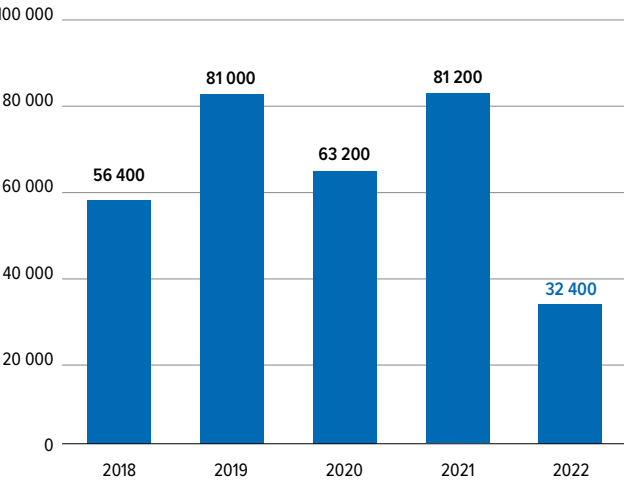
En 2022, les **Philippines** sont devenues le 78^e État partie à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie et le premier pays d'Asie du Sud-Est à adhérer à cette Convention. Les Philippines avaient déjà adhéré à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides. Cette décision a fait suite à un grand nombre de mesures législatives prises pour mettre la loi sur la nationalité en conformité avec les normes internationales sur la réduction de l'apatridie.

En 2022, 13 États ont amélioré leurs lois, leurs politiques et leurs procédures pour prévenir et réduire l'apatridie. Plusieurs États ont réformé leurs lois et leurs réglementations sur la nationalité pour prévenir l'apatridie des enfants. Par exemple, le Président du **Libéria** a signé un acte amendant la Loi sur les étrangers et la nationalité pour supprimer les dispositions discriminatoires fondées sur le genre qui empêchaient les femmes de transmettre leur nationalité à leurs enfants dans les mêmes conditions que les hommes. Le Libéria est le troisième pays, après Madagascar et la Sierra Leone, à réformer sa législation afin d'accorder aux femmes et aux hommes les mêmes droits pour transmettre

leur nationalité à leurs enfants depuis le lancement de la Campagne #IBelong en 2014. Le Gouvernement des Philippines a adopté une loi visant à accorder la nationalité philippine aux enfants présents sur le territoire de parents inconnus, également surnommés « enfants abandonnés ». Cette loi a officialisé une décision judiciaire de 2016. Elle permet aussi aux enfants abandonnés ayant atteint l'âge de la majorité d'être reconnus comme des citoyens philippins. Enfin, le Gouvernement de l'**Indonésie** a adopté une nouvelle réglementation qui fournit une base juridique pour que les enfants nés de parents d'origine mixte soient enregistrés en tant que ressortissants indonésiens, alors qu'ils étaient auparavant non éligibles à la nationalité.

Plusieurs États ont pris des mesures pour garantir l'enregistrement à l'état civil et prévenir les risques d'apatridie. En particulier, le Gouvernement de l'**Ukraine** a adopté une nouvelle procédure simplifiée pour l'enregistrement des naissances dans les régions où l'accès aux bureaux d'état civil n'est plus possible. Le Gouvernement a également adopté une résolution pour réglementer la délivrance des cartes d'identité afin de faciliter le retour au pays des Ukrainiens et des apatrides ayant été transférés en Fédération de Russie et ayant perdu leurs documents. Le Gouvernement du **Burkina Faso** a déployé l'outil numérique d'enregistrement à l'état civil « Icivil » dans les

Nombre de personnes ayant acquis une nationalité ou obtenu une confirmation de nationalité | 2018-2022



régions où résident de nombreuses populations exposées à un risque d'apatridie. Cet outil permet la délivrance plus rapide de notifications de naissance, notamment par des sages-femmes.

Des progrès considérables ont également été réalisés pour renforcer les cadres de protection des apatrides conformément à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides. L'Assemblée nationale du **Bénin** a adopté une loi relative au statut des réfugiés et des apatrides qui contient des dispositions pour la protection des apatrides et met en place un organisme national responsable de la détermination de l'apatridie. De même, la Chambre des représentants du **Royaume des Pays-Bas** a adopté une loi instaurant une procédure de détermination de l'apatridie qui prévoit les moyens de déterminer l'apatridie de manière uniforme et qui garantit que les apatrides soient protégés. En plus de cette procédure de détermination de l'apatridie, un amendement important à la Loi sur la nationalité a été adopté, accordant aux enfants apatrides sans papiers l'accès à la nationalité néerlandaise après cinq années de résidence.

Le Gouvernement de **Roumanie** a adopté des amendements pour élargir la portée de la protection temporaire accordée aux personnes fuyant le conflit en Ukraine. Ces amendements ont permis à des ressortissants de pays tiers, notamment les personnes qui bénéficiaient de la protection internationale en Ukraine, les apatrides et les membres de leurs familles, d'avoir plus facilement accès au statut de protection temporaire en Roumanie, ainsi qu'aux droits et aux services correspondants.

Défis à relever

Malgré la dynamique et les engagements plus forts visant à combattre l'apatridie, certaines situations d'apatridie importantes ne sont pas encore réglées en raison d'un manque de volonté politique. Des millions d'apatrides continuent d'être privés d'accès aux droits fondamentaux et aux services de base, et restent ainsi vulnérables à l'exploitation et aux abus. Dans de nombreux cas, l'apatridie résulte de lois, de politiques et de pratiques discriminatoires qui privent certains groupes de personnes de leur droit à la nationalité. Il est par conséquent difficile de

progresser dans la lutte contre l'apatridie par le seul biais de réformes juridiques et politiques. Il est aussi nécessaire de lutter contre l'apatridie dans le cadre d'efforts plus larges visant à promouvoir les droits humains et l'inclusion sociale.

Le manque de données précises et complètes sur l'ampleur et les caractéristiques de l'apatridie constitue encore un défi pour lutter contre ce fléau. Sans données fiables, il est difficile de comprendre les causes profondes de l'apatridie et de concevoir des interventions ciblées pour y répondre.

Pour améliorer la qualité des données sur l'apatridie, le Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés, aux déplacés internes et à l'apatridie a élaboré des recommandations internationales sur les statistiques relatives à l'apatridie (IROSS), qui ont été ensuite approuvées par la Commission des Nations Unies sur les statistiques lors de sa 54^e session en février et mars 2023. En plus de faciliter la production de statistiques relatives à l'apatridie à l'échelle nationale, l'objectif des recommandations est de promouvoir une plus grande harmonisation de ces données à l'échelle régionale et mondiale.



Meefah Ahsong (quatrième en partant de la gauche) est une volontaire communautaire qui aide les habitants apatrides des villages de la province de Chiang Mai, en Thaïlande, dans le processus complexe de demande de citoyenneté. Auparavant apatride elle-même, elle travaille maintenant pour Legal Community Network et Legal Advocacy Walk, deux des ONG partenaires du HCR.

© HCR/Apipar Norapoompipat



Domaine de réalisation 4

Des services de prévention et de prise en charge des violences de genre soutenus par le HCR et une assistance sont donnés dans le centre de santé Walungu au Sud-Kivu, en République démocratique du Congo.

© HCR/Caroline Irby

Violences de genre



Les principes relatifs à la protection des réfugiés et à l'asile ont peu de sens si les violences représentent une menace quotidienne. En 2022, selon les estimations, 57,6 millions de femmes et de filles déracinées ou apatrides vivant dans des situations de crise humanitaire et de conflit étaient exposées à un risque accru de violences de genre, une violation des droits humains grave et sous-déclarée.

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 150.)



Proportion de personnes déracinées qui savent où accéder aux services disponibles pour la prise en charge des violences de genre



Proportion de personnes déracinées qui n'acceptent pas les violences faites aux femmes



Proportion de victimes qui sont satisfaites des services de gestion des cas de violences de genre

Les crises multiples et imbriquées ont augmenté [les risques de violences de genre](#) (en anglais) dans les pays d'origine, de transit et de destination en 2022. Une [étude portant sur sept pays des Amériques](#) (en anglais et espagnol) a conclu que 62% des femmes interrogées se sentaient en insécurité pendant leur déplacement et que la principale forme de violence subie pendant le trajet était la violence sexuelle. Lors d'une [évaluation menée par le HCR en Éthiopie](#) (en anglais), 32% des personnes interrogées ont indiqué que les femmes et les filles risquaient d'être violées ou de subir des violences sexuelles en ramassant du bois de chauffage, 20% en se rendant au marché et 13% à leur domicile. Les [conclusions](#) (en anglais) du programme de recherche de la Banque mondiale « [Les dimensions du déplacement forcé liées au genre](#) » (en anglais) ont résumé l'impact des inégalités de genre sur l'expérience d'une personne pendant le déplacement forcé, notamment les risques accrus de violences conjugales.

En 2022, 73% des opérations du HCR (selon les rapports émanant de 131 pays) disposaient de services de prise en charge des violences de genre pour les victimes et les personnes à risque.

La Somalie, le Niger, l'Éthiopie, le Soudan et la République démocratique du Congo représentaient un tiers des dépenses totales du HCR consacrées à des programmes de prise en charge des violences de genre. Le HCR a impliqué de plus en plus d'organisations dirigées par des femmes, notamment celles dirigées par des femmes déplacées. En Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, en Somalie et au Soudan, par exemple, les opérations du HCR ont accordé des petites subventions à des organisations locales dirigées par des femmes. Au Mozambique, le HCR a collaboré avec deux organisations dirigées par des femmes pour fournir un soutien juridique et un accès à la justice aux victimes de violences de genre et pour émanciper économiquement des femmes déplacées internes en leur apportant des connaissances de base en matière financière et commerciale, des moyens de subsistance, et en créant des réseaux. À l'échelle mondiale, on comptait, dans les sites de réfugiés, 63% d'organisations et de groupes dirigés par des femmes impliqués dans des mécanismes de coordination liés aux violences de genre de plus qu'en 2021. De nombreuses opérations ont soutenu les pratiques centrées sur les victimes mises en place par les systèmes nationaux et ont étendu leurs actions de sensibilisation et leurs services aux communautés réfugiées. Par exemple, le HCR a facilité l'accès des réfugiées aux foyers d'accueil pour victimes gérés par le Gouvernement en Égypte, au Kenya et aux Émirats arabes unis, et a soutenu des unités mobiles de protection de la famille pour atteindre les communautés isolées et mal desservies en Jordanie.

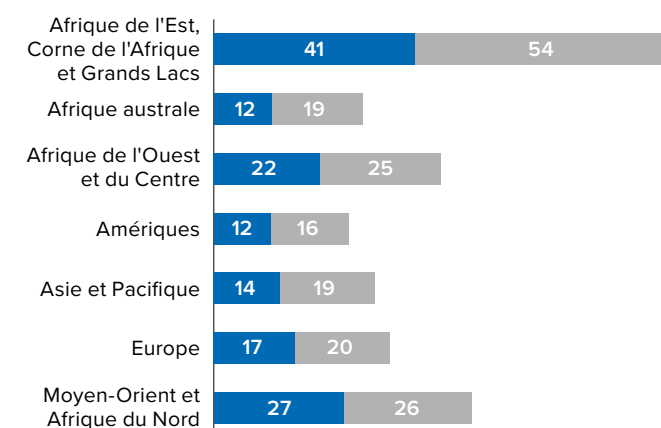
Le HCR a pris des mesures pour prévenir les violences à l'encontre des femmes en impliquant les communautés dans la lutte contre les normes sociales néfastes. Il a mis en œuvre l'initiative « Impliquer les hommes dans des pratiques responsables » en Indonésie, en Iraq, en Malaisie, au Nigéria, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne (Syrie) et en Thaïlande, l'« [approche SASA!](#) » (en anglais) au Soudan du Sud et en Ouganda, et le programme d'IRC [Girl Shine](#) (en anglais) au Bangladesh, au Cameroun, en Libye et en Syrie. Dans certains endroits en Éthiopie, des services de prévention et de prise en charge ont été fournis dans des guichets uniques. Les actions de sensibilisation ont touché 184 528 personnes (dont 105 612 femmes) dans la seule région de Gambela. Au Brésil, le HCR met en œuvre des

Dépenses et budget mondiaux pour les Violences de genre

146 millions de dollars dépensés sur un budget de **325 millions de dollars**

179 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **55%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

programmes de prévention dans des abris d'urgence où vivent des peuples autochtones dans l'État de Roraima.

Pour que la prévention et la prise en charge soient prioritaires dès le début des crises, le HCR a déployé des spécialistes des violences de genre dans 14 situations d'urgence, notamment au Chili, en Éthiopie, en République islamique d'Iran, en Pologne, en République de Moldova et en Somalie. Les déploiements d'urgence, soutenus par l'initiative [Safe from the Start](#) (en anglais), ont permis de fournir des services vitaux à plus de 1 million de personnes déracinées en 2022.

Le HCR a dispensé des formations et fourni des conseils techniques (par exemple, « [Vérification et enregistrement des volontaires et des organisations volontaires soutenant la réponse en faveur des réfugiés d'Ukraine](#) » (en anglais)) pour intégrer la question de la réduction des risques de violences de genre dans toutes ses activités et celles des groupes sectoriels qu'il dirige. Au moins 4398 employés du HCR et des partenaires ont suivi une formation, 92% d'entre eux ayant renforcé leurs connaissances de la prévention et de la prise en charge des violences de genre.

Défis à relever

De multiples obstacles ont empêché les victimes d'accéder aux programmes de prise en charge des violences de genre, notamment les distances pour se rendre auprès des prestataires de services, les difficultés et le coût du déplacement, la barrière de la langue, la stigmatisation, les arrestations et autres problèmes juridiques. Les tabous culturels, l'impunité et la crainte des représailles ont empêché les signalements. Même lorsqu'il existait des structures nationales solides, l'absence ou l'expiration des documents d'asile a souvent découragé les personnes de faire un signalement.

Le sous-financement a limité la capacité du HCR à prévenir et prendre en charge les violences de genre au sein d'une population déplacée et apatride croissante. Même les programmes les plus importants ont subi un grave déficit de financement. Les cinq opérations ayant dépensé le plus sur des programmes concernant les violences de genre n'ont pu couvrir que 35% des besoins budgétés. Le sous-financement a particulièrement affecté les partenariats avec des organisations dirigées par des femmes locales et déplacées et avec des homologues nationaux nécessitant des engagements à plus long terme.



© HCR/Abdul Nuri

Un centre communautaire pour femmes déplacées interne dans le camp de Kabasa à Dollow, en Somalie, où les femmes peuvent recevoir un soutien psychosocial ainsi qu'une formation professionnelle pour les aider à gagner leur vie de manière durable.

« J'ai rencontré des victimes de violences de genre dans tous les postes que j'ai occupés au HCR. »

J'ai commencé à travailler pour le HCR en 2007 à Téhéran et depuis lors j'ai travaillé en Thaïlande, en Somalie, au Tchad et au Pakistan. Dans la plupart de mes missions pour le HCR, j'ai travaillé

sur la réinstallation des réfugiés, notamment des victimes de violences de genre et des femmes à risque. J'ai acquis les compétences nécessaires pour reconnaître les signes quand j'interroge

des femmes et des filles susceptibles d'avoir subi des violences de genre. Il est difficile pour les victimes d'avoir confiance et de parler de ce qui leur est arrivé. Je veille à créer un environnement favorable pour qu'elles se sentent à l'aise pour s'exprimer sans crainte. Lorsque des victimes révèlent d'elles-mêmes des violences de genre, je les oriente vers des services de soutien appropriés, selon leurs volontés. Les cas des femmes et des filles dont l'évaluation montre un risque continu dans le pays d'asile sont référés en vue d'une demande de réinstallation.

Dans certains endroits, les taux de prévalence de mariage précoce ou de mutilation génitale féminine peuvent être plus élevés, tandis qu'ailleurs les violences de genre peuvent prendre d'autres formes comme la violence familiale ou les abus sexuels, mais ces fléaux se produisent malheureusement dans toutes les communautés du monde. C'est la raison pour laquelle le HCR prévoit une formation obligatoire sur les violences de genre et il s'assure que ses employés et ceux des partenaires aient accès à des formations complémentaires si besoin.

Peshawar, où je travaille actuellement, est situé près de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan et constitue un lieu de refuge pour les réfugiés afghans depuis de plus de 40 ans. En coordination avec les autorités, le HCR fournit une protection et une assistance aux réfugiés et aux déplacés internes, et travaille en étroite collaboration avec les communautés pour

diminuer les risques de protection, notamment les violences de genre.

De nombreuses victimes sont réticentes à signaler des cas de violences de genre à cause de la stigmatisation et par crainte des représailles. Les cas sont largement sous-déclarés et l'accès à la justice pour les filles et les femmes réfugiées est souvent entravé par le manque de soutien familial ou communautaire. L'accès à l'éducation de qualité constitue également un problème critique qui affecte les filles de manière disproportionnée et leur éducation est en retard sur celle des garçons.

Actuellement, comme je me concentre sur les entretiens avec les réfugiées et la préparation des formulaires d'enregistrement pour la réinstallation, je peux contribuer à trouver des solutions durables pour les victimes et les femmes à risque en soumettant leurs demandes à des pays de réinstallation.

Certaines femmes et filles que j'ai interrogées et orientées vers la réinstallation ont été acceptées, et cela m'a procuré un sentiment de joie et de soulagement. La réinstallation n'est pas un remède à tous les problèmes mais offre un niveau de sûreté et de soutien dont elles ne pouvaient pas disposer avant. Je suis heureuse de participer à cette importante action qui offre aux femmes et aux filles la possibilité d'aspirer à une vie heureuse, et une chance de reconstruire leur avenir en toute sécurité.



© HCR/Anna Brindley

Fatemeh Mehdipour est responsable adjointe chargée de la protection pour le HCR à Peshawar, au Pakistan. Elle souhaite obtenir un diplôme de Master spécialisé dans le genre, la justice et la société pour continuer de développer ses compétences pour soutenir les victimes de violences de genre et les femmes à risque.



Domaine de réalisation 5

Le centre MoldExpo à Chisinau, la capitale de la République de Moldova, a été adapté pour héberger des réfugiés d'Ukraine et comprend un espace sûr « Point bleu », un centre de soutien qui fournit des services de protection et des informations aux réfugiés, en particulier pour les enfants et les personnes les plus vulnérables.

© HCR/Caroline Bach

Protection de l'enfance

Selon les estimations, les enfants représentent 40% des personnes déracinées ou apatrides dans le monde. En 2022, 65 opérations du HCR ont mis en œuvre des programmes dédiés à la protection de l'enfance. Les risques les plus fréquemment signalés ont concerné les mineurs isolés et le manque de modalités de prise en charge adaptées (signalés par 75% des opérations), suivis par le travail des enfants, la discrimination ou l'abandon, et les violences de genre comme le mariage précoce et les violences ou l'exploitation sexuelles. Dans environ un tiers des opérations, les enfants n'avaient pas accès à des services de protection ou souffraient d'une détresse psychosociale. Le HCR a collaboré avec des partenaires pour fournir des services de protection aux enfants à risque, renforcer les systèmes

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 150.)



Proportion d'enfants en situation de risque accru faisant l'objet de procédures de détermination de leur intérêt supérieur



Proportion d'enfants qui participent à des programmes communautaires de protection de l'enfance



Proportion de mineurs isolés qui bénéficient de modalités de prise en charge alternative adaptées

nationaux de protection de l'enfance, et aider les enfants, les familles et les communautés à protéger les enfants.

61 opérations ont fourni des services de protection essentiels pour les enfants à risque. Les services les plus courants étaient l'identification et l'orientation des enfants à risque vers des services multisectoriels, [les procédures de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant](#), les modalités de prise en charge alternative, ainsi que les services de recherche et de réunification des familles. Les opérations du HCR ont aussi fourni des services de santé mentale et de soutien psychosocial, des services pour les enfants en cas de violences de genre, et un appui ciblé aux enfants en situation de handicap. Par exemple, au Cameroun, le HCR et ses partenaires ont géré les cas de plus de 16 000 enfants à risque et fourni un soutien psychosocial et une orientation vers les services multisectoriels compétents à près de 6000 enfants. En Europe, le HCR et ses partenaires ont mis en place 39 centres « [Point bleu](#) » dans sept pays et fourni un soutien psychosocial à près de 30 000 enfants en Ukraine. À l'échelle mondiale, la gestion des informations a été renforcée: le nombre de dossiers de protection de l'enfance créés ou mis à jour dans le système d'enregistrement du HCR proGres v4 a presque doublé en 2022.

47 opérations du HCR ont œuvré pour renforcer les systèmes de protection de l'enfance et les procédures adaptées aux enfants, en plaidant auprès

des acteurs nationaux, en améliorant les systèmes nationaux et les capacités locales de protection de l'enfance, en facilitant et en surveillant l'accès aux prestataires de services nationaux, en contribuant aux réformes juridiques et politiques ou en assurant l'accès à des procédures adaptées aux enfants. Dans différents pays, allant de la Bosnie-Herzégovine à l'Afrique du Sud, le HCR et l'UNICEF ont fait pression pour que les systèmes nationaux de protection de l'enfance incluent les enfants déracinés ou apatrides, en mettant notamment en œuvre le Kit d'outils pour l'inclusion des enfants réfugiés dans les systèmes nationaux de protection de l'enfance. Lorsque le HCR et les partenaires ont répondu à l'arrivée des réfugiés ukrainiens en Hongrie, en République de Moldova, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie, il s'est avéré essentiel d'aider les autorités nationales à adapter leurs politiques et leurs procédures de protection de l'enfance et de renforcer leurs capacités de réponse. En Espagne, le HCR a formé plus de 1000 agents gouvernementaux et employés d'ONG travaillant dans les centres de protection de l'enfance à identifier les mineurs isolés à risque et à favoriser leur accès aux procédures d'asile. Le HCR a aidé 87 institutions de protection de l'enfance relevant du ministère de la Famille et des services sociaux de Türkiye, en formant 1100 employés. Au Pakistan, le HCR a fourni des conseils techniques et a formé 409 agents gouvernementaux et employés des partenaires sur la protection de l'enfance.

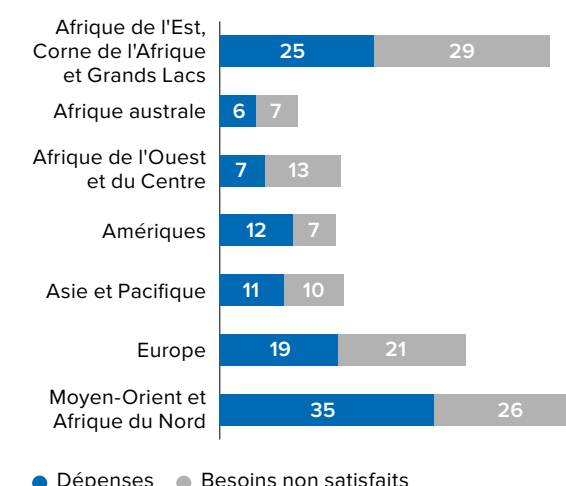
39 opérations ont soutenu des actions communautaires de protection de l'enfance, notamment par le biais d'agents communautaires de proximité, des centres communautaires et des espaces sûrs, des initiatives menées par les communautés et des campagnes d'information publique, des initiatives de communication et favorisant le changement de comportement. 18 opérations ont aidé des familles par le biais de conseils et soutien juridiques, d'actions pour renforcer leur indépendance financière et d'aides en espèces, de programmes de soutien à la parentalité et aux familles d'accueil. 39 opérations ont soutenu des programmes pour renforcer les aptitudes des enfants à la vie quotidienne, ainsi que des activités récréatives, sportives, culturelles et autres. Le HCR a soutenu des programmes de soutien à la parentalité et des actions communautaires de protection de l'enfance au Soudan du Sud. Il a renforcé les aptitudes des enfants à la vie quotidienne en Slovaquie, où un [site d'aide pour les enfants](#) (en anglais) a été

Dépenses et budget mondiaux pour la Protection de l'enfance

118 millions de dollars dépensés sur un budget total de **230 millions de dollars**

112 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **49%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

développé en différentes langues. Au Niger, près de 15 000 enfants ont bénéficié de 22 espaces conviviaux, et 45 000 personnes ont reçu des informations sur les questions et les services de protection de l'enfance.

Défis à relever

78% des opérations ont fait part de difficultés, notamment concernant les capacités gouvernementales (citées par 57% des opérations), les capacités des partenaires (32%), les financements (28%), les effectifs (20%) et les cadres juridiques et politiques (20%). Au Cameroun, en Éthiopie et au Liban, les interventions en faveur des enfants en situation de handicap, des adolescents et des adolescentes, notamment des mères adolescentes, ainsi que des personnes ayant besoin de services de santé mentale et de soutien psychosocial ont dû être revues à la baisse. Au Rwanda, le sous-financement a limité le nombre de travailleurs sociaux, ce qui a compromis la qualité des services destinés aux enfants à risque. Plusieurs opérations ont indiqué que les lacunes dans les secteurs des besoins transversaux/essentiels, de l'éducation, de la santé, de l'alimentation/nutrition contribuaient aux risques de protection pour les enfants.



Domaine de réalisation 6

Des demandeurs d'asile se rendent à l'aéroport de Mitiga, près de Tripoli en Libye, pour embarquer à bord d'un vol d'évacuation affrété par le HCR vers l'Italie, où ils vont trouver la sécurité. Les 114 Soudanais, Syriens et d'autres nationalités qui prennent l'avion incluent des personnes vulnérables comme des enfants, des femmes à risque, des victimes de violences et des personnes tout juste libérées de détention.

© HCR/Mohamed Alalem

Sécurité et accès à la justice

En 2022, le HCR a collaboré avec un grand nombre de partenaires étatiques, juridiques, académiques et de la société civile pour promouvoir la sécurité et l'accès à la justice des personnes déracinées ou apatrides.

Dans toutes les régions, le HCR a défendu les normes internationales présentées dans ses « [Principes directeurs sur la détention](#) » de 2012, qui soulignent que la détention des demandeurs d'asile et des réfugiés doit être une mesure de dernier ressort. L'organisation a continué de plaider pour des alternatives à la détention, notamment en collaborant avec des partenaires au sein du Réseau des Nations Unies sur les migrations, en tant que coresponsable d'un [Groupe de travail sur les](#)

Principal indicateur

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 150.)



Nombre de personnes déracinées ou apatrides arrêtées ou détenues en raison des contrôles d'immigration ou de leur statut juridique pour 10 000 personnes déracinées ou apatrides enregistrées

[alternatives à la détention](#) avec l'UNICEF, l'OIM et la Coalition internationale contre la détention.

Si des évolutions positives ont eu lieu dans certains pays, des tendances inquiétantes sont apparues dans d'autres. Par exemple, la Nouvelle-Zélande a connu une baisse positive de 9% de la détention des réfugiés en 2022, tandis que dans d'autres pays, des préoccupations de santé publique ont été utilisées pour justifier la détention systématique des demandeurs d'asile et empêcher l'accès du HCR aux centres de détention. Dans de nombreuses régions, la détention des enfants s'est poursuivie. Le HCR a uni ses efforts à ceux de l'UNICEF et de l'OIM pour examiner les pratiques de détention des enfants pour des motifs liés à l'immigration dans toute l'Europe et proposer un éventail d'[alternatives et de recommandations pour aider les pays à mettre fin à la détention des enfants](#) (en anglais). [La Belgique](#) (en anglais) a créé un Département pour les alternatives à la détention et a mis en place une politique globale de gestion des cas individuels en 2022. Le HCR a aussi contribué activement à l'élaboration de la [déclaration sur les progrès réalisés](#) (en anglais) dans la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, adoptée lors du Forum d'examen des migrations internationales en

mai 2022 et qui contient des engagements forts en faveur des alternatives à la détention.

Sur les 53 opérations du HCR qui établissent des rapports sur la sécurité et l'accès à la justice, au moins 48% ont mené des actions de suivi de la détention pour identifier et soutenir les personnes ayant besoin d'une protection internationale détenues pour des motifs liés à leur entrée irrégulière ou à leur statut, et pour encourager les autorités à améliorer les conditions de détention si nécessaire. Dans toutes les régions, le HCR a formé les instances d'asile, la police, les gardes-frontières, les instances judiciaires et d'autres professionnels du droit à la protection des réfugiés, dans le but d'améliorer l'accès à la justice et aux droits.

L'accès à l'aide juridique et la sensibilisation au droit sont essentiels pour assurer l'accès à la justice. Près de 62% des opérations concernées se sont efforcées de fournir une aide juridique aux personnes déracinées, en particulier les plus vulnérables, sur un large éventail de questions, notamment la détention pour des motifs liés à l'immigration. Par exemple, au Mexique, le HCR a fourni une orientation juridique à 201 000 personnes concernant l'accès aux procédures d'asile et d'immigration. Au Bangladesh, le HCR a fourni une assistance juridique à 25 000 réfugiés et une orientation juridique à 35 000 personnes. Dans certains pays, comme au Bangladesh, en Libye et au Soudan, les interventions juridiques du HCR ont été essentielles pour protéger les réfugiés vulnérables qui étaient victimes de la traite et de formes aggravées de trafic et pour les aider à accéder à la protection et à des recours. Par exemple, malgré les contraintes d'accès, le HCR a facilité l'évacuation depuis la Libye de personnes vulnérables vers d'autres pays. En Ouganda, le HCR a plaidé avec succès auprès des autorités de l'immigration pour la libération de 203 personnes qui avaient été arrêtées et détenues en lien avec leur statut juridique. Les efforts de formation du HCR en direction des autorités de l'immigration, de la police et d'autres organismes ont contribué à ce résultat.

Défis à relever

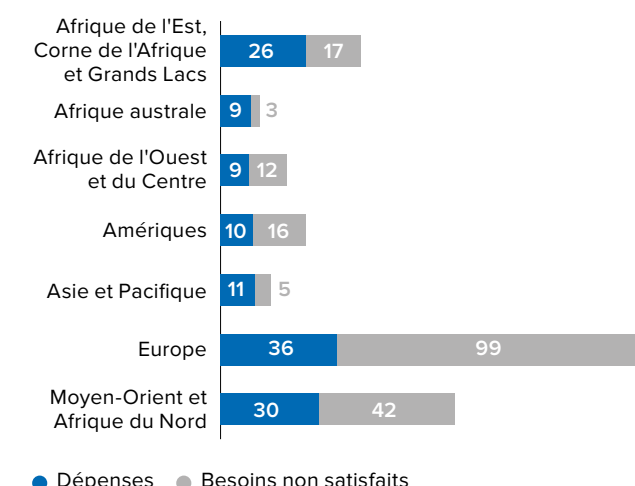
De nombreux pays ont continué d'avoir régulièrement recours à la détention pour des motifs liés à l'entrée irrégulière ou au statut en matière d'immigration, avec des effets durables et néfastes graves sur les personnes déracinées, en particulier les enfants.

Dépenses et budget mondiaux pour la Sécurité et l'accès à la justice

131 millions de dollars dépensés sur un budget total de **325 millions de dollars**

193 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **60%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



Dans plusieurs pays, le HCR a rencontré des difficultés pour accéder aux lieux de détention, ce qui a entravé l'exercice de son mandat de protection.

Des informations juridiques et une aide juridique sont essentielles pour assurer l'accès à la justice des personnes déracinées. Les efforts déployés par le HCR pour garantir l'accès des personnes à des recours juridiques ont cependant été entravés par le manque de financement, des cadres juridiques restrictifs, la pénurie de services juridiques et de juristes bien formés, des conditions de sécurité instables et le manque d'accès aux régions reculées et aux lieux de détention. En outre, davantage de ressources étaient nécessaires pour promouvoir le recours à des alternatives à la détention non privatives de liberté et communautaires, en particulier pour les enfants et les familles, en s'appuyant notamment sur la présentation de preuves basées sur des faits montrant leurs avantages tant pour les demandeurs d'asile que pour les États. Le HCR a cherché à surmonter ces défis grâce à des partenariats, l'utilisation des technologies numériques, et en combinant des interventions juridiques avec des actions ciblées de plaidoyer auprès de partenaires gouvernementaux clés.

PRINCIPAUX INDICATEURS EN 2022

POUR LES DOMAINES DE RÉALISATION 4-6

VIOLENCES DE GENRE		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat:			
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%
4.1 	Proportion de personnes qui savent où avoir accès aux services disponibles pour une prise en charge liée à des violences de genre	Déplacés internes	31%	13%	25%	31%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	11%	11%	25%	53%
		Rapatriés	17%	0%	17%	67%
4.2 	Proportion de personnes qui n'acceptent pas les violences faites aux femmes	Déplacés internes	8%	15%	31%	46%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	8%	6%	17%	69%
4.3 	Proportion de victimes qui sont satisfaites des services de gestion des cas de violences de genre	Déplacés internes	20%	30%	10%	40%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	2%	5%	19%	74%

PROTECTION DE L'ENFANCE		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat:				
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%	
5.1		Proportion d'enfants en situation de risque accru faisant l'objet de procédures de détermination de leur intérêt supérieur	Déplacés internes	25%	13%	38%	25%
			Réfugiés et demandeurs d'asile	23%	17%	23%	38%
5.2		Proportion d'enfants qui participent à des programmes communautaires de protection de l'enfance	Déplacés internes	55%	36%	9%	0%
			Réfugiés et demandeurs d'asile	47%	22%	8%	24%
5.3		Proportion de mineurs isolés qui bénéficient de modalités de prise en charge alternative adaptées	Déplacés internes	17%	0%	50%	33%
			Réfugiés et demandeurs d'asile	28%	6%	23%	43%

SÉCURITÉ ET ACCÈS À LA JUSTICE		Populations concernées	Nombre de personnes
6.1		Nombre de personnes arrêtées ou détenues en raison d'un contrôle de l'immigration ou de leur statut juridique	
		Réfugiés et demandeurs d'asile	24 118
		Apatriés	3018



Une peinture murale décrivant les rôles des femmes dans la société et dénonçant les violences de genre figure sur le mur de l'organisation caritative FMMDI (Femmes Main dans la Main pour le Développement Intégral) basée à Kananga, au Kasai-Central, en République démocratique du Congo.

Domaine prioritaire



Le fleuve Logone a débordé, inondant des quartiers résidentiels du district de Kousséri, à l'Extrême-Nord du Cameroun et forçant des milliers de personnes à quitter leur foyer.

© HCR/Moise Amedje Peladai

Action climatique

Les [neuf dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées](#) (en anglais), et les neuf prochaines années seront probablement encore plus chaudes. Les personnes les moins bien protégées et qui ont le moins de ressources pour s'adapter seront les plus exposées aux risques. Les crises climatiques sont de plus en plus fréquentes et dévastatrices, forcent des dizaines de millions de personnes à fuir et rendent encore plus précaire la situation des personnes déjà déracinées. Il est de plus en plus difficile de mettre en place des solutions sûres et durables pour les personnes déplacées, car le changement climatique aggrave les conditions déjà dégradées et dangereuses dans leurs régions d'origine et de refuge.

Les catastrophes naturelles telles que les inondations dévastatrices au Pakistan, en République démocratique du Congo et dans certaines régions du Sahel, ainsi que les sécheresses prolongées en Afghanistan, à Madagascar et dans la Corne de l'Afrique, ont provoqué le déplacement de millions de personnes. Des tempêtes hivernales dévastatrices ont entraîné le déplacement secondaire de plus de 3900 réfugiés syriens au Liban et le cyclone Gombé a endommagé 80% des abris des réfugiés dans le site d'installation de Maratane au Mozambique, pour ne citer que deux exemples des nombreuses répercussions sur les personnes déplacées en 2022.

Renforcer les opérations

En 2022, le HCR a révisé sa « [Politique sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence](#) » afin d'harmoniser et de simplifier les procédures de préparation, les instructions et les outils de préparation, notamment pour les situations d'urgence causées par des risques naturels. Les partenaires de réserve ont apporté un soutien technique essentiel en déployant 16 experts de l'énergie et de l'environnement en soutien aux opérations du HCR au Bangladesh, au Burundi, en Colombie, à Djibouti, en Jordanie, au Kenya, en Mauritanie, au Niger, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Tchad et en Zambie. Les [recommandations](#) (en anglais)

du Groupe sectoriel mondial chargé de la protection et la [boîte à outils](#) sur « la préparation à la protection dans le contexte des changements climatiques et des catastrophes » ont été déployées dans les opérations du groupe sectoriel en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique.

Dans leur analyse des risques de situation d'urgence, 44 opérations du HCR ont identifié 47 risques climatiques susceptibles d'accroître les besoins humanitaires et les déplacements. La participation à des mécanismes de coordination et à des réseaux et initiatives spécialisés à l'échelle locale, régionale et mondiale a permis une forte collaboration et un partage des connaissances en matière de préparation, d'alerte précoce et d'action rapide.

Le HCR s'est efforcé d'atténuer les effets du changement climatique tels que les inondations, les glissements de terrain, les pénuries d'eau et la déforestation dans les sites d'installation de personnes déplacées, en adoptant une approche de planification des sites d'installation, des abris, du logement, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et de l'énergie, de plus en plus respectueuse du climat. En collaboration avec le Centre satellitaire des Nations Unies, le HCR a facilité la réalisation d'analyses géospatiales et hydrologiques de 30 sites d'installation existants dans les 15 pays les plus touchés par les chocs climatiques, marquant ainsi un premier pas vers la conception et la mise en œuvre de mesures de réduction des risques et de résilience.

Le [Fonds de protection environnementale des réfugiés](#) du HCR a pour objectif de financer à long terme les programmes de reforestation et de combustibles de cuisson propres en reliant leurs bénéfices environnementaux au marché mondial du carbone. Ce Fonds permet également de créer des emplois verts pour les réfugiés et les membres des communautés d'accueil. Lancé en décembre 2021, le Fonds a reçu 2 millions de dollars en 2022 et a commencé des études de faisabilité en Ouganda, au Rwanda, au Soudan et au Soudan du Sud.

Fin 2022, le HCR avait équipé environ 46% de ses 500 pompes à eau avec des systèmes alimentés à l'énergie solaire, bien que des centaines d'autres fonctionnaient encore au diesel. Pour accélérer le

financement de la transition vers l'énergie solaire des réseaux d'approvisionnement en eau, le HCR a lancé « [Project Flow](#) » (en anglais). Fin 2022, ce projet avait reçu 10,5 millions de dollars et lancé des études de faisabilité sur le terrain pour convertir 40 systèmes d'approvisionnement en eau à l'énergie solaire en Éthiopie, en Mauritanie, au Rwanda, au Soudan, au Soudan du Sud et en Zambie.

Lois et politiques

En 2022, l'un des principaux objectifs était de faire reconnaître la question du déplacement dans les forums internationaux sur les politiques liées au climat. Les efforts de plaidoyer, menés en collaboration avec les partenaires et les personnes déplacées elles-mêmes, ont abouti à l'inclusion historique des « déplacements forcés » dans le [document final de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de 2022 \(COP27\)](#) (en anglais), fournissant une base solide pour continuer de défendre la situation unique des personnes déplacées dans les négociations internationales sur le climat.

Le HCR a aidé les gouvernements à élaborer des cadres juridiques et politiques pour la protection des déplacés internes dans le contexte des catastrophes et du changement climatique, comme au Burkina Faso, en Éthiopie, au Nigéria, aux Philippines, au Soudan du Sud et au Tchad. Le HCR a également soutenu un réseau de chercheurs africains qui étudie l'application du droit des réfugiés dans le contexte du changement climatique et des catastrophes. De plus, le HCR a produit une étude sur la mobilité humaine et le changement climatique dans la [région de l'IGAD](#) dans le cadre du programme commun « [S'attaquer aux facteurs de migration et permettre des migrations sûres, ordonnées et régulières dans le contexte des catastrophes et du changement climatique](#) » (en anglais) financé par le Fonds de financement multipartite. Cette étude constitue un point de départ pour renforcer l'environnement de protection et la gouvernance de la mobilité dans la région.

En collaboration avec le Groupe sectoriel mondial chargé de la protection, le HCR a publié le « [rapport mondial sur les lois et les politiques en matière](#)

[de déplacement interne : mise en œuvre de la responsabilité nationale](#) ». Il présente trente ans d'évolutions juridiques et politiques en faveur de la protection des déplacés internes dans le monde entier, et se concentre particulièrement sur les interventions juridiques et politiques en réponse aux déplacements liés au changement climatique. En collaboration avec le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le développement au Sahel et d'un consortium de recherche regroupant 18 instituts universitaires, le HCR a publié le rapport « [Passer de la réaction à l'action : prévoir les zones de vulnérabilité au Sahel](#) » (en anglais) pour soutenir la résilience au Sahel et favoriser une collaboration informée sur les risques climatiques dans les secteurs de la paix, du développement et de l'humanitaire.

Pour un HCR plus vert

Le HCR souhaite réduire sa propre empreinte écologique et ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 45% d'ici 2030 par rapport à 2018. En 2022, le HCR a atteint la neutralité climatique pour la quatrième année consécutive grâce à des compensations carbone et a poursuivi l'installation des boîtiers verts, qui contrôlent à distance la consommation d'électricité des bureaux du HCR. Fin 2022, 92% des bureaux avaient installé un boîtier vert. 85% des bureaux du HCR ont participé à l'enquête annuelle « [Du bleu au vert](#) » (en anglais) à l'échelle des Nations Unies, soit une augmentation significative par rapport aux 54% ayant participé l'année précédente.

Le [Mécanisme de financement vert](#) (en anglais) a permis au HCR de conclure les premiers contrats d'énergie solaire « en tant que service » à long terme de l'organisation pour deux infrastructures du HCR en Ouganda et pour une au Kenya. Ces projets d'énergie renouvelable, qui seront construits en 2023, réduiront les émissions de ces opérations de plus de 80% et les approvisionneront en énergie propre. Ces premiers projets ont ouvert la voie à une grande vague d'initiatives de conversion à l'énergie solaire dans l'ensemble de l'organisation, qui réduiront considérablement les émissions globales de gaz à effet de serre du HCR.

Le HCR a pris des mesures importantes pour améliorer la durabilité de sa chaîne d'approvisionnement

du début à la fin, et élaboré des cahiers des charges plus verts pour les couvertures, les nattes de couchage, les jerrycans et les seaux. En outre, l'organisation a lancé un projet pilote d'achats d'articles de secours essentiels durables dans la région de l'Asie et du Pacifique afin de réapprovisionner les stocks en Afghanistan,

au Kirghizstan, en Ouzbékistan et au Pakistan, notamment en couvertures et lampes solaires fabriquées respectivement avec 100% et 20% de plastique recyclé. Le HCR s'attend à ce que ce projet pilote permette de réduire les émissions de dioxyde de carbone d'environ 1840 tonnes et d'économiser l'équivalent de 680 000 litres de diesel.



Au milieu du plus grand site de collecte d'eau de pluie de la ville de Filtu, un homme plonge ses mains dans le ventre de la terre à la recherche d'eau. De toutes les zones touchées par la sécheresse en Éthiopie, les trois zones desservies par le HCR à partir de Melkadida dans la région Somali sont les plus sévèrement touchées.

© HCR/ Mary Sanyu Osire



Le [Fonds pour l'innovation, l'environnement et la résilience](#) a été lancé en 2022.

Ce programme collaboratif offre l'espace et les ressources nécessaires aux équipes du HCR pour concevoir des solutions innovantes afin de faire face aux impacts des crises climatiques et environnementales. L'élaboration de solutions en collaboration avec les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil est un principe fondamental de ce programme. 10 projets pilotes ont commencé en 2022 et continueront en 2023. Il s'agit notamment d'un projet au Pérou qui teste les « collecteurs de brouillard » comme solution potentielle à la pénurie d'eau dans un environnement aride et pollué, d'un essai de pisciculture dans les marécages autour des sites d'installation de réfugiés en Ouganda et d'un projet pilote de recyclage des déchets électroniques qui pourrait bénéficier à 40 000 personnes au Bangladesh. Le projet pilote « *Guardianes de Ecosistemas* » en Équateur a adopté une approche de gestion communautaire pour relever les défis environnementaux spécifiques auxquels sont confrontées les personnes déracinées dans cinq écosystèmes différents. Deux communautés se sont concentrées sur la mise en place de mécanismes de recyclage, deux sur l'utilisation du bambou pour assurer des constructions plus durables et des techniques plus respectueuses de l'environnement, et une sur l'assainissement de l'écosystème fluvial et la mise en place d'une barrière pour éviter toute pollution supplémentaire due au déversement de déchets dans la rivière.



Domaine de réalisation 7

Une peinture murale représentant le rôle des femmes dans la société et dénonçant les violences de genre, à l'extérieur de l'association caritative FMMDI (Femmes Main dans la Main pour le Développement Intégral) au Kasai-Central, en République démocratique du Congo.

© HCR/Caroline Irby

Engagement communautaire et émancipation des femmes

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 176.)



Proportion de personnes déracinées ayant accès à une participation significative à toutes les phases de l'opération



Proportion de personnes déracinées ou apatrides ayant accès à des mécanismes efficaces de réponse et de retour d'informations



Proportion (et nombre) de femmes participant activement aux structures de gestion/leadership



Le HCR s'efforce d'être redevable envers les personnes déracinées ou apatrides et de veiller à ce

qu'elles aient un rôle central dans la prise des décisions qui les concernent, guidé par sa « [Politique sur l'âge, le genre et la diversité](#) » et ses engagements en matière de redevabilité envers les personnes affectées et l'égalité des genres. La mise en œuvre de cette politique a été analysée dans un [rapport d'évaluation](#) (en anglais) en avril 2022.

Au cours de l'année, le HCR a collaboré avec les communautés et les organisations communautaires à tous les niveaux. Pour faciliter l'engagement et la coopération, une [Équipe spéciale](#) (en anglais) ad hoc a élaboré une [définition des organisations dirigées par des réfugiés](#) (en anglais) qui contribuera à suivre les progrès réalisés en matière de localisation. Elle a aussi lancé une cartographie mondiale des

organisations dirigées par des personnes déplacées et apatrides, et encouragé l'utilisation d'un [répertoire d'informations en ligne](#) (en anglais) pour les aider à accéder à des ressources utiles. En quelques mois, l'exercice a permis de cartographier 365 organisations locales dans 78 pays.

Un [Conseil consultatif](#) (en anglais) représentatif et inclusif composé de 16 organisations dirigées par des réfugiés, des déplacés internes et des apatrides, a été mis en place pour conseiller le HCR sur comment mieux intégrer les avis des organisations communautaires dans ses activités.

Le HCR a instauré des [subventions](#) (en anglais) modestes à destination des organisations locales au début de l'année 2022, accordant 233 000 dollars à 70 initiatives dans 22 pays, pour encourager la cohésion sociale, renforcer les compétences des communautés locales et créer des espaces pour les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes LGBTIQ+. Un [Fonds d'innovation dirigé par des réfugiés](#) a également été lancé pour aider les organisations communautaires à mettre en pratique leurs propres idées créatives.

Le HCR a mis en œuvre des « [Actions clés pour les jeunes réfugiés](#) » dans au moins 36 pays et fourni un soutien ciblé à des initiatives communautaires axées sur les jeunes au Brésil, en République dominicaine, en El Salvador, en Malaisie, au Malawi, au Niger et au Zimbabwe, avec des activités dans le domaine des arts créatifs, des sports, des médias pour promouvoir les droits des réfugiés.

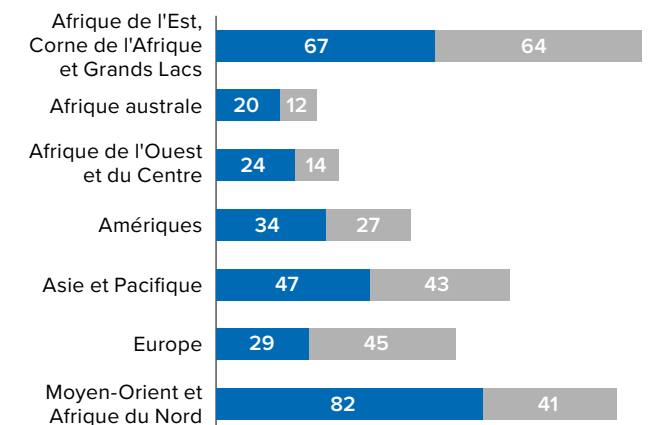
Le HCR s'est investi dans des programmes transformateurs et répondant aux problématiques de genre, qui incluent expressément les femmes et les filles dans les initiatives relatives aux moyens de subsistance et dans les aides en espèces; qui encouragent leur accès à l'éducation et à des documents pour réduire l'abandon scolaire; qui préviennent les mariages précoces et comblent l'écart numérique lié au genre. Il a favorisé la participation et la direction des femmes et des filles dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes du HCR, et s'est efforcé de ventiler les données par sexe dans toutes ses opérations. Dans plusieurs pays, des partenariats avec les ministères, les organisations des Nations Unies, la société civile et le secteur privé ont contribué à inclure les

Dépenses et budget mondiaux pour l'Engagement communautaire et l'émancipation des femmes

309 millions de dollars dépensés sur un budget total de **555 millions de dollars**

246 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **44%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

femmes et les filles dans les systèmes nationaux de protection. Le HCR a soutenu des associations de femmes en Éthiopie, fourni des ressources pour des interventions en première ligne à 88 structures communautaires dans la région du Darfour-Oriental au Soudan, formé 600 femmes membres des structures communautaires en République-Unie de Tanzanie, et collaboré avec 263 organisations communautaires au Niger. Le HCR a collaboré avec la Banque mondiale sur le programme de recherche « [Les dimensions du déplacement forcé liées au genre](#) » et sur un [rapport de synthèse](#) (en anglais) qui orienteront la politique et la programmation.

Le HCR a continué d'impliquer les personnes déracinées ou apatrides dans des évaluations participatives pour recueillir des informations précises sur les risques spécifiques de protection auxquels elles sont exposées et sur les causes sous-jacentes, pour comprendre leurs capacités et leurs stratégies d'adaptation, et pour entendre leurs propositions de solutions. 72 opérations ont réalisé des évaluations participatives, notamment au Yémen, où 900 personnes ont participé à 58 groupes de discussion à Sanaa, Aden et Mukalla; au Soudan du Sud, où des évaluations participatives ont ciblé

5746 déplacés internes, réfugiés et rapatriés; et au Pakistan, où 2204 participants ont pris part à des groupes de discussion, à des entrevues avec des informateurs clés et à des entretiens semi-directifs.

Afin de soutenir le rôle central des communautés en tant que premiers répondants, le HCR a coopéré étroitement avec les structures communautaires, notamment des dirigeants, des volontaires de proximité, des comités de femmes et de jeunes. Au moins 25 opérations du HCR ont déployé des programmes de volontaires communautaires pour aider à identifier les personnes exposées à des risques accrus, notamment un réseau de 463 volontaires communautaires de proximité et 1137 dirigeants communautaires en Iraq, et un réseau de 153 volontaires formés au Mozambique qui ont diffusé des messages sur la protection, la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, les mariages précoces et les violences de genre. Au Niger, le HCR a travaillé avec un réseau de 263 structures communautaires autour des activités génératrices de revenus respectueuses de l'environnement et de la coexistence pacifique. Au Bangladesh, le HCR a établi des relations avec plus de 700 enseignantes de religion dans tous les camps afin d'impliquer les femmes dans des discussions importantes sur la protection au niveau communautaire.

Le HCR a documenté des pratiques prometteuses sur l'application de l'approche prenant en considération l'âge, le genre et la diversité et 3919 employés et partenaires ont été formés à cette approche ou à la protection communautaire. 243 personnes ont notamment participé à un apprentissage structuré au niveau régional ou national sur l'inclusion du handicap, la redevabilité envers les personnes affectées et la protection des personnes LGBTQ+.

Personnes en situation de handicap et personnes âgées

La politique du HCR sur l'âge, le genre et la diversité et la [Stratégie des Nations unies pour l'inclusion du handicap](#) a guidé l'engagement du HCR envers les personnes en situation de handicap. En 2022, le HCR a fourni un soutien ciblé à près de 5300 personnes âgées et à 127 000 personnes en situation de handicap.

Des initiatives éducatives communautaires ont aidé au moins 3475 enfants en situation de handicap à accéder à l'éducation en Algérie, en Arabie saoudite, au Niger, au Pérou, en Zambie et au Zimbabwe. En outre, des volontaires communautaires ont effectué des visites à domicile chez des personnes en situation de handicap et des personnes âgées dans 16 pays, leur permettant d'accéder à des aides en espèces, à des appareils fonctionnels, à une rééducation à domicile, à des services de santé mentale et de soutien psychosocial, et à une formation professionnelle. Le soutien du HCR a pris des formes diverses : aide juridique, sensibilisation au handicap, adaptations des communications ou accessibilité des locaux d'accueil, des points d'eau et des latrines. Le HCR a veillé à ce que les réfugiés aient accès aux dispositifs nationaux de prise en charge du handicap en Bulgarie, en Croatie et au Tadjikistan, et 200 réfugiés ont eu accès aux cartes attribuées aux personnes en situation de handicap au Cameroun.

Le HCR et l'International Disability Alliance ont impliqué 486 participants, dont au moins 175 personnes en situation de handicap (40% de femmes), dans des [consultations mondiales](#) (en anglais). Ces consultations ont abouti à un [document de discussion](#) (en anglais) sur les interactions entre le droit international des réfugiés et la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, qui devrait contribuer à inscrire la question de l'inclusion du handicap à l'agenda du Forum mondial sur les réfugiés de 2023. Le HCR a publié son « [approche envers les personnes déracinées et apatrides en situation de handicap](#) » (en anglais) et diffusé des recommandations pour [identifier](#) (en anglais) et [interroger](#) (en anglais) les personnes en situation de handicap en s'appuyant sur les [questions du groupe de Washington sur le handicap](#) (en anglais). La proportion de personnes en situation de handicap nouvellement enregistrées dans proGres est passée de 2,2% à 4,3% fin 2022, tout en restant en-dessous du chiffre [estimé de 16%](#) (en anglais) de la population mondiale vivant avec un handicap.

Personnes LGBTQ+

Guidé par les recommandations tirées de la table ronde de 2021 sur « [La protection et les solutions en faveur des personnes LGBTQ+](#) » (en anglais), le HCR s'est investi dans le renforcement des capacités de

son personnel et a développé sa collaboration avec des acteurs locaux de la société civile LGBTQ+.

14 opérations ont indiqué avoir inclus des personnes LGBTQ+ dans leurs exercices d'évaluation participative, notamment l'**Afrique du Sud**, l'**Argentine**, **Chypre**, **la Grèce** et **le Kenya**.

En **El Salvador**, le partenaire du HCR [COMCAVIS](#) (en anglais) a animé 10 ateliers sur les droits des personnes LGBTQ+ à l'attention de 358 agents gouvernementaux. Le HCR a impliqué près de 9000 personnes (dont 5253 femmes et filles et 502 personnes LGBTQ+) dans des activités communautaires visant à renforcer l'autogestion communautaire, l'organisation et la participation des citoyens.

Au **Guatemala**, dans le cadre du partenariat avec LAMBDA, des personnes LGBTQ+ ont bénéficié d'outils pour faciliter leur autogestion et leur participation effective à l'espace public. Le HCR **Pologne** a collaboré avec [Lambda Warszawa](#) (en anglais), la [Fundacja Trans-Fuzja](#) (en polonais), la [Warsaw House Foundation](#) (en anglais) pour faciliter l'inclusion des personnes LGBTQ+ dans les services de soutien psychosocial, de conseil juridique et d'orientation vers l'emploi. Au **Liban**, un programme de volontaires de proximité et des groupes de soutien de jeunes et de pairs LGBTQ+ ont permis d'orienter des stratégies de sensibilisation sur des sujets sensibles. Au **Moyen-Orient et en Afrique du Nord**, le HCR a lancé un projet de diversité sur la protection et la sécurité des personnes LGBTQ+ en déplacement. Ce projet comprenait la mise en place d'un réseau de points focaux LGBTQ+ incluant des organisations de la société civile de toute la région et visait à favoriser l'apprentissage et les échanges d'informations.

Communication bilatérale, retour d'informations et réponse

Le HCR a élaboré un [plan quinquennal pour renforcer la redevabilité envers les personnes affectées](#) (en anglais), avec un budget estimé de 45 millions de dollars sur cinq ans, reconnaissant le rôle central des personnes et des communautés dans la prise de décisions et l'importance d'une communication bilatérale effective. Ce plan prévoit des mécanismes accessibles pour partager les

informations, obtenir des retours d'informations de la part des communautés sur les activités du HCR et répondre à leurs demandes. La pertinence de l'approche du HCR en matière de redevabilité envers les personnes affectées a fait l'objet d'un [rapport d'évaluation](#) (en anglais) publié en novembre 2022.

Le HCR a renforcé son engagement communautaire par le biais d'initiatives de protection communautaire; il a fourni un soutien opérationnel et un appui au renforcement des capacités des opérations-pays; il a déployé des outils dans le domaine de la redevabilité envers les personnes affectées et amélioré la coordination avec d'autres organisations sur ce sujet, ainsi que pour la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, et la localisation.

Le HCR a réalisé une cartographie mondiale des canaux numériques qu'il utilise pour communiquer avec les personnes déracinées ou apatrides, et a reçu 134 réponses provenant de 121 pays. Selon les conclusions, 75% des opérations du HCR proposaient des options d'applications de messagerie, 50% disposaient de permanences téléphoniques gérées par le HCR, dont 42% étaient gratuites pour les utilisateurs, et moins de 10% proposaient des options en libre-service. Le HCR prévoit d'investir davantage dans les applications en libre-service pour simplifier les processus de mise à jour des données personnelles, la programmation des rendez-vous avec le HCR et les demandes d'assistance.

Les canaux de communication utilisés en 2022 ont notamment été les suivants : centres d'information mobiles, services d'assistance téléphonique, publications sur les réseaux sociaux et les services de messagerie, sites Internet [d'aide](#), programmes de radio, comités communautaires et entretiens en personne.

Rien qu'au Cameroun, 150 comités communautaires ont atteint 75 630 personnes grâce à des sessions de sensibilisation pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil. 51% des réfugiés adultes dans l'est du Tchad ont utilisé les mécanismes de plaintes et de retour d'informations du HCR. Les personnes déracinées ou apatrides ont communiqué avec le HCR via WhatsApp, Facebook et par textos.

Au Costa Rica, le HCR et ses partenaires ont mis en place des centres d'information mobiles dans six communautés et ont participé à des communications bilatérales avec près de 1000 réfugiés et demandeurs d'asile, en partageant des informations sur le statut de réfugié, l'accès aux moyens de subsistance, aux services de santé et à l'éducation. En Ukraine, en Hongrie, en Italie et en Slovaquie, le HCR a mis en place des canaux Telegram dédiés. Dans toute l'Europe, le HCR a créé des permanences téléphoniques et des centres d'appels pour avoir des retours d'informations et enregistrer les plaintes, notamment celles concernant l'exploitation et les abus sexuels. 40 [pages d'aide](#) du HCR dans toute la région ont reçu plus de 8,5 millions de visites.

Pour soutenir les opérations-pays, notamment dans les situations d'urgence comme en Ukraine et dans les pays voisins qui accueillent des réfugiés, le HCR a déployé 15 employés ayant une expertise dans la gestion des informations et la redevabilité envers les personnes affectées. Il a aussi aidé à renforcer les capacités du personnel et des partenaires. Ces ressources ont joué un rôle déterminant pour mettre en place des mécanismes de retour d'informations adaptés aux enfants en Pologne, pour améliorer la fonctionnalité d'une permanence téléphonique gérée par le Gouvernement en République de Moldova et pour développer des [vidéos sur l'accès à la protection temporaire](#) (en anglais) en Hongrie.

Défis à relever

Dans certains contextes, le HCR a rencontré des difficultés diverses pour mettre en œuvre des activités d'engagement communautaire : obstacles juridiques pour l'enregistrement des organisations locales ; restrictions administratives imposées par les autorités pour organiser des évaluations participatives, des rassemblements communautaires, ou les élections des dirigeants réfugiés ; dispersion géographique des communautés ; préoccupations sécuritaires ; risques naturels ; obstacles économiques et manque de ressources limitant la capacité des communautés à contacter le HCR ou la possibilité pour les volontaires de proximité de se déplacer dans les communautés. Le sous-financement a limité le soutien linguistique, la connectivité et la collaboration avec les communautés isolées via des canaux numériques.

Parmi les obstacles supplémentaires, il convient de souligner l'incertitude et le manque de perspectives de solutions qui ont affecté négativement la motivation des communautés, leur mobilisation et leur auto-organisation, ainsi que les attitudes xénophobes et discriminatoires à l'encontre des réfugiés et des demandeurs d'asile. Dans certains pays, les normes sociales et culturelles ont également empêché les femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées de s'engager et de participer véritablement. L'homophobie et la transphobie ont restreint l'identification des personnes de diverses

orientations sexuelles et identités de genre, ainsi que la coopération avec les organisations LGBTIQ+. Les inégalités de genre et les normes sociales dominantes ont eu un impact important sur la participation des femmes et des filles.

Les effets négatifs du changement climatique, les bouleversements liés à la pandémie de COVID-19 et les nouveaux conflits ont eu un impact disproportionné sur les femmes et les filles déracinées ou apatrides. Les normes de genre

néfastes ont restreint l'accès des femmes et leur participation à des instances de direction et à des opportunités économiques et éducatives dans plusieurs pays, conduisant au rétrécissement des espaces civils pour les femmes et les filles. Le sous-financement des organisations dirigées par des femmes a entravé leur participation à des initiatives communautaires, et les contraintes budgétaires ont empêché les partenaires du HCR d'intégrer réellement les considérations de genre dans leurs programmes.



Des femmes malvoyantes reçoivent une formation à la mobilité à Samarkhail, Jalalabad, province de Nangarhar, Afghanistan. Ce projet du HCR propose également des cours de braille et un soutien aux moyens de subsistance.

© HCR/Oxygen Film Studio (AFG)



Les loteries des codes postaux allouent des financements flexibles essentiels

En 2022, le HCR a reçu des contributions non affectées de la part des loteries des codes postaux [néerlandaise](#) (en anglais), suédoise et [allemande](#) (en anglais). C'est la meilleure qualité de financement car il donne au HCR la flexibilité de prioriser les besoins les plus urgents ou les plus critiques. La [loterie suédoise des codes postaux](#) (en anglais) a aussi apporté une contribution supplémentaire pour lutter contre les violences et les abus subis par les réfugiées et migrantes vénézuéliennes. Le projet est en cours dans trois pays – Colombie, Équateur et Pérou – et vise à mieux protéger les femmes, les filles et les personnes LGBTIQ+ déplacées vénézuéliennes contre les violences de genre et les discriminations.



© HCR/Vanessa Barrio



Domaine de réalisation 8

Le HCR distribue des lampes solaires dans le cadre de sa réponse humanitaire à Chocó, le département le plus pauvre de Colombie et l'un des plus touchés par les déplacements forcés et les confinements. Les lampes permettent aux enfants d'étudier le soir et améliorent la sécurité des femmes la nuit.

© HCR/Oriol Moya Cánovas

Bien-être et besoins essentiels



En 2022, le HCR a versé un montant record de 969,2 millions de dollars à 9,8 millions de personnes sous forme d'aides en espèces, qui permettent

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 176.)



Proportion de personnes déracinées dans le besoin qui reçoivent des aides en espèces ou en nature



Proportion de personnes déracinées dépendant principalement de combustibles de cuisson et de technologies propres [ODD 7]

aux populations de définir leurs besoins prioritaires tout en contribuant à l'économie locale. Les aides en espèces ont contribué à réduire les risques de pauvreté et de famine, qui peuvent conduire à l'exploitation et pousser des personnes à adopter des stratégies d'adaptation néfastes, par exemple à déscolariser leurs enfants pour les envoyer au travail, vendre des biens pour subvenir à leurs besoins ou réduire leurs repas. Le montant total des aides en espèces a augmenté de 45% par rapport à 2021, où 668 millions de dollars avaient été versés à 9,3 millions de personnes.

Conformément à la nouvelle « [Politique sur les aides en espèces](#) » (en anglais), 95% étaient sans restriction d'affectation et 80% ont été versées par voie électronique, dont 32% sur des comptes bancaires ou d'argent mobile, favorisant l'[inclusion](#)

[financière](#) des bénéficiaires et leur permettant d'accéder aux services nationaux. Cette politique encourage le recours aux aides en espèces, notamment lors des situations d'urgence. Ainsi, en 2022, des personnes dans des situations d'urgence complexes telles que l'Éthiopie, la République arabe syrienne, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Ukraine ont bénéficié de ce type d'aides. Les montants les plus importants ont été versés en Ukraine, en Pologne, au Liban, en Jordanie, en Afghanistan, en République de Moldova, en Iraq, au Yémen, en Roumanie et en Égypte. Un suivi post-distribution a été effectué avec l'outil du HCR dans 77 pays, et CashAssist, le système de gestion des aides en espèces du HCR, a été déployé dans 45 pays.

Le HCR a documenté les bonnes pratiques d'utilisation des aides en espèces pour obtenir des résultats dans les domaines de [l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène](#) (en anglais), de [l'éducation](#) (en anglais), [des moyens de subsistance et de l'inclusion économique](#) (en anglais), de la [santé](#) (en anglais), avec des exemples au Burkina Faso, au Costa Rica, en Égypte, en Iraq, au Kenya, au Maroc, au Mexique, au Pérou, en République démocratique du Congo, au Tchad et en Türkiye. Les aides en espèces se sont avérées efficaces pour résoudre les problèmes rencontrés par les personnes déracinées. D'après le suivi assuré par le HCR dans plus de 80 pays, 90% des bénéficiaires estimaient que les aides en espèces avaient constitué un bon moyen d'améliorer leur situation.

Le HCR est devenu officiellement responsable de la coordination des aides en espèces dans les sites de réfugiés, et codirige le [Groupe consultatif mondial sur les aides en espèces](#) (en anglais) avec l'OCHA. Des groupes de travail ont élaboré des plans de transition vers le nouveau modèle de coordination des aides en espèces dans 40 pays. Le HCR a mis en œuvre des approches communes des aides en espèces dans 30 pays.

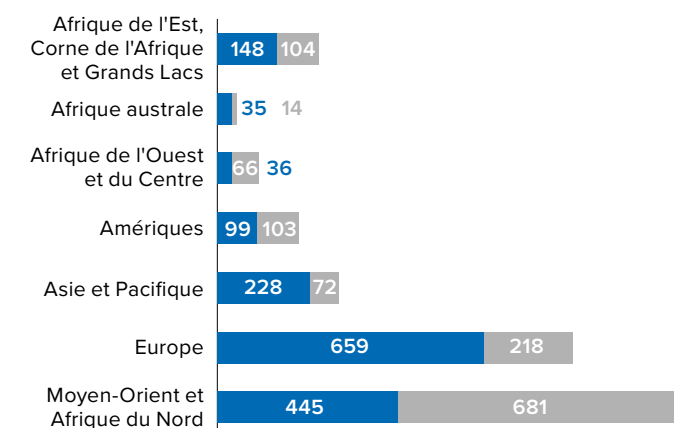
Au cours de l'année, le HCR a expédié des articles de secours essentiels d'une valeur de 37 millions de dollars dans le cadre de sa réponse d'urgence, répondant à 125 demandes. Il a été compliqué d'apporter cette aide : les personnes dans le besoin étaient souvent difficiles à atteindre, notamment dans les situations de déplacement interne. De

Dépenses et budget mondiaux pour le Bien-être et les besoins essentiels

1,668 milliard de dollars dépensés sur un budget total de **2,928 milliards de dollars**

1,260 milliard de dollars de besoins non satisfaits, soit **43%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

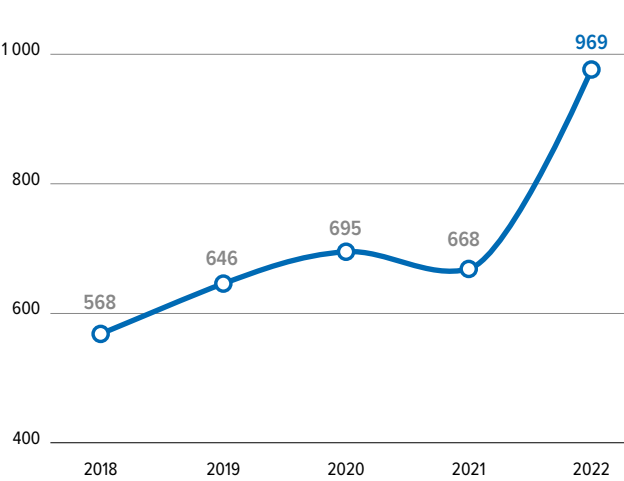
plus, les budgets humanitaires étaient gravement sous-financés, et début 2022, les chaînes d'approvisionnement étaient encore perturbées par la pandémie de COVID-19, qui a entraîné la fermeture de sites de production en Asie et augmenté les coûts d'expédition des articles de secours de 25% dans un contexte de pénurie de containers et de concurrence pour l'accès aux navires. La guerre en Ukraine a provoqué d'autres pénuries ainsi que de l'inflation. Le HCR a improvisé en acheminant par camion des produits de première nécessité du Pakistan jusqu'à l'Ukraine, évitant ainsi des voies maritimes problématiques, et en trouvant des sources d'approvisionnement plus près des besoins. L'organisation a effectué 25 ponts aériens depuis ses stocks stratégiques, qui ont maintenu des stocks pouvant fournir des articles de secours essentiels à jusqu'à 1 million de personnes.

L'énergie a représenté une dépense importante pour de nombreuses personnes déracinées, avec 21% des bénéficiaires d'aides en espèces consacrant des fonds à la cuisson, à l'éclairage et au chauffage. Cela montre l'importance de garantir l'accès des populations aidées par le HCR à des sources d'énergie durable, ce qui a des effets bénéfiques sur leur santé, leur bien-être et leurs moyens de subsistance.

Le HCR a fait des progrès considérables dans la mise en œuvre de sa « [Stratégie mondiale pour une énergie durable](#) » (en anglais), et s’est concentré sur les solutions de cuisson propre dans les sites d’installation de réfugiés dans les pays d’accueil à faible revenu. Le gaz de pétrole liquéfié a été adopté avec succès comme combustible de cuisson propre pour les réfugiés et les communautés d’accueil en Algérie, au Bangladesh et au Rwanda, où 68% des réfugiés ont eu accès à des solutions de cuisson propre, soit une augmentation de 50% par rapport à 2021. Toutes les familles réfugiées au Bangladesh ont accès à des solutions de cuisson propre depuis 2018.

Des combustibles de cuisson alternatifs issus de sources durables ont été recherchés dans la mesure du possible. En Ouganda, où 98% des réfugiés utilisaient encore du bois de chauffage et du charbon pour cuisiner, le HCR a organisé la distribution de briquettes vertes et de meilleurs réchauds. Plus de 5500 familles sont passées aux briquettes produites localement, réduisant ainsi leur exposition aux fumées nocives et améliorant leurs conditions de vie.

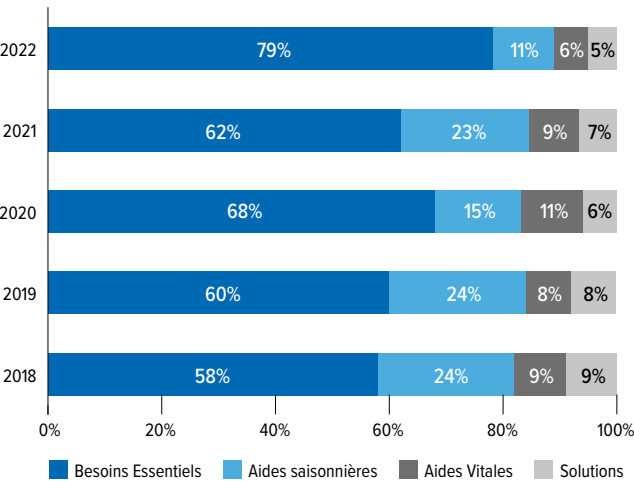
Aides en espèces | 2018-2022
(Millions - USD)



Défis à relever

En raison du sous-financement du budget du HCR et des difficultés extrêmes rencontrées par les personnes déracinées ou apatrides en 2022, le volume des aides en espèces était insuffisant. D’après le suivi post-distribution réalisé dans plus de 80 pays, 74% des personnes interrogées ont indiqué qu’elles ne parvenaient à couvrir que seulement la moitié ou moins de leurs besoins essentiels et 72% ont adopté des stratégies d’adaptation néfastes. Certains environnements réglementaires ont rendu impossible l’accès des populations déplacées à une connexion mobile et aux services financiers, et les exigences légales pour la délivrance de documents d’identité ont constitué un obstacle majeur. Un réfugié qui ne peut pas activer une connexion mobile, ouvrir un compte bancaire ou accéder à un portefeuille d’argent mobile à son propre nom, risque d’être encore plus marginalisé et démuné, ce qui compromet son autosuffisance, sa résilience, son indépendance financière, son inclusion sociale et sa protection. En outre, l’absence de sécurité juridique ou l’application incohérente des réglementations peuvent perturber la fourniture d’une assistance humanitaire.

Aide en espèces par Secteur | 2018-2022



En ce qui concerne les combustibles de cuisson, le HCR a estimé qu’environ 85% des populations déplacées résidant dans des camps dans des pays en voie de développement utilisaient de la biomasse issue de sources non durables pour cuisiner, entraînant des risques significatifs tels que la pollution de l’air intérieur, des conflits avec les communautés locales et des violences de genre, en particulier pour les femmes et les enfants qui ramassent du bois de chauffage.

La reforestation systématique nécessite un soutien à long terme, et le coût des combustibles propres et des technologies renouvelables pour la cuisson est resté trop élevé pour de nombreux réfugiés et leurs communautés d’accueil. Les contributions des gouvernements des pays d’accueil et des acteurs du développement, notamment dans les pays d’accueil de réfugiés à faible revenu, ont été insuffisantes pour créer une chaîne d’approvisionnement en combustibles durables, en particulier dans les régions éloignées.



Des articles de secours d'urgence sont préparés dans l'entrepôt du HCR dans le village d'Azakhel, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa au nord-ouest du Pakistan, pour être livrés aux réfugiés touchés par les inondations et aux membres de la communauté d'accueil.



Domaine de réalisation 9

Moins de six mois après que la province de Paktika en Afghanistan ait été touchée par un tremblement de terre, [le HCR a construit des centaines de maisons résistant aux séismes](#) (en anglais), favorisant la résilience communautaire et la stabilité dans les zones prioritaires de retour et de réintégration qui accueillent des réfugiés et des déplacés internes rapatriés.

© HCR/Chinar Media

Logement et sites d'installation durables



En 2022, le HCR a fourni une aide en matière d'abris à plus de 2 millions de personnes dans 37 pays sous la forme d'abris d'urgence, provisoires ou durables, de réparations ou rénovations d'abris, d'aides en espèces ou de coupons pour la location de logement ou l'achat de matériaux.

Guidé par sa «[Stratégie opérationnelle pour la résilience climatique et la préservation de l'environnement](#)», le HCR s'est efforcé en priorité d'améliorer la qualité de ses interventions en matière d'abris et de promouvoir des sites d'installation durables en adoptant la méthodologie du plan directeur pour planifier les sites d'installation.

Le HCR a déployé du personnel spécialisé en planification des abris et sites d'installation dès le

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 176.)



Proportion de personnes déracinées vivant dans des logements habitables à un coût abordable [ODD 11.1.1]



Proportion de personnes déracinées disposant d'énergie pour l'éclairage

début des situations d'urgence, par exemple en Afghanistan, en Éthiopie et en Ukraine. 35% des abris construits par le HCR et ses partenaires en 2022 étaient respectueux de l'environnement et considérés comme des solutions d'hébergement durables. Ce pourcentage s'élevait à 80% dans les pays sans situation d'urgence majeure. En outre, 37% des infrastructures collectives ont été construites de manière à préserver l'environnement.

En collaboration avec le Centre satellitaire des Nations Unies, le HCR a entrepris la réalisation d'analyses géospatiales et hydrologiques axées sur les risques climatiques et environnementaux tels que les inondations, les glissements de terrain et les sécheresses. 30 sites de déplacement dans les pays les plus vulnérables au changement climatique ont été cartographiés en détail, ce qui a permis d'obtenir le plan des surfaces bâties, la classification de la couverture du sol, une analyse hydrologique et typographique, les tendances en matière de déforestation et une analyse sur la pénurie d'eau et la sécheresse. Environ 1,5 million de personnes déracinées ou apatrides bénéficieront de l'analyse de ces 30 sites d'installation dans 15 opérations, et le nombre de bénéficiaires est bien plus important si l'on tient compte des retombées positives potentielles pour les communautés d'accueil.

Le HCR a mis au point des supports de formation technique pour améliorer les capacités en planification des sites d'installation. L'organisation a notamment développé des formations en ligne et des webinaires en partenariat avec l'Agence suisse pour le développement et la coopération dans le cadre du [Geneva Technical Hub](#), notamment un outil de cartographie et d'analyse des risques d'inondation en partenariat avec l'École polytechnique fédérale de Zurich. La notion de conception et de planification optimisées des espaces collectifs ouverts a été définie dans le cadre du Geneva Technical Hub par l'École polytechnique fédérale de Lausanne, et comprend sept principes de conception pour aider les planificateurs de sites d'installation à optimiser l'agencement des sites pour les personnes déracinées et leurs communautés d'accueil.

En 2022, le HCR a également distribué plus de 900 000 lanternes solaires dans 51 pays. Il a été prouvé que [l'accès à l'éclairage](#) (en anglais) réduit les risques de protection, tout en permettant aux enfants d'étudier lorsqu'il fait nuit.

Au Pakistan, le HCR a commandé des systèmes solaires domestiques pour plus de 25 000 réfugiés dans les régions touchées par les inondations. En Afghanistan, le HCR a distribué des solutions solaires autonomes, qui alimentent près de 6000 personnes en électricité dans les régions isolées. En Jordanie, où plus de 120 000 réfugiés ont accès à un réseau électrique stable depuis 2017, les aides en matière d'énergie ont été supprimées, mais le HCR a mis en place un accord intérimaire pour maintenir temporairement ces aides pour 35 000 familles de réfugiés.

En collaboration avec des établissements universitaires, le HCR a réalisé une [étude détaillée sur l'accès à l'électricité dans plus de 300 sites de réfugiés en Afrique sub-saharienne](#) (en anglais). Une seconde phase consacrée aux mini réseaux solaires a commencé au Malawi, en Ouganda et en Zambie. Selon des données recueillies par le HCR auprès de 400 centres de santé dans 21 pays, 44% d'entre eux utilisent des énergies durables et renouvelables, et il est prévu d'augmenter cette part à 50%.

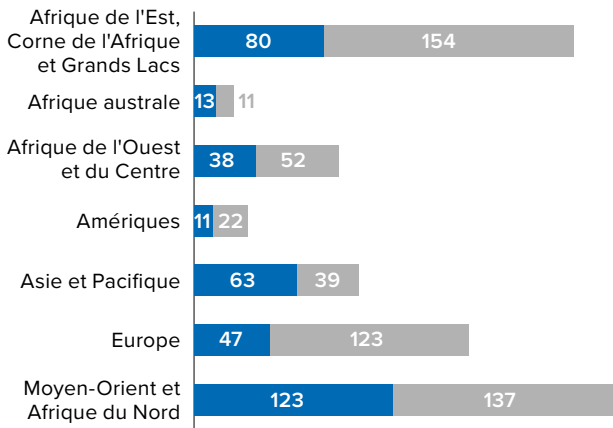
La fourniture de systèmes photovoltaïques solaires aux centres de santé en Afrique de l'Est a considérablement amélioré la qualité des services

Dépenses et budget mondiaux pour le Logement et les sites d'installation durables

383 millions de dollars dépensés sur un budget total de **918 millions de dollars**

536 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **58%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

pour 60 000 réfugiés et plus de 10 000 membres des communautés d'accueil rien qu'en Ouganda.

Défis à relever

Les infrastructures énergétiques dans les zones d'accueil de réfugiés étaient souvent inadéquates. Le HCR s'est efforcé de collaborer avec les acteurs du développement, les gouvernements des pays d'accueil et d'autres partenaires spécialisés pour promouvoir les investissements non-transactionnels et à long terme dans la fourniture d'électricité aux réfugiés et aux communautés d'accueil.

Dans de nombreux environnements d'accueil de réfugiés, l'accès à l'électricité se réduisait principalement à des lanternes solaires portables ne fournissant que quelques heures d'éclairage le soir, rendant difficile l'éducation des enfants et le développement de moyens de subsistance durables. Compte tenu de la situation économique précaire des réfugiés, des aides régulières sont nécessaires pour assurer la connexion au réseau national ou à des micro-réseaux privés sur le marché.

Environ 14% des centres de santé utilisaient des générateurs diesel, tandis que 14% n'avaient pas du tout accès à l'électricité, réduisant la qualité des services de santé et augmentant les coûts opérationnels.

Domaine de réalisation 10

Santé

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Le HCR, en étroite collaboration avec les gouvernements et ses partenaires, a poursuivi ses efforts pour rétablir les services de santé essentiels dans près de 50 pays au cours de la troisième année de la pandémie de COVID-19, tandis que d'autres épidémies continuaient d'apparaître.

En 2022, 9,36 millions de consultations (dont 8,21 millions pour des réfugiés et 1,15 million pour des ressortissants nationaux) ont été effectuées dans des installations financées par le HCR, soit une hausse de 19% par rapport à 2021. L'impact de la pandémie de COVID-19 et la pression qu'elle a exercée sur les systèmes de santé ont entraîné une légère hausse du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, qui est passé de 0,20 pour 1000 en 2021 à 0,24 pour 1000 en 2022, mais il est resté à un niveau acceptable (moins de 1,5 décès pour 1000 enfants de moins de 5 ans par mois). Malgré les difficultés persistantes durant la pandémie, la proportion des naissances assistée par du personnel qualifié est restée stable à 93% tandis que l'accès au traitement antirétroviral a été étendu, bénéficiant à 31 262 réfugiés contre 21 145 en 2021.

Le HCR et ses partenaires ont soutenu les interventions de santé publique dans les situations d'urgence, notamment dans la Corne de l'Afrique et

en Ukraine. La préparation des systèmes de santé publique et la réponse aux épidémies de maladies transmissibles sont restées des priorités mondiales, et l'augmentation du nombre de cas de paludisme et de dengue signalés a mis en évidence l'impact du changement climatique sur la santé des réfugiés. Un nombre sans précédent d'épidémies de choléra ont été signalées au niveau mondial et ont touché directement les réfugiés dans huit pays. Le HCR a renforcé la qualité et la portée du système intégré d'informations sur la santé des réfugiés (IRHIS) et son interopérabilité avec les systèmes nationaux. Il a également mis en place une base de données d'orientation médicale en ligne et élargi les enquêtes sur l'accès aux soins de santé et leur utilisation.

Grâce aux activités de plaidoyer en faveur de l'inclusion dans les plans nationaux de vaccination contre le COVID-19, 6,2 millions de réfugiés et de déplacés internes ont reçu au moins une dose de vaccin dans 153 pays. En raison des confinements liés au COVID-19, de nombreux enfants réfugiés n'ont pas reçu les vaccinations infantiles de routine, et seulement 61% des enfants de moins de cinq ans ont été vaccinés contre la rougeole. Le HCR a aidé les ministères de la Santé à organiser des campagnes de vaccination de rattrapage au niveau national. Le HCR et ses partenaires ont travaillé avec 9387 auxiliaires de santé communautaires dans 40 pays. Ils se sont engagés auprès des communautés pour promouvoir des modes de vie sains, ont soutenu les réponses aux épidémies de maladies transmissibles, ont assuré des soins de base et orienté les réfugiés vers des centres de santé et d'autres services.

Pour favoriser l'intégration des personnes déracinées ou apatrides dans les systèmes nationaux de santé, des évaluations de faisabilité et un soutien technique ont été fournis aux gouvernements en Égypte, en Éthiopie et ailleurs. Le HCR a collaboré avec l'université Columbia et

la Banque mondiale sur « [Les grandes questions relatives aux déplacements forcés et à la santé](#) » (en anglais), qui recense des données issues des recherches par pays sur les interventions de santé pour les réfugiés, notamment les lacunes et les bonnes pratiques.

Le Comité exécutif du HCR a adopté une [conclusion sur la santé mentale et le soutien psychosocial](#) (MHPPS), ce qui témoigne de la reconnaissance par les États membres de l'importance que revêtent la santé mentale et le soutien psychosocial, et traduit leur engagement à faire de cette question une priorité dans les réponses aux déplacements.

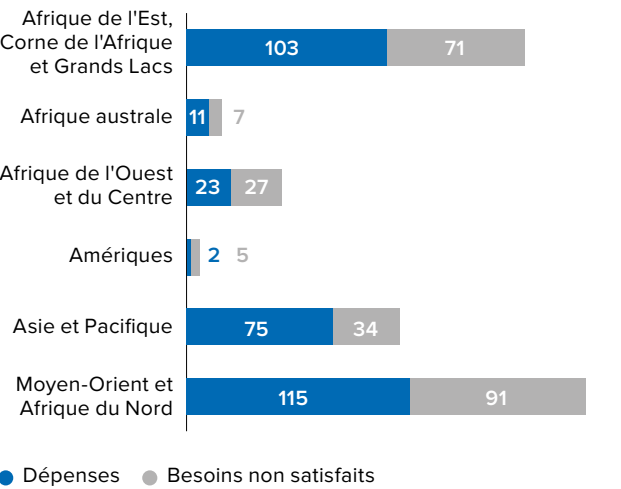
Des enquêtes nutritionnelles menées dans 17 pays ont montré une augmentation du niveau de malnutrition aiguë (plus de 50% à des niveaux graves ou critiques) et de retard de croissance (plus de 50% au-dessus des niveaux critiques) et un plus grand nombre d'enfants ont été admis dans les programmes d'alimentation thérapeutique que les années précédentes. Le HCR et les agences des Nations Unies ont poursuivi leurs efforts dans le cadre du [Plan d'action mondial contre l'émaciation des enfants](#) (en anglais), et environ 179 000 enfants réfugiés ont reçu des produits pour le traitement de l'émaciation grâce à une chaîne d'approvisionnement nationale consolidée dans 10 des 12 opérations prioritaires de réfugiés en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

Dépenses et budget mondiaux pour la Santé

334 millions de dollars dépensés sur un budget total de **570 millions de dollars**

236 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **41%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



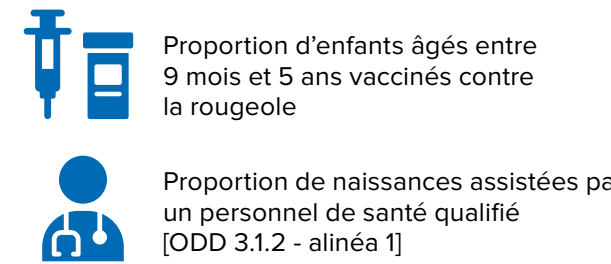
Défis à relever

Les conflits, les déplacements, les chocs économiques qui ont suivi la pandémie et le changement climatique ont affecté la capacité des personnes déracinées ou apatrides à satisfaire leurs besoins essentiels. Cela a entraîné une augmentation de la prévalence de la malnutrition, de mauvais résultats en matière de vaccination des enfants et une hausse des maladies transmissibles telles que la dengue et le paludisme. En outre, des besoins accrus ont été constatés chez les personnes qui ont été forcées de fuir récemment, et des niveaux de malnutrition très élevés ont été signalés dans certains contextes.

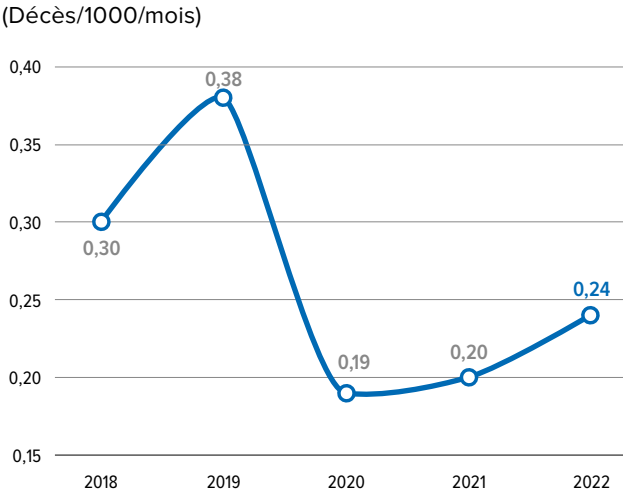
L'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux de protection sociale et de santé a constitué un défi, nécessitant des approches à moyen et long terme. Même lorsque les conditions étaient favorables à l'inclusion, les financements sont restés une contrainte majeure, et le HCR a dû prendre en charge les primes d'assurance des réfugiés dans les régimes contributifs. Cela a posé des problèmes de pérennité, car les financements humanitaires et l'autosuffisance des réfugiés sont par nature limités. Pour parvenir à une inclusion durable, il est nécessaire de renforcer la collaboration avec les acteurs du développement ainsi que leur soutien.

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 177.)



Taux de mortalité des moins de 5 ans 2018-2022





Domaine de réalisation 11

Des enfants réfugiés assistent à un cours en compétences élémentaires en écriture, en lecture et en calcul pour les enfants déscolarisés à Beyrouth, au Liban.

© HCR/Nour Tarabay

Éducation



En 2022, le programme [Educate A Child](#) (EAC) a permis à plus de 200 000 enfants déscolarisés dans 15 pays en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et aux Amériques d'accéder à l'enseignement primaire.

2022 a marqué le 30^e anniversaire du programme de bourses de l'[Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés](#) (DAFI) (en anglais).

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 177.)



Proportion de personnes inscrites dans l'enseignement supérieur en 2022 [ODD 4.3.1]



Proportion de personnes déracinées ou apatrides inscrites dans le système éducatif national* [Pacte mondial sur les réfugiés 2.2.1]

*Les systèmes d'information de gestion de l'éducation (EMIS) collectent, intègrent, traitent, conservent et diffusent des données et des informations sur l'éducation pour soutenir la prise de décision, la planification et le suivi. Alors que certains pays désagrègent les données en fonction de la nationalité des étudiants dans les EMIS nationaux, ce qui permet de suivre les progrès des étudiants étrangers et des ressortissants du pays d'accueil, les pays ventilent rarement les données en fonction du statut de protection internationale. Cela rend difficile le suivi des progrès de l'éducation selon des indicateurs clés pour les réfugiés et les autres personnes desservies par le HCR. Comme les réfugiés sont plus facilement intégrés dans les systèmes éducatifs des pays d'accueil, les résultats spécifiques à ces groupes de population sont rendus invisibles.

9049 étudiants réfugiés et rapatriés en ont bénéficié dans le monde entier, dont 43% de femmes, contre 41% en 2021. Le HCR a ouvert un nouveau programme DAFI en Slovaquie pour répondre aux besoins des étudiants fuyant la guerre en Ukraine. Reflétant le souhait de nombreux étudiants réfugiés de trouver rapidement un emploi, le programme annoncé a augmenté les inscriptions dans l'enseignement et la formation technique et professionnelle et a renforcé le soutien aux stages et aux autres services de préparation à l'emploi. La campagne de collecte de fonds pour l'enseignement supérieur [Aiming Higher](#) (en anglais) a permis de lever 17,5 millions de dollars au total depuis son lancement en 2020. Le programme DAFI est la pierre angulaire de l'[objectif global 15by30](#) pour l'éducation supérieure des réfugiés.

Le programme « Instant Network Schools », financé par la [Fondation Vodafone](#) a été étendu à 86 centres couvrant six pays. Depuis son lancement, ce programme a bénéficié à plus de 256 000 enfants et à 4560 enseignants. De plus, le programme d'éducation connectée, financé par [ProFuturo](#) (en anglais), a été étendu à deux autres pays, le Nigéria et le Zimbabwe.

Des efforts importants ont été déployés pour établir des relations solides avec la Banque mondiale, le Partenariat mondial pour l'éducation et Éducation sans délai, ainsi qu'avec des partenaires bilatéraux qui ont orienté l'aide financière afin de promouvoir l'inclusion dans les systèmes nationaux et

d'harmoniser les financements entre les approches humanitaires et de développement.

Bien que les données désagrégées par statut de protection internationale permettant de surveiller la scolarisation des personnes déracinées dans les systèmes d'éducation nationaux fassent défaut, les environnements politiques sont généralement favorables à l'accès à l'éducation : 75% des pays qui accueillent des réfugiés disposent de politiques et de législations indiquant explicitement que les réfugiés peuvent accéder à l'enseignement primaire dans les mêmes conditions que les nationaux. Pour l'enseignement secondaire, [66% des pays déclarants](#) (en anglais) indiquent le même environnement politique.

Dans de nombreux pays, le HCR et ses partenaires ont couvert les dépenses de fonctionnement tels que les salaires des enseignants, le matériel pédagogique, les uniformes, les aides en espèces pour la participation à l'éducation, les frais d'examens ainsi que la rénovation ou la construction d'infrastructures, au profit des réfugiés et des communautés d'accueil. Cependant, en raison du manque de financements, les besoins n'ont été couverts qu'en partie et un grand nombre d'enfants et de jeunes réfugiés n'étaient pas scolarisés.

La gouvernance des écoles et la participation communautaire ont été améliorées grâce à des associations parents-enseignants, et des activités de sensibilisation ont été menées au niveau des communautés pour promouvoir l'éducation des filles et identifier les enfants déscolarisés, notamment les enfants en situation de handicap.

Le HCR et les questions relatives aux réfugiés ont été extrêmement visibles lors du « [Sommet sur la transformation de l'éducation](#) », qui s'est tenu lors de la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2022, au cours duquel ces questions ont été largement abordées par de nombreux partenaires.

Défis à relever

Malgré un soutien croissant et des avancées significatives, des problèmes de ressources et de capacités ont fait obstacle à la fourniture d'une éducation de qualité, notamment le manque de

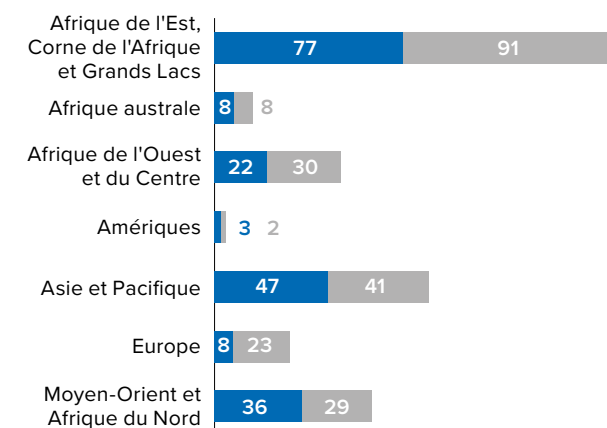
Dépenses et budget mondiaux pour l'Éducation

226 millions de dollars dépensés sur un budget total de **458 millions de dollars**

232 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **51%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits

(Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

financements, d'enseignants qualifiés, de matériel pédagogique et d'infrastructures, avec souvent 100 élèves par classe voire jusqu'à 200 au Mali. L'enseignement secondaire est resté un chaînon manquant : tant que l'accès à un enseignement secondaire de qualité n'aura pas été amélioré, les avancées réalisées dans l'enseignement primaire resteront sans effets, et il y aura des occasions manquées au niveau des voies vers la scolarisation et l'activité économique. En raison du manque d'infrastructures scolaires, notamment de laboratoires de sciences, de technologies de l'information et de bibliothèques, les élèves n'ont pas pu étudier les matières STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques). Le manque de qualifications dans ces matières a à son tour limité l'accès à des opportunités de bourses dans les établissements d'enseignement supérieur. L'accès à l'éducation est resté un défi majeur dans les situations d'urgence, au cours desquelles les enfants ont besoin de divers services de soutien pour leur permettre de reprendre leur éducation.

L'accès à l'enseignement supérieur est resté entravé par les opportunités limitées dans l'enseignement post-secondaire et par le manque d'établissements d'enseignement supérieur dans les régions d'accueil de réfugiés, notamment de centres d'enseignement professionnel et technologique.

Les enseignants réfugiés constituaient l'essentiel du personnel enseignant dans les contextes de déplacements, or, ils ont souvent rencontré d'importantes difficultés telles que le manque d'accès à des possibilités de développement professionnel, une faible rémunération et des difficultés à faire reconnaître leurs qualifications antérieures. Les inégalités en matière d'apprentissage ont touché de manière disproportionnée les réfugiés et les enfants affectés par les crises et les conflits, qui sont particulièrement vulnérables.



Le réfugié et militant pour le climat sud-soudanais Opira Bosco Okot enseigne au collège Paluda dans le site d'installation de réfugiés de Palabek, dans le district de Lamwo, au nord de l'Ouganda.

Vaincre les perturbations: le parcours d'éducation d'un réfugié

« Cette bourse universitaire a été le début de l'espoir et la fin de la dépression »

Lorsque j'étais enfant, je rêvais d'aller à l'université et de devenir économiste. Au Soudan du Sud, j'étais un élève motivé et j'ai obtenu mon baccalauréat avec les meilleures notes de la région. J'ai commencé à enseigner l'économie et les mathématiques et j'ai été accepté à l'université. Dans la nuit du 28 mars 2017, alors que j'étais en train de préparer mes affaires pour aller à l'université, j'ai entendu des coups de feu dans mon village. J'ai couru pendant trois jours en me cachant dans la brousse avant d'atteindre la frontière de l'Ouganda. J'ai été enregistré et on m'a donné le nom de « réfugié ». Dans le site d'installation de réfugiés de Palabek, il n'y avait aucun espoir d'accéder à une éducation universitaire. J'étais constamment déprimé jusqu'à ce qu'en décembre 2019, je voie une annonce pour le programme de bourses DAFI. J'ai postulé, j'ai obtenu la bourse et j'ai déménagé à Kampala pour pouvoir poursuivre des études d'économie. Ça a été le début de l'espoir et la fin de la dépression.

Malgré un nouvel élan dans les relations avec les gouvernements des pays d'accueil, il est resté difficile d'élaborer des feuilles de route avec les ministères concernant l'intégration des réfugiés dans les systèmes d'éducation nationale, ainsi que de mobiliser des financements du secteur du développement pour créer des approches durables.

« Cette fois-ci, je voulais vaincre cet événement perturbateur »

Je venais à peine d'arriver à l'université que les problèmes ont recommencé : l'épidémie de COVID-19 a entraîné la fermeture de toutes les écoles et les universités ont mis en place un système d'enseignement en ligne. J'aurais pu rester à Kampala et étudier à distance, mais le prix de la nourriture ne cessait d'augmenter. Dans le site d'installation, j'avais droit à des rations alimentaires, mais pas à une connexion internet pour mon téléphone. J'étais donc confronté à un dilemme : est-ce que je restais à Kampala où j'avais accès à une connexion internet, mais où la nourriture coûtait cher ? Je n'étais pas le seul dans cette situation. Lors d'une [évaluation participative](#) (en anglais) réalisée en 2022, l'accès à la nourriture était l'un des principaux problèmes signalés par les réfugiés en Ouganda. J'ai décidé de rester à Kampala et de faire de mon

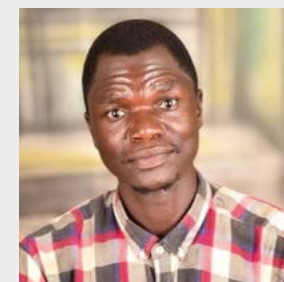
mieux pour m'en sortir. Cette fois-ci, je voulais vaincre cet événement perturbateur.

Un autre obstacle est apparu lorsque l'université a cessé d'autoriser les étudiants à s'installer dans l'enceinte de l'établissement en raison de la pandémie. J'ai décidé de m'adresser au doyen des étudiants, qui m'a permis de m'installer dans l'établissement et d'utiliser le réseau Wi-Fi. À partir de ce moment-là, ma motivation était au plus haut. J'ai été accepté à de nombreuses opportunités en ligne, notamment à la formation du HCR au leadership étudiant, au plaidoyer et à la prise de parole en public, au programme de mentorat des journalistes du HCR et à un programme de développement professionnel proposé par l'Institut Aspire de l'université de Harvard. J'ai également obtenu d'excellents résultats académiques, décrochant mon diplôme avec mention très bien en décembre 2022.

Mon expérience m'a permis de réaliser que les jeunes réfugiés avaient besoin d'avoir accès à des ordinateurs, à l'apprentissage technologique et à internet pour pouvoir exploiter au mieux leur potentiel. Pour un réfugié qui n'a même pas les moyens de s'acheter des stylos, l'éducation est en effet hors de portée. Par exemple, aujourd'hui, le programme scolaire du collège en Ouganda requiert l'accès à un ordinateur ou à un téléphone.

« Les rêves des réfugiés comptent aussi »

Cet objectif est réalisable : l'année 2022 a marqué le 30^e anniversaire du programme de bourses DAFI, qui a permis à 9049 étudiants réfugiés et rapatriés de s'inscrire dans des universités partout dans le monde en 2022. En Ouganda, [le HCR soutient les efforts du Gouvernement](#) (en anglais) pour promouvoir l'éducation des enfants et des jeunes parmi les réfugiés et les communautés d'accueil, avec l'ambition d'offrir, chaque année, à près de 700 000 jeunes une éducation de qualité. Cependant, ce plan a reçu à peine un tiers des financements nécessaires en 2022, et bien que le HCR et ses partenaires aient pris en charge les dépenses de fonctionnement tels que les salaires des enseignants et le matériel pédagogique, un grand nombre d'enfants et de jeunes réfugiés n'ont pas été scolarisés. Il y avait également un grand besoin de partenariats pour soutenir l'inclusion des enfants réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux. Soutenons l'éducation des réfugiés. Faisons de leur rêve une réalité. Leurs rêves aussi comptent.



Avec les ressources disponibles, moins de 1% des candidats en Ouganda obtiennent des bourses DAFI.

Opira Bosco Okot est un ancien étudiant du programme DAFI et le fondateur de « The Leads », une organisation basée en Ouganda qui s'efforce de permettre aux enfants et aux jeunes réfugiés de poursuivre leur scolarité. Il a participé au Programme de mentorat des journalistes réfugiés du HCR, un projet créé pour soutenir les réfugiés, les déplacés internes et les apatrides qui souhaitent raconter les histoires importantes de notre époque.

© HCR/Pauline Omuwajala



La Fondation Vodafone et le HCR ouvrent l'éducation numérique aux élèves réfugiés

Depuis 2013, le HCR travaille avec la [Fondation Vodafone](#) pour mettre en œuvre le programme « Instant Network Schools » (INS), qui fournit la connectivité et la technologie nécessaires pour transformer une classe existante en un centre d'apprentissage multimédia. À ce jour, ce programme a bénéficié à plus de 256 000 élèves et à 4560 enseignants dans 86 centres INS en Égypte, au Kenya, au Mozambique, en République démocratique du Congo, en République-Unie de Tanzanie et au Soudan du Sud, et 90 nouveaux centres devraient être mis en place d'ici mars 2024. En outre, en réponse à la guerre en Ukraine, la Fondation Vodafone a donné une importante contribution financière et en nature pour soutenir le travail du HCR auprès des personnes forcées de fuir le conflit.

Domaine de réalisation 12

Eau potable, assainissement et hygiène

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

En 2022, le HCR s'est efforcé d'améliorer l'accès des personnes déracinées à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) de manière résiliente au changement climatique, conformément à sa «[Stratégie opérationnelle pour la résilience climatique et la préservation de l'environnement](#)».

Le HCR a fourni des services WASH dans 34 pays à des millions de personnes déracinées ou apatrides. 58% des réfugiés auxquels le HCR est venu en aide avaient accès au moins aux services de base d'approvisionnement en eau potable. Les opérations du HCR en faveur des réfugiés ont fourni en moyenne 19 litres d'eau par personne par jour, soit un peu moins que la norme minimale de 20 litres par personne pour les situations prolongées. Des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau ont été mis en œuvre au Rwanda et ont amélioré l'accès des réfugiés à l'eau potable, et la rénovation des systèmes d'approvisionnement en eau a amélioré l'accès à l'eau au Malawi, au Niger, au Nigéria, au Soudan et au Soudan du Sud.

Malgré les progrès accomplis au fil des années en matière d'assainissement, seulement 32% des réfugiés avaient accès à des toilettes familiales sûres, et en moyenne, une toilette était partagée

Principaux indicateurs
(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 177.)

-  Proportion de personnes déracinées utilisant au moins les services de base d'approvisionnement en eau potable [ODD 6.1.1]
-  Proportion de personnes déracinées ayant accès à des toilettes familiales sûres [ODD 6.2.1]

par 14 personnes. Au Bangladesh, la durabilité et la sécurité des services d'assainissement ont été considérablement améliorées grâce à la rénovation et la création de stations de traitement des boues fécales pour gérer les déchets humains.

Fin 2022, 46% des forages dans les opérations du HCR fonctionnaient à l'énergie solaire, entraînant une baisse significative de la consommation de diesel et des émissions de CO₂. En 2022, plus de 40 forages et systèmes d'approvisionnement en eau fonctionnant au diesel dans six opérations-pays ont été inclus dans le «[Project Flow](#)» (en anglais), qui utilise un mécanisme de financement innovant pour assurer la transition des forages/systèmes d'approvisionnement en eau vers l'énergie solaire.

Le HCR a travaillé avec les gouvernements, les donateurs et les acteurs du développement pour promouvoir l'inclusion des réfugiés dans les services WASH nationaux, en effectuant des études techniques détaillées et en rénovant les réseaux en Éthiopie, en Ouganda et au Soudan. Un site d'installation en Ouganda a été entièrement transféré aux autorités locales de gestion de l'eau.

13 pays ont participé au projet Détecteurs d'eau intelligents (*Smart Water Sensors*) du HCR, qui permet un suivi en temps réel de l'efficacité, de la qualité de l'eau et de l'utilisation durable des nappes phréatiques.

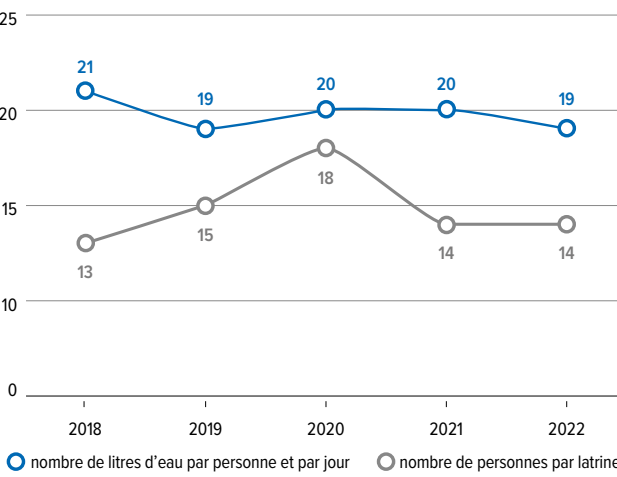
Pour former le personnel et partager les dernières évolutions techniques, des webinaires mensuels ont été organisés par la communauté des praticiens WASH, dont deux en collaboration avec l'UNICEF dans le cadre de l'initiative [Blueprint](#) (en anglais). Le [Geneva Technical Hub](#) a aidé les opérations-pays en matière d'utilisation durable et de surveillance des nappes phréatiques, de planification de l'optimisation des systèmes d'alimentation en eau et de systèmes d'assainissement durables.

Défis à relever

Malgré les efforts permanents du HCR pour améliorer les niveaux de service WASH dans toutes ses opérations, des lacunes ont subsisté, et les normes minimales n'étaient pas atteintes dans nombre d'entre elles en 2022. Dans 61% des sites d'installation, la norme de 20 litres d'eau par personne et par jour n'a pas été atteinte et, en raison du manque de ressources, de nombreuses opérations ont rencontré des difficultés à fournir des services d'approvisionnement en eau potable. Par exemple, au Cameroun, en Éthiopie, au Kenya, en République démocratique du Congo, au Rwanda et au Soudan, le vieillissement et le manque de maintenance des infrastructures d'approvisionnement en eau ont rendu les services d'approvisionnement en eau inefficaces, causé des fuites d'eau et compromis la qualité de l'eau.

La norme d'au moins 85% des ménages ayant accès à des toilettes familiales n'a été atteinte que dans 10% des sites d'installation. Le sous-financement a entravé la construction, le remplacement et la rénovation de toilettes. De nombreux réfugiés ont donc dû utiliser des installations sanitaires partagées ou inadéquates, ce qui a augmenté le risque de violences de genre, en particulier pour les femmes et les filles. L'absence de systèmes d'assainissement adéquats et sûrs a également entraîné le recours à la défécation en plein air, ce qui a eu d'autres incidences négatives sur la santé, l'hygiène et l'environnement.

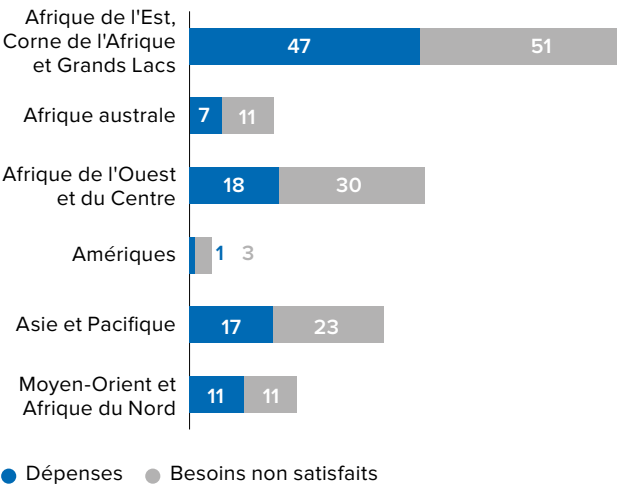
Services d'approvisionnement en eau et d'assainissement | 2018-2022



Dépenses et budget mondiaux pour l'Eau potable, l'assainissement et l'hygiène

104 millions de dollars dépensés sur un budget total de **237 millions de dollars**
133 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **56%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



Le HCR s'est efforcé de fournir des services répondant aux normes minimales, mais l'augmentation des événements liés au changement climatique tels que les inondations et les sécheresses a grandement compromis les progrès accomplis et les efforts déployés pour réaliser cet objectif. En 2022, les inondations ont endommagé des infrastructures WASH en Ouganda, au Soudan du Sud et au Tchad aggravant ainsi encore davantage des conditions de santé déjà précaires. La sécheresse a accru les besoins en eau tant pour les réfugiés que pour la communauté d'accueil en Éthiopie, et leurs demandes concurrentes en eau ont donné lieu à des différends. Au Soudan, l'aggravation de la pénurie d'eau associée à la croissance démographique a accru la pression sur le système d'approvisionnement en eau déjà surchargé, et l'objectif d'approvisionnement en eau n'a pas été atteint. Au Kenya, les rendements des forages ont diminué pendant la sécheresse, ce qui a entraîné une diminution de l'approvisionnement en eau des réfugiés. Au Bangladesh, la pénurie d'eau a entraîné le rationnement de l'eau. Ces exemples soulignent le besoin croissant de programmes WASH résilients au changement climatique afin d'assurer des services continus et durables pour les réfugiés et les autres populations déplacées.

PRINCIPAUX INDICATEURS EN 2022 POUR LES DOMAINES DE RÉALISATION 7-12

ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET ÉMANCIPATION DES FEMMES		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat:				
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%	
7.1		Proportion de personnes qui participent de manière significative à toutes les phases du cycle de gestion des opérations	Déplacés internes	15%	20%	20%	45%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	19%	9%	19%	52%	
		Rapatriés	20%	30%	10%	40%	
7.2		Proportion de personnes ayant accès à des mécanismes efficaces de réponse et de retour d'informations	Déplacés internes	9%	17%	26%	48%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	5%	7%	15%	73%	
		Rapatriés	0%	0%	14%	86%	
		Apatrides	20%	0%	0%	80%	
7.3		Proportion de femmes participant activement aux structures de gestion/leadership	Pourcentage de pays présentant un résultat:				
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	au-dessus de 50%		
			Déplacés internes	13%	50%	38%	
Réfugiés et demandeurs d'asile	15%	55%	30%				
BIEN-ÊTRE ET BESOINS ESSENTIELS		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat:				
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%	
8.1		Proportion de personnes dans le besoin qui reçoivent des aides en espèces ou en nature	Déplacés internes	40%	35%	5%	20%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	16%	24%	24%	35%	
		Rapatriés	55%	9%	9%	27%	
8.2		Proportion de personnes dépendant principalement de combustibles de cuisson et de technologies propres [ODD 7.1.2 alinéa 1]	Déplacés internes	44%	22%	0%	33%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	30%	10%	8%	53%	
LOGEMENT ET SITES D'INSTALLATION DURABLES		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat:				
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%	
9.1		Proportion de personnes vivant dans des logements habitables à un coût abordable	Déplacés internes	47%	29%	12%	12%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	34%	22%	17%	27%	
		Rapatriés	56%	11%	22%	11%	
9.2		Proportion de personnes disposant d'énergie pour l'éclairage (proche des standards Sphere)	Déplacés internes	42%	25%	8%	25%
		Réfugiés et demandeurs d'asile	24%	21%	18%	38%	
		Rapatriés	17%	17%	33%	33%	

PRINCIPAUX INDICATEURS EN 2022 POUR LES DOMAINES DE RÉALISATION 7-12

SANTÉ		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat:				
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%	
10.1		Proportion d'enfants âgés entre 9 mois et 5 ans vaccinés contre la rougeole	Réfugiés et demandeurs d'asile	3%	6%	14%	78%
10.2		Proportion de naissances assistées par un personnel de santé qualifié [ODD 3.1.2 alinéa 1]	Réfugiés et demandeurs d'asile	0%	5%	8%	88%

ÉDUCATION		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat:				
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%	
11.1		Proportion de personnes (en âge de suivre un enseignement supérieur) inscrites dans l'enseignement supérieur	Réfugiés et demandeurs d'asile	86%	11%	3%	0%

EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat:				
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%	
12.1		Proportion de personnes utilisant au moins des services de base d'approvisionnement en eau potable [ODD 6.1.1]	Réfugiés et demandeurs d'asile	3%	9%	24%	65%
			Rapatriés	0%	50%	33%	17%
12.2		Proportion de personnes ayant accès à des toilettes familiales sûres [ODD 6.2.1]	Déplacés internes	43%	14%	29%	14%
			Réfugiés et demandeurs d'asile	21%	18%	15%	47%
			Rapatriés	67%	0%	17%	17%

Domaine prioritaire



Une femme marche vers son abri sur le site de déplacés internes de Corrane dans la province de Nampula, au Mozambique. Le HCR, en partenariat avec la Banque mondiale, a alimenté en électricité 1451 ménages déplacés sur le site, qui accueille 7200 personnes ayant fui des attaques brutales de groupes armés non étatiques dans la province de Cabo Delgado.

© HCR/Hélène Caux

Collaborer avec les partenaires du développement

En 2022, les acteurs du développement se sont fortement mobilisés pour répondre à la demande du HCR de compléter l'aide humanitaire par une réponse orientée vers le développement face au niveau record de déplacements forcés. Le [dialogue du Haut Commissaire sur les défis de protection](#) de décembre 2022 a mis en évidence les nombreuses réalisations et les défis qui restent à relever pour renforcer cette collaboration tout au long du cycle des déplacements et recensé les progrès significatifs accomplis dans la réponse aux déplacements forcés grâce aux partenariats avec les acteurs du développement, comme en témoignent les 1684 engagements pris depuis le premier Forum mondial sur les réfugiés. L'OCDE a lancé une nouvelle enquête qui identifiera le sous-ensemble

de l'aide publique au développement et des autres apports du secteur public mis à disposition pour les situations de réfugiés dans les pays à revenu faible et intermédiaire en 2020-2021, afin d'améliorer le recensement de ce type de financements.

Les activités de coopération du HCR avec les acteurs du développement ont fait l'objet d'une [évaluation](#) (en anglais) publiée en 2021, qui a ensuite été prolongée pour une année supplémentaire, et dans le cadre des orientations stratégiques du Haut-Commissaire, le HCR a élaboré une stratégie quadriennale, publiée en 2023 pour collaborer avec des acteurs clé du développement. Pour améliorer la protection, l'inclusion et les solutions, le HCR a continué de nouer des alliances stratégiques avec

des partenaires du développement, notamment les institutions de financement internationales, les acteurs du développement bilatéraux et des Nations Unies. Le HCR a intensifié sa collaboration avec le FMI, qui a lancé une « [Stratégie pour les États fragiles et touchés par les conflits](#) » (en anglais). De nouveaux partenariats ont été établis avec USAID, l'Agence turque de coopération et de coordination, la Banque centraméricaine pour l'intégration économique et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique. Une [initiative conjointe SFI-HCR](#) visant à mobiliser des projets du secteur privé pour les cinq prochaines années a été annoncée afin de démontrer la viabilité des investissements dans les contextes de déplacement forcé. Cette initiative est le fruit

de plusieurs années de collaboration et s'appuie sur la connaissance du marché de la SFI et sur la connaissance approfondie du HCR sur les questions relatives aux réfugiés, sa présence opérationnelle et son mandat de protection.

Le HCR a continué de s'associer au Groupe de la Banque mondiale pour trouver des opportunités de développement à moyen terme pour les réfugiés et les communautés d'accueil grâce à des instruments de financement dédiés. Dans le cadre du [guichet pour les réfugiés et les communautés d'accueil de la Banque mondiale](#) et sur la base des [évaluations des cadres politiques et de protection des pays d'accueil](#), la Banque mondiale et le HCR ont identifié ensemble 3,6 milliards de dollars d'investissements à l'appui de 60 projets dans 16 pays d'accueil à faible revenu en décembre 2022. Dans le cadre du [Mécanisme mondial de financement concessionnel](#) (en anglais), 755 millions de dollars de subventions ont été alloués depuis 2016 afin de débloquent plus de 6,1 milliards de dollars de prêts concessionnels pour des projets de développement ciblant les réfugiés et les communautés d'accueil dans cinq pays à revenu intermédiaire, dont la République de Moldova et le Costa Rica en 2022. En outre, la collaboration avec la Banque mondiale a permis de combler des lacunes importantes en matière de données. Le partenariat de recherche pluriannuel entre la Banque mondiale, le HCR et le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, « [Recueillir des données sur les déplacements forcés](#) » (en anglais) a permis la publication de plus de 100 études dans 36 pays en 2022. Les investissements stratégiques dans des enquêtes par panel couvrant les réfugiés et les communautés d'accueil au [Bangladesh](#) (en anglais), en Colombie, en [Jordanie](#) (en anglais) et au [Kenya](#) (en anglais) permettront d'obtenir des données uniques, indisponibles jusqu'alors, et qui sont nécessaires pour orienter les politiques et la programmation des acteurs humanitaires, gouvernementaux, du développement et du secteur privé.

Le [Centre commun de données](#) (en anglais) sur les déplacements forcés (JDC) de la Banque mondiale et du HCR vise à renforcer la collecte, l'analyse et la diffusion de données socioéconomiques et de données sur les déplacements forcés.

58% de ses activités sont menées avec les organismes nationaux de statistique, notamment la première enquête sur les déplacements forcés dirigée par le HCR au Soudan du Sud. En 2022, le JDC a réalisé 13 autres enquêtes couvrant les personnes déracinées et trois recensements de population couvrant les populations apatrides, et a contribué à la [bibliothèque de microdonnées du HCR](#) (en anglais).

Le HCR s'appuie sur des données pour élaborer ses réponses et aider les personnes déracinées ou apatrides à reconstruire leur vie. En plus de l'expansion du nombre de ces données, grâce aux enquêtes spécifiques à chaque contexte téléchargées dans la bibliothèque de microdonnées qui s'élevaient à 573 en 2022, soit deux fois plus qu'en 2020, le nombre d'articles sur les réfugiés publiés dans des revues spécialisées en 2022 avait plus que doublé par rapport à il y a cinq ans. Environ 2600 articles avec le mot-clé « réfugiés » sont disponibles sur le [réseau de recherche en sciences sociales](#) (en anglais), une plateforme en ligne dédiée à la recherche universitaire en sciences humaines et sociales. Malgré l'expansion impressionnante des données relatives aux réfugiés, qui permettent d'argumenter en faveur de leur inclusion, les données concernant les déplacés internes et les populations apatrides n'ont pas connu une telle croissance. Il conviendrait d'investir davantage dans des données socioéconomiques comparables pour ces populations et en général.

2022 a été marqué par un certain essor de l'inclusion des personnes déracinées ou apatrides dans les statistiques nationales. Les pays qui incluent les personnes déracinées ou apatrides dans les exercices statistiques nationaux ouvrent des voies pour soutenir ces populations dans le cadre des systèmes nationaux et des programmes des organisations de développement en matière de moyens de subsistance, de sécurité alimentaire, de [santé](#) (en anglais), d'émancipation des femmes et d'éducation des enfants, entre autres. Au Brésil, le HCR et l'Institut brésilien de géographie et de statistique ont conclu un accord pour faciliter l'inclusion des personnes déracinées dans le recensement national et d'autres activités statistiques. Au Honduras, l'organisme national de statistique a préparé une enquête pour évaluer le nombre des déplacés internes et leur bien-être et suivre les

avancées vers des solutions durables. Au Zimbabwe, une enquête démographique et sanitaire à venir inclut des questions permettant d'identifier les réfugiés et les déplacés internes. Le Gouvernement camerounais a annoncé qu'il inclurait les réfugiés et les déplacés internes dans son recensement, et l'Équateur et le Pakistan ont déclaré qu'ils incluraient les réfugiés dans les leurs également. Ils rejoignent les plus de 100 pays qui ont inclus les réfugiés ou les déplacés internes dans les recensements nationaux et les enquêtes sur les ménages, pays qui ont aussi mené des enquêtes sur les ménages portant spécifiquement sur les populations déplacées, amélioré l'utilisation des données des registres administratifs, ou adopté d'autres méthodes pour recueillir des données sur ces populations ([rapport EGRIS 2020-2021](#) (en anglais)).

Le HCR a travaillé en étroite collaboration avec les banques régionales de développement, notamment la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque islamique de développement (BIAD) et la Banque interaméricaine de développement (BIAD), afin d'accroître l'inclusion des populations déracinées et apatrides dans les programmes. Le HCR et la BIAD ont mis au point un plan de travail conjoint en mars 2022 pour mettre en œuvre les priorités définies dans leur protocole d'accord. Le HCR et la BASD ont collaboré dans le cadre de son Fonds élargi pour la réponse aux catastrophes (DRF+), donnant lieu à une subvention pour le Bangladesh. Dans le cadre du partenariat avec la BID, le HCR et le Fonds de solidarité islamique pour le développement ont lancé le [Fonds islamique mondial pour les réfugiés](#) (en anglais), qui vise à lever 500 millions de dollars pour soutenir l'aide humanitaire et l'aide au développement dans les crises de déplacement. Fin 2022, les gouverneurs de la BIAD ont autorisé une allocation supplémentaire pouvant atteindre 100 millions de dollars provenant de leur propre mécanisme d'octroi de subvention qui pourrait être doublée avec 100 millions de dollars de ressources provenant de donateurs, ce qui a permis d'élargir l'éligibilité aux pays d'accueil recevant d'importants flux de populations rapatriées.

Les partenariats avec les acteurs bilatéraux du développement (AFD, BMZ, Enabel, INTPA, JICA, Royaume des Pays-Bas) ont été renforcés en 2022. Des consultations ont notamment été menées sur

la programmation dans les situations de déplacement, par exemple en ce qui concerne le soutien de l'INTPA aux situations du Burundi et de la République centrafricaine et à l'Initiative de recherche de solutions à la situation de déplacement au Soudan et au Soudan du Sud. En outre, des activités de coopération politique et thématique ont été menées, par exemple avec BMZ pour soutenir l'inclusion dans les systèmes nationaux et grâce aux engagements pris par les pays d'accueil lors du Forum mondial sur les réfugiés. Les partenaires ont également soutenu les communautés déplacées et d'accueil grâce à des projets financés par des

instruments non dédiés. Par exemple, Enabel a inclus les personnes déplacées dans sa nouvelle programmation pluriannuelle en Ouganda et dans sa programmation révisée pour le Burkina Faso.

Le lancement du [cadre de collaboration mondial PNUD-HCR pour l'inclusion et les solutions](#) (en anglais), qui vise à renforcer les activités de ces deux organisations au-delà des limites institutionnelles dans les situations de crise, a représenté un point fort de la coopération avec les partenaires des Nations Unies du secteur du développement.



En République du Congo, l'aide en espèces permet à Antoinette Mbeke, réfugiée centrafricaine, de nourrir, d'habiller, d'éduquer et de soigner les six enfants de sa fille décédée, dont Louise, qui a passé le baccalauréat cette année et espère aller à l'université. L'argent est fourni par le projet de filet de sécurité sociale Lisungi du Gouvernement, qui bénéficie d'une assistance technique du HCR et est cofinancé par la Banque mondiale.

© HCR/Ibrahima Diane

Domaine de réalisation 13

Autosuffisance, inclusion économique et moyens de subsistance

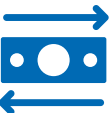
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le HCR a renforcé la collaboration avec les gouvernements, les autorités locales, les acteurs du développement et le secteur privé afin d'améliorer l'inclusion économique et l'accès à la terre, aux droits et aux services et de développer les infrastructures et la connexion avec les marchés dans les communautés touchées par les déplacements. Le droit au travail des réfugiés est garanti par la Convention de 1951 relative au Statut des réfugiés, mais [il reste controversé et souvent restreint](#) (en anglais).

En 2022, le HCR a consacré 210 millions de dollars à l'autosuffisance, l'inclusion économique et aux moyens de subsistance, soit à peine un tiers des besoins budgétisés. Le HCR et Impact Hub ont élaboré une [feuille de route sur l'entrepreneuriat des réfugiés](#) (en anglais) afin de soutenir l'inclusion dans les écosystèmes nationaux d'entrepreneuriat. Le HCR et l'OIT ont évalué conjointement les systèmes de marché dans huit zones d'accueil de réfugiés afin de guider les interventions futures. Les stratégies du HCR

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 192.)

-  Proportion de personnes déracinées disposant d'un compte auprès d'une banque, d'une autre institution financière ou d'un prestataire de services financiers mobiles [ODD 8.10.2 – alinéa 1]
-  Proportion de personnes déracinées ayant constaté un changement positif dans leurs revenus par rapport à l'année précédente
-  Proportion de personnes déracinées ou rapatriées (en âge de travailler) qui sont sans emploi [ODD 8.5.2]

en matière de moyens de subsistance au Burkina Faso, au Nigéria, au Niger et en République centrafricaine ont été réorientées de manière à privilégier l'inclusion des personnes déplacées dans les plans de développement nationaux. Au Kenya, le HCR a publié une [stratégie quinquennale](#) (en anglais) pour créer des opportunités d'emploi, en complément du « Plan Marshall » du Gouvernement pour intégrer les réfugiés.

Au Malawi, au Soudan du Sud et au Zimbabwe, le HCR et la Banque mondiale ont lancé l'[élevage d'insectes](#) – une initiative à faible coût visant à générer des revenus et des emplois verts et à améliorer la sécurité alimentaire et la gestion des déchets, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Le HCR a plaidé avec succès en faveur de modifications réglementaires permettant aux réfugiés d'accéder à des services financiers en Afrique du Sud, en Équateur, au Pérou et en Zambie. Il s'est associé à des organismes de microcrédit et à des institutions de développement pour permettre aux réfugiés d'accéder pour la première fois à des prêts à l'entrepreneuriat en Argentine, au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Kenya, au Malawi, au Maroc, en Ouganda, au Pérou, au Rwanda, en Tunisie et en Zambie.

Des feuilles de route pour l'[inclusion financière](#) ont été élaborées dans trois pays pour promouvoir l'accès des réfugiés aux services financiers. Le [programme conjoint de financement du HCR, de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et de la Fondation Grameen Crédit Agricole en Ouganda](#) (en anglais) a bénéficié à plus de 79 000 entrepreneurs réfugiés et des communautés d'accueil au cours de l'année, en leur fournissant des prêts et d'autres services financiers et non financiers. Le HCR et la Société financière internationale ont lancé [une initiative visant à créer des opportunités économiques](#)

pour attirer les investisseurs privés vers des projets dans des zones de déplacements forcés.

Plus de 13 500 personnes déracinées dans plus de 75 pays se sont inscrites à des formations sur la plateforme [Coursera for Refugees](#) (en anglais) – soit une hausse de 19% par rapport à 2021 – pour développer leurs compétences en communication d'entreprise, en leadership, en analyse de données, en programmation et dans d'autres domaines et améliorer ainsi leurs perspectives de carrière.

[MADE51](#) (en anglais), la marque HCR de produits fabriqués par des réfugiés, a mis en avant les compétences et le patrimoine culturel des réfugiés dans un secteur économique florissant. Les 37 partenaires d'entreprise sociale de MADE51 dans 23 pays ont aidé les réfugiés à développer des produits, à acquérir des compétences et à se former à l'entrepreneuriat.

La sécurité alimentaire des réfugiés est restée une préoccupation majeure en raison des moyens de subsistance et des opportunités économiques limités, conjugués à la réduction de l'aide humanitaire. Pour mieux comprendre la capacité des réfugiés à satisfaire leurs besoins fondamentaux, le HCR et le PAM ont mené des évaluations conjointes dans plus de 10 pays, avec l'appui du [pôle conjoint du HCR et du PAM](#) (en anglais) dans six pays. Des données de plus en plus nombreuses sur les vulnérabilités des réfugiés ont permis d'élaborer des stratégies communes pour s'assurer que les personnes les plus vulnérables reçoivent de l'aide et d'étayer les efforts de plaidoyer en faveur de l'inclusion auprès des donateurs, des acteurs du développement et des gouvernements.

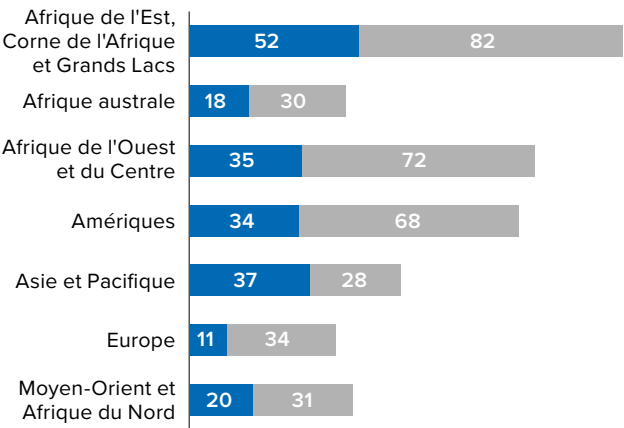
Le HCR a élargi sa collaboration avec la FAO, donnant lieu à des programmes conjoints en matière d'[agriculture adaptée au climat](#). Des consultations régionales avec la FAO ont abouti à de nouveaux projets conjoints sur les moyens de subsistance dans toute l'Afrique. La participation du HCR au « [Rapport mondial sur les crises alimentaires](#) » (en anglais) a permis d'inclure des données sur les populations déracinées afin de soutenir leur inclusion dans les efforts mondiaux de plaidoyer sur la sécurité alimentaire.

Le HCR a soutenu la réduction de la pauvreté grâce à « l'approche de progression » de la [Coalition pour la lutte contre la pauvreté](#), qui a atteint la moitié de son objectif de 2023 de 160 000 ménages.

Dépenses et budget mondiaux pour l'Autosuffisance, l'inclusion économique et les moyens de subsistance

210 millions de dollars dépensés sur un budget total de **555 millions de dollars**
345 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **62%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

La coalition travaille toujours à la réalisation de son objectif de réduire la pauvreté d'un demi-million de ménages en cinq ans.

Défis à relever

Les crises économiques et alimentaires mondiales ont frappé les pays en voie de développement le plus durement et ont aggravé les niveaux de pauvreté des personnes les plus vulnérables dans ces pays. Dans plusieurs pays, des politiques et pratiques restrictives à l'égard des réfugiés et des autres personnes déracinées ont fait obstacle à leur inclusion économique et financière.

Fin 2022, seulement 22% des 177 engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés relatifs à l'emploi et aux moyens de subsistance avaient été tenus. Le HCR et ses partenaires se sont efforcés d'accroître la mobilisation des acteurs concernés et d'encourager les contreparties aux engagements.

Le HCR n'a pas les ressources ou le personnel nécessaires pour répondre aux besoins et saisir les opportunités d'inclusion économique dans certains pays, et il recherchera des partenariats en mesure de déployer des ressources techniques ou d'offrir du personnel détaché.



Domaine de réalisation 14

De retour d'exil, 15 hommes et femmes remplis d'espoir pour une nouvelle vie se sont regroupés pour former le Groupement Anédoué, une unité de fabrication artisanale de savon qui fait partie du programme de réintégration du HCR dans le village de Klobly, dans la sous-préfecture de Toulepleu, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire.

© HCR/Lath Divia Kibangou

Rapatriment volontaire et réintégration durable

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 192.)



Proportion de personnes rapatriées possédant des documents ou des papiers d'identité juridiquement reconnus [Pacte mondial sur les réfugiés 4.2.2]



Proportion de réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes qui souhaitent recevoir des informations sur les pays d'origine et qui les reçoivent effectivement

En 2022, 339 300 réfugiés sont rentrés dans leur pays d'origine. La mise en œuvre réussie de la « [Stratégie de solutions globales relative à la situation des réfugiés ivoiriens](#) » a mis fin à l'une des situations de réfugiés les plus prolongées en Afrique de l'Ouest, et 21 300 Ivoiriens sont rentrés dans leur pays en 2022. En République centrafricaine (RCA), le HCR a soutenu le retour de 5600 réfugiés et a aidé 218 personnes pour la restitution de leur logement, de leur terre et de leurs droits de propriété dans la ville de Berbérati. S'appuyant sur la [Déclaration de Yaoundé](#) d'avril 2022, le HCR a soutenu la création d'une plateforme de soutien régionale pour trouver des solutions durables, à la fois dans les pays d'asile et en RCA.

Depuis 2017, le HCR et ses partenaires ont facilité le rapatriement volontaire de 207 000 réfugiés burundais, en majorité depuis la République-Unie de Tanzanie, qui a organisé un [Dialogue de haut niveau](#) (en anglais) avec le HCR en mars 2022. 21 800 réfugiés burundais sont rentrés volontairement dans leur pays en 2022. Le Gouvernement du Burundi et le HCR ont coorganisé une [Table ronde de haut niveau](#) afin de mobiliser les acteurs du développement pour qu'ils soutiennent la réintégration durable des réfugiés. Le HCR et le Bureau du Coordonnateur résident se sont mis d'accord pour étudier l'élaboration d'un plan de mobilisation des ressources pour assurer le financement du Fonds de financement conjoint de partenariats multiples des Nations Unies et le sous-guichet pour la réintégration/solutions dont la création est proposée. La Communauté de l'Afrique de l'Est, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et le HCR ont effectué des missions d'évaluation au Burundi, en Éthiopie et au Kenya dans le cadre d'un [programme régional de la Banque africaine de développement](#) (en anglais) qui vise à soutenir les femmes réfugiées de retour.

151 300 réfugiés sont rentrés par leurs propres moyens au Soudan du Sud, où le HCR et la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne soutiennent des solutions territoriales multisectorielles dans des « [Poches d'espoir](#) » (en anglais). Cette collaboration inclut des enquêtes d'intention et une analyse des conditions de retour pour servir de base à une planification fondée sur des données objectives, tandis qu'une assistance et un soutien juridiques et documentaires facilitent l'accès à des services pour soutenir les retours.

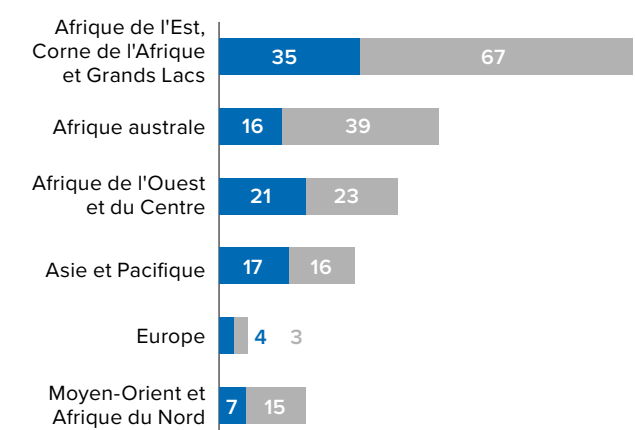
En Afghanistan, le HCR et ses partenaires se sont appuyés sur les progrès réalisés en matière de développement dans les 80 zones prioritaires de retour et de réintégration où 3,2 millions d'Afghans ont bénéficié d'un meilleur accès à la santé, à l'éducation et aux moyens de subsistance. Le HCR a lancé des [microcrédits](#) (en anglais) pour les rapatriés et les déplacés internes en partenariat avec la [première banque de microfinance d'Afghanistan](#) (en anglais) et le [Réseau de](#)

Dépenses et budget mondiaux pour le Rapatriement volontaire et la réintégration durable

99 millions de dollars dépensés sur un budget total de **263 millions de dollars**

164 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **62%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

[développement Aga Khan](#) (en anglais). Le [Comité de pilotage quadripartite pour la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans](#) (en anglais) a confirmé que l'accent était mis sur la protection et les solutions pour les déplacés afghans, la priorité étant accordée à la création des conditions permettant un retour et une réintégration durables en Afghanistan.

En République démocratique du Congo, le HCR a facilité une opération de rapatriement volontaire à plus petite échelle, en travaillant en partenariat avec l'OIM pour assurer la sécurité, des services de santé mentale et de soutien psychosocial, l'accès à la justice et aux services en matière de logement, de terre et de propriété.

51 300 réfugiés sont rentrés en République arabe syrienne où le HCR a fourni une aide humanitaire et d'autres services par le biais d'un réseau de centres communautaires.

Le HCR a aussi engagé un dialogue avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes pour lever les obstacles au retour volontaire.

[Une évaluation des activités et des programmes de rapatriement du HCR \(2015-2021\)](#) (en anglais) a analysé les principaux facteurs favorables et contraignants impactant l'efficacité des programmes de rapatriement et de réintégration. Cette évaluation a formulé des recommandations concrètes pour améliorer les conseils politiques et opérationnels pour renforcer le suivi de protection, l'inclusion et la participation effective des réfugiés.

Défis à relever

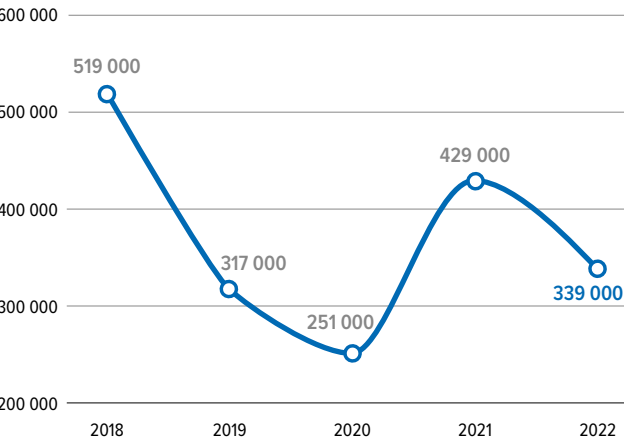
Les retours de réfugiés ont ralenti de 21% en 2022. Les espoirs et les projets ont souvent été réduits à néant pour plusieurs raisons : la fragilité ou la défaillance des processus de paix ; l'insécurité permanente ; l'inclusion et la participation limitées des réfugiés dans les processus de paix et dans les programmes de rapatriement ; l'incapacité de

s'attaquer aux causes profondes ; la destruction ou la confiscation des logements, de la terre et de la propriété ; la saturation grave des services et l'absence de moyens de subsistance viables. Bien que la lutte contre les causes profondes incombe principalement aux pays d'origine, leur capacité à le faire dépend intrinsèquement d'un véritable soutien international.

Le soutien limité des acteurs du développement et de la paix a rendu les retours et la réintégration effective moins durables. Dans certains cas, il a été nécessaire de renforcer la maîtrise et la prise en charge du processus par les gouvernements. Le soutien du HCR pour la réintégration a souffert d'un manque de financement et n'a pas permis de couvrir les coûts de retour et de réintégration ni de prévenir le recours à des mécanismes négatifs d'adaptation. Un soutien accru des acteurs du développement et de la paix était indispensable pour aider les gouvernements à inclure les réfugiés dans les programmes de développement dans les zones de retour et dans les systèmes nationaux de protection sociale.

Le sous-financement a également retardé les convois de rapatriement volontaire, incitant certains réfugiés à rentrer par leurs propres moyens. Il a aussi réduit la capacité du HCR à financer des visites de reconnaissance régulières et des réunions improvisées, entravant les efforts de sensibilisation aux conditions de retour dans le pays d'origine.

Réfugiés rapatriés | 2018-2022



Domaine de réalisation 15

Une famille de réfugiés congolais vivant dans le camp de Kiziba au Rwanda se prépare à partir à Kigali pour un entretien concernant une éventuelle réinstallation en Norvège, qui a proposé de réinstaller 571 personnes depuis le Rwanda. Le HCR identifie les réfugiés vulnérables qui remplissent les critères pour une réinstallation et les aide pendant le processus d'entretien préalable au départ.

Réinstallation et voies complémentaires d'admission

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 192-193.)



Nombre de réfugiés ayant fait l'objet d'une demande de réinstallation par le HCR



Délai de traitement moyen entre la demande de réinstallation et le départ dans le cadre d'une procédure normale



Nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile admis dans le cadre des voies complémentaires d'admission depuis le pays d'accueil [Pacte mondial sur les réfugiés 3.2.1]

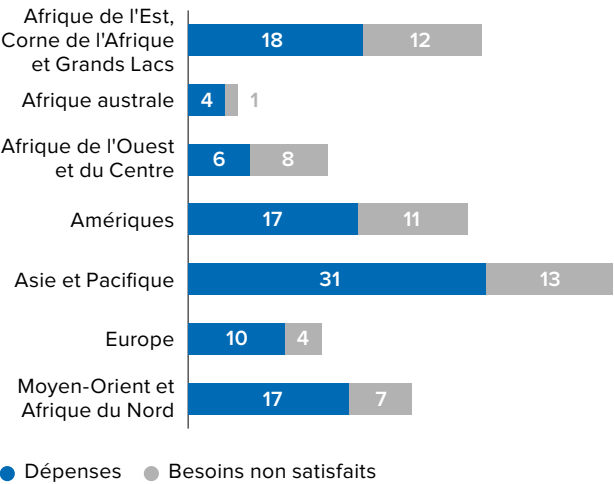
En 2022, le HCR a présenté le document « [Solutions dans les pays tiers pour les réfugiés : Feuille de route 2030](#) » (en anglais), un programme multi-acteurs pour trouver des solutions dans des pays tiers avec trois objectifs : développer la réinstallation, faire avancer les voies complémentaires d'admission et la réunification familiale, poser les fondements pour créer des sociétés accueillantes et inclusives. Selon le HCR, 1,47 million de réfugiés avaient besoin d'une réinstallation en 2022. Il a ainsi plaidé pour une augmentation du nombre de places. Il a assuré 169 déploiements pour soutenir la réinstallation dans 57 opérations-pays. 93 opérations ont soumis les candidatures de 116 481 réfugiés à l'examen de 25 États, soit une augmentation de 84% par rapport à 2021. La moitié des candidatures concernait

Dépenses et budget mondiaux pour la Réinstallation et les voies complémentaires d'admission

122 millions de dollars dépensés sur un budget total de 180 millions de dollars

57 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit 32% du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



des femmes et des filles, et 13% ont été déposées en urgence en raison de besoins spécifiques de protection. Les principales nationalités ont concerné des réfugiés originaires de la République arabe syrienne (37 148), de la République démocratique du Congo (25 587), d'Afghanistan (12 346), du Myanmar (9006) et d'Érythrée (4394), avec une forte hausse des demandes émanant des Afghans et des Rohingyas.

Les quotas de réinstallation ont légèrement augmenté, mais la pandémie et les crises en Afghanistan et en Ukraine ont ralenti la progression. 58 457 réfugiés sont partis vers 20 pays, soit 49% de plus qu'en 2021, mais loin de l'objectif de 90 000. Les départs pour des pays de réinstallation facilités par le HCR ont principalement eu lieu vers les États-Unis (21 915), le Canada (11 041), l'Allemagne (4787), la Suède (4535) et la France (3316).

Le projet du HCR « Développer les solutions et les financements pour les réfugiés », qui vise à améliorer les résultats en matière d'intégration des réfugiés, a soutenu la réinstallation de 16 réfugiés en Argentine.

Afin de soutenir les résultats en matière d'accueil et d'intégration des réfugiés réinstallés, le HCR a mis à jour son « Manuel d'intégration » (en anglais) pour tenir compte des politiques actuelles sur le handicap, l'âge, le genre, les personnes LGBTQ+ et la gestion des cas d'intégration.

Des accords de partage des données ont été conclus avec les États pour faciliter le traitement des cas et le transfert des données biométriques. Le HCR a adopté de nouveaux outils pour collecter et analyser les données, avec un contrôle d'accès approprié, sur l'inclusion des réfugiés LGBTQ+ dans les programmes de réinstallation.

Le HCR a soutenu les efforts visant à développer les voies complémentaires d'admission pour les réfugiés, comme les opportunités dans le domaine de l'emploi, de l'éducation et de la réunification familiale. Il a soutenu les activités et le lancement de l'Alliance mondiale pour la mobilité des travailleurs réfugiés et de la Communauté de pratiques sur les voies d'admission à des fins d'éducation (en anglais). Ces initiatives ont facilité le développement de partenariats pour soutenir la mobilité professionnelle des réfugiés dans des pays comme l'Ouganda, et ont permis à 46 réfugiés provenant d'Afrique du Sud, du Cameroun, de Jordanie, du Malawi, du Maroc, de Mozambique, du Nigéria et de Türkiye d'aller en Italie dans le cadre du projet Couloirs universitaires pour les réfugiés (en anglais).

Le HCR a contribué à la conception et au lancement de programmes axés sur l'éducation financés par le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) de l'Union européenne en Belgique, en France, et en Irlande. Il a aussi organisé le premier Forum international sur les voies complémentaires d'admission (en anglais) à l'Institut international de droit humanitaire. Un cadre pour l'octroi de prêts permettant à des réfugiés d'accéder à l'éducation et à des possibilités d'emploi a été lancé en collaboration avec le Club Pathway (en anglais).

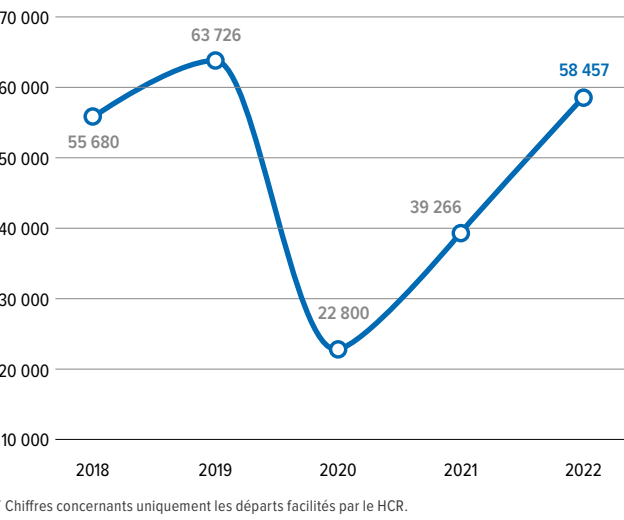
Défis à relever

Faute de financements et de ressources adaptées, et du fait de la nécessité de répondre à la crise en Ukraine, les opérations ont eu des capacités limitées pour donner la priorité au développement des voies complémentaires d'admission. Dans ce contexte, il a été encore plus difficile pour le HCR de diriger les processus et les discussions, d'aider les partenaires, et de fournir un accès aux possibilités existantes. Les systèmes de gestion des données et des informations concernant les voies complémentaires d'admission sont restés incomplets et indicatifs, faute d'enregistrement systématique des réfugiés y ayant accès, tant au niveau du HCR que des États. Le HCR a collaboré avec des États et des partenaires comme l'OCDE pour améliorer les données sur les voies complémentaires d'admission. Pour renforcer l'accès aux procédures de réunification familiale, les États devront procéder à des changements systémiques, comme élargir la définition de l'unité familiale, ainsi que l'ont fait les États-Unis.

En raison de la pandémie, les activités en personne dans le cadre de l'Initiative pour la réinstallation et les voies complémentaires d'admission durables (en anglais) ont été considérablement réduites. Malgré des conversations virtuelles, il a été plus difficile d'établir des collaborations véritables et durables entre les autorités et les partenaires dans les pays de réinstallation. Les restrictions de voyage ont aussi provoqué des retards dans les arrivées des réfugiés.

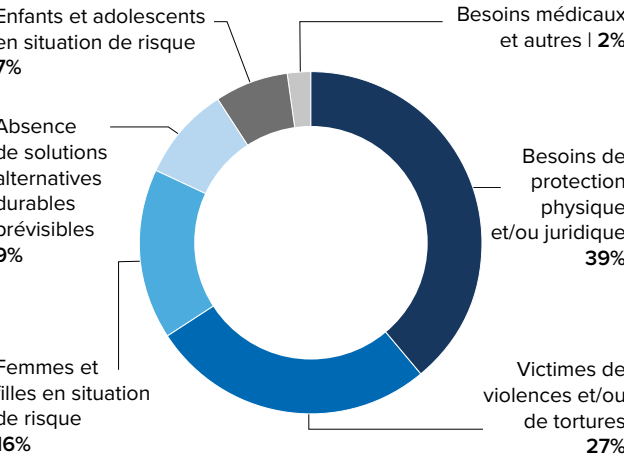
Malgré l'augmentation des quotas de réinstallation des États pour 2022, les places disponibles sont restées bien en dessous des 1,47 million nécessaires, et moins de 8% des réfugiés ayant besoin d'une réinstallation ont pu avoir accès à cette solution.

Départs en réinstallation dans le monde* 2018-2022



* Chiffres concernant uniquement les départs facilités par le HCR.

Demandes de réinstallation soumises par catégorie | 2022





Domaine de réalisation 16

Marcel Muleba Kalala, un agriculteur réfugié originaire de la République démocratique du Congo, vit en Afrique du Sud depuis 17 ans. Il produit des légumes et crée des emplois pour les Sud-Africains, les réfugiés et les demandeurs d'asile.

© HCR/Jean Claude Nsabimana

Intégration locale et autres solutions locales

10 INÉGALITÉS RÉDUITES

L'intégration locale et les autres solutions locales sont des processus incrémentaux au cours desquels les réfugiés et les déplacés internes s'intègrent progressivement dans la communauté où ils résident.

Le programme d'intégration locale du Mexique vise à déplacer les réfugiés et les demandeurs d'asile vers les municipalités où il existe une demande de main d'œuvre et une capacité d'absorption dans les services de santé et d'éducation. Les 28 500 personnes relocalisées, dont 12 800 en 2022, contribuent à l'économie mexicaine à hauteur de près de 8 millions de dollars de recettes fiscales annuelles. Le HCR a effectué plus de 8400 entretiens pour identifier les besoins de protection et d'intégration. Il a aidé près de 200 réfugiés à déposer des demandes de naturalisation et en a soutenu financièrement 396 dans

Principaux indicateurs

(Pour les résultats obtenus en 2022, consulter la section sur les résultats des principaux indicateurs p. 193.)



Proportion de personnes déracinées ou apatrides ayant des droits fonciers et/ou des droits de propriété en matière de logement et/ou de terre garantis [ODD 1.4.2]



Proportion de personnes déracinées ou apatrides bénéficiant de minima sociaux/d'un système de protection sociale [ODD 1.3.1]

leur procédure de naturalisation. Le HCR et le ministère des Affaires étrangères ont signé un accord de coopération pour aider les réfugiés qui remplissent les critères et qui souhaitent demander la naturalisation. Le HCR soutient une stratégie similaire au Brésil où 25 000 Vénézuéliens ont été relocalisés sur une base volontaire en 2022 depuis l'État de Roraima vers d'autres régions offrant de meilleures possibilités d'intégration. Des études socioéconomiques soutenues par le HCR ont montré que même dans le contexte de la pandémie, 80% des réfugiés avaient pu intégrer le marché du travail, avec un revenu moyen légèrement supérieur au salaire minimal brésilien.

Le HCR a appuyé les efforts des pays d'Afrique de l'Ouest pour intégrer les anciens réfugiés ivoiriens après la cessation du statut de réfugié en juin 2022, notamment au Libéria où le guichet de la Banque mondiale pour les réfugiés et les communautés d'accueil a soutenu la délivrance gratuite de permis de séjour permanents pour les anciens réfugiés ivoiriens. Le Gouvernement de la Côte d'Ivoire a délivré des passeports aux anciens réfugiés ivoiriens ayant choisi de rester au Togo. En Gambie, pays ayant accueilli des réfugiés sénégalais pendant des décennies, une enquête du HCR sur les intentions a montré que 77% des réfugiés sénégalais étaient intéressés par l'intégration locale.

En Inde, le HCR a plaidé pour que des possibilités d'intégration locale soient offertes aux réfugiés sri-lankais. Le HCR a effectué une analyse juridique des solutions locales, a évalué les compétences des

réfugiés, et a mis en œuvre des projets pilotes dans le domaine des moyens de subsistance, notamment des formations pour 71 réfugiés et un soutien à la création de microentreprises pour 27 réfugiés.

Au Kenya, le Gouvernement a proposé un « Plan Marshall », élaboré avec le HCR, qui transformera les immenses camps de Dadaab et Kakuma en villages qui offriront un accès à des services, à la sécurité et à des infrastructures de conservation dans des zones désignées.

Le HCR a soutenu les démarches visant à ouvrir progressivement les possibilités d'inclusion dans les politiques existantes, à les harmoniser avec ses aides, et à soutenir l'accès aux systèmes et aux programmes nationaux de protection sociale. Des études sur la protection sociale en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest ont identifié des interventions prioritaires, des points d'entrée programmatiques spécifiques et des modalités d'engagement en matière de protection sociale. En Europe, le HCR a harmonisé ses interventions avec les aides sociales gouvernementales et, le cas échéant, facilité l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux de protection sociale. En République de Moldova, le HCR a contribué à un projet multi-acteurs de renforcement des capacités impliquant à la fois les réfugiés et la population d'accueil, et il expérimentera leur inclusion dans les services d'aide et de protection sociale. En Mauritanie, 15 700 ménages réfugiés ont été enregistrés dans le registre national de sécurité sociale. En République du Congo, le HCR a soutenu la mise en œuvre du [projet Lisungi de filets de sécurité sociale](#) (en anglais), financé par le sous-guichet pour les réfugiés de l'IDA 18 de la Banque mondiale. Grâce à ce projet, 5170 familles réfugiées et issues des communautés d'accueil ont reçu des aides en espèces conditionnées et 7908 ont bénéficié de subventions pour des activités génératrices de revenus.

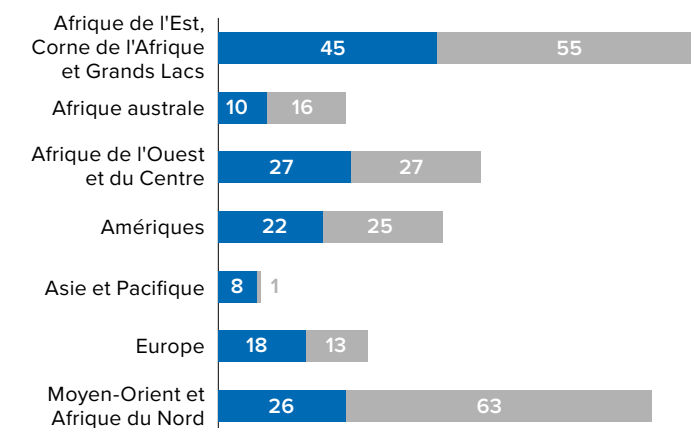
En République démocratique du Congo, des mesures spéciales ont été prises pour améliorer l'accès des personnes déplacées à des terres pour mener des projets agricoles ou d'autres projets de développement des moyens de subsistance. Au Burkina Faso, le HCR a soutenu les capacités des autorités locales pour garantir les droits fonciers et résoudre les conflits, et 164 hectares ont été mis à disposition pour des productions agricoles et loger 1096 ménages déplacés.

Dépenses et budget mondiaux pour l'Intégration locale et autres solutions locales

157 millions de dollars dépensés sur un budget total de **356 millions de dollars**

199 millions de dollars de besoins non satisfaits, soit **56%** du budget

Dépenses par région et besoins non satisfaits (Millions-USD)



● Dépenses ● Besoins non satisfaits

Défis à relever

La complexité de la coordination et de la communication gouvernementales, l'absence de politiques, les cadres politiques restrictifs et les barrières administratives ont, entre autres, constitué des obstacles à l'inclusion et à l'intégration. Les possibilités d'emploi sont restées limitées et les procédures officielles, comme la naturalisation, longues et difficiles. Certains pays exigeaient que les candidats à la naturalisation présentent un passeport de leur pays d'origine, ce qui est problématique pour les réfugiés. Il faudrait investir davantage pour plaider auprès des gouvernements et défendre l'intégration des réfugiés.

L'accès sûr à la terre pour pouvoir se loger et obtenir des moyens de subsistance a continué de représenter un défi majeur pour planifier des solutions durables. Certaines politiques foncières ne règlent pas les problèmes de régime foncier auxquels se heurtent les personnes déracinées ou apatrides, et il existe des obstacles socioculturels et juridiques en matière d'héritage et de sécurité foncière pour les femmes, les ménages dirigés par des femmes et les enfants déplacés. Les moyens financiers sont également insuffisants pour la reconnaissance des titres fonciers et pour les initiatives de règlement des litiges au niveau local. Tous ces défis nécessitent de repenser d'urgence les mécanismes de recours et de réparation.

PRINCIPAUX INDICATEURS EN 2022 POUR LES DOMAINES DE RÉALISATION 13-16

AUTOSUFFISANCE, INCLUSION ÉCONOMIQUE ET MOYENS DE SUBSISTANCE		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat:				
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%	
13.1		Proportion de personnes disposant d'un compte auprès d'une banque, d'une autre institution financière ou d'un prestataire de services financiers mobiles [ODD 8.10.2 alinéa 1]	Déplacés internes	29%	29%	29%	14%
			Réfugiés et demandeurs d'asile	41%	33%	6%	20%
13.2		Proportion de personnes ayant constaté un changement positif dans leurs revenus par rapport à l'année précédente	Déplacés internes	88%	0%	13%	0%
			Réfugiés et demandeurs d'asile	66%	16%	18%	0%
13.3		Proportion de personnes (en âge de travailler) qui sont sans emploi	Déplacés internes	27%	36%	18%	18%
			Réfugiés et demandeurs d'asile	39%	14%	20%	27%
			Rapatriés	33%	17%	17%	33%

RAPATRIEMENT VOLONTAIRE ET RÉINTÉGRATION DURABLE		Populations concernées	Pourcentage de pays présentant un résultat:			
			en dessous de 25%	entre 25% et 50%	entre 50% et 75%	au-dessus de 75%
14.1	 Proportion de personnes rapatriées possédant des documents ou des papiers d'identité juridiquement reconnus [Pacte mondial sur les réfugiés 4.2.2]	Rapatriés	31%	0%	19%	50%
14.2	 Proportion de personnes qui souhaitent recevoir des informations sur leur pays d'origine et les reçoivent effectivement	Réfugiés et demandeurs d'asile	17%	8%	14%	61%

RÉINSTALLATION ET VOIES COMPLÉMENTAIRES D'ADMISSION		Populations concernées	Nombre de personnes
15.1		Nombre de réfugiés ayant fait l'objet d'une demande de réinstallation par le HCR	116 481

.../...

PRINCIPAUX INDICATEURS EN 2022 POUR LES DOMAINES DE RÉALISATION 13-16

.../...

RÉINSTALLATION ET VOIES COMPLÉMENTAIRES D'ADMISSION			jusqu'à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
15.2	 Délai de traitement moyen entre la demande de réinstallation et le départ dans le cadre d'une procédure normale	% de pays	19%	13%	21%	48%
		Populations concernées	Nombre de personnes			
15.3	 Nombre de personnes admises dans le cadre de voies complémentaires d'admission depuis le pays d'accueil	Réfugiés et demandeurs d'asile	19 806			

Il s'agit d'une sous-estimation qui reflète les informations préliminaires dont disposaient les opérations du HCR au début de l'année 2023. Les données relatives aux admissions par les voies complémentaires restent incomplètes et indicatives en raison de l'absence d'enregistrement systématique des réfugiés accédant à ces voies d'accès.

INTÉGRATION LOCALE ET AUTRES SOLUTIONS LOCALES		Populations concernées	Pourcentage de pays déclarant un statut 2022:			
			inférieur à 2021	identique à 2021	supérieur à 2021	
16.1		Proportion de personnes avec des droits fonciers garantis et/ou des droits de propriété en matière de logement et/ou de terres [ODD révisé 1.4.2]	Réfugiés et demandeurs d'asile	22%	33%	44%
			Apatriides	0%	50%	50%
16.2		Proportion de personnes bénéficiant de minima sociaux/ d'un système de protection sociale [ODD 1.3.1]	Réfugiés et demandeurs d'asile	34%	22%	44%
			Apatriides	0%	50%	50%



Domaines d'appui

Le HCR et ses partenaires viennent en aide aux populations des zones gravement touchées par les combats à Chasiv Yar, en Ukraine.

© Mission humanitaire Proliska/HCR/Artur Ulianytskyi

Domaines d'appui

Le HCR investit sans cesse pour devenir plus agile, efficace et efficient, dans le respect de ses valeurs, afin d'être en mesure d'obtenir un impact durable sur la protection des personnes déracinées ou apatrides et d'améliorer leur vie. Dans le cadre mondial de résultats du HCR, les cinq domaines d'appui couvrent les fonctions et les activités de gestion et d'appui visant à rendre le HCR plus agile, efficace et efficient.

Systèmes et processus efficaces, modernes et rationalisés

Dans le cadre de son Programme de transformation institutionnelle, le HCR a lancé Workday@UNHCR, une plateforme de ressources humaines (RH) basée sur le cloud, qui rationalise 15 politiques de RH clés et transforme son approche de la gestion des performances (voir domaine d'appui 19).

Le déploiement progressif de Workday@UNHCR et son intégration à COMPASS, lancé en 2021, servira de base au lancement des quatre autres solutions du programme de transformation institutionnelle, notamment des outils de gestion des finances et de la chaîne d'approvisionnement, de collaboration avec les partenaires et d'alignement des besoins opérationnels avec les priorités des donateurs. L'expérience de déploiement de 2022 a montré

l'intérêt d'adopter une approche collaborative, de mettre à jour les instructions et les processus en temps opportun et de mettre à disposition des supports d'auto-apprentissage complets en ligne et des séances de présentation.

Toujours dans le cadre du Programme de transformation institutionnelle, des progrès significatifs ont été accomplis en 2022 dans la planification et la conception de Cloud ERP, le système de planification des ressources basé sur le cloud permettant de gérer les finances et la chaîne d'approvisionnement; deux séances de « démonstration » (revue des processus) ont été organisées pour déterminer si la conception préliminaire répondait aux besoins et exigences envisagés. Des progrès ont également été accomplis dans le développement du Projet de solution d'établissement de rapports, de supervision et de suivi (PROMS), une plateforme numérique de gestion et de suivi destinée à améliorer la collaboration avec les partenaires. Environ 110 membres du personnel des bureaux régionaux, des opérations-pays et des partenaires locaux et internationaux ont contribué aux séances de conception tout au long de l'année.

Le projet Synergy a également progressé. Il s'agit d'une nouvelle solution qui sera déployée pour assurer le suivi et la gestion des collaborations et relations externes du HCR et les mettre à profit, et qui soutient déjà les activités de partenariat avec le secteur privé du HCR. Synergy aidera également le HCR à mieux faire correspondre les priorités et intérêts des donateurs avec les besoins opérationnels. En parallèle, le projet Link, qui vise à assurer la fiabilité et la sécurité des flux de données entre les différents systèmes du Programme de transformation institutionnelle, a réalisé des avancées pour faciliter l'échange de données avec d'autres entités telles que la Caisse des pensions des Nations Unies et permettra au HCR de mettre à jour son architecture de données plus facilement à l'avenir.

Pour répondre aux besoins de ces nouveaux systèmes, le HCR a renforcé son infrastructure de technologies de l'information, publié le dernier élément de sa « politique de sécurité de l'information » et renforcé les capacités de son personnel en matière de sécurité informatique. 81% du personnel a suivi une formation de sensibilisation à la sécurité informatique et

84% des postes de travail ont été équipés d'un système de cryptage des données. 20 exercices de sécurité informatique mondiaux ont été effectués.

Le HCR a également investi dans de nouveaux documents de référence pour les utilisateurs et des formations pour son système mondial d'enregistrement (proGres) en vue du passage au cloud en 2023, et dans le partage de données opérationnelles sur [Global Focus](#), le [Portail de données opérationnelles](#) et la [base de données sur les réfugiés](#) (en anglais), entre autres. Le système de gestion des aides en espèces du HCR, CashAssist, a été déployé dans 45 pays et 77 pays ont effectué un suivi post-distribution, soit une augmentation de 75% par rapport à 2021.

Amélioration de l'appui opérationnel, de la chaîne d'approvisionnement et des technologies

En 2022, le HCR a publié 35 nouvelles déclarations d'urgence dans 25 pays et envoyé des articles de secours essentiels d'une valeur de 37 millions de dollars à partir de ses sept stocks stratégiques, effectuant 25 ponts aériens. Le HCR a augmenté sa capacité d'intervention d'urgence pour répondre aux besoins de près de 1 million de personnes, contre 600 000 auparavant, et le montant des achats mondiaux a dépassé les 1,4 milliard de dollars. Le HCR a géré 492 déploiements d'urgence ainsi que des missions d'appui, pour un total de 1075 jours de mission (voir infographique p. 116-117).

Le HCR a publié des « lignes directrices sur la préparation aux situations d'urgence » pour les situations de déplacés internes et de réfugiés et lancé un portail interne de « préparation et réponse aux situations d'urgence », un guichet unique pour visualiser les risques et les données mensuelles d'alerte précoce. 20 opérations-pays ont été identifiées comme présentant un risque élevé de nouvelle crise ou d'aggravation de situations d'urgence et ont bénéficié d'un soutien en matière d'analyse des risques, de planification des mesures d'urgence et de solutions pour combler les lacunes en matière de préparation. L'organisation a contribué au [rapport du Comité permanent inter-agences sur l'alerte précoce, l'action précoce et l'état de préparation](#) (en anglais), qui analyse les tendances des situations d'urgence ainsi que les écarts entre les besoins humanitaires par rapport aux capacités et à la préparation.

Le HCR a amélioré la durabilité de sa chaîne d'approvisionnement du début à la fin, élaboré des cahiers des charges plus verts pour quatre articles de secours essentiels – couvertures, nattes de couchage, jerrycans et seaux – et mené un projet pilote d'achat d'articles de secours essentiels durables dans la région de l'Asie et du Pacifique.

La sécurité de plus de 4000 membres du personnel du HCR travaillant dans des lieux présentant des risques importants ou élevés est restée une priorité vitale. Le HCR a enregistré une hausse de 30% des incidents de sécurité



La Fondation Novo Nordisk apporte une aide d'urgence vitale aux personnes vulnérables déracinées

Ces dernières années, la Fondation Novo Nordisk a apporté un soutien financier rapide et substantiel aux interventions d'urgence du HCR dans le monde entier, notamment en soutien à la situation d'urgence dans le nord de l'Éthiopie, aux réfugiés afghans au Pakistan, à la [réponse aux inondations au Pakistan](#) (en anglais), à la situation d'urgence en Ukraine et aux services de santé indispensables dans le complexe de réfugiés de Dadaab au Kenya, qui a été touché par la sécheresse. Ces contributions s'élevant à plus de 6 millions de dollars ont bénéficié aux réfugiés, aux déplacés internes et aux communautés d'accueil, et ont permis au HCR de fournir une protection et une aide humanitaire vitales aux personnes déracinées.

par rapport à 2021 et a géré les risques en analysant et profilant les menaces spécifiques et en fournissant des services d'ingénierie, des équipements, des séances d'information et des formations en matière de sécurité. Du personnel de sécurité supplémentaire a été déployé dans des opérations en Afghanistan, en Éthiopie, en Iraq, au Liban, en République de Moldova, en Somalie, en République arabe syrienne et en Ukraine. Le HCR a participé à plus de 22 forums inter-agences sur la sécurité, organisé la formation inter-agence de sensibilisation à la sécurité des femmes dans 20 pays pour 780 femmes du personnel du HCR et de ses partenaires, et formé 30 agents de sécurité dans 15 pays à l'approche de gestion de la sécurité centrée sur la personne.

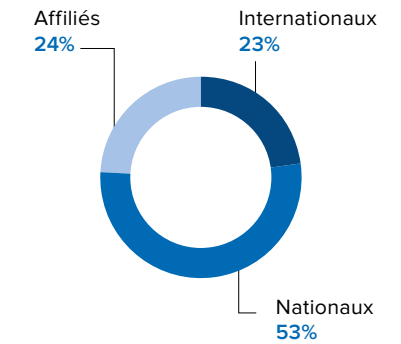
Dans le cadre de ses efforts pour réduire son empreinte carbone, le HCR a mesuré les émissions de son parc de véhicules grâce à un système de suivi des véhicules en temps réel. Une initiative du HCR et du PAM visant à rationaliser le parc de véhicules des Nations Unies en proposant une offre de services a conduit à la création d'[UN Fleet](#) (en anglais), avec lequel le FNUAP et l'UNICEF ont signé des accords de services mondiaux en octobre 2022. Le HCR et plusieurs agences des Nations Unies ont regroupé leurs données sur les voyages aériens dans une seule base de données (le « [Travel Data Cube](#) » (en anglais)), et de nouveaux accords mondiaux avec les compagnies aériennes ont permis au HCR d'obtenir de meilleurs prix et des modalités de voyage plus flexibles.

Effectif Global (au 31 décembre 2022)

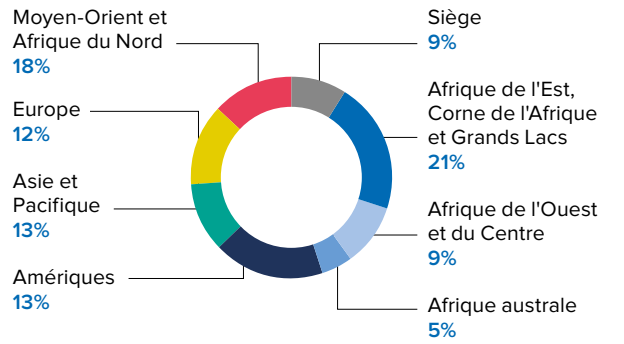
Le HCR était présent dans **135 pays** et **territoires** avec des bureaux dans **530 sites**



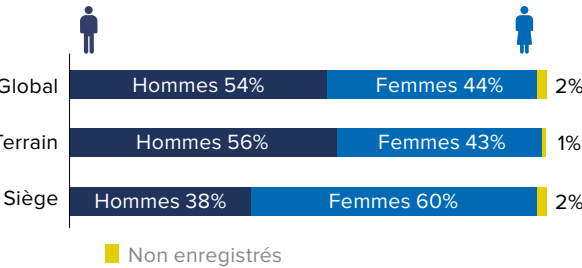
Effectif global par catégorie



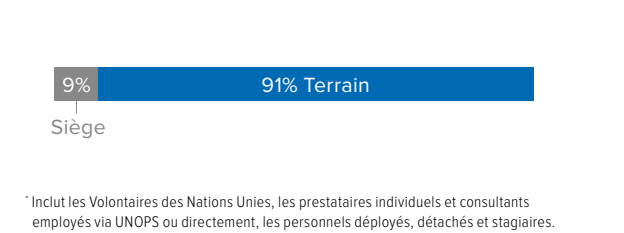
Présence mondiale par région



Répartition par genre



Répartition Siège/Terrain



* Inclut les Volontaires des Nations Unies, les prestataires individuels et consultants employés via UNOPS ou directement, les personnels déployés, détachés et stagiaires.

Renforcement des ressources humaines et de la culture organisationnelle

En 2022, la direction des ressources humaines a franchi une étape importante dans la transformation des ressources humaines (RH) avec la mise en place de Workday@UNHCR. La rationalisation et la simplification apportées par la technologie ont permis de réviser 15 politiques de RH et d'améliorer plus de 200 processus, améliorant ainsi l'efficacité des services de RH fournis au personnel. En outre, Workday@UNHCR a rassemblé toutes les fonctions des RH dans un seul système, ce qui permet de réaliser des analyses de données plus riches pour améliorer la planification des effectifs et de prendre des décisions plus éclairées pour atteindre les objectifs de diversité et d'inclusion. De nouvelles modalités de travail, dont le travail à distance, ont permis une plus grande flexibilité et modernisé la façon de travailler. Le HCR a effectué plus de 11 200 examens d'intégrité pour tous les types de nominations, soit une augmentation de 70% du nombre de candidats examinés par rapport à 2021.

Conformément à sa [stratégie et à son plan d'action 2020-2022 de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels et le harcèlement sexuel](#) (en anglais), le HCR a veillé à ce que les besoins des victimes d'exploitation et d'abus sexuels et de harcèlement sexuel restent au centre des efforts de prévention et de prise en charge. Le HCR a étendu le [Mécanisme de divulgation des comportements sexuels répréhensibles](#) (en anglais) au personnel national et affilié au Bangladesh, en Grèce et au Kenya. La Haut Commissaire adjointe du HCR a présidé le [groupe de travail du Conseil des chefs de secrétariat des Nations Unies sur la lutte contre le harcèlement sexuel](#) (en anglais), et le HCR et le PAM ont codirigé les axes de travail portant sur le leadership et la culture. Le Haut Commissaire a publié son rapport sur la « Pratique suivie en matière disciplinaire et en cas de faits constitutifs d'infraction pénale », qui relève sept cas de comportements répréhensibles dans l'organisation ayant trait au harcèlement sexuel ou à l'exploitation et aux abus sexuels et qui ont conduit à des licenciements.

Renforcer les partenariats, la coordination, la sensibilisation du public et la mobilisation des ressources



Le HCR a dirigé l'élaboration de sept plans de réponse régionaux pour les réfugiés, qui définissent la réponse inter-agence dans 53 pays accueillant des réfugiés. Le HCR a intensifié sa collaboration avec les autres agences des Nations Unies, les ONG locales et internationales, le secteur privé et les partenaires médiatiques, les gouvernements, les parlements, les réseaux de villes, les universités et d'autres acteurs pour mobiliser les bonnes volontés et faire progresser les objectifs du Pacte mondial pour les réfugiés. Une [Alliance mondiale multipartite pour mettre fin à l'apatridie](#) (en anglais) a été lancée, et le HCR, le HCDH et ONU-femmes ont adopté une politique à l'échelle du système des Nations Unies sur l'âge, le genre et la diversité. Le nombre d'intervenants locaux et nationaux recevant des fonds du HCR (comprenant des ONG, des organisations de la société civile et des partenaires gouvernementaux) s'est élevé à 1043, soit 84% de l'ensemble des partenaires, ce qui représente un chiffre record à ce jour.

En 2022, le [cadre d'indicateurs du Pacte mondial pour les réfugiés](#) (en anglais) a été publié. En prévision du [Forum mondial sur les réfugiés](#) en 2023, le HCR s'est associé au Bureau de la coordination des activités de développement et au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies pour élaborer un [engagement commun des Nations Unies](#) (en anglais), qui reflète les engagements pris par les équipes de pays et les entités mondiales des Nations Unies en faveur de l'inclusion des réfugiés.

Grâce au [Portail des partenaires des Nations Unies](#), les partenaires financés ont eu accès aux principaux aspects du cadre de gestion des partenaires du HCR, qui permet d'assurer la transparence en attendant que les nouveaux systèmes et lignes directrices soient mis en place. Le HCR a également travaillé en étroite collaboration avec d'autres agences des Nations Unies pour intégrer des capacités de contrôle des risques et de la conformité aux normes correspondantes du secteur

sur le Portail des partenaires des Nations Unies. En 2022, ONU-femmes et le Bureau du PNUD pour la prévention des crises et le relèvement ont rejoint le portail. Le HCR a également noué un partenariat stratégique avec l'Organisation internationale de normalisation et l'Organisation de l'aviation civile internationale en vue d'élaborer des normes sur les documents d'identité des personnes déplacées.

Le HCR a mis à profit ses partenariats pour faire progresser la protection et les solutions. Par exemple, grâce au développement des partenariats et de la collaboration avec les médias, le HCR a touché un public de 1,5 milliard de personnes. Cela a permis d'augmenter la base de donateurs, qui est passée de 2,7 millions de donateurs individuels fin 2021 à 3,6 millions fin 2022, et de doubler les financements du secteur privé, qui ont atteint 1,246 milliard de dollars. Les entreprises du secteur privé, les éditeurs, les [ambassadeurs de bonne volonté](#) et les « [sympathisants célèbres](#) », ainsi qu'une meilleure collaboration avec les médias, notamment avec les partenaires des médias sociaux et numériques, ont tous aidé le HCR à sensibiliser et à diffuser des messages clés sur ses opérations, ses besoins et ses priorités.

Gouvernance et leadership stratégique efficaces et contrôle indépendant

Le [Comité exécutif \(ExCom\)](#) et les États membres des Nations Unies ont apporté un soutien constant au HCR en 2022. Lors de la conférence annuelle d'annonce de contributions en décembre 2021, les États membres se sont engagés à verser des contributions records de 1,13 milliard de dollars pour les programmes et activités du HCR. L'année 2022 a également été marquée par des niveaux record de contributions dans l'ensemble (voir le chapitre Financement des programmes du HCR). Le retour à l'adoption par consensus à l'Assemblée générale de la [résolution annuelle du HCR sur l'activité du HCR \(A/77/457\)](#) qui était soumise au vote depuis quatre ans, est un autre signe de soutien croissant.

Les [évaluations](#) des activités du HCR ont ouvert la voie à de nouvelles opportunités. Les recommandations formulées dans une [évaluation conjointe sur la protection des droits des réfugiés pendant la pandémie de COVID-19](#) (en anglais)

ont permis de poursuivre les efforts en matière d'innovation et d'utilisation de la technologie après la pandémie, et l'[évaluation des programmes et des activités de rapatriement](#) (en anglais) a contribué à des révisions des directives opérationnelles existantes pour renforcer le suivi de protection, les programmes de réintégration, la gestion de l'information et la participation effective des réfugiés. Les recommandations sur le renforcement des systèmes nationaux d'asile ont fourni un cadre clair et validé pour adopter une approche toujours plus stratégique et axée sur les résultats. Les évaluations des interventions d'urgence en République démocratique du Congo et dans la région du Sahel ont montré que le HCR a fourni une aide vitale dès le début des déplacements des populations. Une synthèse des conclusions d'évaluations indépendantes visant à documenter les approches multiples du HCR en matière de redevabilité envers les personnes affectées a montré le nombre et la diversité des mécanismes utilisés pour nouer le dialogue avec les populations bénéficiaires et les consulter. Les données des évaluations ont également permis d'élaborer une nouvelle politique sur les urgences ainsi que des stratégies sur les domaines prioritaires mondiaux relatifs à l'apatridie et à la collaboration du HCR avec les acteurs du développement.

Le Bureau de l'inspecteur général a renforcé le système d'intégrité du HCR en 2022. Il a notamment mis en place un guichet pour répondre aux préoccupations du personnel sur le lieu de travail, placé la ligne d'assistance « Speak Up » sous sa responsabilité pour renforcer la confidentialité, enquêté sur les plaintes concernant des représailles et encouragé le règlement informel des conflits sur le lieu de travail par la direction.

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF DU HCR ET ÉTATS PARTIES AUX CONVENTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS ET À L'APATRIDIÉ

Le HCR est placé sous la direction de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social (ECOSOC). En 1958, l'ECOSOC a établi le Comité exécutif du Programme du Haut Commissariat (ExCom) suite à une résolution de l'Assemblée générale. Il a pour fonctions principales d'approuver les programmes du Haut Commissariat, de conseiller le Haut Commissaire dans l'exercice de ses fonctions (principalement sur les questions de protection) et de surveiller les finances et la gestion de l'organisation.

L'ExCom tient une session annuelle à Genève, au mois d'octobre. La 73^e session a eu lieu du 10 au 14 octobre 2022. Des réunions du Comité permanent du Comité exécutif sont organisées à différentes dates au cours de l'année afin de poursuivre le travail entre les sessions plénières.

La participation à l'ExCom est fondée sur la base géographique la plus large possible parmi les États (membres des Nations Unies), ayant un intérêt manifeste et se consacrant à la recherche de solutions aux problèmes des réfugiés. À la fin de 2022, l'ExCom comptait 107 membres – en bleu – dans le tableau ci-dessous qui présente également les pays signataires de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et son Protocole de 1967, ainsi que de la Convention de 1954 relatif au statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

États parties aux Conventions et Membres de l'ExCom (en bleu)

Convention relative au statut des réfugiés et Protocole de 1967

Conventions relatives au statut des apatrides et sur la réduction de l'apatridie

	1951	1967	1954	1961
Afghanistan	2005	2005		
Afrique du Sud	1996	1996		
Albanie	1992	1992	2003	2003
Algérie	1963	1967	1964	
Allemagne	1953	1969	1976	1977
Angola	1981	1981	2019	2019
Antigua-et-Barbuda	1995	1995	1988	
Argentine	1961	1967	1972	2014
Arménie	1993	1993	1994	1994
Australie	1954	1973	1973	1973
Autriche	1954	1973	2008	1972
Azerbaïdjan	1993	1993	1996	1996
Bahamas	1993	1993		
Bangladesh				
Barbade			1972	
Bélarus	2001	2001		
Belgique	1953	1969	1960	2014
Belize	1990	1990	2006	2015
Bénin	1962	1970	2011	2011
Bolivie (État plurinational de)	1982	1982	1983	1983
Bosnie-Herzégovine	1993	1993	1993	1996
Botswana	1969	1969	1969	
Brésil	1960	1972	1996	2007
Bulgarie	1993	1993	2012	2012
Burkina Faso	1980	1980	2012	2017
Burundi	1963	1971		
Cabo Verde		1987		
Cambodge	1992	1992		
Cameroun	1961	1967		
Canada	1969	1969		1978
Chili	1972	1972	2018	2018
Chine	1982	1982		
Chypre	1963	1968		
Colombie	1961	1980	2019	2014
Congo	1962	1970		
Costa Rica	1978	1978	1977	1977
Côte d'Ivoire	1961	1970	2013	2013
Croatie	1992	1992	1992	2011
Danemark	1952	1968	1956	1977
Djibouti	1977	1977		
Dominique	1994	1994		
Égypte	1981	1981		
El Salvador	1983	1983	2015	
Équateur	1955	1969	1970	2012
Espagne	1978	1978	1997	2018
Estonie	1997	1997		
Eswatini	2000	1969	1999	1999
États-Unis d'Amérique		1968		
Éthiopie	1969	1969		
Fédération de Russie	1993	1993		
Fidji	1972	1972	1972	
Finlande	1968	1968	1968	2008
France	1954	1971	1960	
Gabon	1964	1973		
Gambie	1966	1967	2014	2014

	1951	1967	1954	1961
Géorgie	1999	1999	2011	2014
Ghana	1963	1968		
Grèce	1960	1968	1975	
Guatemala	1983	1983	2000	2001
Guinée	1965	1968	1962	2014
Guinée-Bissau	1976	1976	2016	2016
Guinée équatoriale	1986	1986		
Haïti	1984	1984	2018	2018
Honduras	1992	1992	2012	2012
Hongrie	1989	1989	2001	2009
Îles Salomon	1995	1995		
Inde				
Iran (République islamique d')	1976	1976		
Irlande	1956	1968	1962	1973
Islande	1955	1968	2021	2021
Israël	1954	1968	1958	
Italie	1954	1972	1962	2015
Jamaïque	1964	1980		2013
Japon	1981	1982		
Jordanie				
Kazakhstan	1999	1999		
Kenya	1966	1981		
Kirghizistan	1996	1996		
Kiribati			1983	1983
Lesotho	1981	1981	1974	2004
Lettonie	1997	1997	1999	1992
Liban				
Libéria	1964	1980	1964	2004
Libye			1989	1989
Liechtenstein	1957	1968	2009	2009
Lituanie	1997	1997	2000	2013
Luxembourg	1953	1971	1960	2017
Macédoine du Nord	1994	1994	1994	2020
Madagascar	1967			
Malawi	1987	1987	2009	
Mali	1973	1973	2016	2016
Malte	1971	1971	2019	
Maroc	1956	1971		
Mauritanie	1987	1987		
Mexique	2000	2000	2000	
Monaco	1954	2010		
Monténégro	2006	2006	2006	2013
Mozambique	1983	1989	2014	2014
Namibie	1995	1995		
Nauru	2011	2011		
Nicaragua	1980	1980	2013	2013
Niger	1961	1970	2014	1985
Nigéria	1967	1968	2011	2011
Norvège	1953	1967	1956	1971
Nouvelle-Zélande	1960	1973		2006
Ouganda	1976	1976	1965	
Pakistan				
Panama	1978	1978	2011	2011
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1986	1986		
Paraguay	1970	1970	2014	2012
Pays-Bas (Royaume des)	1956	1968	1962	1985
Pérou	1964	1983	2014	2014
Philippines	1981	1981	2011	2022
Pologne	1991	1991		
Portugal	1960	1976	2012	2012
République centrafricaine	1962	1967		
République de Corée	1992	1992	1962	
République démocratique du Congo	1965	1975		
République de Moldova	2002	2002	2012	2012
République dominicaine	1978	1978		
République-Unie de Tanzanie	1964	1968		
Roumanie	1991	1991	2006	2006
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1954	1968	1959	1966
Rwanda	1980	1980	2006	2006
Saint Kitts et Nevis	2002			
Saint-Siège	1956	1967		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1993	2003	1999	
Samoa	1988	1994		
Sao Tomé-et-Principe	1978	1978		
Sénégal	1963	1967	2005	2005
Serbie	2001	2001	2001	2011
Seychelles	1980	1980		
Sierra Leone	1981	1981	2016	2016
Slovaquie	1993	1993	2000	2000
Slovénie	1992	1992	1992	
Somalie	1978	1978		
Soudan	1974	1974		
Soudan du Sud	2018	2018		
Suède	1954	1967	1965	1969
Suisse	1955	1968	1972	
Suriname	1978	1978		
Tadjikistan	1993	1993		
Tchad	1981	1981	1999	1999
Tchéquie	1993	1993	2004	2001
Thaïlande				
Timor-Leste	2003	2003		
Togo	1962	1969	2021	2021
Trinité-et-Tobago	2000	2000	1966	
Tunisie	1957	1968	1969	2000
Turkménistan	1998	1998	2011	2012
Türkiye	1962	1968	2015	
Tuvalu	1986	1986		
Ukraine	2002	2002	2013	2013
Uruguay	1970	1970	2004	2001
Venezuela (République bolivarienne du)		1986		
Yémen	1980	1980		
Zambie	1969	1969	1974	
Zimbabwe	1981	1981	1998	
Total	146	147	96	78

En 2022, les Philippines ont adhéré à la Convention de 1961 sur la réduction de l'apatridie.

ACRONYMES

3RP Plan régional pour les réfugiés et la résilience en réponse à la crise syrienne

AfD Agence française de développement

BAfD Banque africaine de développement

BAfD Banque asiatique de développement

BIAD Banque interaméricaine de développement

BID Banque islamique de développement

BMZ Ministère fédéral allemand chargé de la coopération économique et du développement

CBPF Fonds de financement commun par pays

CERF Fonds central pour les interventions d'urgence

COMPASS Système de programmation budgétaire et de production de rapports (du HCR)

COP Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

DAFI Programme allemand Albert Einstein de bourses universitaires pour les réfugiés

DSR Détermination du statut de réfugié

EA Domaine d'appui (pour le HCR)

Enabel Agence belge de développement

ExCom Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FMI Fonds Monétaire International

GPC Groupe sectoriel en charge de la protection

HCDH Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

IA Domaine d'impact (pour le HCR)

IASC Comité permanent interorganisations

IDA Association internationale de développement (Banque mondiale)

IGAD Autorité intergouvernementale pour le développement

INTPA Direction générale des partenariats internationaux (UE)

IRC International Rescue Committee

JICA Agence japonaise de coopération internationale

JDC Centre commun de données (Banque mondiale et HCR) sur les déplacements forcés

JRP Plan de réponse conjoint

LGBTIQ+ Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenre, intersexuées et queer

MAM Malnutrition aiguë modérée

MHPSS Santé mentale et soutien psychosocial

MIRPS Cadre régional global de protection et de solutions en Amérique latine

OA Domaine de réalisation (pour le HCR)

OCDE Organisation de coopération et de développement économiques

OCHA Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Nations Unies)

ODD Objectif de développement durable

OIM Organisation internationale pour les migrations

OIT Organisation internationale du Travail

OMS Organisation mondiale de la Santé

ONG Organisation non gouvernementale

ONU-Femmes Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

ONUSIDA Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

PAM Programme alimentaire mondial

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

PRIMES L'écosystème numérique d'enregistrement de la population et de gestion de l'identité du HCR

PSEA Politique de protection contre l'exploitation et les abus sexuels

R4V Plateforme de soutien inter-agences pour les réfugiés et migrants du Venezuela

RCA République centrafricaine

RDC République démocratique du Congo

RH Ressources humaines

RMRP Plan de réponse régional pour les réfugiés et les migrants

RRP Plan de réponse pour les réfugiés

SADC Communauté de développement de l'Afrique australe

SAM Malnutrition aiguë sévère

SFI Société financière internationale

SIDA Agence suédoise de coopération internationale au développement

UE Union européenne

UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

WASH Eau, assainissement et hygiène

CRÉDITS

Le HCR souhaite remercier tous les membres de son personnel au siège et sur le terrain, ainsi que les consultants, qui ont contribué à la préparation des parties narratives, financières et graphiques de cette publication.

Concept graphique: HCR.

Graphisme, production et impression: Unité d'impression, Service d'appui à la production, Office des Nations Unies à Genève (2305336F).

Les cartes reproduites dans cette publication n'impliquent aucune prise de position de la part du HCR quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Toutes les données dans ce document sont issues des statistiques les plus récentes dont dispose le HCR ou d'autres Agences des Nations unies. Pour tout rectificatif ultérieur à l'impression, prière de se référer aux pages « Publications » du site Global Focus (<https://reporting.unhcr.org>).

Tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique sauf mention contraire.

HCR

Case postale 2500

1211 Genève 2

Suisse

Courriel: HQGARS@unhcr.org

<https://reporting.unhcr.org> et www.unhcr.fr

[Twitter@UNHCRgov](https://twitter.com/UNHCRgov) | [Twitter@refugees](https://twitter.com/refugees) | [Facebook](#) | [Instagram](#)

Photo de couverture:

Svitlana, une [employée chargée du suivi de protection du HCR](#) (en anglais), s'entretient avec Valentina, 83 ans, réfugiée ukrainienne arrivée de Kramatorsk avec sa fille Oksana et sa petite-fille Zhanna. Elles vivent dans un centre collectif à Cracovie, en Pologne, avec 400 autres réfugiés ukrainiens.

© HCR/Anna Liminowicz

reporting.unhcr.org
www.unhcr.fr



Publié par le HCR
Case postale 2500
1211 Genève 2
Suisse

Pour toutes informations et demandes,
veuillez contacter:
HQGARS@unhcr.org

Twitter@UNHCRgov | Twitter@refugees
[Facebook](#) | [Instagram](#)

